La contestation des espaces gais au centre-ville de Montréal depuis 1950

Jocelyn M. Guindon

Thèse présentée au
Département de Géographie
Université McGill
Montréal

Août 2001

Thèse soumise à la Faculté des Études Supérieures et de la Recherche comme exigence partielle en vue de l'obtention du grade de Docteur en Philosophie

© Guindon 2001

National Library of Canada
Bibliothèque nationale du Canada

Acquisitions and Bibliographic Services
Acquisitions et services bibliographiques

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-78695-1

Canada

Résumé

L'espace urbain et ses significations sont constamment réinventés par les pratiques de représentations et de la vie quotidienne. L'espace public nous permet une analyse de la construction et de la contestation des pouvoirs dans la ville, particulièrement en ce qui a trait à la moralité et à la sexualité. La géographie des communautés gaies masculines montréalaises a connu des transformations radicales dans les années 1980. Les espaces gais du centre-ville et du « Red Light » ont été dissous à la faveur d'un nouveau quartier, le Village. Cette transformation soulève la question de l'exercice du pouvoir dans l'espace puisque les cœurs symboliques de l'enclave gaie et de la ville partageaient les mêmes lieux. L'important substrat symbolique de l'espace central fut contesté et subverti par une visibilité croissante des membres des minorités sexuelles. L'analyse de ces espaces s'est infléchie avec les diverses formes du discours dominant qui passa d'un contrôle serré des mœurs, à un cantonnement aux espaces privés, et ensuite à un discours axé sur les droits de la personne. Un ensemble de méthodes qualitatives dont des entrevues, et des sources documentaires telle la presse communautaire, est utilisé pour démontrer la dimension politique de l'espace public ; une manipulation des significations symboliques permettant d'établir le droit à l'espace urbain.

Le Dominion Square, espace public central à Montréal, nous a servi de point d'ancrage à l'analyse de phénomènes politiques et sociaux. Nous en avons retracé les impacts sur nos imaginaires collectifs. La transformation de l'espace urbain central par une architecture moderniste et un urbanisme fonctionnaliste a reconfiguré l'espace public au centre-ville, ainsi que modifié sa définition, ses représentations et son contrôle. Une cartographie des imaginaires géographiques gais a démontré l'importance de l'appartenance à une minorité sexuelle, à un groupe linguistique, à une classe sociale, à une religion ainsi qu'à l'identité nationale dans la constitution des lieux d'enracinements. Les identités gaies sont nécessairement associées à ces diverses facettes identitaires et aux multiples manifestations du pouvoir. Ces imaginaires remettaient en question les représentations privilégiées par le pouvoir à travers les pratiques de la vie quotidienne, la subversion des significations

symboliques de l'espace et la contestation politique. La répression policière s'est révélée n'être qu'une des stratégies du pouvoir municipal dans ses pratiques de censure ; elle ne fut qu'un des aspects d'une lutte de pouvoir qui visait l'appropriation des espaces publics.

Abstract

Urban spaces and their meanings are continually reinvented by daily life and representational practices. Public spaces provide an avenue to analyse the construction and contestation of political and social power in the city. The geography of Montréal's gay men's communities underwent profound changes during the 1980s. The traditional gay areas of the downtown core and the "Red Light" districts have disappeared in favour of a new gay quarter, the Village. This transformation raises questions about the exercise of power in space since the heart of the gay neighbourhood and the downtown area were one in the same. The accumulated symbolism of downtown Montréal was contested and subverted by the growing visibility of sexual minorities. This analysis of urban space reflects a transformation in public discourse that evolved from a tight control of morals, to the confinement of private morality to private spaces, and finally to the constitution of a discourse centered on human rights. A variety of qualitative methods including interviews and documentary sources, such as the community press, have been used to show the political dimension of public space and the manipulation of the symbolic economy allowing the establishment of rights to urban space.

Dominion Square is the spatial focus around which collective and social phenomena have been analysed. The impacts of these phenomena on our collective imaginations have been reconstructed. The transformation of central urban space by modernist architecture and urban functionalism, reconfigured public spaces in the downtown core, along with its definitions, its representations and its control. A mapping of gay geographic imagination shows the importance of sexuality, language, social class, religion and national identities in the development of a sense of belonging in space. It has been shown that gay geographic imagination is necessarily linked to other aspects of identity and diverse manifestations of power. This imangination questioned the privileged representations of hegemonic social values through the practices of daily life, the subversion of the meaning of space and political protest. Police repression showed itself to be only one of the strategies used by the municipal establishment in its censorship practices.

À la mémoire de Walter Bourbonnais

Remerciements

D'emblée, je désire exprimer ma plus sincère gratitude à mon directeur de thèse Brian Ray, pour l'attention vigilante et le soutien indéfectible qu'il m'a manifesté au cours de la réalisation de cette thèse. Ses qualités de lecteur, la justesse de ses commentaires et ses suggestions toujours pertinentes m'ont permis de mettre le point final, à ce long travail de recherche. Je tiens du même souffle, remercier Sherry Olson, co-directrice de fait de ma thèse. Elle a su, par son jugement et la qualité de ses suggestions, faire progresser ce projet de recherche qui parfois m'a semblé impossible.

Cette thèse n'aurait pas été possible sans la participation enthousiaste des narrateurs. Ils ont accepté de partager leurs histoires et même de révéler des secrets dont ils n'avaient jamais osé parler. Ils avaient le sentiment de participer à la création d'une géographie et d'une histoire de notre communauté. J'espère avoir été à la hauteur de leurs attentes. Je les remercie sincèrement.

Cette thèse est en partie le résultat des efforts de plusieurs professeurs qui ont su me communiquer leur passion d'apprendre et de comprendre. Maurice Poncelet, professeur d'administration publique à l'Université d'Ottawa, avait une extraordinaire capacité d'établir des liens entre les facettes les plus arides de la chose publique et la vie quotidienne des citoyens. Éric Weiss-Altaner, professeur à l'Université du Québec à Montréal, a su transformer l'histoire de la ville en des imaginaires urbains où tout est possible. Marc Roman, chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal, m'a permis de découvrir comment la passion d'enseigner peut transformer la vie des étudiants. C'est Marc Roman qui m'a convaincu d'entreprendre des études supérieures.

Je tiens à souligner le soutien de mes collègues du département de géographie du Collège Dawson. Ted Irwin a su confectionner des horaires de travail permettant la poursuite de mes efforts académiques. Ted Irwin, Clifford Hastings et Katia Nero m'ont grandement

encouragé dans la rédaction de ce texte. Les débats que nous avons entretenus sur divers aspects de la géographie urbaine et sociale m'ont donné l'occasion d'articuler mes idées et de polir mon argumentaire.

J'aimerais remercier mes collègues étudiants, au département de géographie, Kate Boyer, Thomas Fletcher, Aurélie Lebrun, Lourdes Meana, Jeanne Schoenwandt, pour les débats que nous avons eu. Je remercie tout spécialement Julie Podmore pour les nombreuses discussions sur les géographies gaies et lesbiennes que nous avons partagées. Je souligne aussi les divers apports de Frédéric d'Outrelepont, Suzanne Berthiaume et Arnaud Alriq.

Je dois mentionner le support financier du Conseil de recherche en science humaine du Canada, de la Fondation Desjardins et du Département de Géographie de l'Université McGill.

Viennent enfin les remerciements à mes proches. Jeanne Paule qui s'est investie toute entière dans l'avenir à travers ses enfants. Elle a sans conteste réalisé son rêve de nous inculquer le désir de savoir et de comprendre. Je remercie Marise de sa très grande patience, ainsi qu'Henri-Paul et Denis de leurs constants encouragements.

J'ai eu la chance de cheminer dans ce projet accompagné de Tony, mon ami de tous les instants. Il a su créer les conditions émotives et matérielles nécessaires à la réalisation de cette thèse, et ce, malgré les nombreuses absences qui en ont découlées. Sa présence, ses attentions, sa compréhension et sa patience ne sont jamais passées inaperçues.

Table des matières

Résumé i
Abstract iii
Dédicace iv
Remerciements v
Liste des figures viii
Liste des abréviations xi

Introduction 1

Chapitre 1
Imaginaires géographiques et exercice du pouvoir 16

Chapitre 2
Homosexualité et pratique du pouvoir à Montréal entre 1949 et 1970 : Évolution institutionnelle et discursive 49

Chapitre 3
L'économie symbolique du centre-ville, 1968 - 1973 86

Chapitre 4
L'inscription de la différence dans l'espace central 119

Chapitre 5
La répression policière et gestion de l'espace urbain central 144

Conclusion 179

Appendices
- Appendice 1 Chronologie 191
- Appendice 2 La presse communautaire 200
- Appendice 3 Guide d'entrevue semi-dirigée 204
- Appendice 4 Formulaire d'identification 206
- Appendice 5 Le Vaisseau d'or 207
- Appendice 6 Secteurs de recensement du centre-ouest 208

Bibliographie 209

Liste des Figures

Figure 1	Principales structures urbaines au centre-ville de Montréal	6
Figure 1.1	Centre-ville de la ville de 3 millions d'habitants (Le Corbusier)	24
Figure 1.2	Plan Voisin (Le Corbusier)	25
Figure 1.3	Échantillon boule de neige, narrateurs et dates des entrevues	44
Figure 2.1	"Un homme à vertu en vaut deux"	51
Figure 2.2	"En voulez-vous des preuves?"	54
Figure 2.3	Emplacements des établissements fréquentés par les gais dans les années 1950	55
Figure 2.4	Emplacements des maisons de jeux identifiées par Pacifique Plante	58
Figure 2.5	"Pax sur la ville aux agents de bonne volonté."	60
Figure 2.6	"Chacun son métier et les vaches seront bien gardées."	66
Figure 2.7	Gare centrale, circa 1945	79
Figure 2.8	Hôtel Reine Élizabeth, circa 1957	80
Figure 3.1	La Place Ville-Marie, circa 1963	88
Figure 3.2	Manifestations nationalistes en 1968 et 1969 au centre-ville	93
Figure 3.3	Le Dominion Square, circa 1900	97
Figure 3.4	Le Dominion Square, ses monuments et principaux édifices	98
Figure 3.5	La Place du Canada et le Château Champlain	100
Figure 3.6	L'hôtel Windsor	101
Figure 3.7	Le Vaisseau d'Or	104
Figure 3.8	"Hélas! Il a sombré dans l'abîme du rêve!"	107
Figure 3.9	Caricature de Réjean Tremblay et de Michel Girouard	112
Figure 4.1	Langue maternelle des résidents du centre-ouest de Montréal en 1971, 1976 et 1981	127
Figure 4.2	Établissements du centre-ville fréquentés par les gais et les lesbiennes en 1978	139
Figure 5.1	Manifestation du 19 juin 1976	154
Figure 5.2	"La guerre est-elle déclarée?"	162
Figure 5.3	Manifestation du 3 juin 1984	169
Figure 5.4	Établissements annoncés dans *Attitude,* janvier 1985	171

Abréviations

ADGQ	Association des gai(e)s du Québec
ADGLQ	Association des gais et lesbiennes du Québec
AGC	Archives gaies du Canada
AGQ	Archives gaies du Québec
BNQ	Bibliothèque nationale du Québec
CHAR	Comité homosexuel anti-répression
COJO	Comité organisateur des jeux olympiques
CN	Canadien National (compagnie de chemin de fer)
CP	Canadien Pacifique (conglomérat incluant une compagnie de chemin de fer)
CUM	Communauté urbaine de Montréal
DST	Dominion Square Tavern
FLH	Front de libération des homosexuels
FLQ	Front de libération du Québec
GLF	Gay Liberation Front
GMA/AHM	Gay Montreal Association / Association homophile de Montréal.
NGRC	National Gay Rights Coalition
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
RCM	Ralliement des citoyens de Montréal
SPCUM	Service de police de la Communauté urbaine de Montréal
STCUM	Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal
YMCA	Young Men's Catholic Association
YWCA	Young Women's Catholic Association
YMHA	Young Men's Hebrew Association

Introduction

L'intérêt croissant que portent les chercheurs depuis quelques années à la géographie et à l'histoire des communautés gaies et lesbiennes à travers l'Amérique du Nord souligne l'importance grandissante d'un sentiment d'appartenance communautaire. À Montréal, cet intérêt est relativement récent[1] et de multiples zones d'ombres demeurent. Les efforts ont porté surtout sur quelques périodes de l'histoire des gais et des lesbiennes montréalais (Chamberland 1998, 1996 ; Demczuk et Remiggi 1998 ; Higgins 1999a, 1999b, 1998, 1997 ; Hurteau 1993, 1991 ; Noël 1998, 1993) alors que les études géographiques n'en sont qu'à leurs balbutiements (Podmore 1999 ; Remiggi 1998). Cette thèse s'intéresse à l'espace non seulement comme site d'une lutte, mais aussi comme étant l'enjeu de cette lutte pour son appropriation. La géographie des communautés gaies montréalaises[2] a connu des transformations radicales dans les années 1980. Ces changements ont été retracés par Remiggi (1998)[3] en localisant les commerces qui s'adressaient aux gais entre 1978 et 1992. C'est cette transformation et le désir d'y trouver une explication qui furent à l'origine de cette thèse. Ma principale préoccupation est le pouvoir et son exercice dans la ville. Je retracerai la spatialisation du pouvoir et de son exercice sur une très longue période, c'est à dire entre 1949 et 1984. C'est au cours de cette période que je présenterai la transformation des significations et des représentations des espaces gais à Montréal. Mon analyse de ces espaces s'appuira sur les diverses formes que prirent le discours dominant. Discours qui est passé, dans un premier temps, d'un contrôle serré des mœurs à un cantonnement d'une moralité privée aux espaces privés à la fin des années 1960 (Hurteau 1993, 1991), et dans un deuxième temps, à un discours axé sur les droits de la personne au milieu des années 1970 au Québec, soit avant l'adoption de la Charte des droits et libertés en 1982 au Canada (Smith 1999, Stychin 1995).

Ces transformations discursives amenèrent des changements profonds dans l'organisation spatiale de l'expression des différences (Chauncey 1994). Je souhaite souligner

la vitalité des imaginaires géographiques des gais montréalais tout en reconnaissant la dimension nord-américaine de la « montréalité ». L'importance d'événements comme Stonewall et les impacts des mouvements gais anglo-canadiens à travers la circulation des personnes et des idées seront soulignés. La création d'institutions communautaires peut être reliée directement à la présence de plusieurs « draftdodgers » américains à Montréal. Les médias anglo-canadiens diffusent des idées ayant une dimension nord-américaine et plusieurs activistes gais anglo-canadiens ont choisi Montréal comme ville d'adoption. Ces apports et ces influences ont subi un processus de médiation culturelle (Simon 1994) pour s'intégrer à des imaginaires géographiques fortement inspirés par des conditions qui sont uniques à cette ville. Ces conditions sont au début de la période étudiée la configuration du pouvoir de l'Église et de l'État, la situation linguistique, une culture de classe qui se transforme lentement en culture de masse dans les années 1960, et la montée du mouvement nationaliste québécois. Jean Drapeau, maire de Montréal, a assuré par sa longévité politique une continuité dans les politiques de gestion de l'espace. Ses préoccupations étaient non seulement économiques et esthétiques, mais aussi morales. Il accorda une très grande importance à l'émergence d'un nouveau centre-ville dans les environs du Dominion Square, quartier où une communauté gaie était déjà établie.

Dans l'histoire gaie montréalaise Stonewall n'est devenu important qu'avec le passage du temps (Noël 1998)[4]. En 1969, pratiquement au même moment où une révolte se produit dans Greenwich Village, Saint-Jean-Baptiste est décapité sur la rue Sherbrooke devant le Ritz-Carlton (dans l'appendice 1, le lecteur trouvera une chronologie des événements mentionnés dans cette thèse). Ces deux événements, Stonewall et la Saint-Jean de 1969, n'ont jamais fait partie de la même histoire imaginée alors qu'une analyse de l'espace nous permet d'établir, par proximité, des liens surprenants (Foucault [1962] 1992 ; Soja et Hooper 1993 ; Soja 1989). Une approche géographique qui se concentre sur le cœur de Montréal m'amène à créer un ensemble de liens entre des événements qui de prime abord semblent tout à fait disparates et déconnectés. Les espaces du centre-ville sont d'une complexité et d'une diversité exceptionnelle et c'est dans cet espace que je veux ancrer cette thèse sur l'exercice du

pouvoir. Un pouvoir multiforme qui peut être détenu et exercé par tous selon des modalités différentes (Castoriadis [1974] 1999 ; de Certeau 1980 ; Foucault 1983 ; Lefebvre 1968a, 1968b, 1970a, [1974] 2000). L'exercice du pouvoir n'étant pas constitué seulement de ses abus, mais aussi d'une multitude de pratiques émancipatoires.

Le 22 octobre 1977, les policiers de la Communauté Urbaine de Montréal ont effectué une descente dans un bar de la rue Stanley. Près de 150 personnes ont été arrêtées et détenues pendant plusieurs heures. La réaction de la communauté gaie a été immédiate et le lendemain une importante manifestation paralysait le centre-ville (Benoit et al 1978). Pour plusieurs, la descente au Truxx rappelle les événements du 27 juin 1969 à New York, où les émeutes de Stonewall[5] se sont produites suite à une série de descentes policières dans plusieurs bars. Trois nuits d'émeutes suivirent et le bar Stonewall se transforma progressivement en symbole de la lutte contre la répression policière (D'Emilio [1983] 1998, Duberman 1993). Stonewall devint un exemple, qui sera suivi de San Francisco à Montréal[6]. Au-delà des clichés, ces événements soulèvent toute une série de questions importantes. Qu'est-ce qui motivent les pouvoirs publics à intervenir massivement en utilisant les appareils coercitifs de l'État ? Comment se fait-il que les membres d'une minorité sexuelle décident, soudainement semble-t'il, d'inscrire leur ras le bol dans un espace urbain ? À Montréal ces questions prennent une dimension particulière puisque le cœur symbolique de l'enclave commerciale gaie et celui de la ville sont au même endroit et partagent les mêmes espaces.

Ces espaces simultanés, où des usages multiples et des significations divergentes se superposents, ont été à la base d'une lutte urbaine. Le risque de la répression et la confrontation avec le gendarme sont des éléments qui ont permis de souligner la faillite d'une hégémonie hétérosexiste et masculiniste. Elles ont mis en évidence l'enracinement et l'efficacité grandissante d'un mouvement de libération sexuelle. Mais, cette confrontation ne forme que la partie visible de cette lutte car, avec la progression de cette recherche, j'ai réalisé toute la complexité des intérêts en présence. Les interventions du pouvoir municipal au niveau de la définition symbolique et matérielle des espaces urbains se sont révélées être d'une

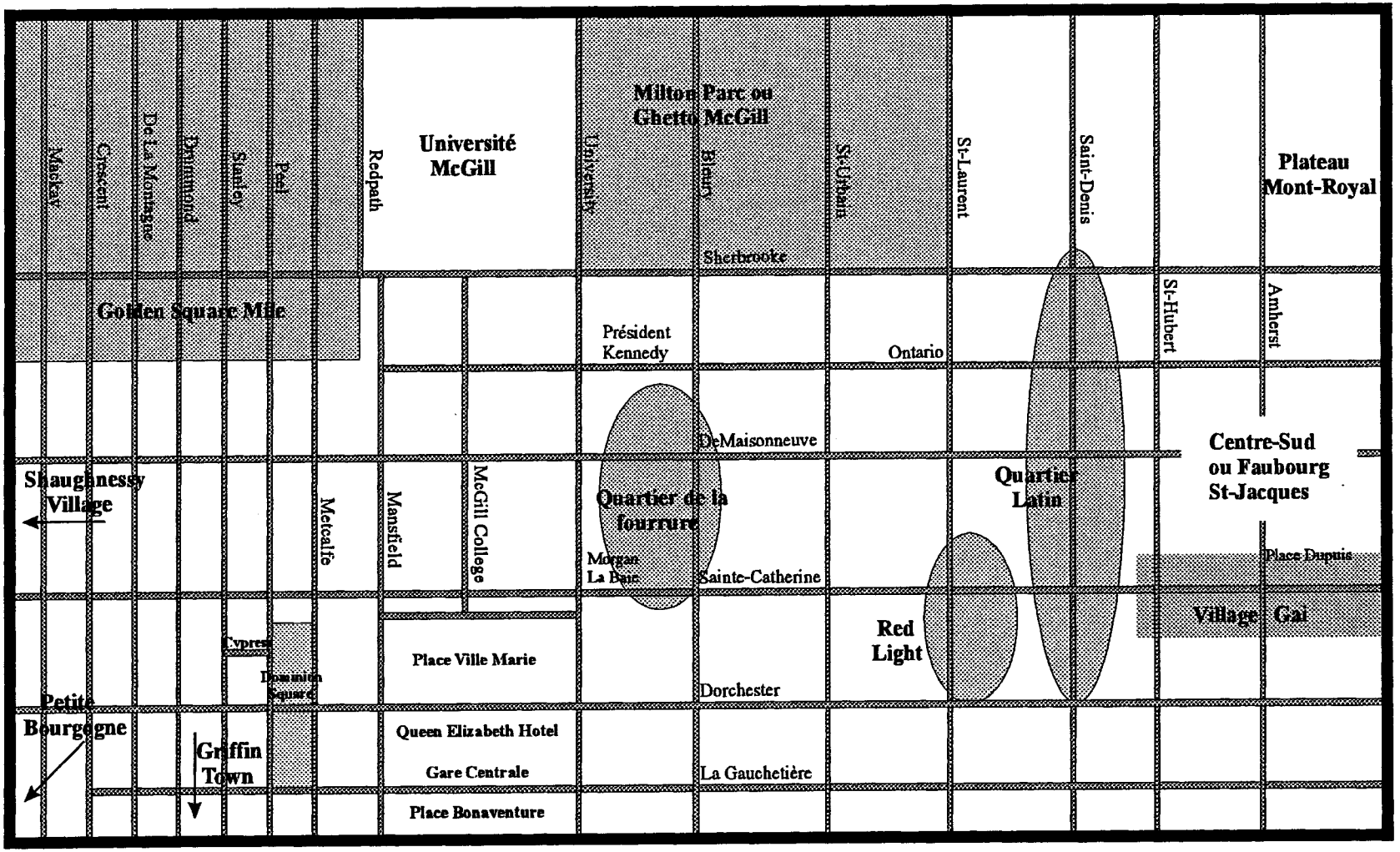
grande importance dans la transformation du centre-ville (Boyer 1992, 1993 ; Knopp 1987 ; Zukin 1991, 1995). Ces interventions du pouvoir ont été motivées par un ensemble de croyances et de valeurs qui soutenaient le discours sur la moralité (Chauncey 1994, 1997 ; Ryan 1990 ; Stansell 1987). Le contre-discours s'enracinait dans la vie quotidienne qui a été retracée par les histoires de vie d'homosexuels ayant connu le Montréal d'avant 1985. Leurs perceptions de la ville à travers leurs souvenirs, leurs sentiments de bien être, leurs impressions de danger ainsi que la toile complexe des relations qu'ils y ont tissée, nous en fournissent les traces (de Certeau 1980) d'une ville gaie aujourd'hui disparue. Une autre source importante pour l'identification du contre-discours sont les journaux de la communauté gaie qui, pour la plupart, ont été publiés sur de très courtes périodes sauf *Le Berdache* et *Sortie* qui ont parus pendant quelques années. Les médias de masse et plusieurs fonds d'archives ont été aussi mis à contribution (Chamberland 1996, 1998 ; Higgins 1999a ; Hurteau 1993 ; Podmore 1999 ; Sivry 1998).

J'ai choisi la différence sexuelle comme facette identitaire et plus particulièrement le monde des homosexuels masculins, le monde gai, à cause de ma propre identité hybride comme gai, francophone et Québécois ayant choisi de devenir Montréalais. Chacune de ces facettes identitaires acquiert plus ou moins d'importance selon les débats et les enjeux (Probyn 1994). Les espaces que j'analyserai pourraient très bien être analysés à partir des expériences de la communauté noire montréalaise, historiquement liée aux chemins de fer, ou encore à partir des expériences des femmes, le YWCA se situait à l'origine près du coin sud-ouest de l'intersection du boulevard Dorchester (maintenant boulevard René Lévesque) et de la rue Peel, en diagonale avec le YMCA qui était au coin nord-est de Dorchester et Metcalfe juste devant la cathédrale. Je ne cherche en rien à réduire l'importance des multiples différences qui se manifestent au cœur de la ville, je ne parle que de celles qui me touchent de plus près (Foucault 1976a)[7]. Ces quelques facettes identitaires que j'ai retenu se sont peu à peu révélées lors de la réalisation de cette recherche. Elles ont été renforcées par mon expérience personnelle et sont ancrées dans les témoignages des narrateurs. Ces choix ont été faits pour mieux dégager la complexité des significations qui se tissent dans l'espace central.

Je cherche à comprendre ce que représente le centre-ville de Montréal à travers une conjonction particulière d'éléments, tels l'accumulation de capital foncier et la tentative d'inscrire Montréal dans le réseau des villes internationales, l'évolution des rapports entre les communautés anglophones et francophones, l'impact des nationalismes canadiens et québécois, et les tentatives d'inscription des différences sexuelles au cœur même de la ville à partir d'une multitude d'apports. Ces apports sont les contributions d'une multitude de gais, portant chacun des traces laissées par la vie, c'est à dire les appartenances de classe, linguistique ou religieuse et les identités nationales. Un tel apport provient des objecteurs de conscience américains des années 1960 et 1970 qui contribuèrent d'une façon exceptionnelle à l'organisation des communautés gaies montréalaises. Ce qui émergera de mon analyse c'est une organisation spatiale et sociale de l'univers gai montréalais, ce que Chauncey (1994) identifie comme une topographie sexuelle gaie[8].

Tout comme pour les « draftdodgers » et tant d'autres gais de diverses origines, Montréal a été ma destination et éventuellement mon lieu d'enracinement. Je suis arrivé à Montréal le premier juillet 1976, quelques semaines avant le début des Jeux olympiques. La ville vibrait. J'avais 20 ans et je découvrais une vie urbaine d'une intensité que je n'aurais jamais osé imaginer dans le quartier Wrightville à Hull. J'ai vite fait de découvrir les environs du Dominion Square (Figure 1). Déjà, j'avais fréquenté quelques bars lors d'escapades de fin de semaine mais j'étais loin de me douter de la complexité et de la diversité des lieux de rencontres et de socialisation qui existaient alors. Il y avait les bars, les tavernes et les discothèques bien sûr, mais aussi des parcs, certains restaurants, des bouts de rue comme la rue Baile, de grands complexes immobiliers dont la Place Ville-Marie, les gares, de grands hôtels et aussi un grand nombre de groupes plus ou moins structurés, comme les « Church Groups » de certaines églises anglicanes, dont le chœur de l'église St-James the Apostle sur Sainte-Catherine Ouest. Cette rue était habitée d'une multitude de regards, de sourires et de rencontres dont certaines se sont transformées en amitié de toute une vie. La rue Sainte-Catherine pour moi représentait alors le « unassimilated otherness » décrit par Young (1990, 241). Ce petit monde avait ses personnages et ses stars. Cécile, la serveuse très « Super

Figure 1 Principales structures urbaines au centre-ville de Montréal.



Conception graphique : Jocelyn Guindon.

Tramp » du Lentzos au coin de la rue Guy, « l'Italienne », serveur à la Taverne Bellevue dans le « Red Light », Guilda, « personnificateur » féminin qui réussit à s'imposer dans l'imaginaire populaire québécois et Michel Girouard, commentateur mondain, qui provoqua un maelström médiatique et un immense embarras dans la presse et à l'Archevêché lorsqu'il révéla son intention de se marier avec Réjean dans une discothèque du centre-ville.

Très rapidement cependant, j'ai ressenti tout le poids de la présence policière. Surtout devant les clubs de la rue Stanley où il semblait toujours y avoir quelqu'un qui nous demandait de circuler. Deux semaines après mon arrivée à Montréal, j'ai subi ma première descente, mon premier face à face avec un policier armé. Au même moment, l'exposition Corridart fut sauvagement démantelée par les employés de la Ville de Montréal sur la rue Sherbrooke, démantèlement presque oublié, pour un temps, avec la tenue des Jeux olympiques et de ces deux semaines d'euphorie qui déferlèrent sur la ville. Personnellement, juillet 1976 marque pour moi une période importante et excitante, celle de ma sortie. C'est alors que j'ai compris que mon orientation sexuelle a une signification politique. C'est aussi à ce moment que je me suis découvert une passion pour Montréal.

Plusieurs espaces urbains montréalais seront explorés dans cette thèse mais le Dominion Square servira de point d'ancrage à une nébuleuse de rapports et de relations de pouvoirs. Du Dominion Square, comme petit bout de la lorgnette, nous verrons un ensemble d'événements et de phénomènes sociaux émerger, s'élaborer, évoluer et s'articuler dans l'espace urbain ainsi que dans nos imaginaires collectifs, qu'ils soient canadiens, québécois, montréalais ou gais. Ces événements et phénomènes s'élaborent simultanément à la transformation de l'espace urbain central à partir des années 1950 et 1960 avec le déplacement des grandes institutions financières de la rue Saint-Jacques vers les environs du Dominion Square. Déplacement qui amène une concentration du tertiaire moteur, l'industrie des services et des sièges sociaux, tout près de la rue marchande, la rue Sainte-Catherine, et du quartier des gares (Barlow et Taylor 1981 ; Linteau 1992 ; Marsan 1994). Cette concentration de l'industrie des services s'est poursuivie jusque dans les années 1980 (Coffey

1998). Cette accumulation de capital foncier s'effectue dans un quartier où sont enracinées des communautés gaies organisées autour de réseaux sociaux et d'un ensemble de lieux de rencontres dont le Dominion Square lui-même (Higgins 1999a, 1998, 1997 ; Leznoff 1954).

Tout au long de cette thèse je m'attacherai à démontrer les relations complexes qui existent entre les espaces centraux de Montréal, les politiques de gestion de l'espace et le discours sur la sexualité. L'administration municipale peut intervenir de plusieurs façons ; la réglementation lui permet d'encadrer les usages sociaux des espaces urbains ; l'utilisation de ressources peut promouvoir ou décourager certaines activités ; l'utilisation de la force permet d'imposer l'interdiction de certaines pratiques dans la ville. Plusieurs exemples de ces interventions existent à Montréal. Ainsi, Parazelli (1997), a démontré comment les jeunes de la rue ont été évincés du centre-ville Est pour améliorer l'image de la ville auprès des touristes fréquentant les grands festivals. Les tensions entre la présence de la communauté gaie et les autres utilisateurs de l'espace au centre-ville ainsi que le rôle déterminant joué par la Ville de Montréal peuvent être reliés à plusieurs facteurs. Les facteurs institutionnels, les institutions impliquées dans la toile de contrôle social se transforment à partir de la Révolution tranquille jusqu'aux années 1970 où l'expression de différences sexuelles se permet une sortie[9]. Les facteurs économiques, la transformation de Montréal d'une ville industrielle et manufacturière à une ville où le secteur des services prend une ampleur croissante, amènent une transformation profonde d'une culture de classes qui a marqué les divers espaces de la ville. Les facteurs de langues et par la suite d'identités nationales viennent s'entrechoquer dans une lutte pour la définition symbolique des espaces urbains. La constitution d'une identité gaie montréalaise et les revendications des communautés gaies relatives à la défense de certains droits seront situées dans ce contexte mouvant et en constante évolution.

À la fin de la période étudiée, les espaces gais dans la ville connaîtront une transformation sans précédent. Remiggi (1998) a documenté ce qu'il nomme un « déplacement » de l'enclave commerciale s'adressant aux gais, du centre-ville et du Faubourg Saint-Laurent vers le Centre-Sud, entre 1984 et 1985. Les termes « déplacement » et

« déménagement » sont habituellement utilisés dans les communautés gaies pour qualifier la transformation de leurs espaces. Je cherche cependant à démontrer dans cette thèse qu'il ne s'agit pas du tout d'un « déplacement » ou d'un « déménagement », mais qu'il s'agit plutôt de la dissolution d'une structure urbaine comportant un ensemble de réseaux sociaux, de significations et de quotidienneté ancrés dans des espaces biens précis. Cet effacement s'effectue de manière simultanée avec l'émergence de nouveaux espaces gais en marge du centre-ville. Je cherche donc à comprendre les divers facteurs qui ont mené à la disparition des espaces gais du centre-ville.

Le premier chapitre présente une esquisse théorique pouvant servir à l'analyse du pouvoir et de son exercice dans l'espace. Je ne veux pas présenter le pouvoir seulement comme une force qui s'exerce mécaniquement avec son entropie et les multiples mouvements, pressions, glissements et points de résistance qu'il rencontre à travers un processus hégémonique. Mais, je veux aussi présenter un contre-pouvoir issu de la nébuleuse des imaginaires et des possibles avec ses potentiels d'effacements et d'émergences, le pouvoir étant plein non seulement de ses violences mais de ses potentialités. Je cherche à établir un équilibre entre le pouvoir d'adopter et d'appliquer des politiques par rapport aux espaces urbains, et la capacité des individus et des groupes à participer à l'élaboration des significations de l'espace et à leur subversion avec des imaginaires sociaux et géographiques s'ancrant au niveau de la quotidienneté.

Un des défis de cette esquisse théorique est d'intégrer deux littératures différentes. L'une est une littérature de langue française qui est développée suite à mai 1968 et où je puise mes principales influences. Parmi celles-ci, une appréhension du quotidien et de ses pratiques « émancipatoires » dans un environnement urbain hautement programmé est rendue possible par l'extension des pratiques discursives aux pratiques spatiales (de Certeau 1980). Cette contribution est majeure car elle rend possible, à travers ce que de Certeau appelle les légendes locales, l'émergence d'imaginaires originaux dans l'espace, ne serait ce que de façon éphémère. Castoriadis ([1974] 1999) dans son texte *L'institution imaginaire de la société*

s'intéresse à l'identification et à l'émulation d'imaginaires sociaux instituants (dans notre cas des imaginaires géographiques instituants). Ces imaginaires sont, pour Castoriadis, ces nouvelles façons de faire qui émergent de façon inattendue dans le corps social et qui peuvent servir de modèle à l'élaboration de nouveaux rapports de pouvoir. Si pour Castoriadis, cette identification de nouvelles façons d'être et de faire relèvent d'un impératif radical, pour Michel Foucault ([1962] 1992, 1976a, 1976b, 1983) elles relèvent des pratiques de pouvoirs de sujétion et d'oppression ainsi que de leur subversion. Ces stratégies interprétatives ne sont pas selon moi exclusives mais complémentaires. Finalement, Henri Lefebvre (1968a, 1968b, 1970a, [1974] 2000), "sociologue du quotidien et philosophe de la modernité", qui "... comme penseur de notre univers quotidien, réhabilite ce qui dans le champ du savoir et de la réflexion, apparaissait *a priori* comme devant être exclue"[10] (Bernié-Boissard 1994, 13). Sa pensée, comme critique radicale, s'articule en terme de production et de reproduction de l'espace mais, comme sociologue du quotidien, il réfléchit aussi en terme de l'acte de produire l'espace, l'espace social étant construit (Dear 1994). L'une des principales conclusions qu'on peut tirer des travaux d'Henri Lefebvre c'est qu'une transformation des modes de production amène une transformation de l'espace produit. Cette contribution est essentielle à la compréhension de la transformation de l'espace central à Montréal et des espaces sociaux qui s'y développent.

À ces contributions fondamentales vient s'ajouter une littérature anglo-américaine multidisciplinaire. Les contributions sont multiples et elles proviennent de la sociologie (Castells 1983 ; Weeks 1981, 1985 ; Zukin 1991, 1995), de l'histoire (Beemyn 1997 ; Chauncey 1994, 1997 ; D'Emilio [1983] 1998 ; Ryan1990 ; Stansell 1987) et évidemment de la géographie (Bell 1991, 1995 ; Bell et Valentine 1995 ; Bell et al. 1994 ; Elder 1995 ; Knopp 1987, 1995, 1998 ; Ray et Rose 2000 ; Rothenberg 1995 ; Valentine 1993). Cette littérature s'intéresse entre autres à l'importance de l'espace dans la construction de l'homosexualité, lien qui est moins exploré dans la littérature de langue française.

Le second chapitre retrace l'évolution du discours local concernant la moralité entre

1949 et 1970. Il s'agit au début de cette période d'un discours construit sur des valeurs traditionnelles qui s'articulaient autour de la notion du « mal ». Le crime et l'immoralité y étaient rarement décrits comme spécifiques. L'originalité de ce chapitre est dans l'analyse de la spatialité de ce discours, le crime et l'immoralité sous diverses formes étant associés à des espaces précis. Cette spatialisation du vice permet à une coalition morale d'ancrer son discours dans les espaces concrets de l'imaginaire populaire de l'époque. Cette coalition morale était active depuis longtemps mais elle s'est donnée en 1949 des leaders ayant une stature impressionnante. Je retracerai le discours de la coalition morale dans les institutions municipales ainsi que l'implication des forces policières et de l'institution judiciaire dans la formation d'un discours plus spécifique par rapport à l'homosexualité. La libéralisation des mœurs força alors une spécialisation du discours par rapport à la sexualité pour délimiter non seulement les frontières de ce qui était socialement acceptable (Hurteau 1993, 1991), mais aussi pour délimiter une géographie des espaces litigieux. Cette transformation du discours est ramenée aux espaces qui servaient de révélateurs des comportements dénoncés. Les techniques de répression policière évoluèrent et se transformèrent au même rythme que le discours. Les descentes dans les bars où se tenaient les travestis devinrent moins fréquentes et les opérations de piégeages dans la rue et dans les espaces publics se multiplièrent. Le matériel utilisé dans ce chapitre provient des journaux de l'époque et des archives municipales.

Le troisième chapitre s'intéresse à la définition symbolique des espaces du centre-ville. La fin des années 1960 est une période fertile en mouvements sociaux divers et en revendications sociales et politiques, non seulement dans les pays occidentaux, mais aussi dans l'espace monde (Watts 2001). En France, la revendication étudiante atteint des sommets en mai 1968 (de Certeau 1968 ; Morin et al. 1968 ; Touraine [1968] 1998). Aux États-Unis le mouvement pacifiste (De Benedetti 1990 ; Heineman 1993) et les tensions raciales (Gale 1996) dans les grandes villes provoquent des explosions de violence. À Montréal, le mouvement nationaliste, aiguillonné par la situation linguistique, réussira à s'associer des groupes progressistes dans un vaste mouvement de revendication (Rioux 1980, 1990). La

genèse de ces phénomènes ne fait pas partie de mon sujet mais ils ont eu des impacts directs sur le centre-ville de Montréal. Les grandes manifestations nationalistes de 1968 et 1969 venaient contester des espaces à connotation coloniale et remettre en question les privilèges d'une minorité. Trois grandes manifestations eurent lieu sur la rue Sherbrooke dont deux non loin du Dominion Square. Cette contestation est contrastée par les significations inscrites au Dominion Square et ses environs. Véritable encyclopédie des significations liées au pouvoir et au nationalisme canadien, cet espace public hautement valorisé sert aussi de place publique et de lieu de rencontre pour le quartier gai. Aux grands gestes socio-politiques, s'ajoutent une multitude de drames urbains qui utilisent ou subvertissent les significations de l'espace.

Après avoir revu le discours des institutions publiques jusqu'en 1970 et les significations privilégiées dans les espaces centraux, je construis le quatrième chapitre à partir des histoires de vie que les narrateurs m'ont confiées. La langue, la religion et la classe sociale seront analysées comme facteurs importants influençant les imaginaires géographiques gais, aussi bien au niveau des quartiers qu'à l'échelle de la ville. Le récit des « draftdodgers » américains retiendra notre attention avec leurs expériences distinctives qui nous renvoient une image différente de Montréal. L'évolution des significations de ces espaces dans les années 1970 est importante. Une nouvelle génération de gais issue de la Révolution tranquille arrive en ville. Le quartier Centre-Ouest verra sa composition linguistique évoluer avec le départ de nombreux anglophones après 1976 et une présence de plus en plus importante de jeunes gais francophones qui associent les grandes conciergeries à la modernité. Les espaces gais sont de plus en plus visibles et une constellation institutionnelle peut s'épanouir. Les narrateurs, qui ont aujourd'hui pour la plupart plus de quarante-cinq ans, prirent le parti de la visibilité, alors que la société toute entière était aspirée par la modernité.

Dans le cinquième chapitre je cherche à recréer les tensions entre la répression policière, des événements libérateurs telles les manifestations organisées par les communautés gaies et l'émergence d'une identité commune. À partir de 1975, s'amorce un cycle de répression dirigée vers les établissements et les espaces occupés par les gais. Au début, cette

répression semblait être liée à l'approche des Jeux olympiques de 1976, d'où sa qualification de « nettoyage olympique », mais elle s'est poursuivit longtemps après la fin des Jeux. La répression policière ne se limite pas à Montréal (Knopp 1987, Smith 1999) mais je soutiendrai qu'elle a eu ici la particularité d'être maintenue sur une longue période de temps. La narration de cette répression sera entrecoupée et fracturée par une exploration de divers événements et phénomènes qui se produisent simultanément. J'associerai ce nettoyage à une campagne de censure concernant la liberté d'expression dans les espaces urbains et leur appropriation, censure qui n'affecte pas seulement la communauté gaie. Corridart, vaste exposition d'art contemporain qui devait se tenir dans la rue Sherbrooke durant les Jeux olympiques sera sauvagement démantelée. Ce geste de censure est l'un des contrepoints narratifs que j'utilise dans ce chapitre. La description de la répression policière sera tour à tour fracturée par l'exploration des affinités entre le mouvement nationaliste et les organismes communautaires gais, la descente du Truxx et l'adoption de la loi 88 modifiant la Charte des droits de la personne, et par les diverses manifestations dénonçant le harcèlement policier.

L'utilisation des espaces publics n'est pas une activité neutre aux plans politiques, économiques et sociaux. La signification symbolique de l'espace central s'est retrouvée au cœur d'une lutte pour sa définition dans les années 1970 et 1980. Cette lutte concernait aussi bien l'importance relative des langues, des symboles nationaux, que la sexualité et son inscription dans un espace significatif. Dans le cas du centre-ville de Montréal, il y a eu des tensions entre l'utilisation croissante de l'espace par la nouvelle économie et les individus et les groupes qui occupaient déjà cet espace. Le gouvernement municipal a donc joué un rôle déterminant dans cette lutte en prenant fermement position en faveur du capital foncier et de la nouvelle économie. Seule l'hétérosexualité obligatoire devait dès lors avoir droit de cité dans ces espaces hautement valorisés. Comme nous allons le voir aux chapitres 2, 3 et 5, les homosexuels montréalais durent subir le harcèlement constant des institutions qui composaient la coalition morale ainsi que des forces policières. Ces pratiques policières et municipales se résorbèrent à partir du moment où l'enclave commerciale gaie du centre-ville se dissout et qu'une nouvelle enclave émerge à la marge du centre-ville. Le pouvoir, ses

diverses spatialités et la multiplicité de ses manifestations, constituent alors la trame théorique de l'ensemble de cette thèse.

Notes

1. Je tiens à souligner le rôle important qu'ont joué Ross Higgins et Lyne Chamberland dans le développement de l'intérêt que nous portons, comme communauté, à notre passé.

2. Comme nous le verrons tout au long de cette thèse, et particulièrement au chapitre 4, il n'y a pas qu'une communauté gaie à Montréal. Au delà des différences entre les communautés gaies et lesbiennes, les appartenances socio-linguistiques, à une classe sociale et même à une religion pour plusieurs narrateurs, viennent fragmenter les identités.

3. Une analyse préliminaire des données qui ont servi à la rédaction de "Le Village gay de Montréal : entre le ghetto et l'espace identitaire." (Remiggi 1998), a été publié sous Remiggi, Frank (1993) "Le Village de l'Est ou la naissance d'un espace gai montréalais." *La Grand'Jaune*. février 1993, 1(4),8-9.

4. Au début des années 1970 "Le phénomène Stonewall proprement dit n'a eu cependant que peu d'effet sur la plupart des organisations gaies et lesbiennes de Montréal" (Noël 1999, 190).

5. Cette comparaison entre le Truxx et Stonewall revient régulièrement dans les entrevues réalisées avec les narrateurs ainsi que dans la presse communautaire ; "En deux nuits, cette affaire deviendra le Stonewall du Québec" (Sivry 1998, 143).

6. Stonewall constitue un virage de l'histoire gaie nord-américaine. Ces événements donneront naissance aux célébrations de la fierté gaie à New York en 1970. À Montréal, cette célébration sera plus ou moins associée aux célébrations de la Saint-Jean Baptiste jusqu'en 1993, année qui marque les débuts de Divers Cité.

7. "Si je fais les analyses que je fais, ce n'est pas parce qu'il y a une polémique que je voudrais arbitrer, mais parce que j'ai été lié à certains combats" (Foucault 1976a, 73).

8. "This book maps two distinct but interrelated aspects of what I call the sexual topography of the gay world... the spatial and the social organization of that world..." (Chauncey 1994, 23).

9. *Sortie* (Benoit et al. 1978), titre du premier ouvrage collectif québécois traitant de la condition gaie ; ouvrage publié suite à la descente au Truxx. Cette métaphore de la sortie est reprise par Higgins (1999a) "Mais c'est sûrement la descente au bar Truxx qui a été le tournant dans l'histoire de la vie gaie à Montréal. Non pas parce que c'était la plus grosse arrestation de masse depuis les événements d'octobre 70, mais parce que pour la première fois, le lendemain de la descente, les gais ont exprimé tout haut le refus de cette répression qu'ils subissent... Montréal et sa population gaie ont vécu la grande sortie" (129).

10. L'emphase est de l'auteur.

Chapitre 1

Imaginaires géographiques et exercice du pouvoir

Les relations sociales des gais peuvent être fortement concentrées sur le plan géographique et certains lieux ont acquis la réputation, dans l'imaginaire collectif gai, de lieux privilégiés d'expression d'une différence[1]. On peut facilement nommer le Castro District à San Francisco (Castells 1983 ; Dreuilhe 1979) et Grenwich Village à New York (Chauncey 1994) qui occupent une place centrale dans l'imaginaire gai contemporain. Il y a aussi le Village (D'Amour 1989 ; Remiggi 1993, 1998), le Mont-Royal (Allen 1998 ; Higgins 1995) et le Parc La Fontaine (Daoust 1986a 1986b, 1993 ; Tremblay 1997) à l'échelle montréalaise. La densité des contacts et la complexité croissante des réseaux de relations sociales des membres des minorités sexuelles dans un espace donné ont pour effet de rendre visible des comportements et des façons de faire qui changent la nature de cet espace (Bell et al. 1994). Le choc entre une hétérosexualité normative et la possibilité qu'il y ait d'autres formes de sexualité permettant l'émergence d'imaginaires urbains différents est central à la compréhension des interventions policières aux bars Stonewall à New York, Snake Pit à San Francisco et Truxx à Montréal.

C'est ce jeu de rapports et de relations de pouvoir, l'opposition d'imaginaires différents, présentés comme contradictoires et exclusifs par le pouvoir qui aurait pris place au centre-ville de Montréal avant 1985. Le frottement des corps (Groz 1992) à un régime de gestion de la sexualité dans la ville, soit une hétérosexualité et une masculinité normative (Bell et al. 1994 ;Valentine 1993), se conjugue à travers et par le discours et les pratiques de la vie quotidienne. Lorsque la possibilité de « contenir » disparaît pour l'hégémonie dominante, il y a alors opposition dans la violence (Bernard et Ronai 1977). Cet échec remet en cause, pour le pouvoir municipal, les mécanismes de contrôle social alors en vigueur dans la ville. Cet échec est révélateur de l'enracinement et de la ténacité d'imaginaires sociaux différents ainsi que de la profondeur des réseaux de relations sociales qui se sont développés dans de

véritables communautés gaies montréalaises (Chamberland 1996, 1998 ; Higgins 1997, 1998, 1999a). Ces imaginaires sont articulés à partir d'espaces urbains que les gais montréalais s'approprient et qu'ils subvertissent. À Montréal, le résultat de cette lutte a mené à la dissolution presque complète d'anciennes enclaves gaies, celle du centre-ville (qui est étudiée dans cette thèse) et celle du Faubourg Saint-Laurent. La dissolution de ces espaces sociaux s'est produite en concomitance à la constitution d'une nouvelle enclave dans ce qui s'appelait autrefois le Faubourg Saint-Jacques (Figure 1, 6) (Remiggi 1998, 1993). Ces espaces gais ne sont cependant pas isolés des réalités sociales, économiques et politiques qu'elles soient régionales, nationales (Québec-Canada) et même internationales. De plus, ces sites de significations dominantes sont eux-mêmes dynamiques, ce qui rend impossible une délimitation précise et imperméable des territoires étudiés (Pratt 1998). Ainsi, cette lutte urbaine est liée à une profonde transformation des espaces sociaux et de la notion d'espace public au centre-ville de Montréal depuis le début de la Révolution tranquille.

L'utilisation des espaces urbains publics n'est pas une activité neutre aux plans politique, économique et social. La signification ainsi que la charge symbolique des espaces urbains font partie de la sphère d'intervention de l'urbanisme ; la spatialisation des relations sociales formant la matière première de la pratique urbanistique (Lefebvre 1970a). Dans le cas du centre-ville de Montréal, nous sommes en présence d'un espace urbain multifonctionnel où un grand nombre de groupes et d'intérêts sont en relations constantes. Il y a dans cet espace hautement convoité une tension entre l'utilisation de plus en plus importante de l'espace par la nouvelle économie, qui s'insère dans une échelle géographique se voulant globale d'une part, et d'autre part, les individus et les groupes qui agissent à une échelle locale ou régionale et qui occupent cet espace depuis des décennies dans certains cas. Comme le suggère Knopp : "Struggles over the meaning of places have everything to do with how places grow and develop, how they function within systems of power relations, how they shape and reshape social relations generally" (1998, 153). Le lieu, dans toute sa fluidité, est habité par l'ensemble des significations qui le rendent particulier et unique : "... place expresses how a spatially connected group of people mediate the demands of cultural identity,

state power, and capital accumulation" (Zukin 1991, 12). Cette lutte sera d'autant plus vive selon l'importance et la signification que chacun des groupes accorde à l'espace litigieux ainsi que selon les ressources qu'ils peuvent mobiliser. Le gouvernement municipal a un rôle déterminant dans cette lutte en ayant la capacité, comme nous le verrons plus loin, de spatialiser les relations sociales dans la ville (Boyer 1993 ; Villeneuve et Séguin 2000).

La défense des intérêts des communautés gaies de Montréal, dans le contexte d'une lutte urbaine, s'inscrit dans le cadre d'une confrontation entre une conception moderniste de la ville et une conception identitaire et éclatée de l'espace. Ces communautés gaies plurielles s'expriment non seulement par rapport à la sexualité mais aussi selon diverses lignes de force identitaires importantes à Montréal tels le genre (Chamberland 1996, 1998 ; Demczuk et Remiggi 1998 ; Hildebran 1998 ; Podmore 1999), la langue (Higgins 1985a, 1985b, 1999), l'appartenance à une classe sociale et la religion, pour ne nommer qu'elles. Ces intérêts communautaires gais étaient confrontés à une administration municipale, supportée par le capitalisme d'État canadien et les grands propriétaires fonciers, qui cherchait à inscrire le centre-ville de Montréal dans un réseau d'échanges économiques aux échelles nationale et internationale (Greenberg et Ahtik 1988).

Cette stratégie a des impacts importants au niveau de la gestion symbolique des espaces du centre-ville car "Montréal est autant un attachement, un mythe et sa célébration tout en étant un espace physique" (Korosec-Serfaty 1995, 23). Ce processus d'insertion et de maintient de la ville dans des réseaux internationaux fluide pousse plus avant la transformation des espaces centraux de la ville en bien économique. À partir des années 1960, le centre-ville sera de plus en plus transformé en produit de consommation, « chosifié, muséifié, dépersonnalisé » pour reprendre les termes de Choay (2001). Les grands projets d'infrastructures, comme le métro et le réseau autoroutier, ainsi que les grands événements tels l'Exposition universelle de 1967 et les Jeux olympiques de 1976, relèvent d'une stratégie de positionnement de Montréal sur l'échiquier des grandes villes internationales (Short et Kim 1999). Face à un espace public progressivement transformé en bien de consommation culturel

reflétant les croyances et les valeurs des élites politiques et économiques montréalaises, une subversion floue et multiforme s'articule au niveau de micro espaces urbains et s'exprime dans la vie quotidienne de communautés qui partagent des désirs à travers les différences de classes, de langues et de croyances religieuses.

L'inlassable répression policière des années 1975-1984 servira de ciment à un mouvement de revendication politique qui saura obtenir des victoires importantes au niveau de la reconnaissance des droits des homosexuels. Cette répression et ses impacts ne vont pas sans rappeler l'importance des évènements de Stonewall sur la culture gaie américaine (D'Emilio [1983] 1998 ; Duberman 1993) ou la lutte des gais et lesbiennes du Minnesota[2] (Knopp 1987). Une meilleure compréhension des processus d'exclusions qui prirent place à Montréal pourrait mener à une plus grande justice sociale.

Le cadre théorique que j'entends utiliser pour mieux comprendre l'expression de la sexualité comme objet de politique publique à Montréal, s'articule autour de la notion de pouvoir et de sa spatialisation. La sexualité, tout en étant enracinée dans notre physiologie, est présentée comme socialement construite et délimitée (Butler 1990, 1993, 1994 ; Foucault 1976b ; Segwick 1993 ; Warner 1993) alors que plusieurs géographes dont Bell (1991, 1995), Bell et al. (1994), Bell et Valentine (1995), Elder (1995), Knopp (1995), Longhurst (1997) et Valentine (1992, 1993) s'affairent à inscrire le corps sexué et la sexualité au cœur de la production des connaissances géographiques. La sexualité étant l'objet de normes sociales issues de relations et de rapports de pouvoir : "The sexual codings of cities, spaces within cities and the population associated with them ... are varied and complex. ... these codings are connected to power relations ; and they are ... fiercely contested" (Knopp 1995, 152). Cependant, la perception de ce qu'est le pouvoir varie grandement selon le point de vue théorique retenu. Le pouvoir, qu'il prenne la forme d'une oppression ou d'une sujétion (Foucault 1983, 213), forme la trame de l'ensemble de cette thèse où l'inscription et l'émergence des diverses expressions du pouvoir dans et à travers les espaces urbains centraux motivent mes propos.

Une navigation constante entre une conception moderniste du pouvoir et une approche dite postmoderne des relations de pouvoirs est requise à la compréhension de la transformation des espaces gais à Montréal. Cette conception moderniste du pouvoir et de l'État s'appuie sur la diffusion d'un sens de la réalité. Alors qu'une approche dite postmoderne des relations de pouvoirs oscille entre la codification de plus en plus poussée de ce que devrait être l'individu et l'individu lui-même. L'articulation entre ces deux points de vue théoriques se fait à partir de l'exercice simultané de ces pouvoirs dans la ville, les processus de domination et de sujétion étant intimement liés.

L'espace public et son appropriation

Marshall Berman (1982) suggère que le boulevard haussmanien est une innovation majeure du XIX^{ième} siècle et qu'il est la source de la constitution d'un espace public accessible à l'ensemble des citadins et l'un des éléments importants favorisant l'émergence de la modernité. La notion même de l'espace public est liée à la modernité et ses tentations généralisatrices : "Any contemporary reference to the 'public' is by nature a universalizing construct that assumes there is a collective whole, while in reality the public is fragmented into marginalized groups, many of whom have no voice, position or representation in the public sphere" (Boyer 1993, 118). Christine Boyer présente un espace de plus en plus dominé par le capital foncier et les multinationales qui, pour légitimer une commodification de plus en plus poussée de l'espace public, ce qu'elle qualifie de 'invented models of reality' (1993, 119), développe un discours publicitaire qui s'approprie les évènements et les espaces civiques de la ville. Mais, un espace approprié est-il toujours public ? Cette question soulève toutes les contradictions découlant de l'occupation d'espaces, limités et délimités, par une multitude d'usagers ayant des réalités quotidiennes, des besoins et des visions souvent contradictoires. "Un espace physique relève à la fois d'une pratique institutionnelle, d'une pratique économique et d'une pratique symbolique" (Herrou 1995, 54) ; pratiques auxquelles se heurtent les manières de faire de la vie quotidienne. Malgré le poids des significations qu'il porte, l'espace public est un espace en attente d'inscription de présences : "Les illégalités, les infractions, les marginalismes sont intimement mêlés à l'expression même de la loi dans les

lieux publics" (Korosec-Serfaty 1995, 25). Cette inscription de présences, que de Certeau tente de retracer à travers une pratique déambulatoire, s'intéresse aux propriétés de l'espace et à ses légendes locales qui permettent "des sorties [de l'espace public programmé], des façons de sortir et de revenir et ce faisant qui permettent la création d'espaces habitables" (1980, 160). Ces sorties de l'espace public programmé se retrouvent dans l'importance qu'accorde Jane Jacob à la vie de proximité avec les inconnus (strangers) dans la ville et dans la vie quotidienne, qui s'inscrit au niveau des trottoirs et du quartier : "The sum of such casual public contact at a local level - most of it fortuitous ... is a feeling for the public identity of people, a web of public respect and trust, and a resource in time of personal or neighbourhood need" (Jacob 1961, 56).

Ce contact avec l'étranger n'est pas toujours heureux, surtout lorsqu'il y a divergence d'identité publique. C'est ce qu'illustre Baudelaire dans "Les yeux des pauvres" (Baudelaire 1926, 87) où prolétaires et bourgeois se retrouvent face à face, s'observent et ne se comprennent pas. On assiste alors à une tentative d'exclusion du nouvel espace public qu'est le boulevard. L'espace public ne réfère donc nullement à un espace vide, libre de toutes significations, car ces "... vides ont un sens, ils disent haut et fort la puissance d'un État qui les aménage, la violence qui peut s'y déployer." (Lefebvre 1970a, 24). Henri Lefebvre écrit ces lignes en référence directe à « l'urbanisme haussmanien ».

Berman présente la modernité comme "...any attempt by modern men and women to become subjects as well as objects of modernization, to get a grip on the modern world and make themselves at home in it" (1982, 5). Cette tentative ouvre toute grande la porte au changement perpétuel et à une confiance presque aveugle dans le progrès comme source de solutions à un grand nombre de problèmes. Le boulevard haussmanien devient pour Berman l'amplificateur de la modernité nouvelle, une scène où se déroulent de plus en plus vite le plus récent et la nouveauté qui passe en coup de vent. Il devient une scène privilégiée du pouvoir où même le plus rutilant des régiments annonce l'amélioration et la toujours plus grande efficacité des techniques répressives (Berman 1982,137). Le boulevard lui-même, tout en

étant conçu pour accélérer la circulation, devient outil de maintien de l'ordre car il permet de :

> Dégager les grands édifices... de façon à leur donner un aspect plus agréable à l'oeil...[le boulevard permet] une défense plus aisée dans les jours d'émeutes...[et il permet d'] assurer la tranquillité publique par la création de grands boulevards qui laisseraient circuler non seulement l'air et la lumière, mais aussi les troupes... (Haussman, cité dans Ragon 1986, 127-128)

Selon Berman, le boulevard permet la généralisation et l'accélération, du moins pour la partie aisée de la population, des phénomènes de modes. Phénomènes qui seront magnifiés par les grandes Expositions universelles de la fin du XIX^{ième} siècle qui se tinrent à Paris en 1855, 1867, 1878, 1889 et 1900 et par le développement des magasins tels le Bon Marché et La Samaritaine (Ragon 1986). L'haussmanisation de Paris a eu des impacts divers ; l'égout et l'aqueduc ont amélioré considérablement les conditions sanitaires de la ville mais la percée des vieux quartiers pour faire place aux grands boulevards a déplacé la pauvreté vers de nouveaux faubourgs tel que Belleville, augmentant la ségrégation spatiale de la pauvreté (Harvey 1989 ; Lefebvre 1965, 1968a). Cette transformation des espaces urbains se fait au prix de la vie urbaine qui suppose "... rencontres, confrontations des différences, connaissance et reconnaissance réciproques (y compris dans l'affrontement idéologique et politique) des façons de vivre, des « patterns » qui coexistent dans la ville" (Lefebvre 1968a, 24). Dans cette optique, la modernité de la Commune se révèle clairement lorsque Lefebvre fait écho à Berman quand il affirme qu'on "... découvre [dans la Commune de 1871] l'impression et la volonté des insurgés de devenir maîtres de leur vie et de leur histoire, non seulement en ce qui concerne les décisions politiques mais au niveau de la quotidienneté." (Lefebvre 1965, 390)

La résistance passive des habitants de Montmartre à la saisie des canons payés et supportés par les souscriptions populaires des habitants des divers quartiers lors du début de la Commune, dénote un rejet de l'espace public bourgeois (Lefebvre 1965, Sarrazin 1985) et mène à la dissolution de l'État :

> L'armée régulière avait fondu...Qu'est-ce qui a encore fondu ? La police, et aussi les institutions, et encore l'appareil d'État. Au bout de quelques heures de cette espèce de kermesse extraordinaire, de fête violente, l'État avait disparu (Lefebvre 1972, 176)

Les "amitiés de cafés" et les relations de quartiers renforçaient les solidarités de bataillons et

précédaient la loyauté au Gouvernement (Gould 1993 ; Haine 1992). Avec le retour des forces répressives dans la ville, Kristin Ross (1988) souligne à travers la poésie d'Arthur Rimbaud (1973), toute la puissance de la contestation de l'espace social bourgeois, en retraçant les stratégies de subversion de l'espace public contrôlé par les forces répressives en créant des espaces décloisonnés à l'intérieur des ilôts urbains. Ainsi, l'haussmannisation de Paris et la Commune peuvent être présentées, comme la première grande lutte urbaine de la modernité, lutte ayant pour objectif la définition des significations spatiales et le contrôle des espaces de vie quotidienne.

La modernisation de Montréal, à partir de la fin des années 1950, sous la direction de Jean Drapeau, s'appuiera elle aussi sur une logique économique et esthétique (Drapeau 1961) qui n'est pas sans rappeler Haussman à Paris ou Moses à New York (Berman 1982), sans pour autant suggérer qu'il s'agit du même mouvement de modernité. Les préoccupations esthétiques et les technologies des transports étant fort différentes à Paris (Berman 1982 ; Braunfels1988 ; Ragon 1986), New York (Caro 1975 ; Schwartz 1993) et Montréal (Gabeline, Lanken et Pape 1975 ; Lanken 1986 ; Marsan 1994). Cette modernisation provoquera d'importantes luttes urbaines. La création du nouveau centre-ville de Montréal s'articule à partir de la fin des années 1950 en tirant parti des droits aériens ferroviaires (voir Boyer 1993 sur le même thème). Ce nouveau centre-ville est articulé selon les propositions fonctionnalistes de Le Corbusier (Choay 1965, Marsan 1992). Ces propositions se résument à une ségrégation des divers réseaux de transports, une clarification des fonctions dans l'espace urbain, un urbanisme sur dalle pour la Place Ville-Marie qui par son architecture cruciforme n'est pas sans rappeler le "Plan pour une ville de 3 millions d'Habitants" de 1922 (Figure 1.1) et le "Plan Voisin de Paris" de 1925 (Figure 1.2) ainsi qu'un début de marginalisation de ce que Le Corbusier appela « la rue corridor », avec le développement de la ville souterraine[3]. Les impacts de cette transformation urbaine sur l'espace public montréalais sont importants. Le réseau piétonnier souterrain contrôlé pour l'essentiel par les promoteurs immobiliers privés a permis la création d'espaces locatifs commerciaux hautement valorisés où la circulation piétonnière est prise au piège de l'univers marchand : "Linking

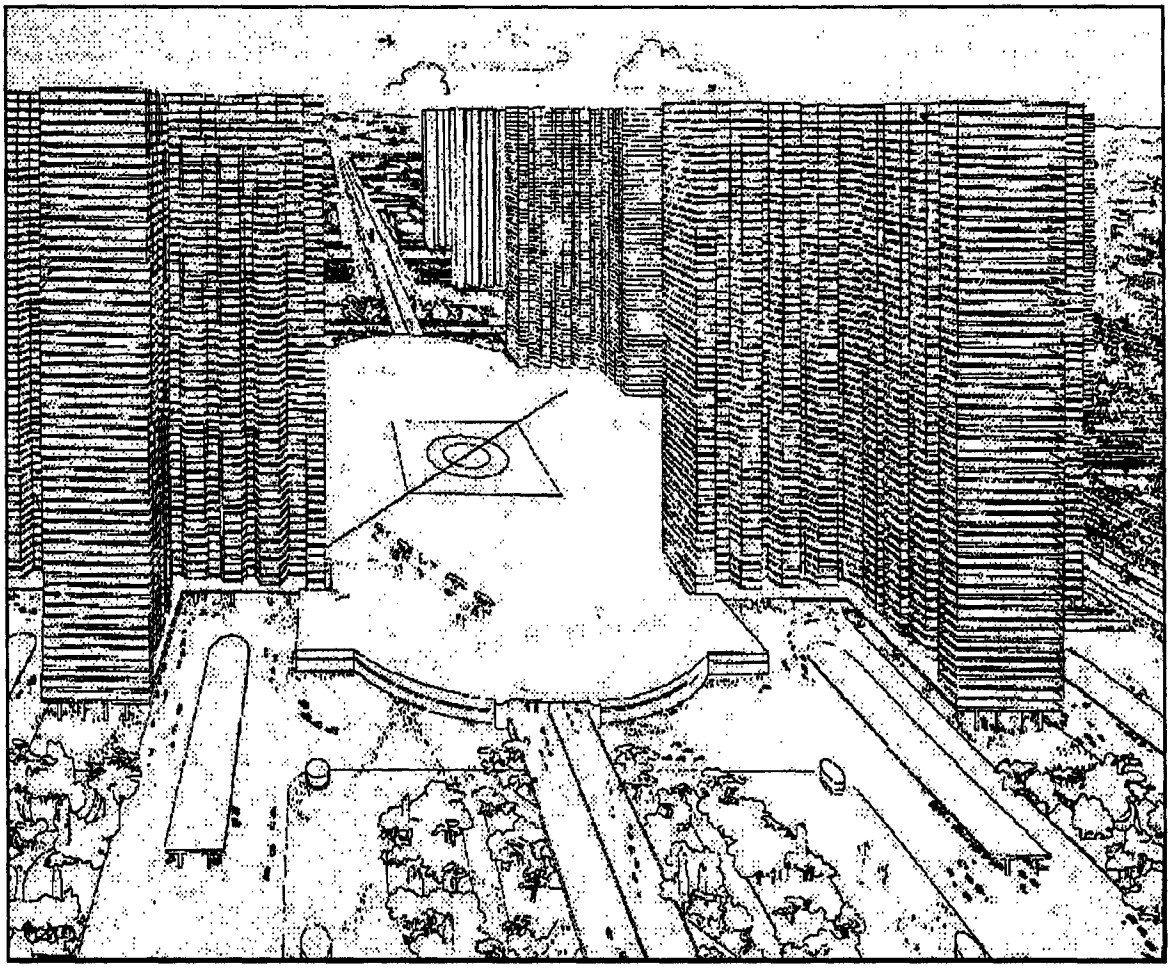


Figure 1.1 Centre-ville de la ville de 3 millions d'habitants avec au milieu la gare centrale et tout autour, des édifices cruciformes. Evenson, Norma (1969) *Le Corbusier : The Machine and the Grand Design.* George Braziller, New York, 37.

public culture to commercial culture has important implications for social identity and social control" (Zukin 1995, 19). Sharon Zukin soutient que la construction d'une ville dépend non seulement de la combinaison de facteurs matériels, tels terrain, capital et travail mais aussi de la manipulation d'un langage symbolique d'inclusion et d'exclusion (1995, 7). Cette manipulation reflète les impératifs économiques, politiques, sociaux et culturels d'un moment particulier et elle se retrouve dans le contenu idéologique d'espaces qui sont socialement construits (Knox 1993, 3). Une autre conséquence importante de la constitution de ces nouveaux espaces sociaux, est la privatisation des fonctions de sécurité dans ces nouveaux

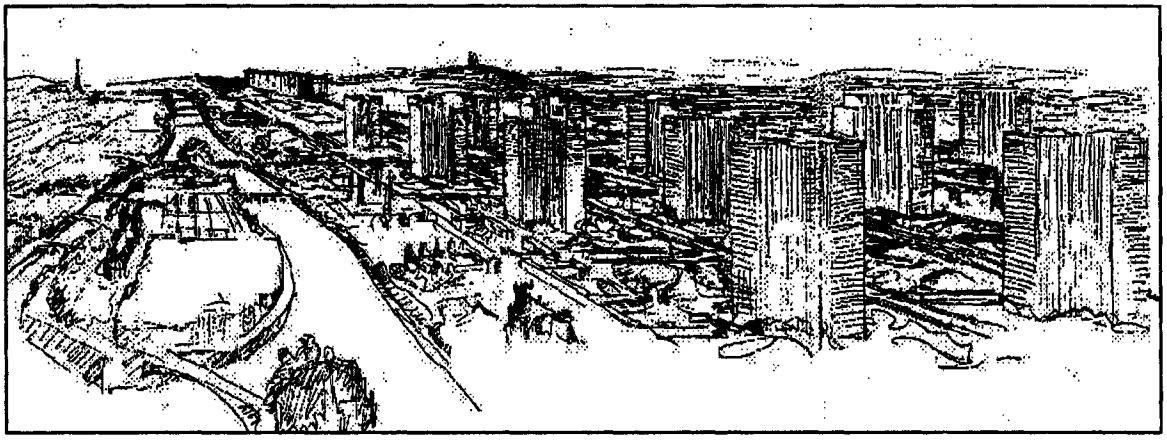


Figure 1.2 Plan Voisin (1925), proposition de Le Corbusier pour la rénovation de Paris où il suggère la construction d'édifices cruciformes largement espacés. Evenson, Norma (1969) *Le Corbusier : The Machine and the Grand Design.* George Braziller, New York, 44-45.

espaces urbains. Cette privatisation amène un resserrement des normes sociales en vue de réduire les coûts assumés par les propriétaires fonciers (Boyer 1992, 1993 ; Davis 1992 ; Zukin 1995). Nous verrons plus loin toute la confusion que ces nouveaux espaces privés accessibles au public ont introduit dans les pratiques de la vie quotidienne des gais montréalais.

Les festivals, processions, funérailles sont des évènements qui inscrivent des significations dans l'espace :

> As dramatic representation, parades and public ceremonies are political acts : They have pragamatic objectives and concrete, often material, results. People use street theatre, like other rituals, as tools for building, maintaining, and confronting power relations (Davis 1986, 5).

L'importance des processions dans les villes médiévales, qui permettaient de situer chacun l'un par rapport à l'autre, ainsi que par rapport à ses appartenances lors d'évènements importants pour la cité, a été décrite de façon saisissante par l'essayiste Lewis Mumford (1961). Davis (1986) met aussi en relief toute l'importance symbolique et sociale des défilés à Philadelphie et l'attention portée à l'organisation et l'ordonnancement des processions.

Même s'ils sont éphémères, ces rituels publics sont un important outil de communication : "As communication, they were ways of influencing perceptions and ideas, and, as such, important social actions" (Davis 1986, 22). Dans le contexte montréalais, Korosec-Serfaty (1995) va beaucoup plus loin lorsqu'elle suggère que les places publiques jouent un rôle important au niveau de la sanction sociale qui s'inscrit souvent dans le cadre de fêtes et de cérémonies à caractère obligatoire :

> Ces événements nombreux et hautement ritualisés consacrent principalement le pouvoir politique et le pouvoir religieux comme les sources principales d'autorité qui génèrent et font appliquer les modèles de la vie publique, et partant, les dimensions principales du sens des lieux publics (1995, 25).

Ces cérémonies publiques ne sont cependant pas l'apanage des seules institutions hégémoniques. Des contre-discours s'inscrivent régulièrement dans les espaces publics. Alors que toutes les manifestations sont interdites à Barcelone au début du XX^{iéme} siècle, les femmes de la ville utiliseront divers festivals et les funérailles pour subvertir les significations inscrites dans les espaces urbains (Kaplan 1992). À Montréal, Julie Podmore (1999) suggère que les multiples significations qui s'élaborent le long du boulevard St-Laurent permettent de le réimaginer comme un espace de différences. Podmore soutient que ces différences qui se déploient le long de « La Main » ne relèvent pas seulement de la langue et de l'ethnicité mais aussi par rapport au genre. Argument qu'elle développe, entre autre, par l'analyse des grèves dans les industries textiles de la ville au début du XX^{ième} siècle ainsi que leurs représentations. Les évènements que nous analyserons dans cette thèse seront les grandes manifestations nationalistes québécoises de 1968 et 1969 ainsi que les manifestations syndicales, parfois violentes, dans la période du Vaisseau d'Or en 1970 et 1971. Par la suite, nous allons revoir les manifestations tenues par les communautés gaies entre 1976 et 1984. Tous ces évènements partagent une proximité spatiale au centre-ville ainsi que l'objectif d'en modifier les significations (Davis 1995). Ces évènements se produisant parallèlement à la modernisation des espaces centraux de la ville où "... depuis une douzaine d'années Montréal s'est greffée un nouveau cœur" (Beauregard 1972, cité dans Boivert 1998, 210).

Du concept d'hégémonie aux idéologies comme pratique sociale

Antonio Gramsci (1975), à travers le concept d'hégémonie, propose un processus d'affranchissement d'une notion du monde qui est imposée (Grisoni et Maggiori 1973 ; Macciocchi 1975 ; Ricci et Bramant 1975). Le concept d'hégémonie réfère à un processus dynamique d'obtention du consentement de la population à un ordre social particulier, soit l'ordre social dominant. Il ne s'agit pas de la domination directe d'un groupe ou d'une classe monolithique qui posséderait le pouvoir mais de l'exercice d'un pouvoir caractérisé par "l'ubiquité, la fluidité et la dispersion du pouvoir" (Bernard et Ronai 1977, 10). Cette obtention du consentement s'effectue à travers des pratiques culturelles socialement construites (Warren 1993, 177), à travers la capacité de persuader une grande partie de la population " ...in ways that appear 'natural', 'ordinary', 'normal'" (Donaldson 1993, 645), et à travers la création de ce que Raymond Williams appelle "a sense of reality for most people in the society" (Williams 1977, 10). Le processus d'affranchissement proposé par Gramsci passe par une prise de contrôle de l'activité intellectuelle et par la production d'une nouvelle philosophie, d'un nouveau sens de la réalité.

Gramsci suggère qu'une hégémonie est un processus coercitif subtil qui transforme la violence physique en moyen exceptionnel : l'hégémonie est donc "...un régime de pouvoir : Celui du temps de paix" (Bernard et Ronai 1977, 8). Le maintien de l'état de paix nécessite cependant d'importants efforts de la part des groupes en position dominante. Dans une situation d'équilibre entre l'État et la société civile, c'est à dire lorsqu'un processus hégémonique efficace est en place, la conception privilégiée du monde est constamment répétée, renforcée, reformulée par la classe d'intellectuels au service des intérêts en position dominante (Ricci et Bramant 1975, 159). La dimension hégémonique d'un régime permet d'établir le cadre dans lequel l'exercice de la vie civile et politique prend place et d'énoncer les valeurs sociétales ainsi que le sens de ces valeurs sans qu'il n'y ait de remise en question de leur pertinence. L'hégémonie établit alors les balises normales et acceptables du régime. Les visions du monde que Gramsci nous présente comme alternatives deviennent chez Althusser (1970) la construction de relations imaginaires aux réalités dans lesquelles les gens vivent

"...Consciousness is constructed through ideologies, and [Louis Althusser's] radical emphasis on their material existence leads to this reconception : ideologies are systems of meanings that install everybody in imaginary relations to the real relations in which they live" (MacDonnell 1986, 27). Cette construction des relations imaginaires par rapport à une réalité se fait à travers ce qu'Althusser appelle les appareils idéologiques d'état qui regroupent, entre autres, l'école, la religion, la famille, le système légal, les syndicats et les médias. La religion, la famille et l'école, appuyées par le système légal et les médias, jouaient un rôle prépondérant avant la Révolution tranquille au Québec (Hurteau 1991 et 1993 ainsi que le chapitre 2 de cette thèse). Elles structuraient et articulaient les espaces sociaux avec les divers espaces urbains. La contestation de l'architecture sociale des espaces publics par rapport à la sexualité s'exprime alors bien souvent par la transgression des normes sur une base individuelle (Bell 1995 ; Bell et al 1993 ; Chauncey 1994, 1997 ; Allen 1998), les difficultés personnelles ne prenant pas encore une dimension politique (Bondi 1993). Avec la Révolution tranquille, la contre-culture et la revendication politique contestent non seulement, l'échafaudage institutionnel existant mais elles font également irruption dans les espaces sociaux et urbains ayant de fortes significations pour le maintien au pouvoir d'une classe ou d'une alliance de classes et pour sa capacité à développer une hégémonie. La contribution de Pêcheux (1975) est importante pour comprendre comment le discours articule les positions des divers acteurs de l'hégémonie dominante par rapport à la sexualité.

Pêcheux (1975) s'intéresse aux appareils idéologiques d'état comme site de la lutte de classe. Il ouvre la porte à l'analyse des idéologies comme étant l'analyse des relations sociales inscrites dans les textes, c'est à dire l'analyse de discours :

> ...le système de la langue est bien le même pour le matérialiste et pour l'idéaliste, pour le révolutionnaire et pour le réactionnaire.... Il n'en résulte pas pour autant, que ces personnages tiendront le même *discours* : la langue apparaît ainsi comme la *base* commune de *processus* discursifs différenciés, ...(Pêcheux 1975, 81)[4].

Ces idées sont partagées par Van Dijk (1984, 1991) dans son analyse du racisme dans la presse quand il suggère des notions de textes et de contextes. Le texte s'apparente à la base linguistique décrite par Pêcheux et le contexte recoupe l'environnement socio-culturel, nous

permettant d'établir les croyances, opinions, attitudes et les biais de groupes, en particulier et leur intégration dans le système de relations sociales en général (Van Dijk 1984, 1991).

L'intégration du contexte dans le système de relations sociales permet à Pêcheux de souligner que les idéologies ne sont pas le fait d'idées mais de pratiques sociales (Pêcheux 1975, 128) :

> que le sens d'un mot, d'une expression, d'une proposition, etc., n'existe pas en soi-même, mais est déterminé par les positions idéologiques mises en jeu dans le processus social-historique où mots, expressions et propositions sont produits (c'est-à-dire reproduits)... *les mots, expressions, propositions, etc., changent de sens selon les positions tenues par ceux qui les emploient...* (144) (l'emphase est de l'auteur).

Les propositions de Pêcheux sous-tendent l'ensemble de cette thèse puisqu'il articule une sociolinguistique qui a une connotation familière dans les réalités montréalaises et québécoises. Les images, les idées, les façons d'être et de faire, et les identités, devant constamment être soumises à un processus de traduction/interprétation entre les diverses composantes des communautés gaies montréalaises. La transmission d'équivalent culturel dans des systèmes sociolinguistiques différents deviendrait beaucoup plus un révélateur des différences, d'une certaine distance, qu'un voile ou un effacement de ces différences (Simon 1994). Cette pratique de traduction, de transformations d'équivalents culturels, lorsqu'elle se produit, est particulièrement stimulante non seulement dans l'analyse du développement et de la transmission d'un univers culturel commun aux gais et lesbiennes aussi bien francophones qu'anglophones à Montréal, mais aussi au niveau de l'articulation de la revendication politique entre les communautés gaies et l'ensemble des réalités montréalaises.

Pêcheux propose que les institutions (les appareils idéologiques d'états) ne sont pas l'expression d'une idéologie dominante mais bien le lieu de son expression et de sa réalisation (1975, 129). Les institutions sont donc des sites de contestations et de luttes. Cette proposition révèle sa pertinence dans la lutte entre la presse grand public et les activistes gais québécois après l'adoption de la Charte des droits de la personne en 1977, lutte qui concerne les termes et les expressions non discriminatoires à utiliser dans les journaux (Bouchard

1978). Sur ce point, Pêcheux (1975) rejoint Castoriadis (1975) lorsqu'il établit que chaque institution produit son propre système symbolique, lui permettant de se présenter comme étant indépendante alors qu'elle fait elle même partie d'un imaginaire social institué, articulé par le discours hégémonique (1975)[5].

Par rapport à la sexualité, le discours dominant ne peut s'élaborer et se développer que par des contacts avec un contre-discours. Ces contre-discours multiples dépassent largement le duopole homosexualité/hétérosexualité. Plusieurs géographes ont présenté les divers espaces urbains comme ayant une forte connotation hétérosexuelle pour les communautés gaies (Bell 1992 ; Valentine 1993 et Namaste 1996). Cette perception est cependant remise en question et elle est progressivement remplacée par une analyse des frontières acceptables d'une hétérosexualité normative beaucoup plus complexe qui se développe aussi bien au contact des discours sur l'homosexualité que par rapport à des croyances et des valeurs morales qui s'érigent en frontières (Haley 1993, Hubbard 2000, Warner 1993). De plus, les performances de féminités et de masculinités sont, elles aussi, présentées comme étant multiples et socialement construites (Butler 1994, 1993, 1990 ; Cream 1995 ; Donaldson 1993) ainsi que positionnées (Bondi 1998). Ce choc entre divers contextes s'effectue à travers les différents appareils idéologiques d'état qui ont des importances relatives variables selon le champ idéologique, ou à travers des imaginaires sociaux institués et instituants selon les propositions de Castoriadis (1975). Ceci m'amènera à définir comme appareil idéologique d'état dans le cadre d'un imaginaire social institué non seulement les médias, le droit, l'école et/ou la famille qui sont identifiés par Gramsci, Althusser et/ou Pêcheux, mais aussi, la rue et les espaces urbains qui sont analysés par de nombreux penseurs dont le plus important pour cet argument, est Henri Lefebvre.

La sexualité ne représente qu'une des facettes de la revendication politique qui émerge lors de la Révolution tranquille. La sexualité devient alors un des champs sociaux où un ensemble de relations imaginaires au monde réel est contesté. L'évolution des techniques de contraceptions dans les années 1960 vient amplifier le potentiel de contestation de mouvement

contre-culturel qui s'envole au Québec (voir la revue *Mainmise* de 1970 à 1977[6] ; Moore 1975). Mais, comment se fait-il que la sexualité soit si importante dans tous ces champs sociaux ou appareils idéologiques d'état ? L'expression de la sexualité à Montréal, dans notre période d'étude, est encodée selon des normes sociales largement partagées et constamment ressassées par les membres d'une coalition morale. Ces normes concernent les façons d'être et de faire qui vont de la façon de s'habiller jusqu'aux « bonnes manières », comme nous le verrons au chapitre 2. Groz (1992) nous présente une ville qui "... provides the order and organization that automatically links otherwise unrelated bodies. ... It is the condition and milieu in which corporeality is socially, sexually, and discursively produced " (1992, 243). C'est cette production du discours et sa prolifération par rapport à la sexualité depuis le début du XVII^{ième} siècle, sur lesquels insiste Foucault (1976b) dans son *Histoire de la sexualité ; La volonté de savoir*. La langue est alors expurgée et les comportements sont progressivement codifiés et policés. Il note en même temps le développement important des discours liés à la sexualité et aux déviances dans plusieurs institutions, dont l'Église et le corps médical (1976b). Cette prolifération du discours relève d'une vaste entreprise d'enfermement des corps dans la sphère du social (Callard 1998). Dans le contexte québécois, Hurteau (1991, 1993) souligne le rôle central de l'église et de l'appareil judiciaire dans la production de discours relatifs à l'homosexualité depuis le XIX^{e} siècle jusqu'à la Révolution tranquille. Discours qui permet l'articulation du contrôle social de l'homosexualité dans toutes les sphères de la vie sociale et qui identifie les multiples frontières à ne pas traverser. La sexualité et ses diverses expressions deviennent idéologies dans la mesure où elles forment un ensemble de pratiques sociales, admises, tolérées ou réprimées, et qu'elles mènent à la constitution d'un discours hégémonique (Sedgwick 1993). C'est ce discours hégémonique qui sert de mécanisme de coordination entre les divers appareils idéologiques d'état et, comme nous le verrons au chapitre 2, pour les institutions municipales montréalaises.

La « textualité » et les espaces urbains

Les discours avec leurs contenus idéologiques peuvent prendre une multitude de formes. L'inscription d'un signe peut acquérir une signification particulière et sa répétition

incessante a un potentiel de production de discours et, de contre-discours, peu importe le médium sur lequel ce signe est inscrit. Il s'agit d'une pratique culturelle où les individus se définissent en partie eux-mêmes et définissent constamment leurs rapports aux autres et à un monde où le pouvoir est inégalement distribué. Il serait important d'identifier ce que cette « textualité » signifie par rapport à son inscription dans l'espace et lors de sa transformation par les pratiques de la vie quotidienne.

On peut utiliser comme point de départ à une analyse de la « textualité » de l'espace un énoncé de Roland Barthes qui insiste sur la dimension politique de la répétition :

> ... le langage encratique (celui qui se produit et se répand sous la protection du pouvoir) est statutairement un langage de répétition ; toutes les institutions officielles de langage sont des machines ressassantes : l'école, le sport, la publicité, l'œuvre de masse, la chanson, l'information, redisent toujours la même structure, le même sens, souvent les mêmes mots : le stéréotype est un fait politique, la figure majeure de l'idéologie (Barthes 1973, 66)

Le stéréotype devient le prêt-à-porter de l'absence d'expérience directe des diverses réalités. Barthes soutient que la jouissance se retrouve et émane du texte, contrairement à la répétition : "Interpréter un texte, ce n'est pas lui donner un sens, c'est au contraire apprécier de quel pluriel il est fait" (Barthes 1970 : 11)[7]. C'est la recherche de cette jouissance, de ces pluriels dans les espaces urbains, la recherche des traces des « pas perdus » qui guident ainsi Michel de Certeau dans sa quête des « légendes locales » (1980)[8].

L'importance de l'espace dans la constitution de ces pluriels, de ces légendes locales ou encore des sites de surprises est articulée par nombre de géographes, qui réussissent à nous surprendre par la multiplicité des sujets liant les lieux et les identités. Valentine (1993) analyse les expériences quotidiennes de lesbiennes dans divers espaces d'une ville anglaise, il ressort de son analyse que ces espaces sont vécus par les narratrices comme étant fortement hétérosexistes et que cette hégémonie "... is maintained and policed through homophobia... This includes the use of rejection, discrimination, and, ultimatly, violence to oppress lesbians, gay men, and bisexuals"(410). Valentine décrit l'hégémonie hétérosexiste à grand trait sans tenter de mettre en lumière sa multiplicité, en grande partie à cause de la terreur induite par

l'homophobie. Dans un contexte tout à fait différent, Nilsson (1998) retrace la transformation des espaces de sociabilité des homosexuels dans une ville scandinave, transformation qui se traduit par un déplacement des espaces gais des espaces publics vers des espaces privés ou semi-publics. Nilsson soutient cependant que cette transformation "... from outdoor to indoor spaces is not the same as to say that it moved from public to private spaces ... the outdoor life space included both private and public spheres" (108). Nilsson n'est pas le seul à affirmer qu'une certaine intimité peut-être trouvée dans le charivari de la vie métropolitaine. Chauncey (1994), par exemple, intitule un des chapitres de *Gay New York* "Privacy Could Only Be Had in Public : Forging a Gay World in the Streets".

Chauncey (1994) nous propose de positionner les sexualités autres non pas dans un régime social de contrôle de la sexualité mais dans un régime social de contrôle du rôle des sexes. Un régime dans lequel le principal objectif n'est pas tant le contrôle des expressions minoritaires que la définition des frontières acceptables au groupe dominant. Le récit de Chauncey conjugue les rôles des sexes et la sexualité avec les rapports de classes dans la ville et l'ethnicité qui s'inscrit dans ses quartiers. En fait, pour Chauncey, c'est dans l'espace que s'élaborent les relations de pouvoirs. Avec le développement des mouvements de libérations gais, cette subtilité, cette « jouissance » au niveau de l'éclosion d'identités multiples sera laminée par une identité gaie de plus en plus clairement définie.

Knopp (1987) analyse le processus de reconnaissance des droits des minorités sexuelles ainsi que la redéfinition des relations de genre et la sexualité au niveau de la vie quotidienne à Minneapolis. Ces processus rencontreront une forte résistance institutionnelle (en particulier policière) doublée d'une collusion avec le capital immobilier cherchant à redévelopper le quartier où se concentrait l'enclave commerciale gaie. Knopp soutient que cette lutte amena la reconnaissance d'une partie de la communauté gaie acceptant certaines normes sociales se rapprochant d'une masculinité normative, alors que les formes plus dérangeantes des identités sexuelles telles les relations intergénérationnelles ou encore la polygamie demeurèrent outre-frontière. Ce processus de construction d'une nouvelle identité

gaie qui est "... both complex and closely aligned to 'central' US values" (Forest 1995, 151) est retracé par Forest dans le cas de l'incorporation de West Hollywood dans les années 1980. Une identité gaie particulière fut mise de l'avant, identité qui tisse ensemble la nouvelle ville et l'idée gaie. Idée clairement délimitée dans la presse communautaire comme étant liée à "... occupations, norms of behavior, clothing styles, political outlooks and cultural activities" (1995, 151). Forest ajoute "As an ideal city, West Hollywood incorporated the attributes of creativity, æsthetic sensibility, an affinity with entertainment and consumption... By breaking apart old stereotypes... the gay press could create a new identity" (1995, 151) Cette nouvelle identité est plus acceptable et plus conforme aux normes sociales de l'Amérique moyenne. L'importance des systèmes de consommation mise en évidence par Forest est aussi soulignée pour Londres dans les années 1980.

Mort (1995) retrace le processus de commodification de l'homosexualité dans le quartier Soho de Londres. Il retrace l'émergence d'une culture gaie fortement structurée par un système de consommation et l'inscription d'un style urbain clairement localisé dans la ville. Il s'agit de l'inscription de la présence d'un marché de consommation homosexuel de masse dans le centre de la ville. Cette présence constitue une transformation culturelle importante. Mort suggère cependant que ce recentrage de Soho s'accompagne d'une modification de l'image hyper-masculine du clone homosexuel des années 1970. Le clone laisse place à une plus grande diversité d'expression des identités gaies : "It was not a total shift ; what occured was a subtle blurring of some of the sharpness of the gay identity, together with a greater emphasis on diversity and heterogeneity" (585). Ce foisonnement d'études démontre l'importance d'un examen des significations dans l'analyse de l'espace.

Comme nous l'avons vu plus haut avec de Certeau (1980), la métaphorisation discursive peut être utilisée comme outil d'appréhension des espaces possibles, que ces métaphores soient temporelles, spatiales ou idéalement, une combinaison des deux.

> Essayer de réfléchir... à travers des métaphores spatiales, stratégiques, permet de saisir précisément les points par lesquels les discours se transforment dans, à travers et à partir des rapports de pouvoir (Foucault 1976a, 77-78).

Foucault suggère une transformation des discours. Son projet ne consiste pas à imaginer de nouveaux rapports de pouvoir dans de nouveaux espaces. Il cherche à permettre l'éclosion de rapports de pouvoirs originaux dans les espaces existants, à travers ce qu'il nomme les hétérotopies. Pour ce faire, il dénonce les rapports d'oppression, de sujétion et d'exploitation (Foucault 1983). Si la métaphore est un outil important pour l'imagination géographique, c'est largement à cause du développement dans le temps d'une historiographie dominante. Le continuum « time-space » illustre pour Soja (1989) la position secondaire de l'espace par rapport au temps, l'importance moindre dans l'épistémè occidentale de la géographie par rapport à l'histoire. Il réitère cette proposition avec Hooper :

> This privileging of 'making' history and the critical historical imagination over the 'making' of geographies and what should be the equally revealing and emancipatory power of the critical geographical imagination continues largely unquestioned and unacknowledged even among many post-modern cultural critics and geographers (Soja et Hooper 1993, 199).

L'espace serait devenu un plan mouvant de l'histoire, l'instantané d'un ensemble de rapports et de relations de pouvoirs à un moment précis. Même à travers le rejet de la linéarité historique et d'une direction, d'une évolution vers un état supérieur des sociétés humaines, l'historien a recours à l'espace comme outil. Cette histoire qui s'est transformée en "...l'histoire d'événements «fortuits», qui ne peut pas être invoquée pour justifier des conclusions" (Vattimo 1991, 16) utilise encore le cadre mouvant de l'espace comme point d'ancrage.

Une proposition importante des critiques de la modernité suggère que le temps ne peut être contrôlé et localisé de façon définitive (Roseneau 1992, 68). Le temps, et j'ajouterais l'espace, comme fonctions du langage, à travers la représentation, permettent l'exercice de pouvoirs (Kobayashi et Peake 2000 ; Ruddick 1996). Cette représentation du temps et de l'espace, forme un savoir qui est à la base de ce que Foucault a décrit comme les institutions totales (on peut nommer la prison, l'hôpital et l'école qu'identifie Lévy (1976)). Le continuum espace-temps devient alors l'enjeu de luttes de pouvoir et un étalon en fonction duquel s'élaborent vérités totalisantes et contrôle social. Les liens entre les dimensions matérielles et métaphoriques de l'espace (Smith et Katz 1993) seront constamment soulignés dans cette

thèse.

Une pratique de nommer et une pratique de répétition dans le texte urbain a eu pour effet d'amener l'apparition d'un groupe d'intellectuels (urbanistes, architectes et ingénieurs urbains) qui mettent en forme, littéralement, la ville pour les intérêts du capital foncier. Lefebvre précise : "Il ne s'agit pas de *localiser* dans l'espace préexistant un besoin ou une fonction, mais au contraire de *spatialiser* une activité sociale, liée à une pratique dans son ensemble, en *produisant* un espace approprié."[9] (1968a, 155). En fait, selon Lefebvre, cette pratique est constituée par le système capitaliste de production et la ville se trouve au cœur de la reproduction des rapports de productions.

L'inscription et la clarification du message inscrit dans la ville ont un prix. La répétition incessante du message se fait au prix d'une perte de la jouissance : "Quel que soit le codage, la lisibilité se paie d'un prix très élevé : la perte d'une partie du message, de l'information, du contenu... La richesse du texte de l'espace ne va jamais avec la lisibilité" (Lefebvre 1968a, 160). De plus, la cohérence de cet espace manufacturé est une illusion. S'il y a une certaine cohérence urbanistique et architecturale des signes de pouvoir, cet espace abstrait étant présenté comme le résultat d'un processus de commodification et de bureaucratisation (Lefebvre [1974] 2000), il y a en contrepartie une dimension de contraintes, d'exclusions et d'effacement progressif de l'ordre du voisinage, cet espace concret étant lié à l'écoulement de la vie quotidienne. La pratique urbanistique exprime les éléments d'un processus hégémonique où l'espace produit est médiat. Cet espace est lié à un ordre lointain, c'est à dire l'État et un système économique fondé sur une consommation de masse. Cet espace est produit et il colonise progressivement les espaces concrets, ces espaces d'expressions de la vie quotidienne. Le choc est constant entre les messages des groupes dominants, inscrits par une répétition incessante dans l'espace, et les possibles contre discours s'écoulant au gré des désirs. Lefebvre transpose cet antagonisme entre les espaces abstraits et concrets, non pas de façon linéaire entre une cause et un effet, mais par l'inadéquation entre la domination de l'espace par un texte répétitif et l'usage, d'où le caractère paradoxal et

disjoint de l'espace.

L'analyse de Lefebvre offre plusieurs avenues nouvelles par rapport à l'expression de la sexualité dans un espace urbain. Dans un premier temps, il permet une critique des visions uniformisatrices du monde dans l'analyse du discours dominant (l'ordre lointain) par rapport à l'utilisation des espaces urbains[10]. En ce qui a trait au centre-ville de Montréal, Lefebvre permet une critique de la transformation de l'espace en produit par la primauté accordée au capital foncier et au développement du tertiaire moteur, et une critique du discours par rapport à un hétérosexisme délimité et une masculinité qui ne saurait être objet de désirs (Welzer-Lang, Dutey et Dorais 1994). Dans un deuxième temps, il permet une discussion des contre-discours par rapport à ces mêmes espaces ; contre-discours qui s'élaborent au niveau de la pratique des relations de pouvoirs au centre-ville comme quartier vécu (espace concret) et qui relève de la « jouissance » au niveau d'un texte urbain pluriel.

Dans une optique gramscienne de diffusion des sites porteurs de l'hégémonie dans la société civile et dans un contexte dit postmoderne d'une atomisation des sites de revendication, je soutiendrai qu'une implication politique, qu'elle soit subversive ou radicale, est secondaire tant que cette lutte mène à l'élaboration de contre-discours. Il demeure la nécessaire production de visions libératrices du monde et l'identification d'imaginaires sociaux instituants (Castoriadis 1975), point de vue partagé par Haraway :

> From one perspective, a cyborg world is about the final imposition of a grid of control on the planet, ... From another perspective, a cyborg world might be about lived social and bodily realities in which people are not afraid of their joint kinship with animals and machines, not afraid of permanently partial identities and contradictory standpoints. The political struggle is to see from both perspectives at once because each reveals both dominations and possibilities unimaginable from the other vantage point. (Haraway 1991, 154)

La déstabilisation, à travers une mobilité tactique/stratégique, d'une hégémonie masculiniste et hétérosexiste nécessite de prime abord la reconnaissance de la forme diffuse de cette hégémonie[11]. Cette diffusion des sites de pouvoir et la difficile identification des responsabilités confèrent toute sa puissance à cette hégémonie, qui doit être contestée par des

contre-hégémonies aussi diffuses que flexibles : "The central paradox of the post-modern State resembles the central paradox of post-modern masculinity ; its power and privilege operate increasingly through disavowal of potency, repudiation of responsibility, diffusion of sites and operations of controls" (Brown 1992, 29). La construction et la diffusion d'attributs masculin et féminin amène les individus à développer des stratégies leur permettant de se conformer à une idée spécifique de la masculinité, de la féminité et d'une hétérosexualité hégémonique, ce qui masque toute la complexité des identités hétérosexuelles (Hubbard 2000 ; McDowell 1995).

Affirmation des différences et sexualité

L'affirmation de solidarités à partir d'identités partielles, ces facettes identitaires fondées sur diverses appartenances, linguistique, de classe, nationale, ethno-culturelle, sexuelle et autres, prend de plus en plus d'importance. Probyn souligne cependant l'importance d'identifier les conditions de l'émergence de ces diverses facettes identitaires :

> ... I take arguments about the composition of identity through the markers of class, gender, ethnicity, sexuality, and so on, to be about the specificities of identity. However, once we have posed those specificities we need to question the ways in which the specificities of identity came together : the conditions of their emergence and circulation, the material circumstances that manage their movement (Probyn 1994, 29).

Une approche déstabilisatrice du système oppressif dominant par l'affirmation d'identités partielles est une arme utilisée non seulement par certains courants des mouvements féministes mais aussi par les groupes gais et lesbiens ainsi que par ce qui est convenu d'appeler les théories « queer ». Les théories gaies et lesbiennes se fondent sur l'affirmation d'une sexualité différente tout en retenant des notions de rôles de sexe et du genre. L'utilisation de l'hypermasculinité, par exemple, comme constituante de l'identité gaie a été mise en scène par les homosexuels américains ; ne mentionnons que le groupe « Village People » qui résume l'iconographie de l'univers gai américain des années 1970, comme illustration d'une masculinité subversive. Les théories « queer » poussent la contestation de l'indifférence beaucoup plus loin. Elles cherchent à affirmer une multitude d'expressions sexuelles en rejetant les rôles du sexe et du genre comme étant socialement construits :

> Gender is performative insofar as it is the *effect* of a regulatory regime of gender differences in which genders are divided and hierarchized *under constraint*. Social constraints, taboos, prohibitions, threats of punishment operate in the ritualized repetition of norms, and this repetition constitutes the temporalized scene of gender construction and destabilization.[12] (Butler 1994, 21)

Cette contrainte exercée sur l'affirmation des différences sexuelles s'effectue par un ensemble de significations et de valeurs imposées à travers un processus hégémonique hétérosexiste qui s'apparente dans sa constitution et sa dynamique propre au processus hégémonique masculiniste. C'est-à-dire que ces contraintes sont codifiées et définies à travers les relations de pouvoir qui déterminent qui est et ce qu'est un individu. La valeur centrale de cette hégémonie hétérosexiste est une construction sociale du sexe et de la sexualité axée sur la reproduction comme étant « naturelle », « ordinaire » et « normale ». Ici se trouve le champ d'intervention des théories « queer » :

> If a regime of sexuality mandates a compulsory performance of sex, then it may be only through that performance that the binary system of gender and the binary system of sex come to have intelligibility at all. It may be that the very categories of sex, sexual identity, or gender are produced or maintained in the *effects* of this compulsory performance...[13] (Butler 1993, 318).

La subversion des catégories de sexe et des rôles du sexe devient alors politique de libération sexuelle.

Les luttes politiques au niveau de la libération sexuelle produisent de plus en plus la possibilité d'une stratégie politique de mobilité entre une sexualité fondée sur des solidarités réduites ou une identité partielle. Les mouvements gais analysés dans cette thèse, en particulier l'ADGQ (Association des gai(e)s du Québec), relève de cette stratégie politique. Alors que la sexualité comme complexe d'identités partielles (les théories « queer ») nous réfère dans l'exemple montréalais a des mouvements de revendication qui sont ultérieurs à 1984, c'est à dire en dehors du cadre historique analysé ici. La première approche expose les modes d'oppressions masculinistes et hétérosexistes alors que la seconde permet une exploration des possibles à partir de la vie quotidienne dans les espaces interstitiels de ce même monde masculiniste et hétérosexiste[14]. Les théories gaies et lesbiennes ainsi que les théories « queer » me serviront d'outils d'analyse par rapport à la sexualité et aux rôles de

sexe. Ce sont des théories qui me permettront d'élaborer sur les représentations utilisées par rapport à l'inscription de la sexualité au centre-ville de Montréal ainsi que les significations de l'espace urbain dans le discours et le contre-discours en présence.

Méthodologie

Cette recherche tente de clarifier les liens complexes entre la sexualité, une masculinité hégémonique et la construction sociale de l'espace public, tout en tenant compte des particularités montréalaises liées à la langue, aux classes sociales, aux nationalismes québécois et canadien et, dans une moindre mesure, à la religion. L'étude de l'enclave commerciale gaie du centre-ville près de Peel et Sainte-Catherine ainsi que du quartier résidentiel gai du Centre-Ouest recoupe des périodes charnières du développement d'un nouveau centre-ville à Montréal à partir de la fin des années 1950 et de l'émergence de communautés gaies structurées avec ses organismes communautaires de services et de revendications politiques dans les années 1970. La confrontation des discours et des contre-discours en ce qui a trait aux projets, aux besoins et aux désirs des divers protagonistes permet de suivre la transformation d'un secteur stratégique de Montréal et d'y retracer une multitude d'histoires petites et grandes dans un enchevêtrement de relations, de conflits et d'aspirations. La dissolution des espaces gais du cœur de Montréal ramène cependant a des phénomènes politiques et sociaux qui dépassent largement le cadre restreint des quartiers centraux de Montréal (Pratt 1998).

L'analyse de l'espace au centre ville de Montréal qui est proposé dans cette thèse ne constitue cependant pas une histoire du centre-ville de Montréal ou encore une histoire des diverses communautés utilisant les espaces centraux (Podmore 1999). Dans le but de générer une compréhension de l'espace et de son importance pour divers acteurs, principalement les membres des communautés gaies montréalaises, cette thèse rassemble une série de plans mouvants. Ces plans mettent en scène des acteurs sociaux, des phénomènes politiques et des événements qui peuvent sembler disparates de prime abord mais qui sont intimement liés les uns aux autres par leur spatialité. Les divers entrelacements des histoires de vie des narrateurs,

des interventions publiques et privées sur le cadre bâti du centre-ville, de la répression policière, de la transformation des discours en ce qui concerne la sexualité, la langue et les nationalismes, sont constamment ramenés à leurs impacts sur et dans les espaces urbains centraux. Cet entrelacement est mis en évidence dans le chapitre 5 par une stratégie d'écriture inspirée par William Burroughs (1974), stratégie qui privilégie la discontinuité de la narration pour renforcer la continuité sur le plan spatial. C'est la dimension spatialisées de diverses cultures urbaines et leurs transformations à travers le temps qui nous permettra de mieux comprendre les transformations de la notion d'espace public à Montréal (Chauncey 1994, 1997 ; Forest 1995 ; Mitchell 1995, 1996 ; Mort 1995 ; Zukin 1991, 1995). Un ensemble de méthodes qualitatives sera utilisé pour délimiter les univers culturels en présence et pour retracer le choc de valeurs incompatibles (Higgins 1997 ; Rothenberg 1995 ; Valentine 1993).

Une des principales sources d'inspiration pour cette thèse est *Gay New York : Gender, Urban Culture, and the Making of the Gay Male World. 1890-1940* (Chauncey 1994). Une intégration des cartes mentales des significations dans la ville, avec ses zones de dangers et ses zones de conforts, à un imaginaire géographique a été réalisée de façon magistrale par Chauncey. Grâce a une chronique analytique des relations de pouvoir en ce qui a trait à l'expression de sexualité autre à New York, Chauncey navigue sans cesse entre les relations sociales et les espaces où ces relations sociales s'articulent. La cartographie des significations sociales élaborée par le pouvoir ne guide pas nécessairement les pratiques de tous ceux qui la subisse et son livre propose de façon convaincante "... that maps of meaning not only guide social practices but inhere in and constitute those practices, and it argues for the significance of such socially structured and socially meaningful everyday practices in the construction of identities." (26) Les rapports entre les gens sont constamment situés socialement en termes de classe, de genre, de « race », d'ethnicité et de sexualité, mais ils sont aussi situés géographiquement en fonction de leurs spatialités particulières. L'espace devient un élément essentiel à la compréhension des phénomènes sociaux analysés par Chauncey. La ligne du temps est en constante rupture ainsi, à travers ses failles, des espaces simultanés qui permettent l'émergence d'identités particulières, se laissent deviner grâce aux traces d'une

multitude d'histoires de vie.

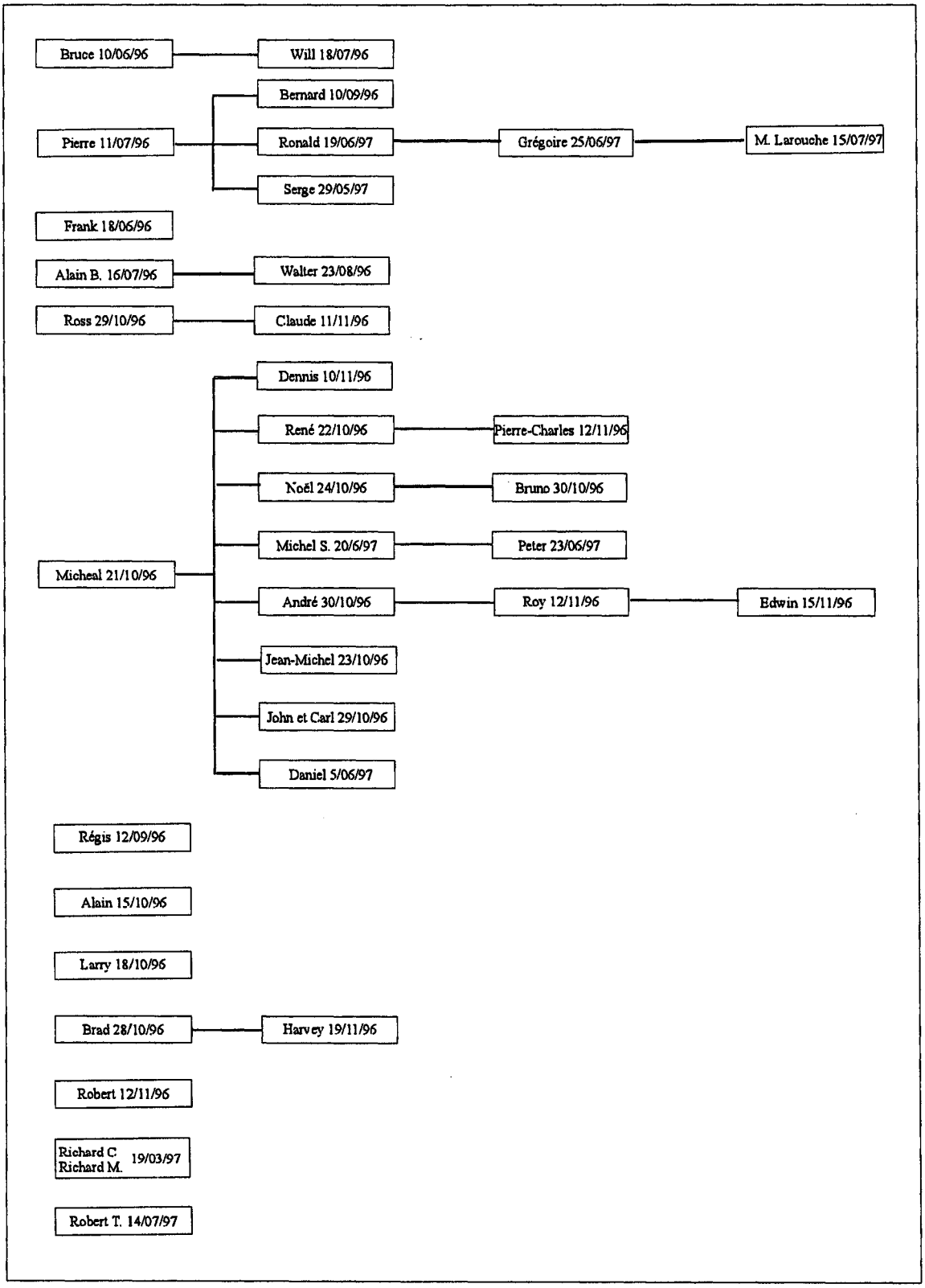
La mémoire institutionnelle est accessible via le réseau des archives publiques, qu'elles soient judiciaires, municipales, communautaires ou provinciales. Sous cet aspect, la reconstitution du discours présente peu de difficulté sinon les limites à l'accès à l'information comme par exemple au Conseil de Sécurité Publique de la Communauté Urbaine de Montréal et les contraintes de temps liées à la quantité des sources documentaires disponibles. La représentation des valeurs privilégiées en ce qui a trait à la sexualité, à la moralité, aux comportements acceptables dans les espaces dits publics et en ce qui concerne des institutions comme l'église et le mariage seront identifiées et retracées dans les diverses sources documentaires. La répétition relève du geste politique (Barthes 1973, 1979 ; Pêcheux 1975) et elle est génératrice de pouvoir (Foucault 1976b, 1983). Ces représentations sont socialement et historiquement construites et elles sont associées aux privilèges du pouvoir. Le pouvoir normatif ayant la capacité d'exclure en silence (Kobayashi et Peake 2000). Les stratégies de représentations utilisées par le pouvoir seront analysées de façon à débusquer les «relational constructs» qui servent non seulement à marginaliser l'altérité mais aussi à réitérer les valeurs dominantes (Ruddick 1996, 139). Les médias de masse, tout particulièrement la presse quotidienne, sont inclus dans les archives institutionnelles analysées. Comme nous le verrons au chapitre 2, les journaux grands publics sont bien souvent un appendice du pouvoir et des diffuseurs convaincus des valeurs et des normes sociales dominantes. Plusieurs dossiers de presse maintenues par les archives municipales de la Ville de Montréal sur divers sujets tel l'homosexualité, les activités policières, les rues ou les parcs, ont été utilisés pour examiner ces aspects du pouvoir et ces pratiques de représentations des imaginaires urbains.

Le contre-discours, ou la possibilité d'identifier des imaginaires géographiques et sociaux particuliers aux communautés gaies montréalaises, présentent cependant plusieurs défis. Si la mémoire communautaire - les imaginaires sociaux et géographiques - peut-être reconstituée de plusieurs façons, la fixation de ces imaginaires constitue déjà un effacement :

"Ces fixations constituent des procédures d'oubli. La trace se subsistue à la pratique" (de Certeau 1980, 147). Ces fixations demeurent cependant révélatrices : "Les récits des lieux sont des bricolages. Ils sont fait avec des débris de monde. ... Du *plus* et de l'*autre* (détails et surcroîts provenant d'ailleurs) s'insinuent dans le cadre reçu, ordre imposé. On a ainsi le rapport même des pratiques de l'espace avec l'ordre bâti"[15] (161). Une fixation a déjà été réalisée par une presse communautaire éclatée en un grand nombre de publications périodiques habituellement de courtes durées (appendice 2, la presse communautaire). Cette presse, aussi diverse que les communautées qu'elle dessert, offre une vitrine importante sur les préoccupations, les luttes et les aspirations des diverses communautés gaies montréalaises. Cette littérature, qui n'a pas encore été exploitée dans ses dimensions géographiques, offre un potentiel exceptionnel pour l'identification de la constitution et de la diffusion d'imaginaires géographiques gais spécifiquement montréalais (Higgins 1998, 1999a ; Noël 1993, 1998 ; Sivry 1998). Ces publications ont comme point commun une diffusion d'informations géographiques, informations transmises sous forme de cartes, de publicités, d'itinéraires, identifiant des lieux de rencontres, des espaces perçus comme sécuritaires et des espaces de danger. En plus de ces informations factuelles, il est possible de discerner comment la ville est appréhendée et représentée, et d'identifier les façons d'être et de faire. Cette presse communautaire influença le développement d'une culture gaie montréalaise (Seidman 1993), culture qui se développa en contact et en conflit avec des hétérosexualités et des masculinités hégémoniques.

Pour tenter cependant d'aller au-delà des traces, j'ai réalisé une série d'entrevues. Au total 35 entrevues semi-dirigées avec 37 hommes gais ayant connu Montréal entre les années 1950 et 1980, ont été réalisées (Guide d'entrevue, appendice 3). Les narrateurs rencontrés (Figure 1.3) sont aussi divers que les communautés gaies montréalaises et ils offrent une variété de points de vues qui nous permettra d'analyser non seulement la sexualité, mais aussi l'importance de la langue, de la classe sociale et, dans une certaine mesure, de la religion comme facettes identaires. L'apport de narrateurs francophones (23), anglophones (8) et d'un petit nombre qui naviguent indistinctement les deux univers linguistiques (6), fut d'une

Figure 1.3 Échantillon boule de neige, narrateurs et dates des entrevues.



exceptionnelle richesse sur le plan de l'imaginaire géographique.

Notons que par rapport à la langue, les documents utilisés et les entrevues réalisées sont aussi bien en anglais qu'en français. Les citations ne sont pas traduites, en partie pour préserver cette particularité bien montréalaise de pouvoir fonctionner dans deux langues, Montréal étant une des rares villes véritablement bilingues dans le monde (Germain et Rose 2000, 10).

Les Montréalais d'adoption, qu'ils viennent d'une région québécoise ou de l'extérieur du pays, nous fournissent un regard frais sur une ville dont ils ont du apprendre les territoires pour y évoluer. L'apport exceptionnel à la vie communautaire gaie montréalaise des « draftdodgers » américains (4)[16] qui s'établirent à Montréal pour éviter la guerre du Vietnam, est aussi fortement souligné. Finalement, l'apport de gais de différentes générations, 3 avaient plus de 65 ans lors des entrevues, 27 avaient entre 35 et 65 ans et 7 avaient moins de 35 ans, nous permettent d'établir la grande stabilité, malgré toutes leurs complexités, des espaces sociaux que les gais se sont donnés et des imaginaires géographiques qu'ils ont constitué à travers le temps.

Un échantillonage boule de neige a été utilisé avec 13 entrevues différentes (14 narrateurs) comme points d'insertions dans les communautés gaies. De ces 13 boules de neiges, 7 n'ont menées à aucune entrevue subséquente, 4 ont permis une seconde entrevue, une a débouchée sur 5 entrevues et une dernière boule de neige qui débuta avec Michael, à permis de générer 13 entretiens. Les narrateurs se sont vu offrir de choisir le nom sous lequel leurs propos sont rapportés dans cette thèse (appendice 4 formulaire d'identification). Seulement trois d'entre eux ont choisi un surnom.

Résumé

J'ai entamé ce chapitre en identifiant l'importance d'un imaginaire géographique pour les communautés gaies dans un contexte nord-américain. Des sites, tel Greenwich Village à

New York, représentent des lieux privilégiés de l'expression d'identités sexuelles minoritaires dans nos mémoires communautaires. De tels sites existent cependant à une échelle locale. Une réalité comme Le Village à Montréal fait maintenant partie de la carte mentale de tous les Montréalais. Cette apparente acceptation n'a pas toujours été acquise et les espaces gais ont été hautement contestés jusqu'en1984, en particulier l'enclave gaie du centre-ville. Mon interprétation repose sur la nature contestée de l'espace public et de la confrontation d'imaginaires urbains qui diffèrent selon les groupes en présence. L'utilisation des théories relatives aux processus hégémoniques, de leurs inscriptions discursives aussi bien dans les textes que dans l'espace me servira à délimiter les pouvoirs institutionnels et leurs impacts sur la définition du cœur de Montréal. D'autre part, une recherche minutieuse des pratiques quotidiennes des gais montréalais cherchera à restituer toute la magie des imaginaires géographiques et sociaux de communautés qui ont été depuis lors déracinées.

Notes

1. Selon Adler et Brenner (1992), la spatialisation des relations sociales chez les lesbiennes aurait une dimension bien différente de celles des homosexuels masculins. Les lesbiennes, comme les autres femmes, ayant moins de ressources financières et ayant plus souvent des responsabilités familiales, développeraient des sensibilités spatiales différentes. De plus, les auteures concluent que les préoccupation politiques des lesbiennes sont plus globale et moins préoccupées par les questions de représentation politiques, donc moins reliées au lieu (32-33).

2. Knopp (1987) explore le processus de redéfinition des relations de genre et la sexualité au niveau de la vie quotidienne à Minneapolis au Minnesota.

3. "La dynamique des réseaux techniques tend à se substituer ainsi à la statique des lieux bâtis pour conditionner mentalité et comportements urbains. Un système de référence physique et mental, constitué par des réseaux matériels et immatériels ainsi que par des objects techniques, et dont la manipulation met en jeu un stock d'images et d'informations, retentit dans un circuit bouclé sur les rapports que nos sociétés entretiennent avec l'espace, le temps et les hommes" (Choay 1994 cité dans Roman 1994, 6)

4. L'emphase est de l'auteur.

5. "Les institutions ne se réduisent pas au symbolique, mais elles ne peuvent exister que dans le symbolique, elles sont impossible en dehors d'un symbolique au second degré, elles constituent chacune son réseau symbolique. Une organisation donnée de l'économie, un système de droit, un pouvoir institué, une religion existent socialement

comme des systèmes symboliques sanctionnés. Ils consistent à attacher des symboles (des signifiants) à des signifiés (des représentations, des ordres, des injonctions ou des incitations à faire ou à ne pas faire, des conséquences, - des significations, au sens lâche du terme)" (Castoriadis 1975, 162)

6. Importante revue contre-culturelle qui publia dans son deuxième numéro une version du manifeste du Front de Libération Homosexuel. Cette revue fut fondée par deux militants gais, Jean Basile et Georges Khal.

7. Zambinella ne sera pas identifié(e) comme castrat, il(elle) n'acquit pas d'identité particulière mais conserve la possibilité de naviguer des attributs de genre, attributs qui sont constamment amplifiés et subvertis ; "suspecter un sexe c'est lui assigner une classe définitionnelle" (Barthes 1970, 122) alors que Sarrasine déploie une masculinité fluide et ambiguë ; "Le mot de Sarrasine emporte une autre connotation : celle de féminité ..." (21) . Nommer ces réalités viendrait recouvrir le sens et fixer "le glissement des noms". (91-92)

8. Michel de Certeau établit une analogie entre la marche et l'acte de parler et il utilise abondamment la métaphorisation lorsqu'il parle *d'énonciation piétonnière* et de *rhétorique cheminatoire* (1980, 148-156).

9. L'emphase est de l'auteur.

10. Chez Marcuse cette attaque virulente des visions uniformisatrices est une critique de la modernité qu'il associe au concept d'aliénation "... quand les individus s'identifient avec l'existance qui leur est imposée et qu'ils y trouvent réalisation et satisfaction. ... Il n'y a plus qu'une dimension, elle est partout et sous toutes ses formes. Les réalisations du progrès défient leur mise en cause idéologique aussi bien que leur justification ; devant son tribunal, la « fausse conscience » de leur rationalité est devenue la vraie conscience" (1968, 39).

11. La géographe Gillian Rose appuie ce point de vue en soutenant une nécessaire alternance pour les mouvements de revendication entre une lutte à l'oppression localisée (une position tactique) et un projet de société (une position stratégique) afin de déstabiliser l'hégémonie masculiniste. Selon Gillian Rose, l'éclatement du discours dominant repose sur une dénonciation des dualités oppressives comme le « Même » et l'« Autre », l'« indifférence » et la « différence ».

12. L'emphase est de l'auteur.

13. L'emphase est de l'auteur.

14. Ici je paraphrase Callas et Smirchich, 1992.

15. L'emphase est de l'auteur.

16. Deux narrateurs sont venus à Montréal spécifiquement pour éviter la conscription alors que deux autres y sont venus principalement pour étudier ou enseigner, en ayant à l'esprit qu'ils éviteraient ainsi d'être appelés sous les drapeaux.

Chapitre 2

Homosexualité et pratique du pouvoir à Montréal entre 1949 et 1970 : Évolution institutionnelle et discursive.

La montée vers le pouvoir municipal montréalais dans les années 1950 d'une coalition morale coordonnée par un discours paternaliste marqué par un ensemble de valeurs traditionnelles, préfigure des valeurs qui seront défendues par l'Administration Drapeau. Cette coalition morale effectua un travail de fond tout au long des années 1940 et 1950 par sa critique constante du trafic d'influence, de la corruption et du crime organisé. Elle proposa inlassablement une nécessaire protection des citoyens honnêtes contre ces maux. La prise du pouvoir par la coalition morale et la mise en place de l'Administration Drapeau-Saulnier en 1960, se produisit cependant au moment où s'enclenchait une modernisation rapide de la société québécoise. Cette évolution rendit beaucoup plus difficile la mise en place du programme d'assainissement des mœurs proposé par certains des membres de la coalition. Ces difficultés se transcrivirent dans le discours par sa spécialisation, les dangers furent précisés alors que les groupes dits à risques ont été plus clairement ciblés.

Le glissement progressif d'un discours générique contre le mal vers des cibles plus précises eut des impacts sur diverses institutions tels la famille, la presse, la police et le système judiciaire. Il eut aussi des effets sur la gestion de l'espace urbain. Le changement de régime politique au niveau municipal, doublé d'une rapide modernisation de la société québécoise lors de la Révolution tranquille vint transformer la définition de ce qui était public ou privé. La définition de ce qui peut s'exprimer légitimement dans la ville permit éventuellement de nommer des différences et de les localiser. Cette transformation du discours par rapport à la sexualité participa à la formation d'une identité fondée sur la différence sexuelle. Le discours hégémonique de la coalition morale, au cœur de laquelle se trouvait le pouvoir municipal à partir de 1960, s'effrita avec la Révolution tranquille. Dumont (1971) et Rocher (1973) insistent sur le changement de valeurs qui se produisit durant cette

période. Ce changement de valeurs est inégal dans la population, alors qu'il est particulièrement le fait de la jeunesse (Lazure 1970). La relève au niveau de la gestion de la moralité fut assumée par les forces policières, qui étaient jusqu'en 1970 sous la responsabilité directe de l'administration municipale, ainsi que par l'institution judiciaire. Cette succession institutionnelle se produisit simultanément au glissement du discours sur la moralité qui précise ses cibles à partir du milieu de la décennie (Hurteau 1991, 1993).

Dans ce chapitre concernant les institutions et le contrôle social, je propose de situer la constellation institutionnelle montréalaise, non pas pour en faire un portrait complet, mais pour identifier le discours et éventuellement la contestation de ce discours dans son contexte historique et dans son cadre géographique. La transformation du discours eut un impact direct sur la définition de ce qu'est le centre-ville de Montréal et de ce qui peut s'y exprimer. C'est durant cette intense période de changements que s'amorça une modification importante de la sanction sociale envers l'homosexualité, la Révolution tranquille étant aussi une révolution culturelle (Lazure 1970).

Jean Drapeau et la corvée morale

Le 22 juin 1960, Jean Lesage est élu Premier Ministre du Québec. Cette date marque la fin du régime conservateur de l'Union Nationale et le début d'une intense période de changements qui prendra le nom de Révolution tranquille. L'année 1960 "... apparaît comme une date charnière, celle qui marque le début de la Révolution tranquille" (Pelletier 1992, 609). Une période de changements qui est assurément politique, mais qui est aussi une période de changements culturels et de transformations socio-économiques (1992, 609). Alors que Jean Lesage est élu à Québec, Jean Drapeau est réélu maire de Montréal le 7 octobre 1960 après son éclipse du pouvoir entre 1957 et 1960. Ce ne sont pas des événements tout à fait indépendants. Le parallèle ne doit cependant pas être poussé trop loin. Si Jean Drapeau travaille à une modernisation de Montréal au niveau économique et sur le plan des transports, il se positionne aussi comme leader d'une vaste « corvée morale ». Les valeurs morales sont une des lignes maîtresses de son cheminement politique depuis 1949 ainsi que le thème

dominant des deux dernières semaines de sa campagne électorale en 1960. Jean Drapeau se

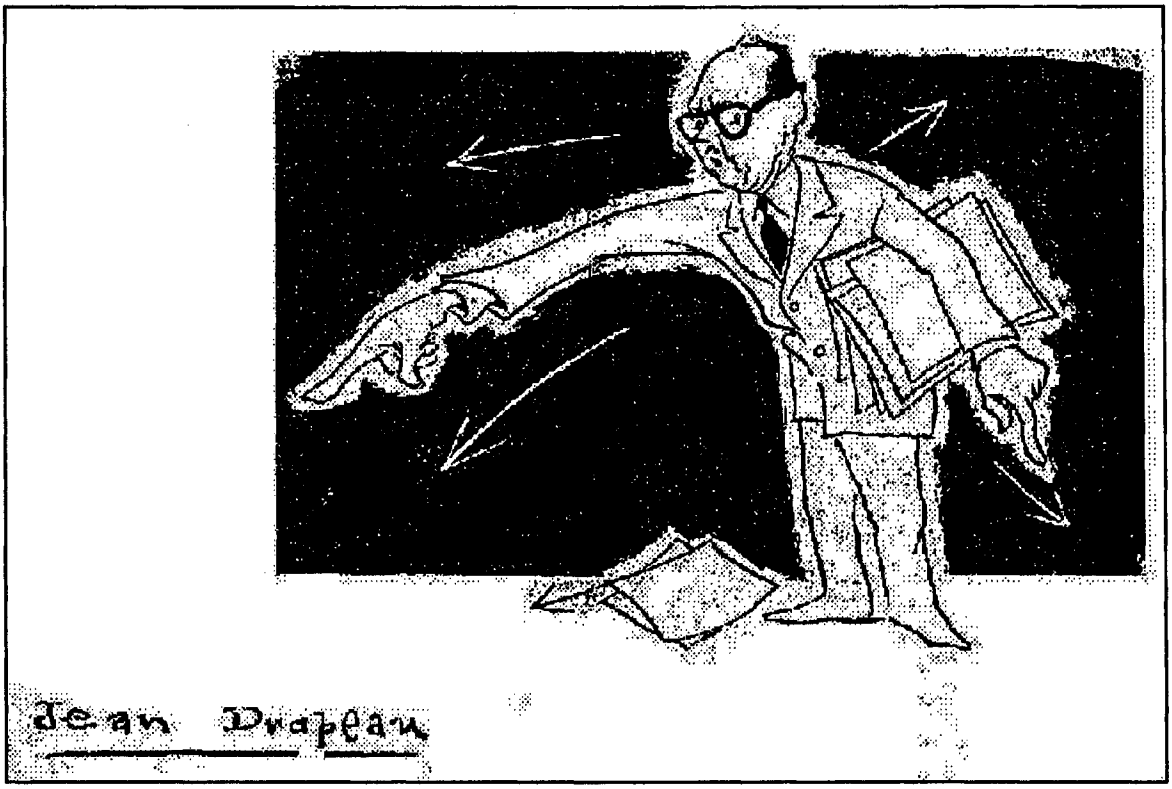


Figure 2.1 "Un homme à vertu en vaut deux", Normand Hudon (1958) *La tête la première.* Institut Littéraire, Québec, 264-265.

positionne à la tête d'une vaste coalition anti-duplessiste qui rejette le patronage et la corruption (Figure 2.1). Cette coalition repose sur des éléments aussi disparates que les ligues de moralité, les nationalistes libéraux (à travers *Le Devoir*) et certains syndicalistes.

L'itinéraire de la coalition morale commence cependant bien avant 1960 et elle a déjà eu un impact certain sur les politiques de gestion des espaces publics à Montréal. La formation de cette coalition remonte aux débuts de l'industrialisation accélérée de Montréal et à l'urbanisation croissante depuis le début du XX^{ième} siècle. La publication d'une série de 62 articles dans *Le Devoir* entre le 28 novembre 1949 et le 18 février 1950 sous la signature de Pax Plante amène sa consolidation et amorce sa montée vers la prise du pouvoir à l'Hôtel de Ville. Pacifique Plante fut nommé à la tête de l'Escouade de la moralité en 1946 avec pour

mandat la lutte au crime organisé. Il fut démis de ses fonctions en 1948 (Linteau 1992, 532). Il décida alors d'utiliser sa renommée et de publier les informations privilégiées qu'il a accumulé au fil des ans dans le but avoué de forcer un changement à l'Hôtel de Ville de Montréal. Le journaliste Gérard Pelletier est assigné pour l'aider à la rédaction des articles alors que Jean Drapeau est engagé comme avocat-conseil par *Le Devoir*, à l'époque sous la direction de Gérard Filion, pour éviter toute poursuite en libelle diffamatoire (McKenna 1981). Cette série d'articles avec moult détails dans ses dénonciations de la corruption fut suivie comme un roman savon par les lecteurs du quotidien *Le Devoir :* "Montréal fut ébranlée par une série de secousses sismiques. Chaque article secouait la ville sur ses fondations." (McKenna 1981, 98) La commotion provoquée par cette série d'articles mena directement à la formation de la Commission Caron au début des années 1950, commission où Jean Drapeau aura l'occasion de briller comme pourfendeur du crime et de la corruption (Linteau 1992).

Pour donner le ton à son propos, Pax Plante précise dans le premier épisode que son remplacement à la tête de l'Escouade de la moralité a permis à la protection de reprendre de plus belle et au crime et à la corruption de s'affranchir des forces de l'ordre. Il se situe d'emblée du côté du bien. La place importante qu'occupent les ligues religieuses telles les ligues du Sacré-Cœur et leur coopération avec la presse est soulignée dès ce premier article : "Les ligues du Sacré-Cœur appuyé en cela par les journaux... proposaient la formation d'un tribunal d'honneur."[1] Les liens entre les institutions religieuses et les organes d'information nous permettent de discerner les contours d'une trame institutionnelle qui relie des politiciens, des membres de la petite bourgeoisie canadienne-française, des organismes religieux et la presse. Cette coalition est définie avec plus de précision à l'article 44 dans le cadre d'une dénonciation de la prostitution lorsque Plante décrit la coalition morale après la seconde guerre mondiale :

> C'est alors que fut formée la Ligue de Vigilance Sociale sous l'impulsion des Ligues du Sacré-Cœur et de Me Jean Penverne, et que s'amorça une campagne de presse sans précédent à Montréal... Elle réunissait des personnalités trop importantes [pour ne pas être prise au sérieux], tels Mgr Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal,

> un rabbin juif très en vue, les juges Fabre Surveyer et Arthur Laramée, l'évêque anglican et toute une liste impressionnante de citoyens en vue.[2]

Cette coopération institutionnelle sera éventuellement institutionnalisée par la Ville de Montréal sous l'impulsion de Jean Drapeau comme nous le verrons plus loin.

Malgré son style sensationnaliste, cette série d'articles nous permet de tracer à grands traits une géographie de l'ordre moral à Montréal à la fin des années 1940 et au début des années 1950. C'est l'ensemble du discours hégémonique par rapport au crime et à la moralité qui est articulé et vulgarisé par Plante et ses collaborateurs. Leur objectif premier sera la lutte à la corruption au sein des institutions municipales pour ensuite pouvoir assainir les espaces sociaux montréalais. Jean Drapeau sortira de sa coopération avec Pacifique Plante et de la Commission Caron, avec un important capital politique. On peut même suggérer que c'est entre 1949 et 1954, alors qu'il prend le pouvoir à l'Hôtel de Ville pour la première fois, qu'il articule au niveau politique ce que les ligues religieuses proposent sur le plan moral.

Dans le deuxième article, Pax Plante nous offre la preuve irréfutable que le crime et le vice commercialisé sont bel et bien revenus en force à Montréal. Il suffit, selon lui, à quiconque de se rendre au centre-ville pour pouvoir en observer les manifestations de visu :

> Personne n'ignore que les exploiteurs du jeu et du vice commercialisé sont encore dans notre ville. N'importe qui peut les voir, dans leurs lieux habituels de rassemblement qui entourent l'angle des rues Peel et Sainte-Catherine, par exemple. On verra là des visages familiers. On reconnaîtra aussi certaines coupes de veston, certaines chemises de couleur particulière et des cravates « flashy » qui ne trompent pas... [3]

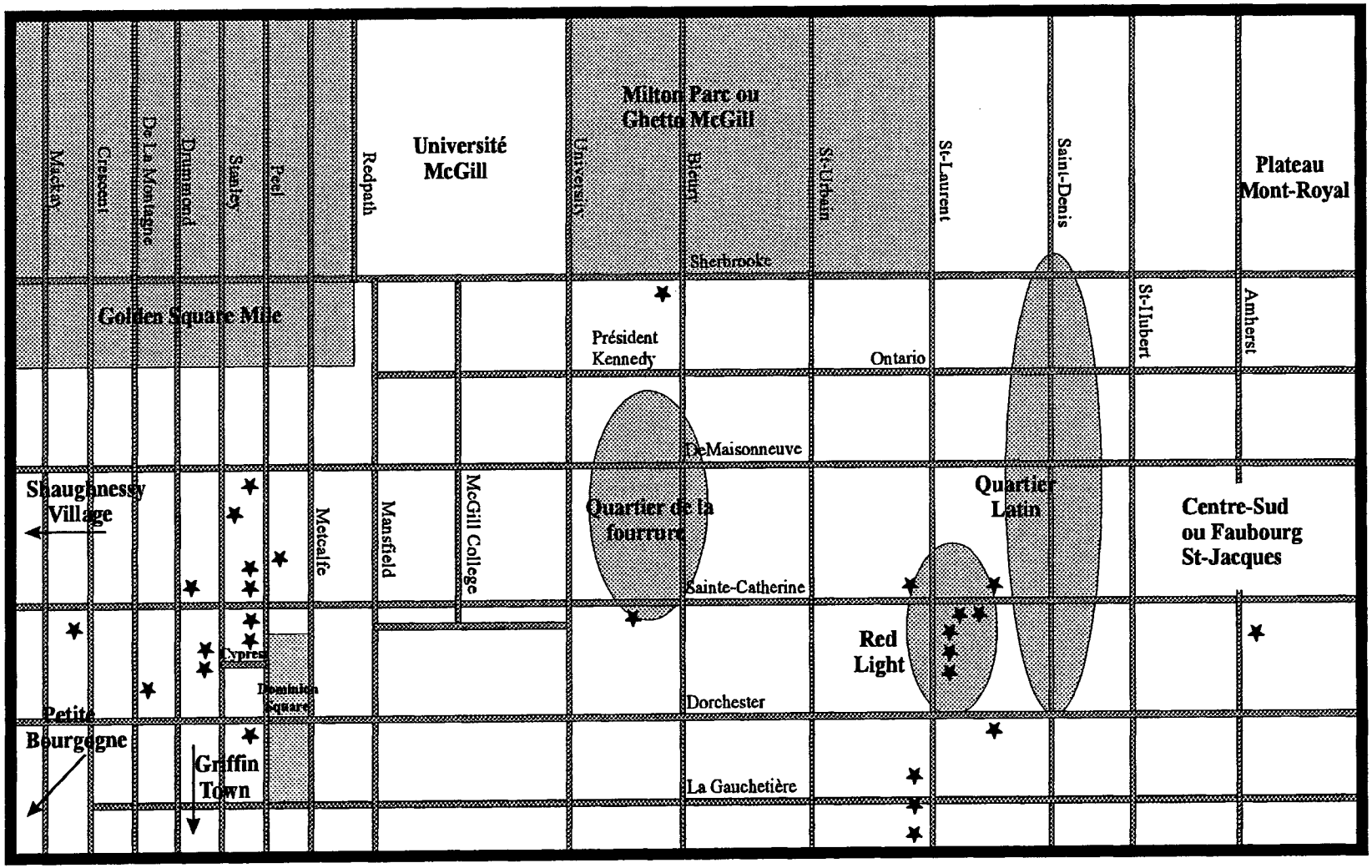
Non seulement le danger moral ne serait pas l'apanage exclusif du « Red Light », mais il se retrouve au cœur même de la ville. Ici, le crime se révèle sous des atours qui ne peuvent tromper les honnêtes gens, mais sous lesquels on peut se demander qui se cache ? (Figure 2.2) N'y a t'il pas une confusion entre rabatteurs des établissements de jeux et homosexuels, entre crime organisé et l'homosexualité ? Pacifique Plante rassemble une série d'éléments de discours qui combine une information géographique importante et une indication de danger moral. L'intersection Peel et Sainte-Catherine est alors un espace multiple qui recouvre un

ensemble de phénomènes urbains dont la mouvance s'étale à travers des significations symboliques complexes. De l'enclave commerciale s'adressant aux homosexuels qui s'y déploie en filigrane (Figure 2.3) (Lezznoff 1954 ; Higgins 1997, 1998, 1999) à l'image du « Crossroads of Canada » (expression utilisée par les narrateurs dont John et Carl), de l'intersection des réseaux ferroviaires à la grande artère marchande de la métropole, Peel et Sainte-Catherine est un espace urbain symboliquement important pour nombres de montréalais. Mais Pax Plante l'associe à des stéréotypes vestimentaires qui, selon lui révèle la présence de criminels.

Figure 2.2 "En voulez-vous des preuves ?" Robert Lapalme (1950) *La palme, les 20 premières années du caricaturiste canadien : 1930-1950.* Cercle du Livre de France, Montréal, 177.

Le crime est décrit ici sans aucune distinction entre ses diverses composantes ; le

Figure 2.3 Emplacements des établissements fréquentés par les gais dans les années 1950.



Conception graphique : Jocelyn Guindon.

Source: Données tirées de Higgins 1998, 111, carte 2.

« bookie » s'habillerait-il à la dernière mode ? Le crime, tout comme le mal est générique et il n'a pas à être décrit dans ses particularités pour être dénoncé. Pour éviter toute curiosité et une possible contagion, il peut être même préférable de ne pas le nommer. Prenons comme exemple l'Hawaiian Lounge. Plusieurs narrateurs (Michael, Walter et Robert entre autres) l'identifient comme un lieu de rencontres pour les homosexuels dans les années 1950 et 1960 et comme un haut lieu de spectacles de travestis :

> L'Hawaiian Lounge est situé au 1254 rue Stanley[4], au-dessus du cabaret Tic-Toc, dont cela paraît être le dépotoir... Au Tic-Toc vous n'êtes admis qu'accompagné, tandis qu'à l'Hawaiian Lounge c'est l'endroit tout désigné pour trouver une compagnie, si vous n'êtes pas trop capricieux et disposé à payer le tarif général de la prostitution.[5]

L'Hawaiian Lounge se trouve face à la petite rue Cypress qui sert de passage entre cette partie de l'enclave commerciale s'adressant aux homosexuels et le Dominion Square juste de l'autre côté de la rue Peel (Figure 2.3). Seul le qualificatif « pas trop capricieux » vient colorer cette description faite par *Le Devoir* d'une boîte de nuit haute en couleurs. La prostitution vient ici recouvrir la différence sexuelle et l'homosexualité est passée sous silence.

Jusqu'à l'article 27, paru le 31 décembre 1949, la série se concentre sur le jeu illégal. Plante nous fournit adresses, noms et anecdotes pour amplifier la dimension dramatique du crime organisé. Par exemple, il rapporte les propos du propriétaire de l'Hôtel Windsor :

> En 1939, le Windsor, vous vous en souvenez, recevait Leurs Majestés le Roi et la Reine au cours de leur séjour à Montréal... Les fenêtres de la suite royale donnent sur la rue Cypress. Et vous savez qu'il y avait là, dans l'immeuble d'en face, une barbotte[6] très prospère dont je m'étais plaint à plusieurs reprises sans résultat aucun.[7]

Pour ne pas offrir le spectacle disgracieux du jeu illégal aux monarques, il fût décidé de fermer la rue Cypress à toute circulation, entre Peel et Stanley, pour la période de la visite royale.

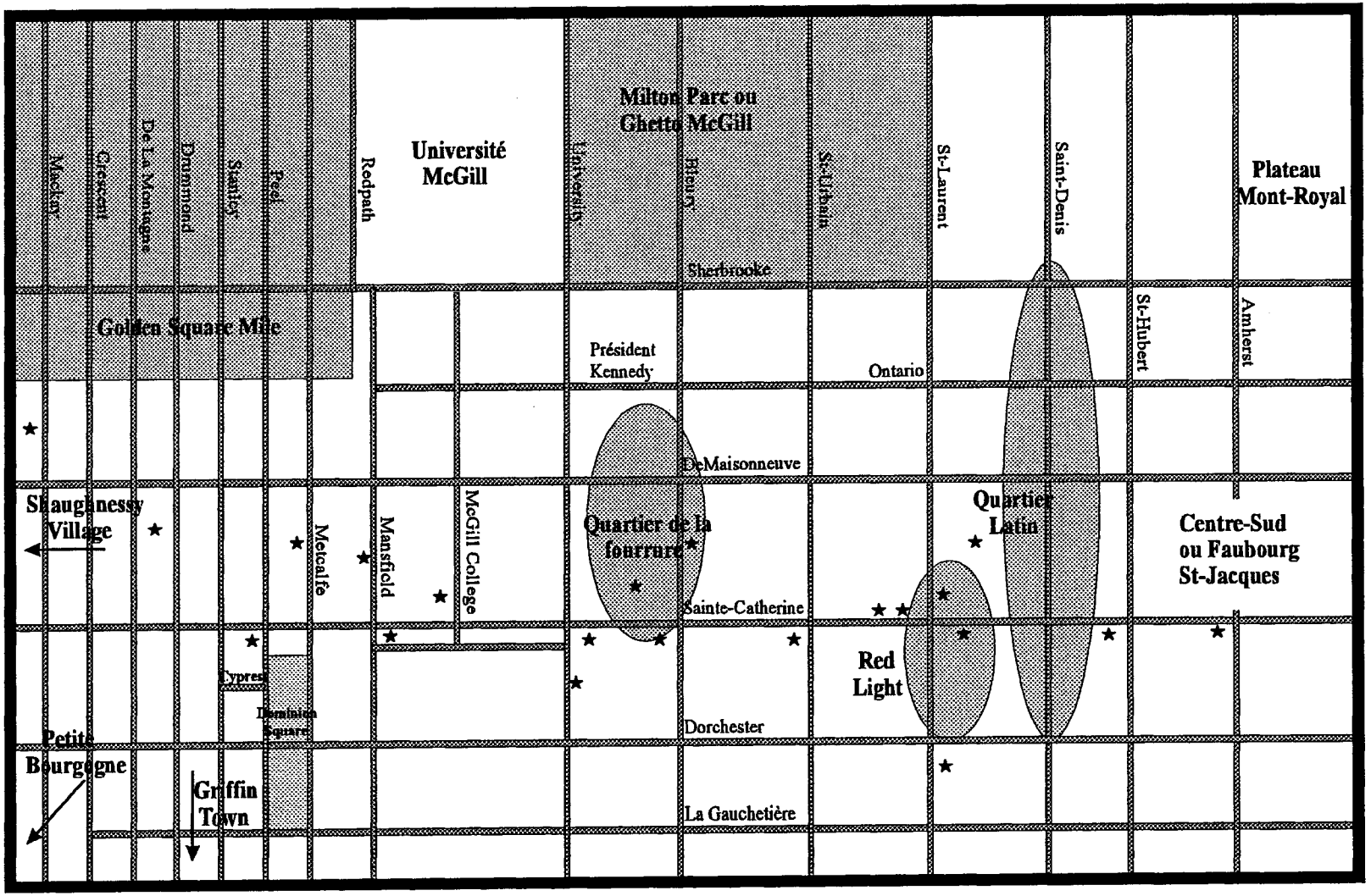
Ces anecdotes pullulent dans les révélations de Pacifique Plante, mais, pour notre propos, l'intérêt est de voir comment la ville est représentée. Ces représentations formant la trame urbaine des valeurs et des croyances de l'équipe qui prendra éventuellement le pouvoir, quelle cartographie pouvons-nous recréer par rapport à la moralité à la fin des années 1940 ?

En 1950, il n'y a pas de césure entre le quartier de la fourrure et l'intersection Saint-Laurent et Sainte-Catherine. Le tissu urbain est continu entre Morgan (La Baie), en haut de l'escarpement du centre-ville et Dupuis Frères, plus à l'est dans le Faubourg Saint-Jacques. Le niveau d'emploi dans la confection et les grands magasins rend le quartier grouillant d'activités à toute heure de la journée. Les démolitions massives menant à la construction de la Place des Arts et plus tard du Complexe Desjardins ne se sont pas encore produites et la spéculation foncière n'a pas encore déstructuré le Faubourg Saint-Laurent. Un quartier urbain densément peuplé s'étend au pied de l'escarpement du centre-ville. Grâce à cette continuité du tissu urbain, le boulevard Saint-Laurent n'est pas présenté par Pacifique Plante comme une frontière mais bien comme une artère importante du centre de la ville. Dans sa géographie des « bookies », le centre-ville comprend entre autres les adresses suivantes :

> Nous avons dit qu'au centre de la ville, l'exploitation [par le jeu illégal] était particulièrement intense. Qu'on en juge par la liste d'adresses suivantes dont chaque numéro civique abritait une maison de pari bien établie. ... rue Sainte-Catherine Est : 257, 906, 1017 ; Ouest, 286, 486, 905, 1637, 2169 ; rue Notre-Dame Ouest : 237-A, 362, 1831. ... Puis dans le voisinage de la rue Sainte-Catherine, aux numéros suivants : 904 Saint-Laurent, 1201-A Saint-Laurent, 1212 Peel, 954 Saint-Jacques Ouest, 1246 McGill College, 463 McGill, 1040 Saint-Antoine, 269 Craig Ouest, 1455 Metcalfe, 1455 Bleury, 1405 Bishop (chambre 108), 1444 Mansfield, 549 de l'Inspecteur, 1221 Carré Philips, 921 Windsor, 1207 University, 1410 de Bullion, 1440 Guy.[8]

Cette présentation peut nous sembler surprenante car la rue Saint-Catherine est l'artère structurante autour de laquelle tout le reste s'articule (Figure 2.4). La rue Sainte-Catherine sert ici de trait d'union entre l'est et l'ouest dans une géographie du vice et du crime organisé à Montréal. On ne distingue pas l'est et l'ouest, c'est plutôt l'ensemble qui est présenté comme le centre et, comme nous le verrons plus loin, c'est la ville elle-même qui représente la possibilité du danger moral. La distribution spatiale des établissements s'adressant aux gais (Figure 2.3) et celle des établissements de jeux (Figure 2.4) ne correspondent en aucune façon. Alors que les établissements gais relevés par Higgins (1998) forment des grappes clairement identifiables, le jeux illégal, spatialisé par Pacific Plante, n'est concentré dans aucun des secteurs du centre-ville. Cette différence rend donc encore plus surprenante l'absence d'un discours spécifique de la coalition morale par rapport à l'homosexualité avant la

Figure 2.4 Emplacements approximatifs de maisons de jeux identifiées par Pacifique Plante.



Conception graphique : Jocelyn Guindon.

Source : Pacifique Plante, "Montréal sous le règne de la pègre." Article 10, Le Devoir,10 décembre 1949, p. 1.

Révolution tranquille.

Que ce soit les bookies ou les paris sur courses, les barbottes avec les jeux de hasards, les loteries illégales et les gobe-sous, le crime est partout, même s'il est plus concentré au cœur de la ville. Pacifique Plante explique ainsi cette concentration d'établissements :

> Évidemment, il existait, dans le centre de la ville, une concentration plus grande de maisons de pari. Comme il existe dans le même quartier plus de magasins à rayons et de commerces divers. Les exploiteurs du jeu ne peuvent pas ignorer cette loi élémentaire du commerce qui fait du grand quartier commercial (le quartier des gares et des théâtres, des hôtels et des bureaux) le rendez-vous par excellence de la clientèle.[9]

L'industrie du jeu fonctionnerait au grand jour et elle disposerait même de rabatteurs qui sillonnent le quartier central d'où la tentative de Plante de les identifier par leur habillement. Mais qui donc compose cette clientèle qui est en danger ? Pacifique Plante décrit le mode de fonctionnement du jeu illicite :

> Chacun de ces agents [les rabatteurs] prenait charge d'un secteur particulier. ... Il rencontrait les commis, les serveuses. Il leur donnait des tuyaux, suggérait de parier sur tel cheval, soutirait à chacun quelques dollars au pari. Bref, les rabatteurs éduquaient une clientèle qui plus tard prise au jeu, n'aurait plus besoin d'aucun encouragement pour jeter son argent dans le bookie.[10]

Un ensemble de petites gens doit alors être protégé. Ces mêmes catégories sociales sont aussi en danger lorsque Pacifique Plante discute des barbottes : "De plus, la barbotte a comme particularité d'attirer autour de ses tables la multitude des petits salariés."[11] Les machines gobe-sous[12] viseraient une autre clientèle, elles se trouvent partout, au restaurant où à l'époque on se procure aussi journaux et magazines, jusqu'au dépanneur du coin. Les individus qui risquent d'être entraînés dans l'engrenage du jeu sont encore une fois clairement identifiés :

> Les gobe-sous ... partagent avec le bingo la responsabilité d'avoir initié au jeu le public le moins susceptible de s'y adonner de lui-même, soit les jeunes et les femmes. Ils ont constitué une véritable pépinière à « gamblers », future clientèle des établissements adultes (sic.)...[13]

Ainsi, à travers le jeu illégal, on est dans une ville où le danger moral est partout, du Phillips Square au restaurant du coin. Les personnes qui risquent d'être exploitées se retrouvent

surtout, mais pas exclusivement, dans l'ensemble du petit peuple montréalais que les élites se doivent absolument de protéger. Sa lutte contre le crime, donc contre le mal, est clairement ciblée vers les politiciens et les policiers corrompus (Figure 2.5). C'est une lutte qui est éminemment politique :

> Je voudrais jeter sur ce problème (la prostitution) assez de lumière pour chasser de la scène tous les insectes nuisibles qui vivent à même cette pourriture : politiciens véreux, exploiteurs sans vergogne, policiers sans scrupules.[14]

Figure 2.5 "Pax sur la ville aux agents de bonne volonté." Robert Lapalme (1950) *La palme, les 20 premières années du caricaturiste canadien : 1930-1950.* Cercle du livre de France, Montréal, 176.

Pax Plante cherche à faire prévaloir le bien grâce à l'appui et au profit de la population urbaine qui est encore saine moralement et qui n'hésite pas à dénoncer le mal où qu'il se trouve. La dénonciation est érigée en système de contrôle social et elle est fortement encouragée par l'Archevêché de Montréal et les Ligues religieuses comme l'a démontré Hurteau (1993)[15]. Ici Pacifique Plante vulgarise la position de l'Église et répète une injonction

qui doit être constamment renouvelée par les institutions civiles et religieuses :

> Chaque fois qu'un lupanar ouvre ses portes, la police en est avertie par quelques voisins... et si la police est active, la population saine d'une ville constitue ses meilleurs agents. Non seulement il est possible de nettoyer toute une ville, mais c'est la seule solution pratique ...[16]

La géographie de la prostitution qui est dessinée par Pacifique Plante prend en grande partie les contours du Faubourg Saint-Laurent, traversé par le boulevard du même nom. Il identifie aussi certains lupanars à l'extérieur du « Red Light ». Sur la rue de la Montagne un lupanar de luxe[17] est mentionné à quelques reprises ainsi que des adresses sur la rue Milton[18]. Ce qui retient notre attention, ce sont les techniques de « nettoyage » qu'il propose :

> ... nous décidâmes de frapper d'abord au plus "épais" de cette prostitution ... d'agir contre le principal foyer d'infection... La solution ? Nous fîmes d'abord patrouiller le quartier comme jamais il ne l'avait été auparavant. Les visites constantes de la police et la multiplicité des arrestations devaient très tôt modifier la réputation du quartier. ... Au lieu de le considérer comme une chasse gardée, ..., les prostituées apprirent bientôt à redouter plus que nul autre le voisinage de l'ancien « Red Light ».[19]

Nous verrons au chapitre 5 que les forces policières utilisaient les mêmes techniques pour manufacturer la peur dans les communautés gaies lors du « nettoyage olympique ».

C'est une grande partie de la population qui doit être protégée du vice. L'idée de contagion est d'autant plus importante que cette population est considérée comme vulnérable. Gérard Filion, éditorialiste au quotidien *Le Devoir* lors de la publication de la série d'articles de Pacifique Plante, identifie quelques années plus tard qui est à risque et pourquoi ; "... la population fraîchement arrivée de la campagne, mal adaptée au milieu urbain et au travail industriel"[20]. Selon Filion, c'est une population à qui il faudrait deux ou trois générations avant de constituer une famille citadine stable. Le passage de la ferme à l'usine s'opérerait rarement sans heurts et ce serait non seulement les habitudes physiques qui seraient à changer mais l'éducation familiale, l'esprit de famille, les habitudes religieuses, tout aurait besoin d'être adapté, toujours selon Gérard Filion du journal *Le Devoir*. La famille est au cœur des préoccupations civiles et religieuses de la coalition morale.

Une idéologie ruraliste est fortement ancrée dans la bourgeoisie canadienne-française

et elle structure sa vision du monde et influence les valeurs qu'elle défend au cœur de la métropole. Et ce, malgré le fait "... que la société soit devenue de plus en plus industrielle et de plus en plus urbanisée, les définisseurs de situation traditionnels ont continué à privilégier le type de société préindustrielle et de prêcher des valeurs compatibles avec ce mode de vie" (Rioux 1990, 44). L'infantilisation d'une grande partie de la population, incluant les enfants, les femmes et les personnes ayant un bas niveau d'éducation, se maintiendra dans le discours dominant jusque dans les années 1960.

L'acharnement de la coalition morale trouvait une de ses justifications dans une idéologie hygiéniste du corps social. La construction de l'appareil d'état dans la première partie du XX^{iéme} siècle étant associé aux législations concernant la santé (Keating et Keel 1995). Les notions médicales concernant l'hygiène publique, les maladies infectieuses et les épidémies ont été directement appliquées à la moralité publique. Pacifique Plante poursuit :

> Je suis d'avis ... que la promptitude de l'action est essentielle en matière de moralité. Car le jeu, le pari et la débauche commercialisés sont des microbes virulents. Chaque jour, chaque semaine qu'ils peuvent gagner répandent l'infection à de nouveaux membres de l'organisme et compliquent la santé générale.[21]

Ces préoccupations ne sont pas particulières à Montréal et on les retrouve aussi en Grande-Bretagne, en France (Ragon 1986) et aux États-Unis (Stansell 1987). Ces préoccupations resteront inscrites au cœur du tissu institutionnel municipal et de la gestion des espaces urbains jusqu'à la fin des années 1960, lors de la création de la Communauté Urbaine de Montréal et de la régionalisation des forces policières.

La coalition morale et ses impacts sur la gestion de l'espace

Les impacts du discours de la coalition morale sur la gestion des espaces peuvent être retracés à travers les excursions « nowhere » et le règlement 1874 concernant les parcs. Les «nowhere», des excursions sans destination, sont décrits dans un court article publié en 1948 dans *Le Devoir* [22], article qui nous permet d'identifier les valeurs favorisées par la coalition morale, le mécanisme de construction des zones de dangers, et les mécanismes de contrôles visant à assurer la pérennité de la morale dominante. Les excursions sans destination

constituent un exemple éminemment géographique puisque la représentation et la gestion de l'espace sont au cœur même du problème dénoncé.

Les autobus quittent généralement le terminus de la Compagnie de Transport Provinciale situé à l'angle de Drummond et Dorchester. L'autobus est constitué en espace de danger par les membres de la coalition morale par le simple fait qu'il y ait absence de supervision : "Le peu de surveillance qui est exercé à l'intérieur des autobus où les couples sont entassés dans une obscurité qui se fait complice, donne libre cours à des familiarités de très mauvais alois"[23]. Le danger en question est un danger de contagion et ce, même pour les "personnes qui veulent se respecter" car "l'exemple des plus audacieux devient vite contagieux"[24]. Un contrôle s'effectue par la délation, soit par les plaintes des catholiques qui ont le devoir de s'assurer que ces distractions sont proprement supervisées et qu'elles sont saines pour la jeunesse : "Or, des enquêtes faites récemment par des personnes dignes de foi, nous prouvent clairement que les excursions « nowhere »... sont une occasion prochaine de chutes morales"[25]. Ces enquêtes sont conduites par la Ligue de la décence. Ce qui est dénoncé avec tant de vigueur c'est un des angles morts du contrôle social où les règles de conduites en public risquent d'être outrepassées, et les normes de comportement d'être suspendues. Les résultats se font de toute évidence attendre car en 1951, le conseiller municipal Edmond Hamelin demande au Comité exécutif d'interdire le stationnement des autobus à plusieurs endroits dans les quartiers Mercier, Sainte-Marie, Hochelaga et Papineau. Il dénonce encore une fois ces excursions sans destination où :

> ... les véhicules dans lesquels ces voyages s'effectuent ne sont pas éclairés à l'intérieur et les jeunes gens y échappent à toute surveillance ; il en est de même aux endroits où on les conduit et où ils séjournent un certain temps.[26]

La clientèle à risque n'est que vaguement définie, les jeunes gens risquant de subir les assauts du mauvais exemple. Cette préoccupation avec des règles de comportement en public transparraît clairement dans le règlement municipal 1874 concernant les parcs et les places publiques adopté le 1er juin 1948.

Les heures d'ouvertures et de fermetures des parcs et des places publiques ne sont pas

la préoccupation première de ce règlement. La première ordonnance de fermeture d'un parc ne sera adoptée qu'en juillet 1971 et elle ne s'appliquait alors qu'au Carré St-Louis et au parc Herbert-Outerridge. La principale préoccupation du Conseil municipal lors de l'adoption du règlement est un contrôle des comportements. L'article 6 est révélateur : "Il est défendu à toute personne visitant ou fréquentant les parcs : a) de pousser des cris, d'y proféré des blasphèmes, des injures ou des paroles de menace ou indécentes, ou de faire aucune action indécente ou obscène." Les parcs sont littéralement transformés en parvis d'église où les règles de comportement ne souffrent aucun écart. À la fin des années 1940, le règlement 1874 semble suffisant pour gérer les espaces publics.

L'impact de la coalition morale sur la gestion des espaces publics est direct. Il y a imposition d'une définition de ce qui est acceptable dans les espaces publics de même que dans les espaces privés accessibles au public. Les liens entre les diverses composantes de la coalition morale ne sont pas qu'indirects et on peut trouver plusieurs cas où la coordination entre les diverses institutions se fait spontanément, par le discours (Pêcheux 1975 ; Van Dijk 1984, 1991). Ainsi la dénonciation d'une situation considérée comme problématique par une des institutions de la coalition morale est immédiatement reprise par une autre. On se retrouve en présence d'un ensemble d'appareils idéologiques qui utilisent le discours comme mécanisme de coordination (Althusser 1970 ; MacDonell 1986). Il en résulte une amplification qui laisse peu de place à la contestation. Le 9 mars 1958, par exemple, lors des célébrations du 75ième anniversaire des Ligues du Sacré-Cœur, le Cardinal Léger s'en prend aux « journaux jaunes ». Dès le lendemain à l'Hôtel de ville, lors d'une question de privilège, le conseiller Meunier de la Ligue d'action civique (parti politique municipal de Jean Drapeau) soulève le problème des « journaux jaunes ». Il dépose une liste de publications considérées obscènes, liste préparée par les ligues du Sacré-Cœur. Les liens entre l'institution religieuse, le parti politique municipal et le conseil municipal s'articulent par une reprise successive du discours d'une institution à l'autre. Les arguments du conseiller sont résumés dans le procès verbal :

> ... il n'a pas l'intention [le conseiller Meunier] de soulever un débat sur la moralité,

> mais suggère aux autorités municipales de faire saisir par la police les prochains numéros des journaux jaunes, condamnés par les autorités religieuses de la province de Québec, car il ne veut pas que ses propres enfants et ceux des autres pères de la Métropole soient affectés par ces feuilles à scandales.[27]

La famille comme institution sociale et comme métaphore politique est présentée comme un pilier de la société et sa protection contre l'immoralité relève des institutions religieuses qu'il n'est pas de mise de questionner. Encore une fois, l'immoralité et le scandale n'ont pas besoin d'être définis ou précisés. Suite à ces pressions, le Conseil municipal résout de donner des directives claires à la police pour qu'elle agisse et fasse rapport mensuellement de ses actions dans ce domaine. Notons que cette résolution est appuyée par Lucien Saulnier, qui deviendra président du Comité exécutif en 1960.

Les thèmes de contagion, de jeunesse vulnérable et des obligations de bon père de famille (métaphoriquement le Maire de Montréal étant le père de ses commettants), dominent le discours de la Ligue d'action civique. Elle présente ce discours comme lui étant exclusif sur la scène politique municipale au grand dam du maire Sarto Fournier et du président du Comité exécutif M. Savignac qui sont au pouvoir entre 1957 et 1960. Ce dernier, dans un communiqué de presse, défend la droiture morale de son administration avec la dernière énergie :

> J'ai lancé un appel à toutes les personnes soucieuses, comme je le suis moi-même, d'instaurer à Montréal un véritable climat de moralité sans fausse publicité intempestive. Certaines personnes qui ont eu le courage d'apporter des faits précis [par délation] ... ont répondu à mon appel. Leurs renseignements m'ont permis de donner un rude coup aux activités de deux clubs de nuit qui étaient les rendez-vous d'homosexuels ...[28]

Savignac utilise ici les homosexuels qui représentent, sans doute, une abomination mais cette abomination particulière ne se trouve pas au cœur du discours sur la moralité à cette époque. Les opérations policières qu'il ordonne ne sont pas suffisamment publicisées. De plus, il continue de s'en remettre au directeur de police M. Langlois, qui avait renvoyé Pacifique

Plante en 1948, pour faire respecter l'ordre moral alors que la police n'a plus aucune crédibilité depuis la Commission Caron (Figure 7). M. Savignac ne fait que réagir aux faits qu'on lui rapporte, ce qui est loin de satisfaire les membres de la coalition morale.

Figure 2.6 "Chacun son métier et les vaches seront bien gardées." Normand Hudon (1961) *À la potence*. Éditions à la page, Montréal, non paginé.

L'itinéraire de Jean Drapeau de 1950 à 1960

Comme on l'a vu plus haut, la morale chrétienne domine le discours public sur la moralité. Il y a cependant une distance entre le débat public et les attitudes politiques au niveau municipal à cause du système électoral alors en place à Montréal. Le tiers des conseillers était nommé par les associations dites patriotiques, un autre tiers était élu par les propriétaires fonciers et finalement un tiers était élu par la population[29]. Ce système électoral bénéficiait de l'appui tacite du régime de Maurice Duplessis, au pouvoir à l'Assemblée Nationale du Québec. La structure même du système électoral ouvrait la porte au clientèlisme et au trafic d'influence auprès du personnel politique et de la police (Linteau 1992). Comme le soutient Linteau, le système électoral en vigueur a maintenu la coalition morale éloignée du pouvoir jusqu'en 1960. Jean Drapeau a été élu maire en 1954, mais son parti n'avait remporté que 27 des 99 sièges à l'Hôtel de ville. Lors de ce premier passage à la mairie, Jean

Drapeau avait nommé Pacifique Plante comme chef de police. Il occupa en plus le poste de directeur de l'Escouade de la moralité. En 1957, Jean Drapeau fut défait par Sarto Fournier à la Mairie et la Ligue n'obtint que 33 des 99 sièges au conseil. Cependant en 1960, après l'élimination des 33 conseillers nommés par les organisations patriotiques, le tandem Drapeau-Saulnier et une faction dissidente de la Ligue d'action civique devenue le Parti civique remportèrent une double majorité à la Mairie et au conseil. Lors des élections précipitées de 1962, suite à l'élimination du vote lié au droit de propriété, Drapeau remporta la Mairie avec 88% des voies exprimées et le Parti civique domine le conseil municipal avec 41 des 45 sièges de conseillers.

À partir de cette date, les élections municipales ont lieu statutairement à tous les quatre ans. On peut donc parler d'une modernisation de la démocratie montréalaise au début du régime Drapeau, avec l'aide du gouvernement du Québec, qui lance au même moment la Révolution tranquille et une rapide modernisation de la société québécoise (Linteau 1989, 1992). L'élimination des conseillers municipaux nommés par les organisations patriotiques et ceux élus par les propriétaires fonciers réduit considérablement les possibilités du trafic d'influence et permet au meneur charismatique du Parti civique qu'est Jean Drapeau d'asseoir son emprise sur le gouvernement municipal.

1960, la prise du pouvoir par la coalition morale et ses impacts sur les institutions

La prise du pouvoir par Jean Drapeau et le Parti civique représente pour la coalition morale l'apogée de son influence. En 1960, la charge symbolique de la cérémonie d'assermentation du nouveau maire est amplifiée lorsque Jean Drapeau invite le cardinal Léger à la présider[30]. Les liens entre les diverses composantes institutionnelles de la coalition morale sont cimentés au plus haut niveau et ils seront formalisés dans les institutions municipales.

L'administration Drapeau crée une Commission de la sécurité publique qui comprend diverses sous-commissions dont une préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité. Cette

sous-commission devient dans les faits la structure où le discours moral est articulé. La sous-commission s'attache un comité consultatif pour lui permettre de mieux coordonner les activités des divers acteurs de la coalition morale. Cette Commission de la sécurité publique, qui fut active de 1961 à 1969, avait un très large mandat :

> Le bien-être des citoyens, tant moral que physique, est un et indivisible. La juridiction de la commission doit s'étendre à tout ce contexte et englober les trois activités suivantes :
> a) protection contre les accidents de tout genre ;
> b) protection contre le crime et l'obscénité ;
> c) protection dans les cas d'urgence (Me Bourret, 1961).[31]

Me Bourret parle bien de protection et donc de la nécessité d'aller au devant des événements alors qu'un autre membre de la commission "... regrette que l'on ne prévoie que si peu de fonds pour la santé morale de la population quand on dispose de tellement d'argent pour son bien-être physique." (Monsieur Sénécal, 1961)[32]. Cette Commission de la sécurité publique repose sur le règlement 2654, adopté le 20 juin 1961 où l'article 11 définit son mandat :

> La Commission devra de sa propre initiative ou à la demande du comité exécutif ou du Conseil,
>
> a) faire l'étude de tous faits, matières ou questions se rapportant à la protection physique et morale des habitants de la Cité ;
> b) susciter, encourager et coordonner des initiatives publiques ou privées destinées à promouvoir cette protection physique et morale ;
> c) surveiller l'application des lois et des règlements s'y rapportant et en proposer la modification ou la réforme ;
> d) faire rapport au moins à tous les trois mois au Comité exécutif de ses constatations et de ses recommandations.

La Ville de Montréal se donne un rôle qui définit largement le cadre de l'administration publique en proposant de coordonner les initiatives publiques et privées. La sous-commission a comme membres des conseillers du Parti civique ainsi que les conseillers juridiques de la ville. La police y est représentée de façon à faire le lien entre l'institution policière et les autres institutions représentées à la sous-commission et à son comité consultatif. Ce n'est pas un hasard si un officier de la section d'Aide à la jeunesse y est nommé puisque la contagion de groupes à risque est au cœur des préoccupations des membres de la coalition morale. La presse écrite aura toujours un représentant. Paul Sauriol préside régulièrement les réunions

de la sous-commission et de son comité consultatif ; il est journaliste au journal *Le Devoir* de 1928 à 1947 et éditorialiste de 1947 à 1971. En 1966, Paul Sauriol fut remplacé par Vincent Prince, éditorialiste à *La Presse.* La sous-commission s'adjoint un comité consultatif pour l'aider dans sa tâche. Les membres de la sous-commission et du comité consultatif se connaissent bien et ils travaillent ensemble au sein de la coalition morale depuis plusieurs années. Ainsi, lors de la première réunion de la sous-commission, Paul Sauriol émet les commentaires suivants par rapport à la composition du comité consultatif :

> Monsieur Sauriol invite tous les membres (de la sous-commission) à présenter des suggestions quant aux groupements qui pourraient s'intéresser à la lutte contre le crime et l'obscénité... Monsieur Sauriol a pris l'initiative de demander à la Fédération Nationale des Ligues du Sacré-Cœur de déléguer deux représentants, vu que dans l'ancienne commission qu'il présidait, il avait obtenu le concours de cette ligue pour exercer une surveillance des kiosques à journaux[33].

Le comité consultatif de la sous-commission est composé de représentants d'une constellation d'organismes tels que le Père Wilfrid Gariépy des Ligues du Sacré-Cœur, le Révérend Kohner de l'Église anglicane, Max Wolofsky éditeur, le Père Godin de l'Office national des techniciens de diffusion. Les membres changèrent avec les années, mais les médias et les organisations religieuses y seront toujours représentés. Les institutions qui élaborent et diffusent le discours hégémonique se donnent une structure institutionnelle au sein même de l'administration municipale. Cette institution municipale est, au Québec, responsable en grande partie de la spatialisation des relations sociales dans les espaces urbains.

Le risque de la contagion et l'obligation de protéger les plus vulnérables demeurent au centre des préoccupations de la Commission. M. Sauriol définit ainsi les groupes à risques :

> Il s'impose que la matière que l'on veut faire condamner ait pu affecter, d'une façon ou d'une autre, des individus sujets a des influences immorales. Qui sont-ils ? Les adolescents et les personnes d'éducation moyenne. Ces catégories de gens représentent la majorité de la population d'aujourd'hui.[34]

Une grande partie des énergies fut consacrée à la mise sur pied de comités de lecture ainsi que de groupes de spectateurs devant évaluer la rectitude des publications et la moralité des spectacles. Les difficultés rencontrées dans la constitution de tels comités reviennent constamment à l'ordre du jour. Russel Trépanier les résume ainsi en avril 1963 :

> M. Trépanier croit utile d'avoir un comité dont les membres viendraient témoigner et déclarer que la lecture de tel ou tel volume, spécialement chez les jeunes, et des points de vue psychiques et psychologiques, peut créer un état d'âme portant à l'immoralité et à la sexualité. Il est très difficile de trouver des personnes qualifiées prêtes à venir comparaître en Cour.[35]

Avec la jurisprudence qui s'accumule et la libéralisation des mœurs qui progresse pendant la Révolution tranquille, il devient difficile sur la foi de simples dénonciations, de faire interdire des publications et des spectacles. La coalition morale perd de plus en plus le contrôle sur le contenu des produits culturels ainsi que sur les organes de diffusions. Ce qui n'empêche pas le Capitaine Trépanier de suggérer de s'en référer directement au Comité exécutif de la Ville de Montréal pour faire adopter un règlement sévère à l'encontre des magazines de culture physique :

> Monsieur Russell Trépanier rapporte que maints « magazines » à Montréal se servent du domaine de la culture physique pour répandre la pornographie et encourager l'homosexualité. Il voudrait que le Comité exécutif soit saisi de cette question afin qu'un règlement soit adopté visant a permettre à la police de sévir rigoureusement.[36]

La coalition morale cherche à aller beaucoup plus loin que ce que le code criminel ne lui permet. Elle aimerait pouvoir retirer de la circulation toute publication qui lui semble obscène et poursuivre devant les tribunaux non seulement les éditeurs mais aussi les distributeurs et les revendeurs de ce matériel. Ici la coordination entre la police et les ligues du Sacré-Cœur ressort clairement lorsque le Capitaine Trépanier décrit les difficultés rencontrées devant les tribunaux :

> J'ai [Capitaine Trépanier] confié au Père Gariépy des livres dont nous croyons que le caractère serait obscène. Évidemment la difficulté que nous avons ... c'est d'être capable d'en faire la preuve devant les tribunaux. ... Si nous avions un ou deux experts versés en littérature, psychologie ou psychiatrie qui viendraient dire que ces "pocket books" dont le prix est modique et à la portée de la jeunesse sont très dangereux si on les laisse en circulation. Ce témoignage ... pourrait être reconnu ...[37]

L'existence de la sous-commission a eu un impact important sur les activités de censure de la Police de Montréal. En 1961, la surveillance et le dépistage des publications jugées obscènes a mené aux opérations suivantes : 16,780 visites dont 2,837 dans des kiosques à journaux et 13,943 dans des restaurants vendant des périodiques[38]. À travers ces

visites, les policiers de l'Aide à la Jeunesse cherchent à convaincre :

> ... les policiers de notre bureau ont visité les dits établissements et à chaque fois qu'ils décelaient ... des publications qui paraissaient enfreindre le règlement n° 2129, ils ont averti le propriétaire ... et l'ont invité à retirer les publications de l'inventaire. Un total de 381 établissements commerciaux ont été ainsi avisés relativement à 733 différents magazines[39].

Toute une série de publications hebdomadaires tels *L'Écho, Confidentiel, Jour et nuit, Ici Montréal, Police Gazette, La Pitoune, Nouvelles Illustrées,* pour n'en nommer que quelques-unes, est achetée et lue systématiquement. Les établissements cités à comparaître se trouvent disséminés un peu partout au centre-ville, tout comme les maisons de jeux dénoncées par Pacifique Plante à la fin des années 1940. Ce rapport fut rendu public sous la forme d'un avertissement aux propriétaires de kiosques à journaux. Ainsi dans le *Montréal-Matin* du 2 mars, 1962 :

> "Un avertissement : Publications Obscènes" Les dépositaires de journaux et de revues qui continuent à afficher des publications obscènes en dépit des avertissements de la police et des autorités municipales feront face à des poursuites judiciaires...[40]

L'administration Drapeau, qui a été élue sur la promesse d'entreprendre une corvée morale, se doit de démontrer son efficacité. Jean Drapeau et Lucien Saulnier, président du Comité exécutif, s'attaquèrent immédiatement à la réorganisation de l'Escouade de la moralité. Ainsi, dès février 1961, les effectifs de l'Escouade se voient renforcer par le transfert latéral de Jean-Jacques Saulnier, frère de Lucien Saulnier, ce transfert se transforma rapidement en promotion au poste de commandant de l'Escouade. De plus, trois anciens collaborateurs de Pacifique Plante y furent aussi affectés. Cette réorganisation imposée d'en haut créa quelques remous avec la Fraternité des policiers de la Ville de Montréal qui dans un premier temps protesta contre le non-respect de la règle d'ancienneté. Ces tensions sont cependant de courte durée car dès le lendemain, *La Presse* nous apprend que :

> À l'exception de l'Escouade de la moralité, la Fraternité entend cependant faire respecter ses droits acquis. Elle reconnaît que le chef de cette escouade et ses adjoints peuvent être nommés sans égard à l'ancienneté ou à la compétence.[41]

On se trouve donc, de l'aveu même de la Fraternité des policiers de Montréal en présence de postes qui sont alors considérés comme politiques. Postes sur lesquels Jean Drapeau conserve

son ascendance. Le bilan des activités de l'escouade doit donc absolument montrer une amélioration importante et ce, dès la première année complète d'exercice du pouvoir. Le rapport annuel pour l'année 1961 s'attacha donc à démontrer l'accroissement de l'efficacité des interventions policières, ce dont on fit largement écho dans les journaux.

L'évolution des mœurs durant les années 1960, l'interprétation stricte du terme « obscénité » par les tribunaux et le manque d'experts crédibles étant prêts à témoigner font que les efforts de la sous-commission et de sont comité consultatif sont vains. La plupart des accusations portées finirent par tomber. Les valeurs mises en avant par la coalition morale sont dépassées dans une société québécoise en profonde mutation (Lazure 1970). En 1966, on peut percevoir le dépit des membres de la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité dans les propos de Vincent Prince, éditorialiste à *La Presse* :

> Il faudrait trouver le moyen d'engager la lutte. En se fondant sur des articles, des photos, des annonces, ne serait-il pas à propos de porter des accusations contre des distributeurs ou contre des vendeurs de publications obscènes, même si l'on courrait le risque de perdre en Cour ?[42]

Espaces publics et discours concernant l'homosexualité dans les années 1960

En mars 1962, *Le Nouveau Journal* titre "Quatre homosexuels, arrêtés au Café Arlequin, sont condamnés"[43]. Cet article publié dans un journal populaire est révélateur du discours véhiculé par rapport à l'homosexualité : "Quatre jeunes hommes... furent arrêtés au Café Arlequin, 75 Sainte-Catherine Est... Ils étaient accusés d'avoir eu des gestes indécents les uns envers les autres... dans cet endroit public."[44] Ce discours est produit pour une vaste diffusion dans les classes populaires montréalaises. Le Café Arlequin se situe près du boulevard Saint-Laurent qui, comme nous l'avons vu précédemment dans les articles de Pacifique Plante, est construit comme un espace de danger moral qui doit être non seulement dénoncé mais aussi aseptisé. Les lecteurs savent déjà, à la lecture du titre et par la localisation du Café Arlequin, que l'histoire qui suit risque fort d'être divertissante pour les uns et un sérieux avertissement contre le danger pour les autres. Cet établissement et ses habitués sont présentés à grands traits :

> Le premier inculpé qui avait nié sa culpabilité et qui maintenait ce plaidoyer était... X [identifié dans l'article]. Les policiers racontèrent les faits. Ils dirent que "Monsieur X" qui a donné comme métier à la Cour : "danseuse" (oui, oui, "danseuse") avait été trouvé au moment de son arrestation vêtu d'une splendide robe de satin rouge. Il portait une ravissante perruque et des bijoux "en pierre de rhin" (dans ce métier l'habit ne fait pas nécessairement le moine)... Y [identifié lui aussi dans l'article] aussi costumé en femme et qui avait "les jambes rasées", reconnut sa culpabilité.[45]

L'article est écrit sur le ton de la dérision et il ridiculise les comportements des accusés. Le lien fait entre l'homosexualité et l'expression d'une différence à travers des rôles de sexe est direct entre le titre qui identifie les accusés comme homosexuels et le contenu de l'article qui décrit avec moult détails des attitudes et des comportements féminisés qui sont présentés comme une aberration. Un des quatre accusés tente de convaincre la Cour qu'il croyait embrasser une vraie femme et qu'il aurait été trompé :

> Z [identifié dans l'article] persistait aussi à nier sa culpabilité affirmant que la personne avec laquelle il échangeait des petites "bises" sur le "nez-nez" était bel et bien une femme. Un petit copain confirma les dires de Z en soulignant au tribunal qu'il n'y avait rien de mal à ça.[46]

L'article s'attarde à une caractérisation des lieux comme l'ont rapporté les policiers et telle que commentée par le juge : "Les policiers affirmèrent que cet endroit "est un club rempli d'hommes du genre féminin..." et le juge de conclure "que ce club était un club dégoûtant où toute cette sorte de monde se rassemble et qu'il fallait que ça cesse""[47]. La stratégie de représentation utilisée pour rapporter ce fait divers est répandue au début des années 1960. Des liens sont tissés entre l'homosexualité, les rôles de sexe et certains endroits dans la ville. Le tout est conclu par les prescriptions morales d'un personnage public dont la crédibilité ne peut être mise en doute.

Le discours générique contre le mal s'effrite cependant avec la Révolution tranquille et l'évolution des mœurs dans la société québécoise. La définition des interdits doit se spécialiser pour conserver une certaine efficacité et permettre aux institutions de continuer à justifier des interventions se fondant sur des préceptes moraux. La sécularisation de la société québécoise vient progressivement disloquer la coalition morale et permet la lente émergence de discours spécifiques qui ciblent plusieurs groupes sociaux pouvant être

facilement identifiés. Alors que la coalition morale perd de sa pertinence, elle est remplacée par une utilisation plus agressive des forces policières et de l'Escouade de la moralité par le pouvoir municipal.

Dans une entrevue surprenante parue dans le *Photo-Journal* en mars 1965, le Capitaine Jean-Jacques Saulnier de l'Escouade de la moralité répond aux questions du journaliste Jules Béliveau sur l'homosexualité. Dans l'article intitulé "Que peut faire la police contre les homosexuels ? Ce ne sont pas des malades" Jean-Jacques Saulnier et le Lieutenant Jean Belzile font une série de déclarations qui mettent en lumière une évolution des manières de voir. Ces déclarations jettent un éclairage nouveau sur le désarroi que nous avons identifié à la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité de la Ville de Montréal. Il est aussi important de noter que ces propos précèdent le Bill Omnibus qui décriminalisera les relations entre adultes de même sexe en privé.[48]

Béliveau	Ces personnes [les homosexuels] sont-elles passibles d'arrestation ?
Saulnier	Ce sont les gestes ou les actes qui rendent une personne passible d'arrestation. Le fait d'être homosexuel ou lesbienne n'est pas considéré comme une faute par la loi.
Béliveau	Il faut donc que vous surpreniez les homosexuels ou les lesbiennes sur le fait ?
Saulnier	C'est exact. Ces gens là se tiennent habituellement dans les endroits publics.[49]

Le journaliste ressent le besoin de spécifier que le "... capitaine Jean-Jacques Saulnier faisait allusion surtout aux lieux d'aisances des endroits publics comme... le terminus Craig"[50]. Comment ces espaces sont-ils policés ? La question n'est abordée qu'indirectement. Ainsi les policiers expliquent la possible différence d'application de la loi entre les homosexuels et les lesbiennes de la façon suivante :

> ... les femmes se rendant coupables d'indécence dans certains endroits réservés aux dames... ont plus de chance de s'en tirer que les hommes tentant une expérience semblable. On peut expliquer cette lacune par le fait qu'il est difficile à un Sergent détective de l'Escouade de la moralité... de passer inaperçu dans une salle réservée aux dames ! Et les femmes détectives dans la Police de Montréal se font rares.[51]

En ce qui a trait à l'homosexualité et la prostitution, le Lieutenant Belzile déclare :

> ... il existe peut-être des maisons de débauche réservées aux personnes de même sexe.

> Mais depuis le début de sa carrière de policier il n'a jamais vu de tel établissement. N'empêche qu'il se rencontre toujours des "beaux mâles" pour offrir leurs charmes à louer à des hommes ...[52]

Comme nous le verrons plus loin, la justification d'interventions dans les bains sauna et, dans plusieurs bars dans les années 1970, sera justement la présence de maisons de débauche et les accusations portées seront des accusations de tenir une maison de débauche ou de s'y être trouvé. La conclusion de cet article est cependant déterminante pour le reste des années 1960. Elle identifie clairement ce que sera la justification des interventions policières de l'Escouade de la moralité jusqu'à la fin de la décennie; ce dialogue est rapporté à la fin de l'article sans que les auteurs des répliques ne soient identifiés :

> - Si deux personnes ayant des tendances homosexuelles ne font rien publiquement, on les laisse tranquilles....
> - Elles seront appréhendées si elles font du racolage ou du vagabondage.[53]

Il s'agit d'un glissement du discours public par rapport à l'homosexualité. Un espace où non seulement la police mais l'Escouade de la moralité n'interviendront pas par rapport à l'homosexualité est identifié dans un journal à large diffusion. Plus encore, les homosexuels peuvent avoir une présence publique, tant qu'ils n'y font rien. Est-ce que les valeurs et croyances de l'institution judiciaire et de la police ont réellement changé ? Il est permis d'en douter alors que le *Dimanche Matin* rapporte les propos des deux mêmes policiers dans : "Le nombre des homosexuels augmente de façon alarmante, particulièrement à Montréal."[54]

> En prononçant sa sentence dans le cas d'un distributeur de photos obscènes, le juge Pascal Lachapelle ... a déclaré que l'homosexualité était "à la hausse" à Montréal. Et condamnant l'accusé à une amende de $ 1 000, il a souligné que la distribution de ce genre de films et photos aggravait le problème, propagande néfaste auprès d'homosexuels endurcis et d'homosexuels en puissance.[55]

Selon le même article, le nombre des déclarations de culpabilité prononcées contre les homosexuels augmente rapidements passant de 23 en 1961, à 105 en 1962, 141 en 1963 et 166 en 1964. En conclusion on retrouve des déclarations du Lieutenant Belzile et du Capitaine Saulnier :

> Le Lieutenant Belzile... se dit dans l'impossibilité de donner un nombre, même approximatif, sur le total des homosexuels à Montréal. Et le Capitaine Jean-Jacques Saulnier ajoute : "C'est comme si on nous demandait combien il y a de prostitués et

de voleurs à Montréal..."[56]

Si la police accepte la décriminalisation de l'homosexualité cela ne veut pas dire qu'elle laissera la différence sexuelle s'inscrire dans la ville sans réagir. En fait Jean-Jacques Saulnier ne propose pas un espace de liberté en suggérant que la police ne se préoccupe plus de ce qui se passe en privé, ce qu'il propose c'est un espace d'invisibilité. L'idée de contagion et la possibilité que des mineurs soient victimes de prédateurs continuera d'être exploitée pour justifier une série de descentes dans les bars de la ville entre 1966 et 1970 avec la pleine coopération du gouvernement de l'Union nationale à Québec et du ministre de la Justice, Claude Wagner :

> "... les descentes dans les discothèques de Montréal, loin de cesser, vont s'intensifier", a affirmé le ministre de la Justice, M. Claude Wagner. Dans son discours sur la nouvelle loi des alcools, le ministre a déclaré, entre autre : "On sait les nombreux raids effectués récemment à Montréal. Des centaines d'adolescents ont été trouvés dans des cabarets et des discothèques commercialisés."[57]

Cette coopération s'étend aux divers corps policiers : "Les raids, ces jours derniers, ont été menés conjointement par la Police provinciale et la Police municipale (Capitaine Saulnier)"[58]. On apprend entre les lignes des multiples articles publiés sur ces descentes que plusieurs des établissements visés sont des lieux de rencontre pour les homosexuels. Des établissements tels que l'Arlequin, la Taverne Le Plateau et l'Hawaiian Lounge, entre autres, sont visés. Ces descentes mènent pour plusieurs établissements à une contestation du renouvellement du permis de vente d'alcool par la Ville de Montréal sur la base du trop grand nombre d'incidents s'y produisant :

> Captain Dave Miller of the Montreal Police testified there were 8 'incidents' at the Arlequin between June 3 and December 8 1966. These included an assault case, two incidents of gross indecency involving homosexuals and several cases of disturbing the peace.[59]

En octobre 1966, un reportage dans *Le Petit Journal* s'intitulant, "Deux « beaux » policiers en chasse à l'angle Peel et Ste-Catherine !"[60] nous laisse deviner les stratégies de piégeage policier qui sont utilisées. Ce qui surprend ici, c'est que ce reportage ait été réalisé.

Le simple fait qu'il existe démontre une volonté des échelons supérieurs de la police et de l'Administration municipale de faire passer un message. L'avertissement, tout comme pour les publications dites obscènes dont nous avons parlé plus haut, est clair. L'opération « queer » s'appuie selon l'article sur "L'amoncellement de plaintes du département de tourisme, des restaurateurs, des hoteliers..."[61]. La justification repose donc encore sur un système de délation et l'escouade n'a pas à rendre les plaintes publiques. Les deux policiers ont été sélectionnés avec attention pour s'assurer de l'efficacité de l'opération :

> Cette surveillance est entre les mains des constables Amyot et Hébert. Et c'est justement parce qu'ils sont beaux et grands, toujours bien mis et coiffés que les deux jeunes policiers ont été choisis pour ce travail. Leur apparence est un piège certain pour les faibles... Le constable Hébert, 26 ans, ressemble à un jeune Clark Gable. Il servit comme modèle dans un établissement de lingerie pour hommes pendant deux ans.[62]

Le journaliste est autorisé à suivre les policiers pendant un certain temps. Il décrit leur façon de procéder :

> ... les constables se mêlent à la foule. Lorsqu'ils remarquent un suspect, ils le suivent. Ordinairement le suspect prendra une route qui est apparemment celle de tous ses semblables. Il ira de la salle d'attente d'un hôtel à la salle d'attente d'un autre hôtel, d'un restaurant à un autre, d'une vespasienne à l'autre.[63]

Il ressort de cet extrait qu'il y a tout un ensemble de lieux connus des policiers qui sont partagés par les homosexuels des années 1960. En quatre mois, les policiers ont effectué 163 arrestations dont 125 personnes soupçonnées d'homosexualité. L'article demeure cependant imprécis sur comment les policiers procèdent pour identifier les suspects.

Dans *La Presse* du 3 août 1968[64], le nouveau chef de l'Escouade de la moralité se prononce sur le Bill Omnibus :

> M. Boivert semble n'avoir pas d'objection à quitter les chambres à coucher des particuliers puisque, selon lui, déjà la police n'y est pas ! En théorie il favoriserait le maintient comme délit des relations en privé entre deux personnes du même sexe, mais en pratique il ne voit pas la nécessité de s'opposer à l'amendement... D'avril à novembre 1967 [pendant l'Exposition universelle de 1967], 235 causes d'homosexualité ont été présentées aux tribunaux par le QG : toutes sont des causes d'indécences dans des endroits publics.

En septembre un article dans *Le Petit Journal* laisse filer l'information que la Police de

Montréal a accumulé 12,000 dossiers sur des homosexuels connus ou encore des hommes soupçonnés d'être homosexuels[65]. Ces reportages, déclarations et fuites ne sont pas fortuits, ils font partie d'une stratégie de représentation et de communication qui visait à amplifier l'impact de la répression. La stratégie des forces policières tire avantage du Bill Omnibus qui décriminalise les relations sexuelles entre adultes consentants dans des espaces dits privés pour mieux ancrer la répression de l'expression de différences sexuelles dans les espaces publics. Le Bill Omnibus vient crystalliser dans un texte de loi un impact important de la Révolution tranquille, c'est à dire une succession institutionnelle en ce qui concerne la gestion des différences sexuelles. L'institution religieuse n'ayant plus l'ascendant requis pour imposer des normes de comportements acceptables, elle est remplacée par une délimitation législative restrictive de l'espace où les différences sexuelles peuvent s'exprimer. La répression ne se limita pas seulement à une lutte aux comportements présentés comme socialement inacceptables, mais elle s'étendit aussi à une tentative d'effacement de la différence dans l'espace urbain.

Conclusion

Nous avons commencé ce chapitre avec une revue des articles de Pacifique Plante regroupée sous le titre de "Montréal sous le règne de la pègre." Ces articles furent publiés à la fin des années 1940 alors que les environs du Dominion Square commençaient à subir une transformation majeure. La nouvelle gare centrale du CN est déjà ouverte au public (Figure 2.7) et en 1954, le CN inaugure son nouvel hôtel, le Queen Elizabeth (Figure 2.8). Un noyau urbain multifonctionnel avec circulation piétonnière intérieure commença à se former autour de la gare centrale, de l'hôtel Reine Élizabeth et du siège social du CNR et ce dès les années 1950. La Place Ville-Marie vint amplifier ce mouvement et symboliser l'émergence d'un nouveau centre-ville à Montréal au début des années 1960. La modernisation de la ville et de la société québécoise s'effectuèrent simultanément.

Figure 2.7 Gare centrale du CNR avec le boulevard Dorchester en avant plan. Carte postale, circa 1945.

L'évolution du discours par rapport à la moralité se fit parallèlement à la Révolution tranquille et à la transformation des espaces centraux de Montréal. Le centre financier de la ville délaissa progressivement la rue Saint-Jacques. Il se déplaça vers le nord-ouest avec la construction de grands complexes immobiliers. La Place-Ville-Marie, où la Banque Royale transfèra son siège social de la rue Saint-Jacques en 1963, l'édifice de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, le Trust Royal et le Château Champlain vinrent transformer le paysage urbain. L'industrie des sièges sociaux se rapprocha alors de la ville marchande. Pour Pacifique Plante, le centre-ville comprenait le Vieux-Montréal qui est presque abandonné en 1970 et le Faubourg Saint-Laurent qui lui subit alors de plein fouet le choc de la spéculation foncière. Cette évolution du cœur de Montréal, combinée à la transformation de la toile institutionnelle pendant la Révolution tranquille, eut un impact majeur sur la définition et l'appropriation de l'espace urbain central de Montréal.

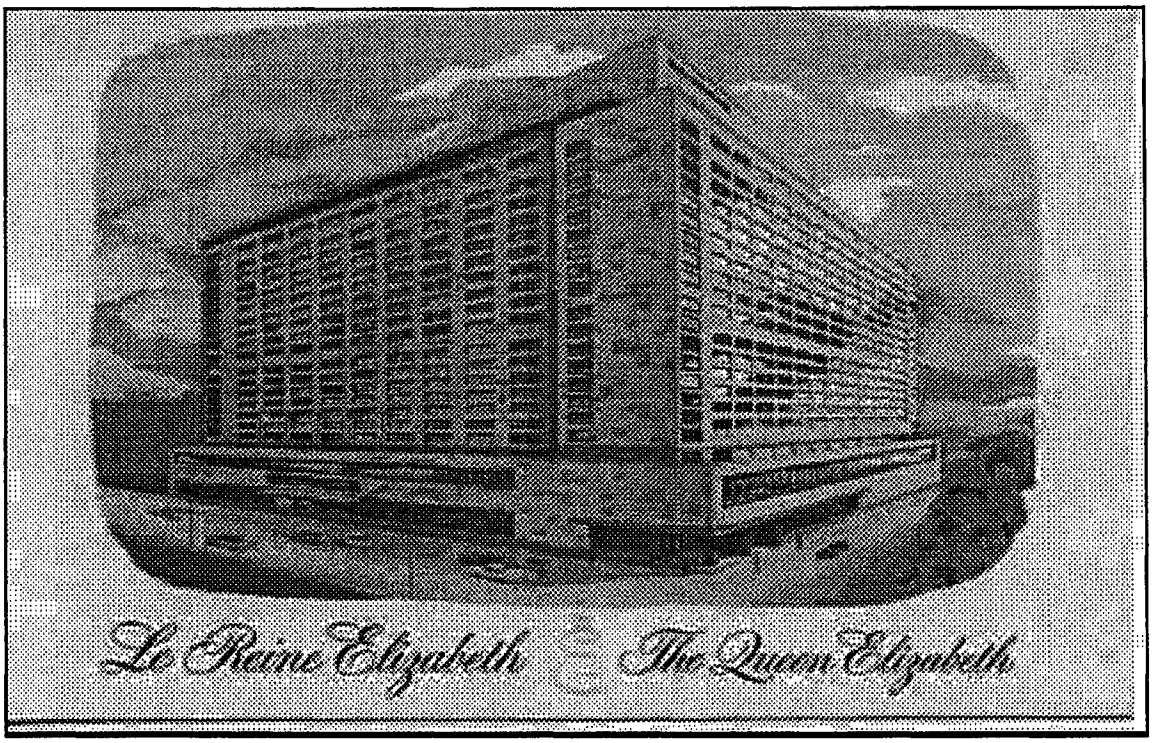


Figure 2.8 Hôtel Reine Elizabeth, propriété du CNR, carte postale circa 1957.

Le discours entourant l'homosexualité se spécialisa durant les années 1960[66] ; à la fin de la décennie, la différence est clairement identifiée et nommée par les institutions municipales. Alors que le discours hégémonique passe d'un discours général par rapport au mal, l'homosexualité n'étant qu'une forme de ce mal, à un discours particulier, les espaces d'expression de cette différence sexuelle sont eux aussi de plus en plus clairement identifiés. À la fin des années 1960, un discours spécifique aura été constitué au sein du pouvoir et une politique de gestion de l'homosexualité dans l'espace central aura été mise en place. Cette politique visait l'effacement de toute présence gaie au centre-ville par le contrôle des établissements desservant les homosexuels, des espaces privés accessibles au public et des espaces publics tels la rue et les parcs.

Notes

1. Plante, Pacifique (1949) "Montréal sous le règne de la pègre." Article 1, *Le Devoir*. 28 novembre, 1.

2. Plante, Pacifique (1950) "Montréal sous le règne de la pègre : La tempête s'annonce." Article 44, *Le Devoir*. 28 janvier, 1.

3. Plante, Pacifique (1950) "Montréal sous le règne de la pègre : La farce recommence." Article 2, *Le Devoir*. 29 novembre, 1.

4. Le Hawaian Lounge ferme la perspective de la petite rue Cypress qui relie Stanley à Peel le long de l'hôtel Windsor, juste en face du Dominion Square. Cette petite rue reviendra régulièrement nous ancrer au cœur de centre-ville tout au long de cette thèse.

5. *Le Devoir*. 20 janvier 1950.

6. "Les initiés savent que la barbotte est un jeu de dés. ... Les joueurs se tiennent de chaque côté de la table alors que le croupier (box-man) prend place à l'une des extrémités. Chaque côté de la table parie contre le côté opposé. Derrière les premiers joueurs, d'autres se tiennent debout, aux heures d'affluence, jusqu'à quatre ou cinq rangs de profondeur..." Pacifique, Plante (1949) "Montréal sous le règne de la pègre : p'tit cours sur la barbotte." Article 22, *Le Devoir*. 24 décembre, 1.

7. Plante, Pacifique (1949) "Montréal sous le règne de la pègre : Le roi, la reine et la barbotte." Article 5, *Le Devoir*. 2 décembre, 1.

8. Plante, Pacifique (1949) "Montréal sous le règne de la pègre : Un discours lumineux de M. J.-O. Asselin." Article 10, *Le Devoir*. 10 décembre, 1.

9. Ibid.

10. Plante, Pacifique (1949) "Montréal sous le règne de la pègre : Ne touchez pas au Gentleman." Article 9, *Le Devoir*. 9 décembre, 1.

11. Plante, Pacifique (1949) "Montréal sous le règne de la pègre : p'tit cours sur la barbotte." Article 22, *Le Devoir*. 24 décembre, 1.

12. L'équivalent de nos loteries vidéo.

13. Plante, Pacifique (1949) "Montréal sous le règne de la pègre : Le 'mystère' des 'slot-machines'." Article 27, *Le Devoir*. 31 décembre, 1.

14. Plante, Pacifique (1950) "Montréal sous le règne de la pègre : Un sujet tabou : la prostitution." Article 28, *Le Devoir*. 3 janvier, 1.

15. "... quelques hommes, quatre ou cinq par paroisse, mais actifs, déterminés... Ces hommes s'intéressent personnellement à leur quartier. Ils se rendent d'abord compte de son état, ils y voient s'il y existe des foyers de désordres et de quelle manière les autorités s'en occupent... L'action des citoyens doit venir en aide aux autorités, suppléer même, s'il le faut, leur inertie." Lettre pastorale de l'Archevêque de Montréal cité dans Pierre Hurteau, "L'homosexualité masculine et les discours sur le sexe en contexte montréalais de la fin du XIX^{e} siècle à la Révolution tranquille." Hurteau (1993) *Histoire sociale*. Vol. XXVI, 51 (mai 1993), 41-46.

16. Plante, Pacifique (1950) "Montréal sous le règne de la pègre : Deux mensonges dangereux." Article 29, *Le Devoir*. 4 janvier, 1.

17. Plante, Pacifique (1950) "Montréal sous le règne de la pègre : Rue de la Montagne, un lupanard de luxe." Article 35, *Le Devoir*. 12 janvier, 1.

18. Plante, Pacifique (1950) "Montréal sous le règne de la pègre : Fin d'un lupanar exclusif." Article 55, *Le Devoir*. 10 février, 1.

19. Plante, Pacifique (1950) "Montréal sous le règne de la pègre : Pour déraciner la prostitution." Article 53, *Le Devoir*. 8 février, 1.

20. Filion, Gérard (1953) "La métropole du crime." *Le Devoir*. 31 octobre.

21. loc. cit. note 19.

22. ---- "La morale et les 'No Where'." *Le Devoir*. le 4 septembre 1948.

23. Ibid.

24. Ibid.

25. Ibid.

26. ---- "M. Edmond Hamelin dénonce certaines promenades 'nowhere' en autobus." *Le Devoir*. 9 juin 1951.

27. Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil municipal de la Ville de Montréal, 10 mars 1958.

28. Communiqué de presse du maire Sarto Fournier daté du 12 mars 1959. Archives municipales, dossiers de presse sur la police et la moralité.

29. Camilien Houde avait provoqué une telle réaction suite à son opposition à la conscription pendant la Deuxième Guerre que "... [l'influence du maire] sur

l'administration municipale est limitée ... depuis la réforme de 1940, le maire a surtout un rôle honorifique. En 1949, le gouvernement du Québec lui redonne un peu de pouvoir, faisant de lui un membre à part entière du Comité exécutif" (Linteau 1992, 532).

30. ---- "Créant un précédent historique, le cardinal Paul-Émile Léger présidera la cérémonie d'assermentation du maire Jean Drapeau." *Dimanche Matin.*30 octobre 1960.

31. Me Bourret, extraits du compte rendu de la réunion préliminaire à la formation de la commission de la sécurité publique de Montréal, 1961. Archives municipales de la Ville de Montréal, comptes rendus de la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité.

32. Monsieur Sénécal, extraits du compte rendu de la réunion préliminaire à la formation de la commission de la sécurité publique de Montréal, 1961. Archives municipales de la Ville de Montréal, comptes rendus de la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité.

33. Compte rendu d'une réunion de la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité, 15 novembre 1961.

34. Compte rendu d'une réunion de la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité, 21 février 1962.

35. Compte rendu d'une réunion de la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité, 4 avril, 1963.

36. Compte rendu d'une réunion de la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité, 29 novembre, 1961.

37. Compte rendu d'une réunion de la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité, 6 juin, 1962.

38. Service de la police, Aide à la jeunesse, 5 février 1962, capitaine détective Russel Trépanier.

39. Ibid.

40. ---- "Un avertissement : Publications Obscenes." *Montréal-Matin.* 2 mars, 1962.

41. ---- "Lt. Saulnier in Morality Squad." *The Gazette.* 3 février 1961. ---- "Est-ce qu'on remaniera l'Escouade de moralité ?" *Montréal Matin.* 3 février 1961. ---- "La Fraternité des policiers proteste." *Montréal Matin.* 7 février 1961. ---- "Vice Squad Shake-up Protested." *Montréal Star.* 7 février 1961. ---- "Pure spéculation dit M. Saulnier." *La Presse.* 7 février 1961. ---- "La Fraternité des policiers exige le respect

du contrat mais non pas à la moralité." *La Presse*. 8 février 1961.

42. Compte rendu d'une réunion de la sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité, 21 janvier, 1966.

43. ---- "Quatre homosexuels, arrêtés au Café Arlequin, sont condamnés." *Le Nouveau Journal.* Mars 1962.

44. Ibid.

45. Ibid.

46. Ibid.

47. Ibid.

48. Bill Omnibus C-150 a été adopté le 14 mai 1969 par 149 voix contre 55. Il a reçu la sanction royale le 26 août 1969. Il eut pour effet de décriminaliser l'homosexualité entre adultes de 21 ans et plus dans un lieu privé.

49. Béliveau, Jean (1965) "Que peut faire la police contre les homosexuels ? Ce ne sont pas des malades." *Le Photo Journal.* Mars 1965.

50. Ibid.

51. Ibid.

52. Ibid.

53. Ibid.

54. ---- "Le nombre des homosexuels augmente de façcon alarmante, particulièrement à Montréal." *Dimanche Matin*. 7 février, 1965.

55. Ibid. Voir aussi Higgins 1999, 57-58.

56. Ibid.

57. ---- "Sus aux discothèques." *Métro Express.* jeudi 5 août 1965.

58. Trait, Jean-Claude (1966) "Pourquoi toute ces descentes." *Le Petit Journal.* semaine du 23 janvier.

59. Yorton, John (1967) "Club charges discrimination." *The Montreal Star.* April 22.

60. Gagnon, Jules (1966) "Deux 'beaux' policiers en chasse angle Peel et Ste-Catherine !" *Le Petit Journal*. 14 octobre 34.

61. Ibid.

62. Ibid.

63. Ibid.

64. Beauregard, Luc (1968) "Les éperviers règnent à la moralité." *La Presse.* samedi 3 août.

65. ---- "12,000 homos." *Le Petit Journal.* premier septembre 1968, 12.

66. "... la construction de la personnalité homosexuelle émerge au sein d'un processus de sécularisation de la sexualité. L'Église perd son rôle de police des mœurs au profit de l'État qui resserre ses contrôles sur les mœurs publiques tout en reléguant au domaine privé la morale sexuelle" (Hurteau 1991, 10-11).

Chapitre 3

L'économie symbolique du centre-ville, 1968 - 1973

Les espaces d'expression des différences sexuelles sont emportés comme les autres espaces sociaux québécois dans le maelström des contestations politiques des années 1960 et 1970. Au centre-ville de Montréal les divers conflits viendront se cristalliser dans des espaces hautement valorisés. Cette vague de contestation affecte tous les pays industrialisés en s'adaptant aux contextes nationaux (Inglehart 1990 ; Klandermans 1986 ; Watts 2001). Ainsi, aux États-Unis la guerre du Vietnam sert de catalyseur au mouvement pacifiste alors que les revendications par rapport aux droits civiques des Noirs continuent de s'exprimer (Jenkins 1987 ; Perrow 1979). En Europe, l'émergence de nouveaux mouvements sociaux permet l'éclosion d'une constellation de groupes de revendication s'intéressant à l'environnement, au désarmement et à la condition féminine (Melucci 1980 ; Offe 1980 ; Touraine et Azcarate 1982). Watts (2001) soutient que l'année 1968 représente une année insurrectionnelle affectant l'espace monde. Les évènements qui se produisent au Québec, et à Montréal à la fin des années 1960 et au début des années 1970, ne sont donc pas indépendants de ce qui se passe ailleurs.

Ce qui nous intéresse donc dans ce chapitre, c'est de comprendre l'articulation, à travers diverses échelles de représentation (Marston 2000), d'un ensemble de revendications qui ne sont pas tout à fait indépendantes les unes des autres. D'après Watts, "Sixty-eight was unequivocally global and regional, yet it was necessarily, and irreductibly, local too" (2001, 172). Je favoriserai ici une analyse au niveau local, où s'articule vie de quartier et sexualité, qui s'expriment en corollaire à une économie symbolique distinctement montréalaise. Je tenterai de déterminer comment les processus constitutifs des centralités urbaines peuvent inclure ou exclure divers groupes et symboles (Castells 1988).

Je chercherai à insérer les communautés gaies montréalaises comme génératrices

d'imaginaires instituants dans une lutte de pouvoirs qui vise le contrôle des espaces urbains au niveau de la production de l'espace et de ses significations. Dans cette optique, la sexualité, sa représentation et son inscription dans le texte urbain sont indissociables de la production des significations dans la ville (Kobayashi et Peake 2000, Ruddick 1996). Un des objectifs principaux de cette lutte est le contrôle des processus constitutifs de la centralité[1], que soit des fonctions économiques, politiques ou sociales, des symboles ou des identités (Castells 1987, 1988, 1989). Ces centralités, produites par une hiérarchisation des lieux, s'exerçaient à des échelles différentes (Marston 2000), le rayonnement économique d'une institution comme la Sun Life dépassant largement le potentiel subversif du monument de Lord Strathcona comme lieu de rencontre et de drague pour les gais montréalais. À une échelle nationale, une attention particulière est portée à l'impact des grandes manifestations nationalistes qui cherchaient à exprimer au cœur de la ville une identité québécoise et francophone. Ces identités se sont heurtées aux significations déjà présentes dans la ville, particulièrement au Dominion Square, espace significatif pour un grand nombre de Montréalais. Au plan municipal, le Vaisseau d'Or, projet personnel de Jean Drapeau, nous offrit un ensemble de représentations complexes où se mêlaient des images de bonne gestion, de respectabilité et d'une conception esthétique élitiste. Ces espaces furent colorés d'une manière tout à fait inattendue par le mariage de Michel Girouard avec Réjean Tremblay. Ce mariage vint réinsérer à l'échelle du quartier des représentations hégémoniques. La contestation de l'institution familiale révélant l'importance de ces représentations hétérosexistes et masculinistes dans la construction de l'espace central.[2]

Jean Drapeau, par sa longévité et sa centralité politique ainsi que son implication dans la plupart des événements analysés dans ce chapitre, offre une fenêtre d'observation sur les politiques publiques. Par sa position centrale sur l'échiquier municipal, il focalise l'attention d'une multitude de protagonistes qui, chacun à sa façon, nous permettra de mettre en lumière les enjeux spatiaux de la modernisation au centre-ville. Je soulignerai "...[l']attitude négative, et répressive, de l'administration municipale à l'endroit des mouvements urbains, conformément à l'attitude autoritaire du maire..." (Hamel 1995, 294). Cette période charnière

de notre histoire politique et sociale, dominée par la Révolution tranquille et la montée du mouvement nationaliste (Rioux 1980, 1990), est aussi une période annonciatrice de ce que sera le centre-ville de Montréal (Marsan 1990). Les espaces du centre-ville devenant dans une mesure croissante des lieux de consommation de l'espace (Boyer 1992, 1993 ; Choay 1994, 2001 ; Parazelli 1997 ; Samson 1998 ; Zukin 1991, 1995).

Le projet urbain de Jean Drapeau

Le parti politique de Jean Drapeau, la Ligue d'action civique, est minoritaire au Conseil municipal lors de son premier mandat entre 1954 et 1957. Ses réalisations, lors de ce premier mandat, sont donc relativement timides si on les compare à celles après son retour au pouvoir en 1960. Il y eut cependant une série de mesures qui affecta le centre-ville de Montréal. Ces mesures peuvent être rassemblées autour de décisions favorisant la circulation et le commerce. Elles auront un impact majeur sur la transformation de l'espace. Le plan de circulation du centre-ville est complètement repensé avec

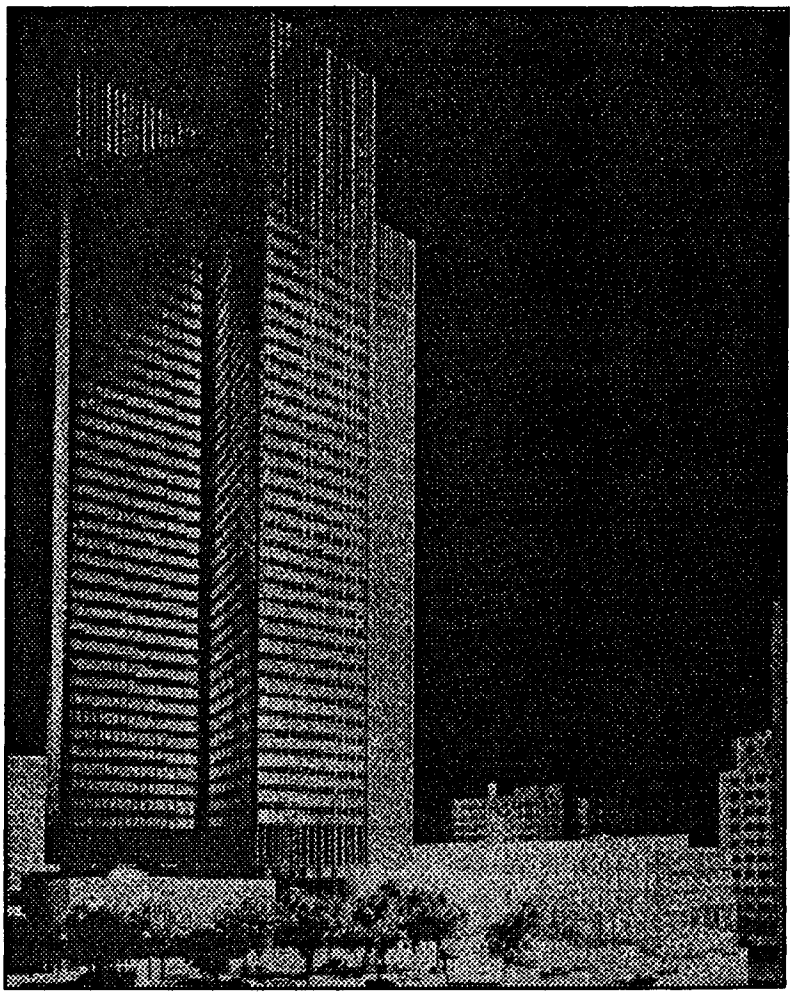


Figure 3.1 Place Ville-Marie, circa 1963. Illustration provenant de la couverture d'une carte routière distribuée par une compagnie de déménageurs, "Berkins Moving and Storage Co."

l'élargissement du Boulevard Dorchester en 1955 et l'introduction d'un système de rues à sens unique, pour permettre une densification des activités. La présence du CN à proximité du Dominion Square et la possibilité de tirer profit des droits aériens au dessus des voies ferrées qui balafrent la ville vont permettre la réalisation de plusieurs projets importants (Marsan 1994). C'est alors que la planification de la Place Ville-Marie s'enclenche (Figure 3.1). Ce projet déborde cependant largement le complexe de la Place Ville-Marie : "L'ensemble du complexe comporte également l'hôtel Reine-Elizabeth (1958), les édifices Esso et IBM (1965) ainsi que la Place Bonaventure (1967)" (Greenberg et Ahtik 1988, 74). Ces grands édifices marquent le début d'un urbanisme résolument moderniste au centre-ville. Les complexes immobiliers multifonctionnels, qui sont en rupture avec le tissu urbain existant, marquent le cœur de la ville du sceau de la modernité (Greenberg et Ahtik 1988 ; Marsan 1994).

Une bonne partie du projet urbain de Jean Drapeau se trouvait dans les transports, la promotion du tertiaire moteur, ainsi que dans un esthétisme particulier de la ville. Les années de croissance que Montréal connut après la seconde guerre mondiale, s'exprimèrent dans un redéploiement du centre-ville (Barlow et Taylor 1981 ; Linteau 1992 ; Marsan 1992). Le Dominion Square et ses environs constituèrent un point d'ancrage important. Les gares, les grands hôtels et la principale artère commerciale de la ville, la rue Sainte-Catherine, eurent un pouvoir d'attraction considérable. La centralité symbolique du Dominion Square vint amplifier la charge significative des institutions qui s'installèrent dans son voisinage. De nouvelles significations émergèrent d'une relation de proximité entre le Square et le capital immobilier qui s'accumulait dans ses environs.

La réorganisation des transports en commun avec l'inauguration du métro en 1966 ont amplifié un processus de concentration des activités du tertiaire moteur et des fonctions commerciales au centre-ville (Coffey 1998 ; Marsan 1994). La ségrégation des niveaux de circulation, la privatisation de plus en plus poussée de la production d'espaces dits publics, la diminution du stock de logements à bas loyer, et la confirmation du résidentiel haut de

gamme sur le flanc sud du Mont-Royal entre Sherbrooke et la Montagne ont contribué à une définition de plus en plus poussée de la centralité à Montréal. Un urbanisme fonctionnaliste inscrit la modernisation de la société québécoise dans des espaces concrets : "Montreal is about to become the first 20th century city in North America" (Peter Blake, cité dans Marsan 1994, 337). De nouvelles relations s'établirent entre les espaces publics et les espaces privés, et une certaine confusion s'installa entre les deux. Ce fut un processus de transformation de la signification de la centralité sociale dans la ville que Monnet définit comme étant "La combinaison des hiérarchies de fréquentation et de représentation..." (2000, 403). La période de rattrapage qu'est la Révolution tranquille, est aussi bien un rattrapage collectif (Rioux 1980, 1990) qu'urbain (Marsan 1994).

La poussée économique et démographique à Montréal semblait vouloir se poursuivre dans les années 1960. Dans un court article intitulé "Montréal, face à l'avenir !"[3], Jean Drapeau résuma sa vision pour Montréal pour les années 1960 :

> On peut donc affirmer que les perspectives futures de la Métropole sont fort prometteuses... de grands syndicats financiers ont choisi d'investir des sommes colossales en immeubles à bureaux... La Cité de Montréal, c'est son rôle, doit prévoir dès maintenant les plans de la municipalité future, prévoir le meilleur aménagement physique des zones d'occupation en fonction des besoins économiques et sociaux du présent et de l'avenir. La rénovation urbaine préparée et exécutée en vue du bien-être collectif est une préoccupation civique. *Il faut prévenir la dégradation rapide des vieux secteurs, démolir les taudis pour les remplacer par des habitations saines, bref reconstruire une ville coquette et harmonieuse sur l'emplacement des anciennes laideurs* (1961, 15-16) (L'emphase est mienne).

Jean Drapeau poursuivit son exposé en identifiant certaines priorités reliées selon lui aux besoins les plus pressants de la métropole.

> Le problème suraigu de l'heure, le plus immédiat se rapporte au transport en commun ainsi qu'à l'articulation du mouvement véhiculaire à travers les artères de la ville... il est urgent d'augmenter les vitesses de roulement, de faciliter l'acheminement des travailleurs vers leur destination coutumière et de la marchandise jusqu'aux marchés de distribution (Drapeau 1961).

Ces deux courts extraits résument une bonne partie du programme de Jean Drapeau. Il expose clairement la responsabilité centrale de la Ville dans le support qu'elle doit apporter aux

grands investisseurs immobiliers dans la production de l'espace au centre-ville, ainsi que sa responsabilité dans l'assainissement du tissu urbain des quartiers centraux. Ce discours n'est pas sans rappeler ce qui se produisit à New York sous Robert Moses, responsable des travaux publics dans les années 1940 et 1950 (Caro 1975 ; Berman 1982 ; Schwartz 1992). Cette responsabilité est structurée par un certain nombre d'impératifs économiques et sociaux. Les impératifs économiques sont cependant présentés comme prioritaires puisque les problèmes liés au flux de transports des personnes et des marchandises sont considérés comme urgents. Certaines des réalisations de Jean Drapeau dans les années 1960 sont remarquables, le métro sur le plan des transports en commun, et l'Exposition universelle de 1967 sur le plan symbolique, marquent tous les deux la modernité de Montréal et du Québec.

Les impératifs sociaux identifiés par Jean Drapeau sont liés à la condition du stock de logements. Cependant il motive ses interventions à ce niveau en s'appuyant sur des considérations esthétiques. Sa préoccupation est de favoriser la poursuite de l'investissement privé en créant des conditions favorables aussi bien sur le plan des infrastructures que sur le plan symbolique. La Maison de Radio Canada, l'élargissement du boulevard Dorchester, l'autoroute Décarie où les démolitions massives de logements anciens dans les quartiers péri-centraux relèvent tous d'une logique d'adaptation de la ville aux nouvelles exigences économiques et industrielles (Klein et al 1998). Ce sera une période de confrontation dans des quartiers résidentiels comme la Petite Bourgogne où les démolitions massives se succédèrent à un rythme accéléré (Hamel 1995 ; Linteau 1992). Linteau suggère qu'à cause du verrouillage du Conseil municipal par le Parti civique de Jean Drapeau, la seule opposition effective se trouvait dans les quartiers à travers les comités de citoyens (1992). Ces grandes tendances de l'évolution du centre-ville de Montréal s'élaborent dans un contexte social en ébullition alors que la contestation et la revendication politique atteignaient des sommets à la fin des années 1960.

Les manifestations de 1968-1969

La période entre les deux Saint-Jean-Baptiste de 1968 et 1969 marque l'histoire

contemporaine du Québec à plus d'un égard. La fondation du Parti Québécois et l'élection du fédéraliste canadien Pierre Elliot Trudeau (le 25 juin 1968), viennent polariser le débat national pour les 15 années suivantes. À l'échelle montréalaise, la transformation des techniques de contrôle social, avec la création de l'escouade anti-émeute au lendemain du 24 juin 1968, vient peser sur les débats sociaux et politiques. Le débat national s'insère dans la ville à travers de grandes manifestations qui contestent les significations symboliques portées par l'espace[4]. Ces significations ne sont pas seulement liées à des symboles nationaux ou nationalistes, mais bien à un ensemble de symboles associés au pouvoir et à son exercice dans la ville (Figure 3.2). L'affirmation politique et sociale qu'était la Révolution tranquille a son pendant géographique dans une quête de centralité symbolique à Montréal. Ces grandes manifestations ne sont pas seulement des gestes politiques mais aussi des outils de communication (Davis 1986), un moyen de subvertir les significations dominantes et de participer au débat public (Kaplan 1992 ; Ryan 1990).

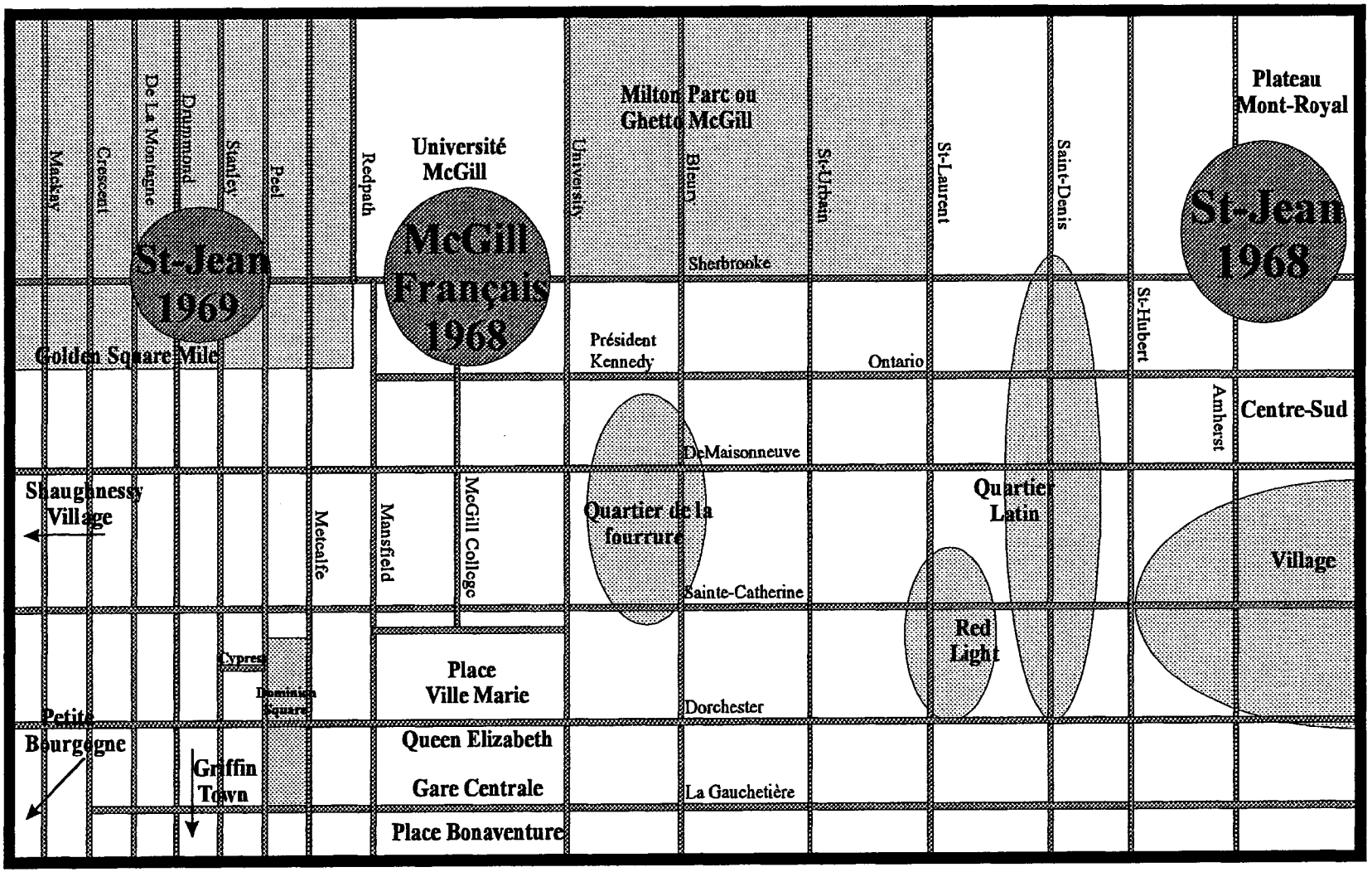
Il y avait une convergence sinon un accord total à la fin des années 1960 entre les gauches anglo-montréalaises, québécoises, le mouvement contre la guerre du Vietnam à travers les objecteurs de conscience et le mouvement nationaliste québécois. Cette convergence de sympathies revint dans plusieurs des entrevues conduites auprès de gais anglophones :

> The people who were anti-war and on the left were generally very supportive with nationalism, like they were very involved with the nationalistic movement but just, strangely on the outside... as a leftist, I identified myself with Quebec nationalism, anti-imperialism and all that. (Bruce)

Ils avaient l'impression de participer à une seule et grande croisade, un vaste mouvement de revendication multiforme, qui n'avait au fond qu'un seul but, la lutte contre l'oppression généralisée.

Les trois événements retenus ici se produisirent sur la rue Sherbrooke au sein d'un cour laps de temps. Alors que le Boulevard Saint-Laurent est souvent présenté comme une frontière[5], la rue Sherbrooke dans les années 1970, servait symboliquement de trait d'union

Figure 3.2 Manifestations nationalistes en 1968 et 1969 au centre-ville.



Conception graphique : Jocelyn Guindon.

entre l'est et l'ouest. C'est cette rue que les manifestants empruntèrent pour tenter de « québéciser » la ville. Ce sera encore cette avenue que les artistes utiliseront lors de Corridart pour panser la mémoire urbaine, comme nous le verrons au chapitre 5.

La Saint-Jean-Baptiste du 24 juin 1968 était la veille du scrutin général qui confirma l'accession au pouvoir de Pierre E. Trudeau. Il fut un opposant indéfectible de l'expression d'une différence identitaire québécoise dans le cadre d'un mouvement nationaliste (Rioux 1980, 1990)[6]. Depuis le début de la Révolution tranquille, la Saint-Jean-Baptiste se transformait progressivement de la fête nationale des Canadiens-Français en fête nationale des Québécois. Les tensions identitaires reliées à cette transformation éclatèrent en pleine rue en 1968. Nous nous trouvons sur la rue Sherbrooke, à l'est du Boulevard Saint-Laurent, devant la bibliothèque centrale de la Ville de Montréal. Les représentants des élites canadiennes françaises et de ses principales institutions (tous les niveaux de l'État ainsi que de l'Église) y étaient installés pour assister au défilé traditionnel. Cet édifice public est lui-même intimement lié à l'expression et à l'affirmation du pouvoir municipal (Pinard 1987)[7]. Visuellement, les représentants du pouvoir sont encadrés par une impressionnante colonnade de marbre. Pierre E. Trudeau, premier ministre de facto depuis son élection à la tête du Parti libéral du Canada, était membre de l'assistance d'honneur avec Jean Drapeau, Daniel Johnson père et l'archevêque Paul-Émile Léger. En fait, Pierre E. Trudeau avait annoncé sa présence au défilé plusieurs jours avant l'évènement[8] (Gariepy 1975).

Le Ralliement pour l'indépendance nationale (RIN), parti politique précurseur du Parti Québécois, en profita pour contester la présence d'un ennemi politique sur l'estrade d'honneur et pour signifier sa présence dans un contexte urbain important. L'assaut des forces policières, suite au chahut des manifestants qui lancèrent des projectiles sur la tribune, fut inefficace et brutal. Le bilan est lourd, "290 arrestations, 43 policiers et 83 spectateurs blessés..."[9] La répression désordonnée se transforma en fiasco politique non seulement pour la Police mais aussi pour le maire de Montréal qui dû subir une véritable humiliation publique alors qu'il était l'hôte de l'aréopage franco-canadien. Jean Drapeau exigea alors une refonte

complète des techniques de contrôle des foules utilisées par la Police de Montréal. L'escouade anti-émeute sera ainsi formée et elle aura rapidement l'occasion de démontrer son efficacité, moins d'un an après la Saint-Jean-Baptiste de 1968, en mars 1969, lors d'une vaste manifestation du mouvement McGill Français.

Le mouvement McGill Français rassemblait une coalition de gauche qui dépassait largement les frontières de la mouvance nationaliste québécoise. Un mouvement radical de promotion de la langue française prenait de plus en plus d'ampleur au Québec et l'Université McGill représentait les privilèges d'une minorité linguistique. L'événement qui marqua la courte histoire du mouvement McGill Français fut une manifestation qui ne visait rien de moins que le saccage de l'Université. Les services de renseignements de la Police eurent vent de la manifestation et ils organisèrent leur réponse en conséquence. Le contrôle de cette manifestation par la nouvelle escouade anti-émeute est d'une telle importance pour Jean Drapeau, qu'il se rendit sur le campus de l'Université McGill pour observer le déroulement de la manifestation :

> Sequestered in the hilltop Arts Building with (Robert) Shaw (vice-principal of McGill University), McGill Principal H.R. Robertson... was the mayor of Montreal. "The little guy showed up," recalled Shaw, "just to say we're behind you" (McKenna and Purcell 1980, 203)

L'objectif principal des forces policières était d'éviter tout dérapage comme lors de la Saint-Jean Baptiste de l'été précédent, tout en conservant l'initiative et le contrôle des événements. La logistique mise en place par les forces policières était impressionnante et les moyens mobilisés sont encore aujourd'hui révélateurs de l'enjeu :

> Behind the barricaded Roddick Gates... stood the black-helmetted police officers of the Montreal police riot squad. At strategic points throughout the campus stood buses packed with an additional 1,000 Montreal police officers, all equiped for a riot... Joined with the Montreal force at McGill were 500 provincial police officers, and 200 RCMP officers, including riot squads of both forces (McKenna et Purcell 1980, 202).

L'espace devant les portes Roddick sur la rue Sherbrooke était sous le contrôle des forces policières. Des caméras furent placées aux endroits stratégiques et un éclairage d'appoint transforma les lieux en véritable plateau de tournage. La stratégie utilisée fut de séparer la

foule en groupes de plus en plus petits et de les empêcher de se rassembler de nouveau.

> Meanwhile the McGill Gate opened and two waves of police moved out to meet another column of motocycles coming up McGill College. They split the main crowd in two and began driving them east and west along Sherbrooke Street[10]

La stratégie de communication des autorités municipales fut un succès. *The Montreal Gazette* titra sa première page : "Police control march"[11], et le *Montreal Star* : "Police stand firm as human tide laps McGill's Gates"[12]. Le quadrillage de l'espace urbain central par l'escouade anti-émeute ne sera pas aussi efficace quelques mois plus tard lors de la Saint-Jean Baptiste de 1969.

Trois mois plus tard, le 24 juin 1969, le défilé de la Saint-Jean Baptiste progressait d'est en ouest sur la rue Sherbrooke. Tout au long du parcours l'escouade anti-émeute tenta de fracturer la marche populaire qui suivait le défilé en petits groupes, mais peine perdue[13]. Lorsque le dernier char allégorique surmonté de la statue en carton-pâte de Saint-Jean passa devant le Ritz-Carlton, il fut rattrapé et renversé par les manifestants. L'effigie gît décapitée au milieu de la rue[14]. C'est la dernière fois que l'effigie de Saint-Jean-Baptiste fut utilisée lors de ce qui est devenu la Fête nationale des Québécois. Il est important de souligner qu'elle fut détruite devant l'un des hauts lieux de la bourgeoisie anglo-montréalaise, l'hôtel Ritz Carlton, au cœur du « Golden Square Mile ». La charge symbolique de ce geste est phénoménale. Il consacrait le déclin de l'influence de l'église catholique et constituait une condamnation sans appel de sa coopération avec les élites anglophones pour diriger le Canada français. Depuis, l'image du saint patron des Canadiens-Français, disloqué sur l'asphalte, illustre la sécularisation de la société québécoise et la montée d'une nouvelle identité.

À cause de l'opposition catégorique de l'administration municipale, les célébrations de la Saint-Jean quitteront le centre des affaires pour se tenir dans le Vieux-Montréal pour quelques années. Suivront ensuite une série de grands spectacles sur le Mont-Royal. Seules les célébrations de la Saint-Jean-Baptiste par les communautés gaies se tiendront au Dominion Square.

Le Dominion Square

Le Dominion Square est devenu depuis la fin du XIX^{ième} siècle (Figure 3.3) un espace urbain hautement symbolique. Il revient constamment colorer les définitions de ce qu'est le centre-ville de Montréal et surtout, pour notre propos, il est central à la ville gaie jusqu'au

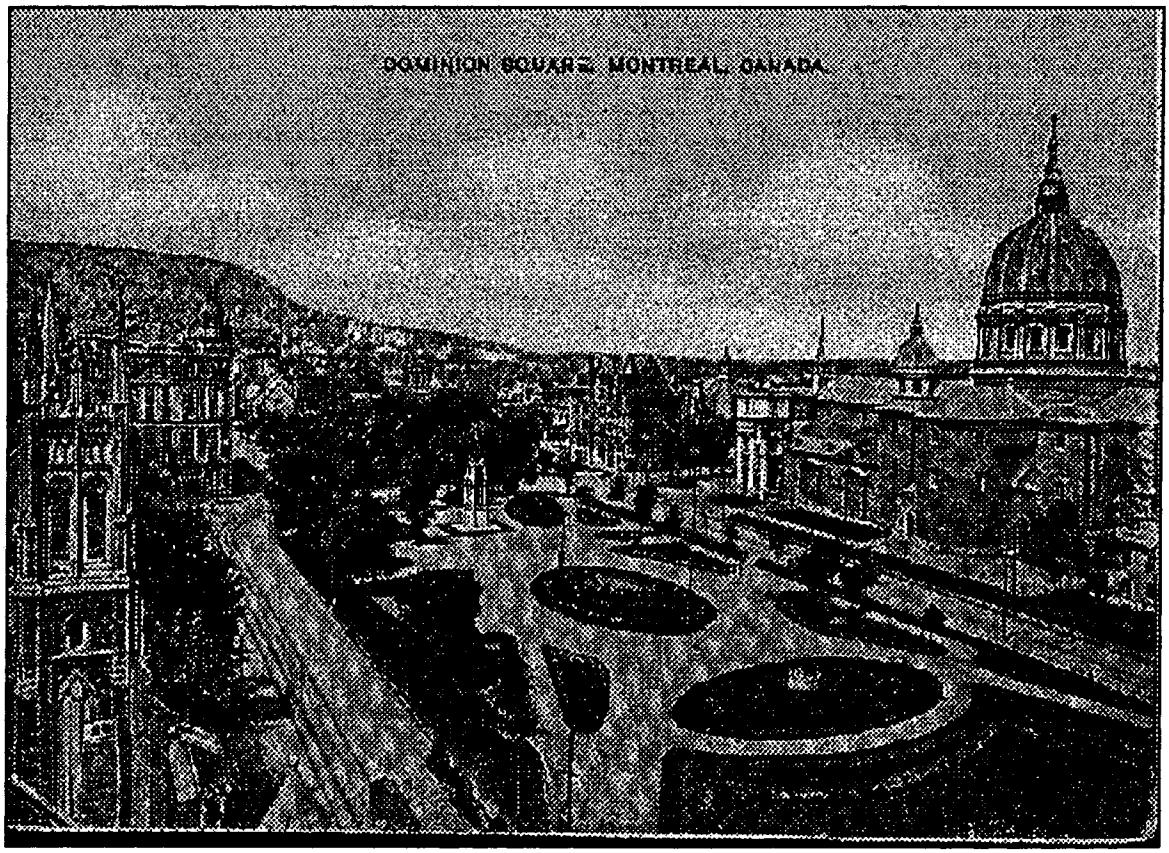
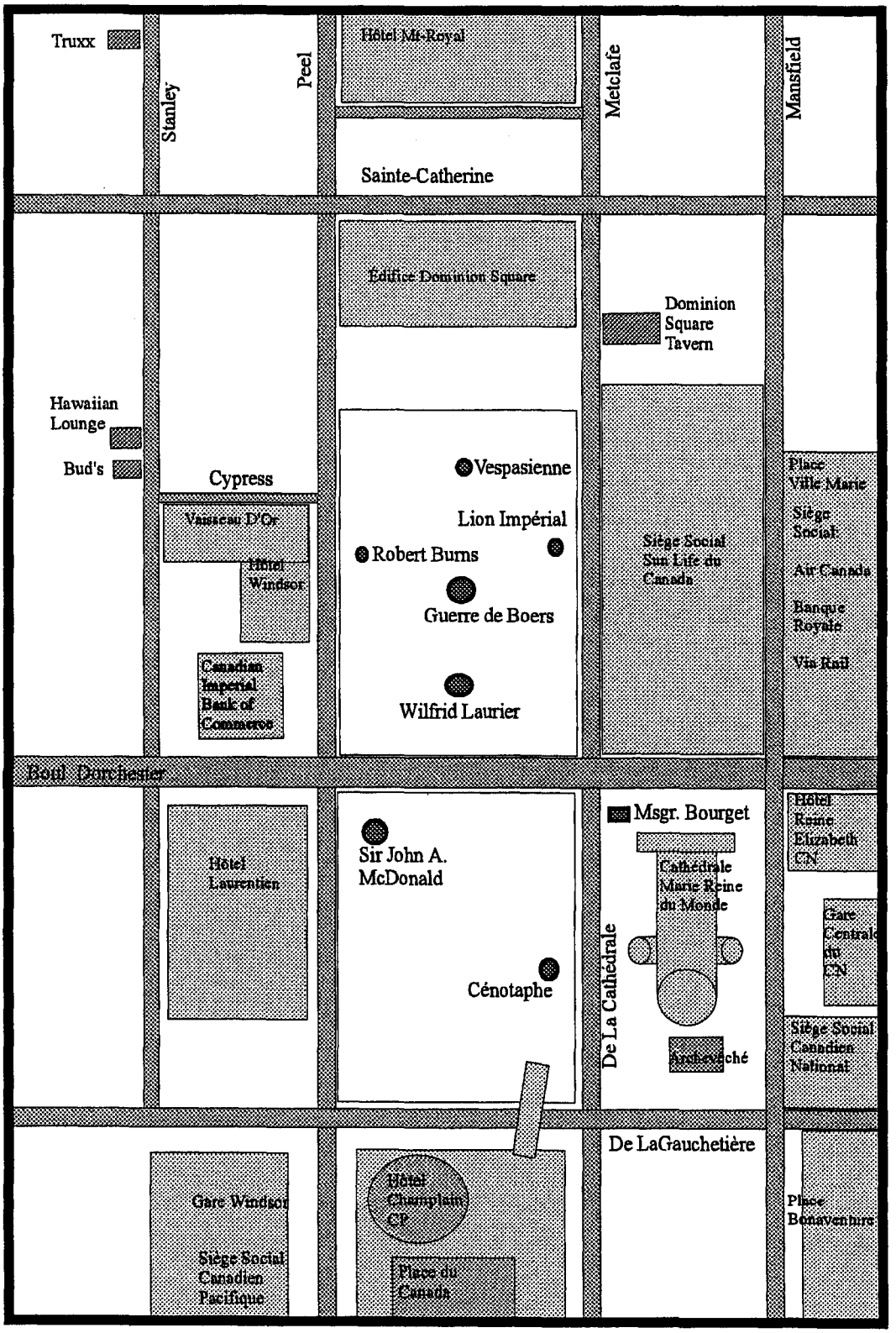


Figure 3.3 Carte postale du Dominion Square, circa 1900. Photographie prise de la gare Windsor. À noter, l'hôtel Windsor, le monument à Sir John A. McDonald et devant la cathédrale Marie Reine du Monde, le YMCA.

milieu des années 1980. Le Dominion Square peut-être associé aux trois événements majeurs décrits précédemment. En effet, alors que les manifestations lors des célébrations de la Saint-Jean-Baptiste de 1968 et 1969 ainsi que McGill Français voulaient promouvoir une identité québécoise et contestaient ouvertement les élites canadiennes françaises et la bourgeoisie anglo-montréalaise, de la même façon, le Dominion Square exprimait haut et fort ce nationalisme canadien de plus en plus contesté.

Figure 3.4 Le Dominion Square ; monuments et principaux édifices.



Conception graphique : Jocelyn Guindon.

Le Square des années 1970 est imprégné de significations à connotation coloniale et canadienne (Figure 3.4). La partie sud du Square, rebaptisée Place du Canada en 1966, abrite un important monument de Sir John A. MacDonald, premier monument à y être érigé en 1895, ainsi qu'un cénotaphe (1924) d'abord dédié aux morts de la Grande Guerre et ensuite aux victimes des combats de la Deuxiéme Guerre Mondiale et de la guerre de Corée. Les monuments qui se trouvent dans la partie nord du Square comprennent un lion impérial à la mémoire de la Reine Victoria (1898), faisant face au siège social de la compagnie d'assurance Sun Life, un monument équestre (le seul monument équestre à Montréal) commémorant la guerre des Boers (1907), un monument dédié à Sir Wilfrid Laurier et à l'émulation de la coopération entre les deux peuples fondateurs (1953), ainsi qu'un monument dédié à Robert Burns (1930) (Choko 1987 ; Lespérance, Dumont et Lindsay 2000). C'est un espace central dans l'expression d'un nationalisme canadien qui évolue à travers le temps d'une loyauté à la couronne britannique vers une identité nationale canadienne. Ici se déroulent les diverses cérémonies commémorant les jours du souvenir et les célébrations entourant les fêtes du Canada. Mais ce qu'il y a autour du Square est aussi important que ce qu'il abrite.

Autour du Square on retrouvait certaines des institutions les plus importantes du Montréal industriel, particulièrement de l'industrie ferroviaire canadienne. Ces grandes entreprises, dont le Canadien Pacifique (CP), prirent naissance à la fin du XIX^{e} siècle et elles ont été immédiatement associées au processus de construction d'une identité nationale canadienne. La gare Windsor (1889), siège social du CP jusque dans les années 1980 marque fortement l'espace au coin sud-ouest du Square. Au sud on retrouve le Château Champlain (1967), grand hôtel du CP à Montréal, jumelé à un édifice à bureau nommé Place du Canada (1976), édifice abritant à l'époque des services du gouvernement fédéral (Figure 3.5). À l'est du square, deux institutions importantes : la cathédrale Marie Reine du Monde (1894), cathédrale catholique qui venait formaliser dans l'espace la relation entre l'Église catholique et les institutions anglo-montréalaises détenant le pouvoir économique. Cette relation est amplifiée par l'érection d'un monument à Mgr Bourget[15] (1903) : "... la statue élève sa main

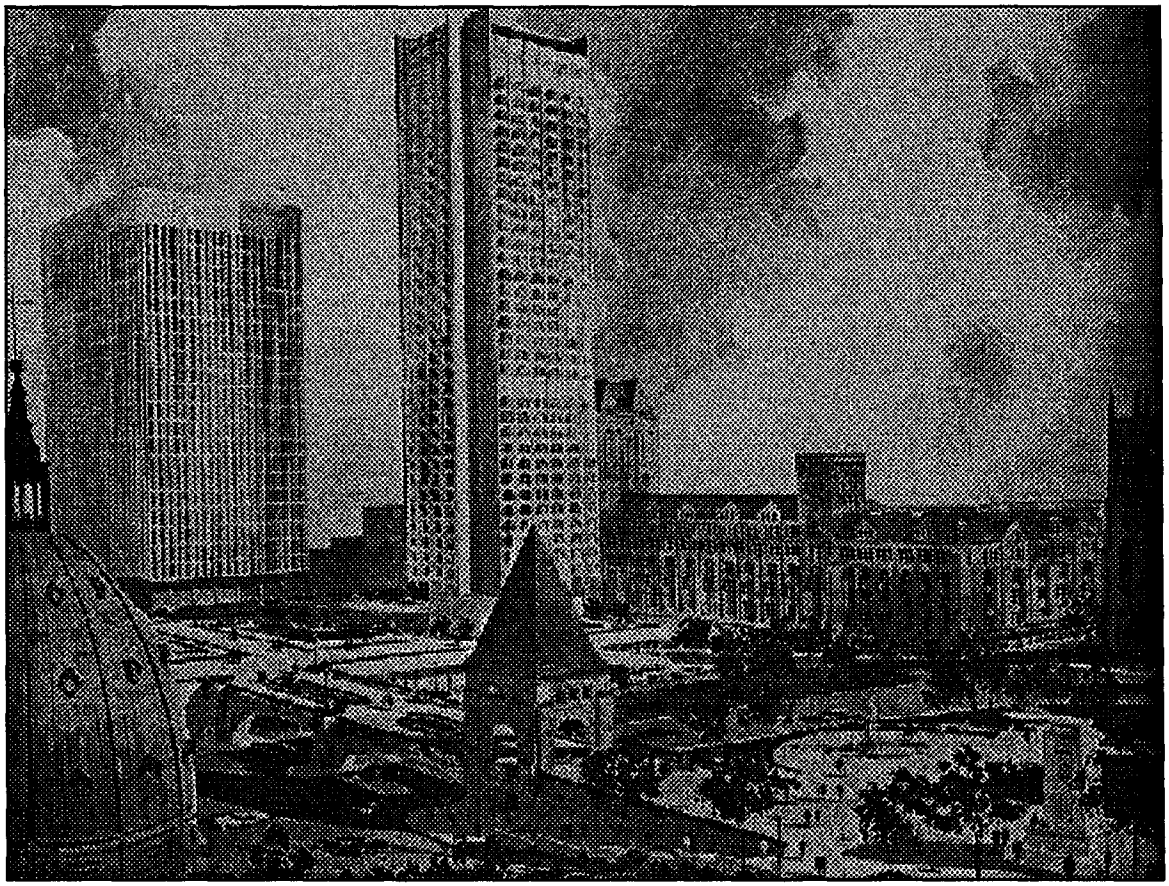


Figure 3.5 L'édifice Place du Canada, le Château Champlain et la Gare Windsor, propriétés du Canadien Pacifique. Dessin réalisé par D'Astou et Pothier, architectes. Choko, Marc (1987) *Les grandes places publiques de Montréal.* Éditions du Méridien, Montréal, 186.

bienveillante sur le square Dominion" (Choko 1987, 162). Au nord du boulevard Dorchester, le siège social de la compagnie d'assurance Sun Life (1933) , grande institution financière qui quittera le Québec avec fracas pour protester contre la Charte de la langue française en 1977.

Au nord du Square, l'édifice Dominion Square (1930), véritable prototype de l'édifice multifonctionnel au Canada (Choko 1987, Pinard 1987), sera le premier grand complexe immobilier à abriter une galerie marchande intérieure. Du côté ouest, la rue Peel était bordée de petits commerces dont le Metropolitan News, poursuivi dans les années 1960 pour avoir vendu des publications obscènes et le restaurant Mac Donald où se tenait les jeunes prostitués

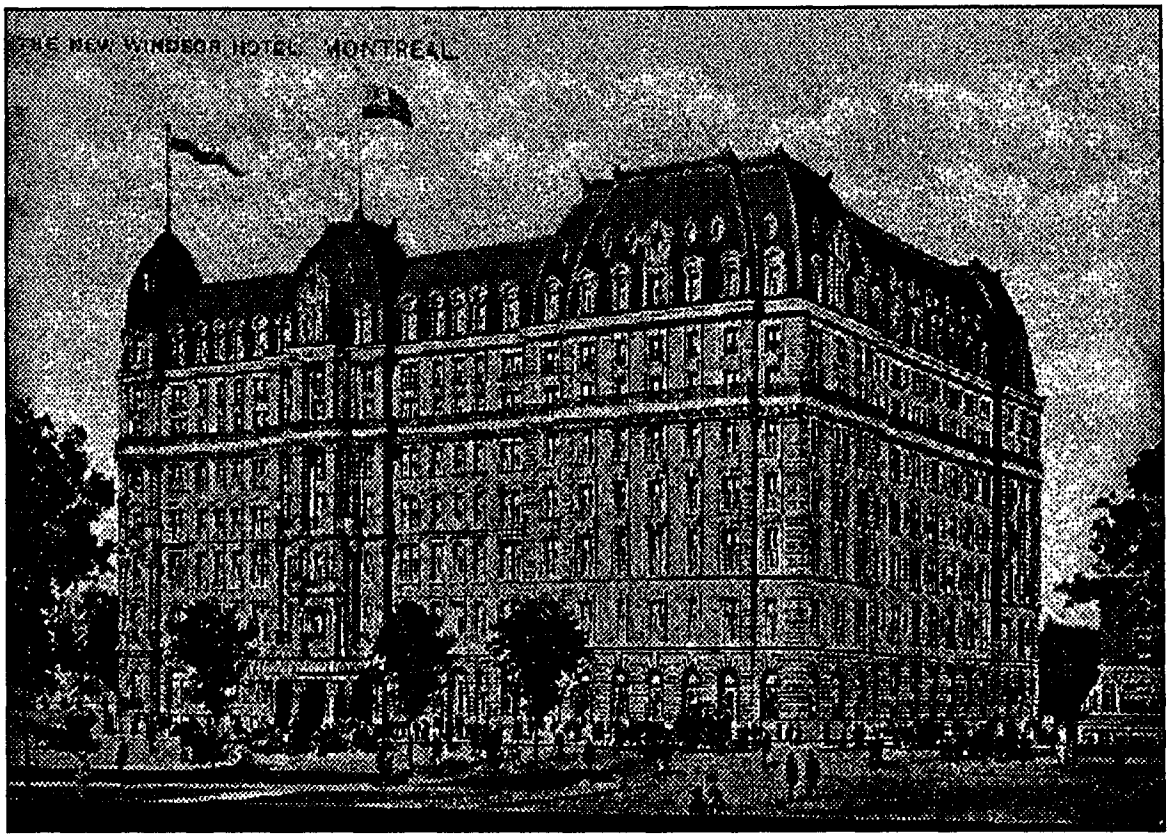


Figure 3.6 Carte postale (circa 1910) représentant l'hôtel Windsor peu après son aggrandissement en 1909.

selon plusieurs narrateurs. À l'angle de Dorchester, l'hôtel Windsor (Figure 3.6) rivalisait avec l'hôtel Mont-Royal un peu plus au nord sur Peel, et le Ritz-Carlton un peu plus à l'ouest sur Sherbrooke. L'ancienne partie de l'hôtel Windsor, détruite par un incendie, fut remplacée par le siège social de la BCIC (1962), aujourd'hui connu sous son acronyme anglais CIBC (Canadian Imperial Bank of Commerce) (Choko 1987 ; Marsan 1992, 1994 ; Pinard 1987). Toujours sur Peel, juste au sud de Dorchester, l'hôtel Laurentien (1948), vaste hôtel économique au sous-sol duquel on retrouvait le Kilty Lounge, lieu de rencontre des gais montréalais pendant les années 1950 et 1960. En périphérie du Square Dominion, un coin de rue à l'est, on retrouvait la Place Ville-Marie, qui abritait à l'époque les sièges sociaux d'Alcan, de la Banque Royale du Canada et d'Air Canada, alors corporation de la couronne fédérale, l'hôtel Reine-Élizabeth, la gare Centrale et le siège social de l'autre grande

compagnie ferroviaire canadienne, le Canadien National (CN), lui aussi propriété fédérale. Le Dominion Square fut à partir des années 1960 enserré par la nouvelle ville qui prenait forme. Dès 1966, le Montréal souterrain est directement accessible du Square par la gare Windsor et le Château Champlain. De plus, à moins de 100 mètres de distance, il y a 7 accès différents aux stations de métro Peel et Bonaventure.

Le Square Dominion est une scène urbaine où s'expriment les symboles prisés par les élites anglo-montréalaises et les nationalistes canadiens. Dans cet espace vinrent se conjuger la coopération entre le capitalisme d'état canadien, à travers le CN, Air Canada et la Place-du-Canada, et la grande bourgeoisie industrielle et financière à travers le CP, les banques Royale et CIBC, Alcan ainsi que des compagnies d'assurances comme la Sun Life. Par ses significations, cet espace hautement symbolique représente tout ce que les manifestants de la fin des années 1960 rejettent. C'est dans cet espace que Jean Drapeau choisira de réaliser un grand projet personnel, le Vaisseau d'Or, le seul qu'il n'ait jamais poursuivi avec son propre argent. Il fonde même l'espoir de pouvoir quitter la politique municipale si son projet est un succès.

Le Vaisseau d'Or

Le poème emblématique d'Émile Nelligan (appendice 5) devint aussi la marque de commerce d'un rêve de Jean Drapeau. Malheureusement, son rêve s'abîmera sur les écueils politiques et se terminera en naufrage financier. Mais n'est-ce pas là le destin des utopies ? " Utopian thinking : the capacity to imagine a future that departs significantly from what we know to be the general condition in the present" (Friedmann 2000). Le Vaisseau d'Or nous offre une extraordinaire métaphore spatiale. La mise en scène du Vaisseau d'Or articule une vision élitiste de l'art et de la haute culture. Dans l'écrin victorien de l'hôtel Windsor, Jean Drapeau a tissé des références à la Nouvelle-France et au poète québécois. L'établissement se transforma rapidement en site de contestation, l'entrepreneur n'ayant jamais réussi à se dissocier de son rôle de maire. À plusieurs reprises, la ville turbulente fit irruption dans sa représentation ordonnée du monde.

Le Vaisseau d'Or déploya ses voiles le 8 septembre 1969, à peine quelques mois après les importantes manifestations de McGill Français et de la Saint-Jean-Baptiste. Jean Drapeau y investit beaucoup de temps et d'énergie. La rumeur semble indiquer que si le projet s'avérait rentable, il ne se représenterait pas à la mairie de Montréal aux élections d'octobre 1970 [16]. L'établissement avait pignon sur rue au 1100 de la rue Cypress, petite rue qui fait le lien entre la rue Peel et la rue Stanley, en face du Dominion Square. Dans sa géographie de l'industrie du jeu, Pacifique Plante avait attiré notre attention sur une barbotte qui s'y trouvait. Lorsque le Vaisseau d'Or ouvre ses portes en 1969, il y avait à l'extrémité ouest de la rue Cypress, sur Stanley, le bar Bud's (Figure 3.3, 98) qui y est ouvert depuis avant 1968 (McLeod 1996, 282). Bud's est un bar cuir pour homosexuels où une hypermasculinité est mise en scène dans un décor country. Will se rappelle Bud's vers 1972 :

> I remember people saying : "Oh, it is this leather bar, it's S and M, it's dangerous and mean and everything"... I would go there, at first, sort of thinking : "Oh my God, this is a really scary place." And then realizing that it was no scarier then any other gay places. It was a really, I was going to say a friendly bar but I don't think so, I think it was a really cruisy bar and it was easy to pick somebody up there...

Deux portes plus au nord, se trouvait l'entrée de l'Hawaiian Lounge, ouvert bien avant 1960 (McLeod 1996, 283), où ce sont les rôles de sexes qui sont pervertis : "... the Hawaiian Lounge ... was mostly drag shows... I remember all types of travelling Drag Queens from New York and other places coming into town for a few weeks" (Robert). La rue Cypress sert de passage entre les bars de la rue Stanley et le Dominion Square où la drague est habituellement bonne et les garçons souvent disponibles :

> Dominion Square was where you went if you wanted to pick up a hustler. I remember it just swarming with hustlers. Actually when I first started working for the [radio station] I tried to sell them a taped documentary about male hustlers in Montréal and so I went to Dominion Square and picked up four or five hustlers and interviewed them. (Will)

Malgré l'investissement symbolique massif dans cet espace, on ne peut s'empêcher de sentir une atmosphère irrévérencieuse flotter aux abords du Square, dans ses allées bordées de bancs, au pied de ses monuments et dans les petites rues environnantes. Jean Drapeau développa avec le Vaisseau d'Or une représentation idéale de la ville. L'appréciation de la bonne table et de la belle musique se faisait selon un rituel qui ne laissait rien au hasard.

Jean Drapeau a toujours soutenu qu'il ne tenait pas un restaurant mais une salle de concert où il était possible de déguster des mets fins en appréciant une musique de qualité (Figure 3.7). L'orchestre à cordes dirigé par un jeune chef, représentait dans l'esprit de Jean Drapeau le principal attrait de son établissement. Il voulait insérer le Vaisseau d'Or entre la Place des Arts avec son orchestre symphonique et des établissements comme le Ritz Carlton et Ogilvy qui offraient de la musique de chambre. "Cet établissement de très grande classe sera, en fait, une salle de concert où on pourra consommer un fin dîner au son d'une musique classique jouée par un orchestre à corde de 20 musiciens..."[17]. Cependant, les clients n'acquittaient pas des droits d'entrée pour assister à une représentation mais une addition couvrant les frais d'un repas. La confusion était amplifiée par l'heure d'arrivée au Vaisseau d'Or, arrivée déterminée par la présence des musiciens. Deux services étaient effectués selon l'horaire des concerts d'une durée de deux heures. Les règles de comportement édictées par Jean Drapeau ne générèrent pas une adhésion universelle ce qui posa problème lorsque la pérennité de son établissement reposait sur un partage des façons de faire :

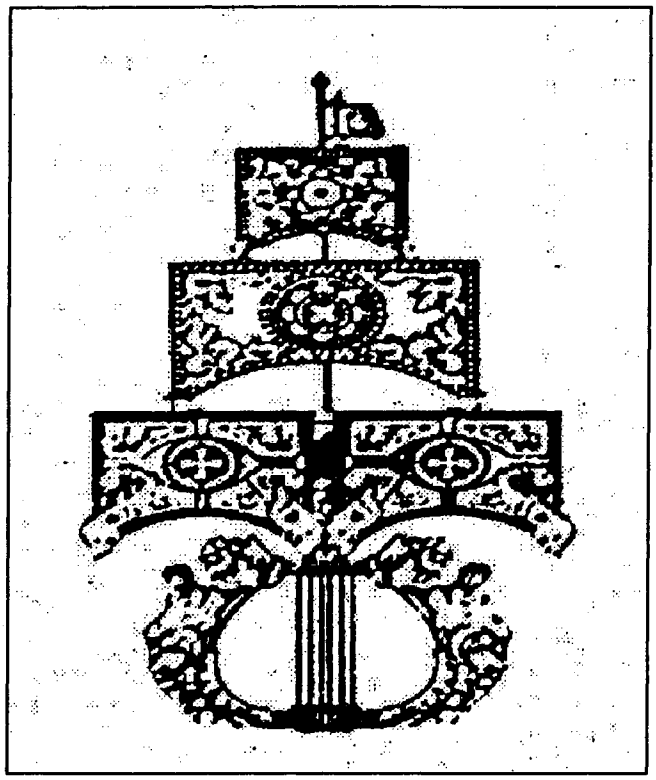


Figure 3.7 Marque de commerce du Vaisseau d'Or représentant un gallion et un violon. Tiré d'une publicité du Vaisseau d'Or publié dans *Current Events.* Novembre 1970.

> Waiters dressed as New France coachmen glide noiselessly among the tables which surround the stage and you convey your whishes to them with the help of discreet gestures.You can eat to Haydn and munch to Mendelsohn but your conversation with the help is minimized by decree... Before the concert you've been given a ballpoint pen and requested to itemize your order on a sheet ressembling a laundry list.[18]

L'expérience d'une sortie dans un restaurant huppé où la table est dirigée par un chef renommé est un geste social où le partage des impressions et la conversation font partie de l'expérience du repas. Cette expérience de restauration venait en contradiction directe avec la nécessité perçue ou réelle d'une certaine attention pour apprécier les subtilités d'un orchestre à cordes. Seule une sociabilité polie, policée et respectueuse des règles édictées par l'hôte était admise. Rapidement le mécontentement de la clientèle fut étalé dans les journaux :

> Nombreux sont les gens qui sont allés au restaurant du maire Drapeau, en l'hôtel Windsor, et qui n'ont guère apprécié le fait de ne pouvoir discuter ou parler à haute voix pendant que joue l'orchestre de 21 musiciens. Les sauts d'humeur du chef d'orchestre, d'ailleurs, ont tapé plus d'une fois sur les nerfs de la clientèle[19].

Une autre contradiction émanait du discours de présentation de l'établissement, Jean Drapeau insistait que le Vaisseau d'Or était accessible à toutes les bourses. Une sortie au Vaisseau d'Or constituait selon lui une excellente activité familiale. Les prix étaient cependant fort élevés. Le repas à prix fixe se détaillait à $ 10.00 par personne, sans compter les alcools ce qui, en 1969, représentait une somme importante : "Le Vaisseau d'Or, you'll discover, is unique. Where else will you find a melange of haute cuisine served with haute musique and hautes additions ?"[20] Il aurait été difficile pour le premier magistrat de Montréal de déclarer publiquement que la majorité des citoyens de sa ville étaient exclue de son établissement pour cause d'addition salée. La codification de l'espace intérieur à travers des règles de comportements strictes et une politique de prix qui excluait la majorité de la population montréalaise, ne peuvent être dissociées de l'environnement social et politique.

Les règles de comportements édictées par l'hôte prennent toutes leurs significations lorsqu'elles sont associées aux événements qui secouent alors la société québécoise en général et les quartiers centraux montréalais en particulier. Le Vaisseau d'Or devint la cible de toutes les contestations. Sa situation vint renforcer la symbolique du saccage. Un mois après l'ouverture de l'établissement, les grévistes de Murray Hill quittèrent le lieu du conflit[21] et se rendirent au centre-ville où plusieurs établissements dont l'hôtel Reine-Élizabeth, le Vaisseau d'Or, l'hôtel Mont Royal et les bureaux d'Air Canada à la Place Ville-Marie furent

vandalisés[22]. Cette entreprise de transport par autobus se situait dans le quartier Griffintown, au pied de l'escarpement tout près du Canal Lachine, quartier relié au centre-ville par la rue Peel.

Les manifestations devinrent si fréquentes et la charge symbolique de l'établissement était si importante qu'une surveillance policière du Vaisseau d'Or devint nécessaire. Il faut souligner que la culture militante en 1970 fait de la confrontation avec le gendarme un événement important et un élément de la prise de parole pour les groupes contestataires dans la société. Jean-Michel, militant de longue date qui habitait la Petite-Bourgogne, nous explique ce qu'une matraque représentait pour lui :

> ... moi des coups de matraque, j'en avais déjà eu plein sur la tête. ... Donc pour moi, il n'y avait pas vraiment grand-chose qui me faisait peur dans une manif, parce que je l'avais déjà vécu.

La Crise d'octobre 1970 survint peu après le premier anniversaire du Vaisseau d'Or. L'assassinat de Pierre Laporte marqua un moment décisif dans le déroulement de la Crise d'octobre. Le FLQ bénéficiait déjà d'une certaine sympathie dans la population et au sein de la communauté gaie anglophone. Ainsi Michael, « draftdodger » américain, nous décrit l'atmosphère de cette période troublée :

> ... durant la crise d'octobre, j'étais évidemment ici. Je restais à cette époque là sur de Maisonneuve... personne ne voulait être chez eux pour les descentes. Alors ils sont tous déménagés chez moi pis ils sont restés pour trois, quatre jours dans une pièce, dans une tour. J'imagine que c'était romantique pour nous, et excitant, on participait comme ça, dans les mesures de guerre.

Bruce, qui est lui aussi d'origine américaine, nous présente le même flou où les sympathies se tissent à travers diverses appartenances :

> Like after the FLQ crisis, some of the people who were involved in trying to free Paul Rose[23] met at our house at the time, strangely, I had really nothing to do with it, but there was a safe place for them to meet... so there were certainly affinities and as leftist, I identified myself with Quebec nationalism, anti-imperialist and all that. But I really had no connections with the people...

Malgré la Crise d'octobre 1970 et l'imposition des mesures de guerre, Jean Drapeau refusa tout report des élections municipales qui se tinrent à la fin du mois. En pleine crise, il fut réélu à la mairie avec 91.7 % des voix, et le Parti civique rafla tous les sièges au Conseil municipal[24]. Dans ce contexte, et le fait qu'il ne pouvait plus assumer le loyer, il n'est pas surprenant que Jean Drapeau ait décidé de fermer le Vaisseau d'Or en janvier 1971. Ce fut une faillite disgracieuse (Figure 3.8). Jean Drapeau envoya des déménageurs récupérer le mobilier du restaurant suite à une entente hors-cour, entente sur laquelle les parties avaient des interprétations différentes. La Police de Montréal refusa d'intervenir lorsque les déménageurs coupèrent les cadenas barrant la porte du restaurant. Le gérant de l'hôtel déposa alors une plainte pour vol contre le maire, plainte sur laquelle les tribunaux n'eurent jamais à se prononcer[25].

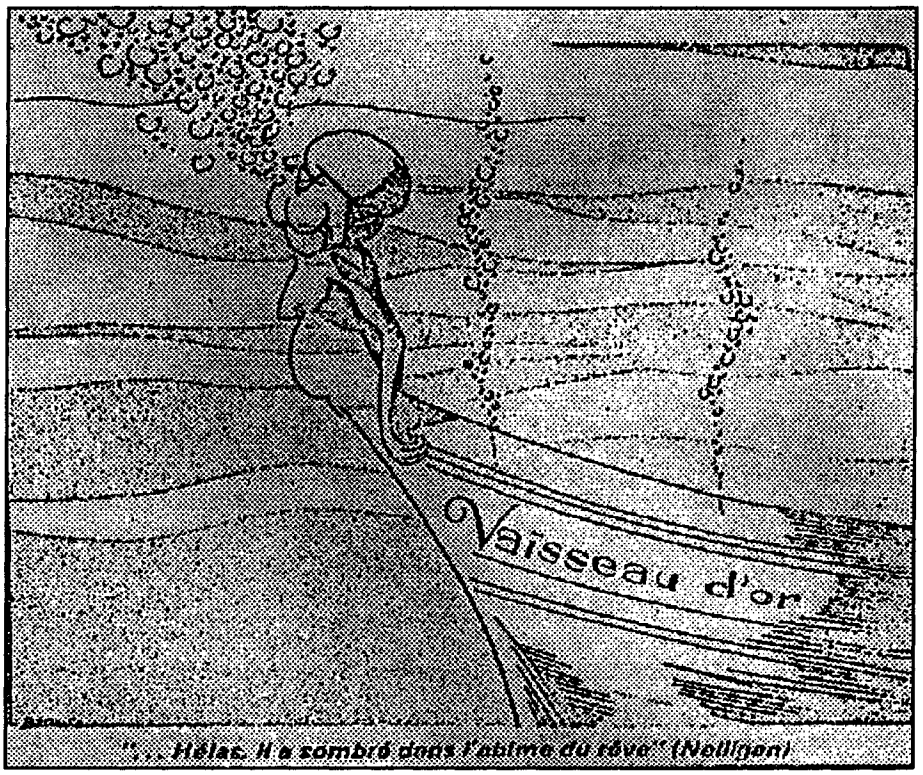


Figure 3.8 "Hélas il a sombré dans l'abîme du rêve" Berthio (1971) *Le Devoir.* 15 janvier 1971, A6.

Que reste-t-il de lui dans la tempête brève
Qu'est devenu son cœur navire déserté,
Hélas ! Il a sombré dans l'abîme du rêve ! [26]

Le Vaisseau d'Or cherchait à reproduire le salon d'une grande demeure bourgeoise de

Montréal à la fin du XIX[e] siècle[27], période pendant laquelle Nelligan écrivit l'ensemble de son œuvre. C'est la période éblouissante du « Golden Square Mile » où une partie de la vie sociale de la bourgeoisie s'activait dans les salons privés des résidences à flanc de montagne (Marsan 1994). Ce n'est pas seulement la dimension esthétique de la période victorienne qui était reproduite au Vaisseau d'Or, mais aussi une certaine vision de la ville :

> The decency and morality of the home confronted the danger and the pollution of the public sphere ; the joys and 'naturalness' of the home countered the 'corruption', the artificiality of the streets, badly lit, unhygeinic, dangerous and immoral (Weeks 1981, 81).

Cette immoralité ne permet surtout pas l'accès à la respectabilité.

L'impossible respectabilité

Pour les gais, les risques associés à la divulgation de leur homosexualité sont importants. Au chapitre précédent, nous avons pu constater la présence de policiers en civil qui débusquaient les homosexuels. Une arrestation pouvait mener à la publication du nom, de l'adresse et de l'occupation de la personne interpellée. Walter perdra un emploi au gouvernement fédéral et se fera insulter dans la rue Saint-Catherine. Edwin sera battu sur la même rue Sainte-Catherine, près de la rue Crescent. La complexité de la vie urbaine rend possible diverses performances publiques qui permettent aux gais de naviguer différents espaces sociaux (Chauncey 1994 ; Hubbard 2000). Brad et Pierre fournissent des exemples éloquents de « compartimentalisation » de ces diverses performances. Elles se transforment selon qu'ils sont dans le milieu familial, au travail, dans la rue ou dans le milieu gai. Une rupture de ce silence pouvait mener une perte de respect :

> [Être ouvertement gai] m'a mis en conflit avec ma famille, c'était vraiment presque le coup de grâce d'après ma mère... Mon nom figurait parfois dans les articles du Journal National Juif du Canada et dans les petits journaux du quartier. Ma mère m'a dit : "Pourquoi toi ? Pourquoi qu'il n'y a pas d'autres personnes qui peuvent prendre ta place ? Ton nom de famille c'est notre nom de famille." (Harvey)

L'impossible respectabilité est illustrée par le traitement réservé à Michel Girouard lors de son mariage avec Réjean Tremblay en février 1972. Un ensemble d'oppositions établit

une relation de pouvoir asymétrique entre ce qui est masculin et féminin, entre homosexualité et hétérosexualité (Pile 1994 ; Reichert 1994). Ces oppositions seront utilisées de façon à dépouiller les principaux intéressés de toute crédibilité. Alors que le genre et la sexualité sont présentés comme étant naturels et intimement associés l'un à l'autre par la presse grand public, ils sont l'objet de débats. Les théories dites «queer» cherchent à dissocier sexualité et genre (Butler 1990, 1993), alors que d'autres auteurs qualifient cette dissociation d'utopique (Martin 1994). Je ne chercherai pas à dénouer l'impasse sur ces facettes identitaires, mais à les utiliser pour rendre toute la complexité de la construction de l'espace. La masculinité, l'homosexualité, les identités et les discours qui s'y rattachent, sont indissociables des processus urbains (Knopp 1995). La représentation de pratiques sexuelles décriées dans la presse grand public permet de transformer certains espaces centraux en espaces suspects pour de larges segments de la population (Hubbard 2000, Mort 1995). La proximité d'espaces symboliquement importants et des espaces gais présentés comme moralement problématiques, soulève ici de nombreuses questions.

Cette proximité nous empêche de décrire les espaces centraux de la ville comme étant exclusivement soit hétérosexuel, soit gai. Ces identités sexuelles et les rôles de sexes se fondant sur le genre, doivent être présentés dans toute leur multiplicité comme nous l'avons vu précédemment avec les exemples du Bud's et de l'Hawaiian Lounge. Cette multiplicité des identités sexuelles s'appliquant aussi bien à l'hétérosexualité (Hubbard 2000) qu'à la masculinité (Pile 1994). Dans le cas qui nous intéresse, Michel Girouard et Réjean Tremblay nous permettent d'identifier les contours de ce qui était acceptable et de ce qui était honteux, suspect, répugnant et hors normes. Cette polémique fut associée à des lieux au centre-ville, à l'Archevêché en bordure du Dominion Square, à l'hôtel Ritz Carlton et à une discothèque gaie de la rue MacKay. Mais, plus important encore pour notre propos, les représentations de Michel Girouard et de Réjean Tremblay définissent un régime de gestion de la sexualité dans la ville (Callard 1998 ; Groz 1992 ; Bell et al. 1994 ; Valentine 1993).

Michel Girouard, journaliste, comédien et chanteur populaire, prit la défense des droits

des homosexuels, en s'identifiant comme tel, lors d'un éditorial radiophonique sur les ondes de CKLM. Il prit la défense d'un droit à un traitement égal pour les personnes qu'il dit du troisième sexe, et il réclame l'accès au mariage pour les personnes qui le désire. Il fondait son argumentation sur le Bill Omnibus qui décriminalisait l'homosexualité au Canada. Il tentait d'utiliser cette décriminalisation dans le but d'obtenir une reconnaissance sociale des relations entre personnes du même sexe. Dans une entrevue publiée dans l'hebdomadaire populaire *Nouvelles Illustrées* il exprima son opinion par rapport au mariage entre homosexuels :

> Certainement que j'approuve le mariage entre homosexuels s'ils en expriment le besoin. Quant à moi, je ne vois pas ce qui, dans le moment motiverait une telle décision dans ma vie personnelle. Je ne tiens pas à me marier...

Et plus loin dans le même article Réjean, son accompagnateur et compagnon renchérit :

> Personne n'ignore la relation qu'a Michel avec moi, mais de là à se marier... Je suis originaire d'une ville de province et actuellement on doit parler de moi dans mon petit patelin. Qu'ils se rassurent, leur ville n'aura pas le premier homme marié avec une personne de son propre sexe.[28]

Ils font d'abord preuve d'une réserve qui contraste avec les titres des journaux à grande diffusion : "Michel tient mordicus à épouser... Réjean !"[29] titre le *Journal de Montréal.* Dès le début, les médias rivalisèrent de sensationnalisme dans les grands titres alors qu'en chronique, les stéréotypes foisonnent. Le père Desmarais, animateur d'une émission radiophonique dominicale avec ligne ouverte, emboîta le pas. Selon lui, l'homosexualité est une abomination qui ne peut en aucun cas mener au sacrement du mariage. Il déclara en ondes que "plusieurs homosexuels sont des malades qui devraient être soignés"[30]. La polémique est lancée et le couple Girouard/Tremblay ne peut malheureusement plus y échapper. André Rufiance, chroniqueur vedette du *Journal de Montréal,* se lança dans la mêlée avec l'article "Lettre à Michel Girouard", où il demandait certaines clarifications :

> Ainsi, si jamais, mon cher Michel, vous épousez Réjean, lequel des deux fera la cuisine ? Lequel s'occupera des ordures ménagères ? Lequel héritera de la tâche de pelleter ? Lorsqu'il y aura un truc de brisé dans la maison, lequel se transformera en bricoleur ?
>
> En sommes, je pourrais résumer mes questions en une seule, si vous Michel Girouard épousez Réjean Tremblay, deviendrez-vous madame Tremblay ou si c'est lui qui deviendra madame Girouard ?

Je veux savoir ...

Curieux de nature (et aussi par métier), il y a longtemps que je me demande "comment ça marche", un mariage entre deux hommes. En général, nous les hommes, qui épousons des femmes, nous chargeons celle-ci du ménage et des repas. La grosse besogne, nous croyons bon d'en hériter. Mais chez vous, ça doit susciter un joyeux problème ![31]

Rufiance reviendra sur le sujet sous des titres révélateurs tels "Les homogénéisés"[32] et quelques jours plus tard "Gai ! Gai ! Marions-nous !"[33]. Les médias utilisèrent la dérision. Il s'agissait de nier tout accès à une reconnaissance sociale en niant au couple tout respect. Le couple fut pris dans l'engrenage et ils annoncèrent, le jour de la Saint-Valentin, avoir décidé de se marier. La nouvelle fit sensation. Le 15 février 1972, le *Journal de Montréal* couvre sa première avec : "Michel Girouard : J'épouse Réjean le 26 février !" et sous la photo du couple qui illustrait la manchette :

> Le chanteur Michel Girouard a déclaré hier vouloir adopter un enfant (un garçon de préférence...) après que son union avec Réjean Tremblay aura été bénie par un prêtre de Longueuil ! "Même les oppositions de l'archevêché ne nous arrêteront pas ! "[34]

Ils ont attaqué un des mythes les plus puissants de la famille traditionnelle, la procréation comme étant la principale justification de la famille et la présence d'enfants comme processus naturel sanctifié par le sacrement du mariage. L'institution familiale et ses justifications furent remises en question : "When borders are crossed, disturbed or contested, and so become a threat to order, the boundaries around territory, nation, ethnicity, race, gender, sex, class and erotic practices are trotted out and vigorously disciplined" (Hooper 1992, cité dans Hubbard 2000, 199).

Michel Girouard insista sur une cérémonie religieuse qui lui fut refusée par l'archevêché[35]. Il planifia ensuite une cérémonie privée qui devait se dérouler au très respectable Ritz Carlton. Finalement, le couple devra se contenter d'une cérémonie dans une discothèque gaie au centre-ville. Ils recherchaient une reconnaissance sociale de leur engagement, tout en étant conscients des difficultés : "Mais il nous faut beaucoup de courage pour poser ce geste car nous ouvrons une voie"[36]. La reconnaissance de leur relation et la respectabilité sociale leur furent systématiquement refusées.

Le reportage du *Journal de Montréal* sur la cérémonie d'union du couple est empreint de dérision : "Les époux étaient « chous à croquer »". La photo des époux qui arrivaient avec leurs témoins était accompagnée d'une légende pleine de sous-entendu :

> Les « futurs » et leurs témoins arrivent « Chez Zouzou » où doit se dérouler la cérémonie. On reconnaît dans l'ordre Réjean Tremblay, l'époux, accompagné d'Andrée Boucher, témoin qui d'une main se protège du froid... Michel Girouard, l'autre ... époux et Danielle Ouimet, soulevant sa robe[37]

Seul Réjean Tremblay échappa à la moquerie. Il faut souligner qu'il était perçu et représenté comme l'homme dans le couple alors que Michel Girouard était systématiquement féminisé (Figure 3.9). Les témoins furent écorchées. Andrée Boucher, à cause d'un séduisant décolleté qui fut décrit comme étant "vertigineux à faire rougir les époux" et Danielle Ouimet, qui souleva légèrement sa robe pour monter une marche, ont été présentées comme outrepassant les normes acceptables de la décence. La description des lieux où se tient la cérémonie la transforme en cirque :

> Pour la cérémonie, on avait retenu un bar très cela de la rue MacKay, le "Chez Zouzou Disco Club". L'endroit est en effet tout ce qu'il y a de coquet : des murs tapissés de velours rouge, des tapis érotiquement moelleux et des toiles représentant des hommes au torse généreux, richement encadrés[38]

Figure 3.9 "Vive les hommes libres !" Caricature de Réjean Tremblay et Michel Girouard, Morel (1972) *Nouvelles Illustrées.* 12 février 1972, 5.

Les espaces du centre-ville n'étaient pas que des espaces de

représentation. Ils étaient aussi des espaces où s'activait la quotidienneté d'individus avec leurs identités propres, interagissant dans des espaces sexués (Valentine 1993). L'espace, rempli de fleurs, est féminisé, il est coquet et moelleux. La cérémonie se termine sur un geste symbolique qui est ridiculisé par le journaliste :

> Puis, d'un ton solennel, Girouard annonça qu'il allait briser une chaîne "qui deviendra le symbole de l'homosexualité internationale". On avait bien sûr rattaché deux des maillons avec du ruban gommé ce qui devait lui faciliter la tâche[39]

Cet évènement, qui marqua la chronique des années 1970, eut très peu d'écho dans la presse communautaire gaie et lesbienne où je n'y ai retrouvé qu'une seule référence au mariage (Beaulieu 1983). Il eut cependant un impact important sur l'imaginaire populaire en identifiant les limites d'une hétérosexualité et d'une masculinité normative (Hubbard 2000 ; Pile 1994). La féminisation de Michel Girouard, la dérision qui sous-tend une grande partie des chroniques, et la marginalisation de son engagement, ont été le fait d'un ensemble d'institutions, dont les média et l'église. Ces institutions, à travers les représentations qu'elles ont diffusées, réitérèrent les limites de ce qui était socialement acceptable. La frontière a été fortement réimposée et toute accessibilité à une quelconque reconnaissance sociale et au respect, ainsi que toute reconnaissance d'un accès aux espaces symboliquement importants, tels une église ou le Ritz Carlton, furent refusés. Ces pratiques sociales sont des pratiques éminemment spatialisées avec des hiérarchies clairement établies :

> ... la centralité sociale, qui ne peut être caractérisée qu'en croisant deux mesures principales : d'une part en observant les pratiques spatialisées et en identifiant les lieux les plus fréquentés ; d'autre part en analysant les représentation de l'espace et en caractérisant les lieux les plus présent dans le corpus des images et discours socialement mobilisés (Monnet 2000, 403).

Les significations imparties au centre-ville comme site du vice et du crime par Pacifique Plante (voire chapitre 2) sont réactualisées dans les années 1970. Vingt ans plus tard elles sont reformulées et ce, dans le même cadre géographique, c'est à dire dans le quartier Centre-Ouest.

Conclusion

Les tensions explorées dans ce chapitre s'articulent à des échelles différentes dans les espaces centraux montréalais. Les transformations culturelles qui émergèrent dans les années 1960 se sont révélées dans l'espace monde avec des particularités nationales, régionales et locales. Ces transformations culturelles relèvent du déploiement de la modernité. Elles naviguent entre une confiance presque aveugle dans les potentialités du progrès (Berman 1982), et la rupture que ce progrès implique avec la tradition : "Être moderne quels que soient le pays et l'époque, comporte toujours l'idée de quelque chose qui s'oppose à la tradition et marque une évolution historique" (Rioux 1990, 91).

À la fin des années 1960, la Révolution tranquille et la revendication sociale testent leurs limites. Les grandes manifestations en 1968 et 1969 ont toutes eu lieu sur la rue Sherbrooke devant de grandes institutions montréalaises. Ces manifestations exprimèrent localement des revendications ayant des significations nationales ou régionales dans une période de contestation de la modernité qui s'étendait à l'espace monde. La contestation éclata devant la Bibliothèque Centrale où les élites franco-canadiennes prenaient place, devant l'Université McGill, symbole d'une minorité privilégiée et devant l'hôtel Ritz Carlton, un des lieux de rencontre de la bourgeoisie anglo-montréalaise. Ces moments de la vie urbaine furent d'une intensité telle, qu'ils modifièrent non seulement les façons d'exercer le pouvoir mais aussi notre vision de l'espace central. L'articulation au centre-ville de Montréal d'un imaginaire national canadien par une minorité de la population québécoise a alors été contestée.

Cet imaginaire national canadien est fortement représenté au Dominion Square et dans ses environs. Ces représentations ne relevaient pas seulement du fait de grandes institutions mais elles relevaient aussi d'un fort sentiment d'appartenance au Canada. Ces représentations ne sont cependant pas les seules à impartir des significations à ces espaces hautement symboliques. La contestation politique s'y affirma à travers la symbolique du saccage alors que les pratiques de la vie quotidenne des gais vint en subvertir les significations. Le pouvoir

municipal tenta par tous les moyens de restaurer ou de maintenir l'ordre public.

Que ce rappel à l'ordre s'effectue dans le cadre d'opérations policières peut être compréhensible mais qu'il provienne du chef d'orchestre ou des garçons de table qui imposaient le silence aux clients du Vaisseau d'Or est cependant surprenant. Le Vaisseau d'Or ne relève pas seulement de l'entreprise commerciale mais aussi du rêve et de l'utopie. Il nous offre ainsi la métaphore de ce que devait être une ville bien ordonnée. Il se voulait un exemple de bonne gestion et un îlot de sérénité au sein d'une ville agitée. Le désordre urbain aura tôt fait de le saborder alors que le Bud's et le Hawaiian Lounge lui survivront encore quelques années.

L'enclave commerciale s'adressant aux gais au centre-ville de Montréal était enraciné dans un quartier imprégné d'une multitude de significations. Elles vont d'un désir de permanence, qui s'exprime à travers les monuments, à l'instantané du passage d'un groupe de manifestants ; les significatoins dans cet espace hautement valorisés relevant de différentes temporalités matérielles (Monnet 2001). La principale caractéristique du quartier gai était sa centralité urbaine. Elle s'exprimait simultanément aux centralités économiques, commerciales, symboliques et jusqu'à un certain point, politiques dans la ville. Cette centralité urbaine entrait en conflit avec la marginalisation des gais sur le plan social par la production de représentations négatives de l'homosexalité. Le mariage de Michel Girouard avec Réjean Tremblay est révélateur de l'enchevêtrement entre les représentations de l'homosexualité véhiculées par les grandes institutions et la place qu'on cherchait à lui réserver dans la ville. Mais, pour bien comprendre ce conflit, il est important d'identifier ce que signifiait le centre-ville de Montréal d'avant 1984 pour les gais qui l'ont vécu.

Notes

1. "Un centre est habituellement identifié comme un lieu spécifique, caractérisé par un ensemble de facteurs qui le distingue d'autres lieux avec lesquels il est dans une relation dominante suivant différentes échelles de mesures de sa « supériorité »... Ces échelles de mesures et de valeurs sont celles de centralités différenciables, que l'on peut catégoriser de différentes manières à l'échelon intra-urbain [i.e. centralités politique, économique, sociale, commerciale, d'accessibilité, symbolique]" (Monnet 2000, 401).

2. L'analyse des institutions que nous propose Castoriadis (1975) est utile. Chaque institutions, même si elle se constitue un système de représentations symboliques qui lui est propre, ne peut fonctionner sans une symbolique à un second degré, symbolique permettant une articulation réelle entre les diverses institutions. Cette idée est reprise par Kobayashi et Peake (2000) qui identifient cette symbolique au second degré comme étant un système de représentation articulant un ensemble de valeurs profondément enracinées dans une culture publique.

3. Drapeau, Jean (1961) "Montréal, face à l'avenir ! "*Cités et Villes.* mai, Québec, 15-16.

4. La contestation des symboles inscrits dans la ville passe aussi par l'action radicale du Front de Libération du Québec (FLQ), cette facette de la contestation n'est cependant pas traitée dans cette thèse puisqu'elle déborde largement le cadre restreint du centre-ville de Montréal.

5. La persistance de la perception du boulevard Saint-Laurent comme frontière dans la ville serait liée à aux pratiques discursives. Ainsi Germain et Rose affirme "... the perception of two homogeneous blocks occupying separate territories on the Island of Montreal stems in part from the conflation of linguistic affiliation and ethnic and cultural identification in academic as well as popular discourse" (2000, 215)

6. Pour bien souligner cette opposition, on peut citer Pierre E. Trudeau lors de l'une de ses dernières interventions publiques de la campagne électorale fédérale de 1968, le 24 juin, il déclara à Ville Saint-Laurent : "Ce que je dis, c'est que la place du Québec se trouve au Canada et nulle part ailleurs... Le Québec n'a pas besoin de privilèges particuliers. Il y a des canadiens français partout dans le pays... Ces gens là aussi veulent être maître chez eux dans tout le Canada." ---- "La place du Québec est au Canada, nulle part ailleurs." *Le Devoir.* Mardi 25 juin 1968, 1.

7. La Bibliothèque Centrale de la Ville de Montréal est inaugurée en mai 1917, moins de deux ans après l'ouverture de la bibliothèque Saint-Sulpice sur la rue Saint-Denis. Il est à noter que le même architecte, Eugène Payette, a conçu les deux bibliothèques.

8. ----, "Trudeau assistera au défilé de la Saint-Jean." *Le Devoir.* Mercredi 19 juin 1968, 2.

9. ----, "La violence éclate rue Sherbrooke." *Le Devoir.* mardi 25 juin, 1968, 1.

10. ---- "Police control march." *The Montreal Gazette.* Saturday March 29, 1969, 1.

11. Ibid.

12. ---- "Police stand firm as human tide laps 'McGills gates." *The Montreal Star.* Saturday, March 29, 1969, 1

13. Duguay, Jean-Luc (1969) "Des flambées de violence marquent la Saint-Jean." *Le Devoir.* mercredi 25 juin, 1.

14. Ibid.

15. "La décision de Monseigneur Ignace Bourget... de relocaliser [le palais épiscopal et l'église Saint-Jacques] le long de la rue Dorchester, visait à affirmer en ces lieux la présence canadienne-française. Monseigneur Bourget eut alors à faire face à une importante opposition de nombre de paroissiens et de membres du clergé" (Choko 1987, 146).

16. Francoeur, Jacques (1969) "Si Jean Drapeau fait un succès de son restaurant, pas de mairie en 1970 ?" *Dimanche Matin.* 7 septembre.

17. Tardif, Germain (1969) "Jean Drapeau, marmiton !" *La Presse.* 28 août.

18. ---- "High cuisine and musique in Drapeau's food temple." *Sunday Express.* 28 septembre 1969.

19. ---- "Les ennuis du Vaisseau d'Or." *Dimanche/Dernière Heure.* 12 octobre 1969.

20. ---- "High cuisine and musique in Drapeau's food temple." *Sunday Express.* 28 septembre 1969.

21. ---- "Vaisseau d'Or saccagé." *Montréal Matin.* 8 octobre 1969.

22. ---- "Laughing hoods move in." *The Gazette.* 8 octobre 1969.

23. Paul Rose est membre du FLQ et il est alors accusé d'avoir assasiné Pierre Laporte.

24. Tiré du "Tableau 1 : Résultats des élections municipales à Montréal : 1960-1982 " dans Émard, Claude (1985) *Les politiques d'information municipale dans les grandes villes : une illustration, Montréal 1960-1985.* Mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, Montréal.

25. ---- "Le maire Drapeau est accusé de vol." *Le Devoir.* vendredi 12 novembre 1971. Arpin, Claude (1971) "Drapeau, guard in scuffle." *The Montreal Star.* Friday, November 12. Godin, Gérald (1971) "Le raid Drapeau : L'hôtel Windsor contestera en Cour Supérieure, demain." *Québec Presse.* 14 novembre.

26. André Marquis (1995) *Émile Nelligan : Poésies en version originale*, Édition Tryptique, Montréal.

27. Kayler, Francoise (1969) "Le Vaisseau d'Or vient d'appareiller." *La Presse.* mardi 9 septembre.

28. Pilon, Louise et Robert Juster (1972) "Michel Girouard et Réjean Tremblay à la défense des 50,000 homosexuels québécois." *Nouvelles Illustrées.* 12 février, 3-5.

29. DeCotret, Claude (1972) "En furie contre le Père Desmarais : Michel tient mordicus à épouser... Réjean !" *Journal de Montréal.* lundi 7 février, 2.

30. Ibid.

31. Rufiance, André (1972), "André Rufiance et ses commentaires : Lettre à Michel Girouard." *Journal de Montréal.* 8 février, 9.

32. Rufiance, André (1972), "André Rufiance et ses commentaires : Les homogénéisés." *Journal de Montréal.* 11 février, 9.

33. Rufiance, André (1972), "André Rufiance et ses commentaires : Gai ! Gai ! Marions-nous !" *Journal de Montréal.* 16 février, 9.

34. Rioux, Daniel (1972) "Michel Girouard : J'épouse Réjean le 26 Février !" *Journal de Montréal.* 15 février, 1 et 3.

35. Ibid.

36. Rufiance, André (1972), "André Rufiance et ses commentaires : Gai ! Gai ! Marions-nous !" *Journal de Montréal.* 16 février, 9. Rioux, Daniel (1972) "Michel Girouard : J'épouse Réjean le 26 Février !" *Journal de Montréal.* 15 février, 1 et 3.

37. Allard, Jean-Guy (1972) "Les époux étaient 'chous à croquer'." *Journal de Montréal.* dimanche 27 février, 3.

38. Ibid.

39. Ibid.

Chapitre 4

L'inscription de la différence dans l'espace central

Dans ce chapitre j'explore l'évolution des significations des espaces gais au centre-ville de la fins des années 1950 jusqu'en 1984. Ce sont des espaces sociaux en constante évolution, créés par les gais montréalais pour permettre l'expression d'une différence. L'exploration du cœur de Montréal qui est ici proposée nous permettra de lever le voile sur la complexité culturelle qui sous-tend ces lieux de sociabilité et de rencontre. Au cours de cette période, ils passent d'espaces clandestins, tout en subtilités, souvent cachés aux non initiés, à des espaces qui débordent sur la rue et se transforment éventuellement en lieux de revendication politique. Ces débordements inscrivent la différence sexuelle de plus en plus visiblement au cœur de la ville. Ce n'est pas seulement le quartier gai à la marge ouest du centre-ville qui se voit ainsi défini, c'est la ville dans son ensemble qui est recouverte de significations qui viennent colorer ses différents quartiers (Germain et Charbonneau 1994). Ces significations sont partagées par de vastes segments de la population avec les nuances reliées à diverses facettes identitaires telles la langue et la classe sociale.

Ce n'est pas seulement la ville gaie qui change. La définition de ce qu'est le centre-ville évolue elle aussi. Le centre-ville de Pacifique Plante était moins dense, il s'étalait le long de la rue Saint-Jacques, le long de la rue Sainte-Catherine et autour des squares, comme l'illustre la distribution des maisons de jeux (Figure 2.3, 55). En 1950, trois édifices importants dominaient le paysage urbain, la Banque Royale sur la rue Saint-Jacques, Bell Canada sur la Côte du Beaver Hall et le siège de la Sun Life au Dominion Square. Le centre-ville à la fin des années 1970 par contre est très dense. La ville des affaires s'est rapprochée du Dominion Square, et la Place Ville-Marie domine le profil urbain. La centralité économique à Montréal se transforme dans les années 1960 avec la construction des grands complexes multifonctionnels et du métro (Greenberg et Ahtik 1988 ; Monnet 2000). Cette centralité pour plusieurs gais était vécue comme étant significative et la proximité des espaces

gais et du cœur de la ville était perçue par plusieurs comme un signe de tolérance et d'inclusion.

Plusieurs narrateurs qui ont connu le Montréal des années 1960, 1970 et 1980 nous décrivent en mémoire la visite d'un monde révolu où des représentations fortes de l'espace urbain s'étaient développées et ancrées dans les imaginaires. Ce sont certaines de ces représentations que je retracerai à partir de leurs récits. J'explorerai non seulement des lieux mais aussi des nuances inspirées par une appartenance linguistique ou à une classe sociale. Nous verrons par la suite ces représentations spatiales se maintenir dans le temps à travers les récits de l'ensemble des narrateurs. Une attention spéciale sera portée aux récits des objecteurs de conscience d'origine américaine, réfugiés à Montréal à la fin des années 1960 et au début des années 1970, pour éviter la conscription et la guerre du Vietnam, car ils portent un regard original sur leur ville d'adoption. Ils s'établirent à leur arrivée surtout dans le centre-ouest de la ville, ce quartier qui s'étend de Peel à Atwater entre les voies ferrées du CP et la Montagne. C'est dans cet espace, où la différence sexuelle s'exprimait dans la vie quotidienne de façon originale, qu'une enclave commerciale s'adressant aux gais s'est développée. Le centre-ouest avait une dimension de quartier pour les gens qui y vivaient et une dimension fonctionnelle pour ceux qui n'y étaient que de passage (Germain et Charbonneau 1994).

Le quartier Centre-Ouest symbolisait la modernité pour toute une génération d'homosexuels québécois francophones dans les années 1970, c'est à dire ces jeunes qui ont vécu leur adolescence pendant la Révolution tranquille. Celle-ci signifie avant tout une révolution culturelle pour la génération montante (Dumont 1971 ; Lazure 1970 ; Rocher 1971). Ces jeunes francophones, affranchis de l'omniprésence de l'Église suite à la sécularisation de l'éducation et de la santé, eurent alors la possibilité de sortir des rôles prescrits dans une société traditionnelle (Sloan 1965). Le départ d'un nombre important d'anglophones après 1976 (Radice 2000), l'arrivée de francophones et d'un nombre croissant d'immigrants, viendront lentement subvertir et transformer les significations imparties au

Centre-Ouest. De nouvelles possibilités émergent et un nouvel imaginaire se constitue progressivement à travers les contacts quotidiens dans les lieux de sociabilité de ce quartier : des clubs, des bars, des restaurants, des bouts de rues telles les rues Baile et Tupper, de nouveaux complexes immobiliers et plusieurs grandes conciergeries. Le quartier Centre-Ouest est habituellement présenté comme anglophone mais il s'est révélé à travers les entrevues comme étant mixte sur le plan linguistique. Cette articulation d'espaces linguistiques et sociaux mixtes dont la géométrie est en perpétuelle renégociation, reconstitution ou redéfinition, est bien montréalaise (Germain et Rose 2000). Elle amène le développement d'identités hybrides chez plusieurs, qui chevauchent sans cesse de multiples imaginaires (Probyn 1994). Larry, Michael, John et Carl expriment leur dualité linguistique jusque dans le moindre détail des entrevues qu'ils m'ont accordées, en racontant leurs histoires indistinctement en anglais et en français. Cette esquisse urbaine se terminera sur une analyse de la rue comme espace public. C'était sur la rue, qui se voyait redéfinie d'une façon originale comme espace de sociabilité, que les débordements de la vie quotidienne d'un quartier marqué par la différence furent contestés (Simon 1997).

Le cœur de la ville a des frontières mouvantes selon l'appartenance sociale et identitaire des personnes rencontrées (Pratt 1998). Ainsi, si on se fie aux descriptions de Pacifique Plante à la fin des années 1940, le centre-ville recouvre l'ensemble de ce que nous définissons aujourd'hui comme l'arrondissement Ville-Marie et même un peu plus vers l'est et vers l'ouest. La Ville de Montréal confirme cette vision dans les années 1960 avec l'implantation de la maison de Radio-Canada tout près du pont Jacques Cartier, limite est de ce qui devait devenir le nouveau centre-ville de Montréal (Ville de Montréal 1967). Cet immense territoire est marqué de différences importantes entre ses diverses composantes (Figure 1, 6). Ces différences, qui y sont spatialisées, ainsi que la perception de ces dernières, fluctuent grandement dans le temps.

À la marge ouest du centre-ville dans les années 1950, le tranquille Shaughnessey Village se hérissera de tours d'habitation dans les années 1960 alors qu'il fut comparé au

Greenwich Village de New York[1]. À l'extrémité est, dans ce qu'il convient depuis le milieu des années 1980 d'appeler le Village, se trouvait un quartier ouvrier dense et animé qui se transforma en zone sinistrée suite aux grands travaux de « rénovations urbaines » et à la « désindustrialisation » des années 1960 et 1970 (Klein et al 1998). Entre les deux on retrouve toute une série d'espaces qui ont acquis des significations distinctives. Ces significations et leurs références symboliques sont souvent résumées à travers des stéréotypes, des expressions ou des analogies qui s'érigent en croyances et qui permettent une organisation mentale de la ville et de ses territoires. Des expressions viennent meubler une image mentale de la ville. Le « Red Light », « l'Est », « l'Ouest », le « quartier chinois », le « quartier Latin », le « quartier de la fourrure », « le Faubourg à la m'lasse », génèrent des images partagées par divers groupes. Ces images fluctuent d'une communauté à l'autre selon leurs références identitaires propres. De ces lignes de forces qui investissent la ville et ses territoires de significations, nous ne retiendrons ici que l'appartenance linguistique, la classe sociale et, dans une moindre mesure, la religion.

Un imaginaire urbain gai dans les quartiers

L'imaginaire gai investit plusieurs quartiers de Montréal. Walter nous parle longuement du Plateau Mont-Royal et du Mile End à partir des années 1950. Claude, René et Michael identifient une vie gaie dans le Centre-Sud bien avant le développement du Village. Harvey identifie Milton Park comme un quartier pluriel à la fin des années 1960. Peut-on suggérer le développement d'un imaginaire gai au niveau des quartiers ? Le partage d'une carte mentale de la ville par les gais d'un même quartier ? Des imaginaires gais différenciés d'un quartier à l'autre ? Chauncey (1994) réussit à répondre à ces questions positivement pour le New York d'avant 1940, en prenant aussi en compte la classe sociale et l'ethnicité. Les histoires de vie qui m'ont été confiées contiennent des pistes qui permettent un début de réponse à ces questions dans le cadre montréalais. Le quartier de la Petite Bourgogne, grâce aux souvenirs de Frank et de Jean-Michel, retient d'abord mon attention.

Jean-Michel et Frank ont grandi dans le quartier de la Petite-Bourgogne ou Little

Burgundy, selon le point de vue linguistique. Ils ont connu le Montréal gai des années 1950 et 1960. Ils nous offrent une entrée en matière incomparable par rapport au vécu de jeunes garçons qui découvrent leur différence sexuelle dans ce quartier ouvrier. Pour eux, la découverte et l'exploration de leur sexualité s'effectuent d'abord au niveau d'un quartier que nous décris Jean-Michel :

> ... la Petite-Bourgogne, ... C'était déjà un quartier mixte... il y avait des anglophones et des francophones. Il y avait déjà des noirs... Et, c'est dans ce quartier-là que j'ai eu mes premiers contacts, mes premières relations homosexuelles vers l'âge de quatorze ans, avec des petits voisins. Au même âge à peu près, le soir j'aimais beaucoup aller sur le bord du canal Lachine, dans lequel il y avait encore des bateaux.

Ce lieu est dominé par le panorama industriel de Montréal qu'illustre le canal Lachine avec ses trains et ses bateaux. Il poursuit sa description d'un quartier ouvrier dominé par l'industrie :

> Près de la rue de Courcelles... Il y avait toujours des trains, sur les voies ferrées, cela faisait un écran avec le reste. Puis, c'était dans ce coin-là, j'avais eu des copains alentours de chez moi... Il y avait des gens différents, certains soirs il pouvait y avoir une dizaine de personnes qui draguaient et qui avaient des échanges, puis tout ça. Plusieurs se connaissaient, il y avait là, comment je pourrais dire, quelques grandes, quelques personnes efféminées, chose que je n'avais pas encore connue, qui se tenaient là. Et puis, il y avait beaucoup de jeunes qui venaient là pour chercher du plaisir et quelques personnes qui étaient plus âgées.

Les différences générationnelles et des comportements reproduisant des rôles liés au genre s'y développent en même temps que la recherche de contacts sociaux et de plaisirs.

Nous retrouvons l'importance d'une mixité linguistique dans les histoires de vie de Walter, Frank, Carl et John, à des degrés divers et avec des impacts différents. Tous ont connu le Montréal d'avant la Révolution tranquille. Leurs histoires révèlent l'enchevêtrement des institutions comme la famille, l'école, l'église et l'armée, avec des rôles liés au genre et aux différences générationnelles. Frank, est issu d'une famille catholique où le père est francophone et la mère anglophone. Il nous offre un parcours aussi complexe que celui de Jean-Michel. Ainsi nous confie-t-il :

> I was born in a house in Montreal, ... in what is now called Little Burgundy but at that time it was called the West-End. I was born and lived in that same house for about 22

> years before we moved to Notre-Dame-de-Grâce. [I always lived] in the Anglophone section of the city. East of St. Laurent, you spoke French and West of St. Laurent you spoke English... before I went to school, [I had] to decide to go to an English school or a French school, at home we only spoke English with my mother... I, of course, chose to go to the English school, that's where all my friends were going ...

La langue et la religion s'entremêlent allègrement dans le Montréal d'avant la Révolution tranquille, les catholiques francophones et anglophones partageant les mêmes quartiers et les mêmes rues. Le paysage urbain offre nombre d'exemples de cette cohabitation ; les immenses églises Saint-Pierre-Apôtre (canadienne-française) et Sainte-Brigide (irlandaise) dans le quartier Centre-Sud où se trouve maintenant le Village, ont été construites à proximité l'une de l'autre. La religion occupera une place prépondérante dans la vie de Frank jusqu'au moment où il réussira à s'affranchir de l'immense culpabilité qu'il ressent par rapport à sa sexualité :

> I would go with my mother to confession virtually every Saturday to the Pères Franciscains, on Dorchester. We went to the same priest and I did this for years... When I knew I was seeing the same priest too much and telling the same story, it was always the same, ... I would go to different priests...

Frank et Jean-Michel sont tous deux originaires du quartier ouvrier de la Petite-Bourgogne qui se situe en périphérie du centre-ville, ils sont tous les deux issus de familles linguistiquement mixtes où la religion avait une grande importance, mais chacun a développé sa stratégie pour vivre leur homosexualité tout en s'insérant dans un monde dominé par l'hétérosexualité obligatoire. Ce qui retient l'attention c'est l'espace simultané qu'ils nous présentent. Alors que Jean-Michel représente la Petite-Bourgogne comme un espace de mixité, comme un quartier multiple sur les plans de la langue, de la race et de la sexualité, tout en soulignant l'importance symbolique de l'anglais, Frank simplifie cet espace en masquant son vécu et la tristesse d'avoir perdu une partie de son identité, avec une représentation du quartier réduite à ses dimensions anglophones. Ce qui retient surtout l'attention dans la façon qu'ils représentent leur quartier, c'est le fossé qui les sépare.

Si on ressent toute la complexité des représentations liées à l'appartenance linguistique

et à l'ordre moral à travers les récits de Frank et Jean-Michel, ils ne présentent pas leurs origines modestes comme étant déterminantes pour eux. Il semble que l'expression « below the tracks » (Ames [1897] 1972) qui s'applique aux quartiers populaires de Saint-Henri et de la Petite-Bourgogne, ait été créée ailleurs. Jean-Michel nous explique comment cette définition de son quartier comme étant une zone à éviter fait irruption dans sa vie quotidienne :

> Et je parle « below the tracks », l'expression, c'est parce que un soir à la gare Windsor... je rencontre un gars, la drague avait été un peu longue. Il n'osait pas suivre... Je descends par la porte de Saint-Antoine puis finalement j'ai fini par faire contact avec puis à l'amener chez nous. C'était un fils de lord anglais qui était à Montréal pour ses études. Il m'avait dit que "les gens chez qui je vis à Westmount m'ont dit que [je] peux aller n'importe où à Montréal ... « but never go below the tracks ». Ne va jamais en bas des voies ferrées c'est trop dangereux, c'est le monde pauvre là".

Cette frontière que constituent les voies ferrées du Canadien Pacifique à l'ouest de la gare Windsor vient structurer le centre-ville qui est perché sur l'escarpement au pied du Mont-Royal, alors que les quartiers ouvriers sont construits sur les basses-terres bordant le canal Lachine. On retrouve cette hiérarchie spatiale entre le centre de la ville et les quartiers ouvriers qui l'entourent avec diverses variantes. Ainsi, si le centre-ville est coupé du sud-ouest par des barrières physiques importantes, tels les voies ferrées et l'escarpement, l'est de la ville est quant à lui coupé du centre-ville par des injonctions morales et la construction sociale d'espaces de dangers. Ces dernières doivent être d'autant plus puissantes que ces deux secteurs sont directement reliés par la principale artère commerciale, la rue Sainte-Catherine. Entre le Phillips Square et le « Red Light », il n'y a qu'un petit quartier industriel (le quartier de la fourrure) et l'escarpement qui descend vers les quartiers ouvriers (Figure 1, 6), mais cela suffit pour passer d'un monde à l'autre.

La langue dans une géographie des espaces gais à Montréal

La différence linguistique, plus diffuse dans le quartier Petite Bourgogne comme nous l'avons vu plus haut, devient un élément important de la frontière imaginée entre le centre-ville et l'est. La situation linguistique à Montréal a évolué de façon importante depuis 1960.

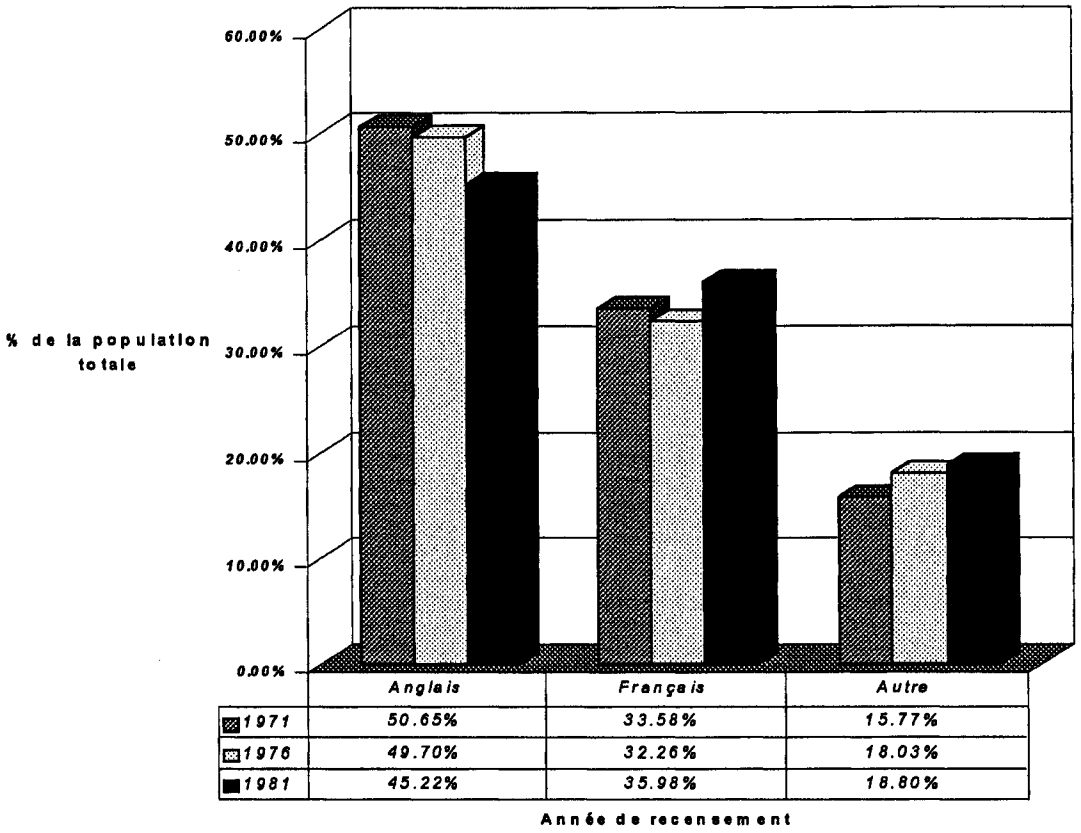
Dans cette analyse de l'importance du rôle de la langue pour les gais montréalais, je tenterai de mettre en évidence cette évolution dans le contexte de la ville gaie. Sur la trame d'un conflit linguistique habituellement latent, nous découvrirons comment les espaces d'expression de la sexualité sont qualifiés et hiérarchisés selon l'appartenance linguistique.

La langue n'est pas le problème le plus important auquel les homosexuels étaient confrontés. La répression policière et l'impossible respectabilité sur le plan social furent des problèmes autrement plus pressants[2]. Les gais ne vivaient pas en vase clos, c'est leur vie gaie qui était cloisonnée, la sexualité les marginalisait que ce soit en anglais ou en français. Cependant, ils partagaient un environnement avec leur propre communauté linguistique ainsi que des croyances, des attitudes, des stéréotypes et des préjugés par rapport aux membres de l'autre communauté linguistique. Pour cette raison, les espaces que chacun chercherait à fréquenter étaient influencés par une cartographie linguistique de la ville, et ce même si les frontières n'étaient pas rigides.

La définition des espaces urbains selon la langue est dynamique (Germain et Rose 2000) et nous allons voir un changement se produire dans le quartier qui nous intéresse. J'aimerais proposer un tournant majeur, le 15 novembre 1976, date de l'élection du Parti Québécois suivie de l'adoption de la loi 101 en 1977, en ce qui a trait à la conjugaison entre la sexualité et la langue. Comme nous le verrons, viennent se crystalliser autour de cette date toute une série de phénomènes et de tendances, notamment une ouverture du pouvoir par rapport à la sexualité, une amplification du mouvement de départ dans certains segments de la population montréalaise (Radice 2000), et une transformation de la constellation institutionnelle des communautés gaies.

Même s'il est impossible de quantifier de façon précise ce mouvement démographique, plusieurs sources identifient des départs dans la communauté gaie anglophone après 1976[3]. Quantitativement, on peut retracer un changement notable dans la proportion de francophones, d'anglophones et d'allophones habitant un secteur restreint (voir appendice 6)

Figure 4.1 Langue maternelle des résidents du Centre-Ouest de Montréal en 1971, 1976 et 1981



	Anglais	Français	Autre
1971	50.65%	33.58%	15.77%
1976	49.70%	32.26%	18.03%
1981	45.22%	35.98%	18.80%

source: Statistique Canada, données par secteur de recensement pour 1971, 1976 et 1981

du centre-ouest (Figure 4.1). Dans le quadrilataire formé au sud par le boulevard Dorchester, à l'ouest par la rue Atwater, au nord par la rue Sherbrooke et à l'est par la rue Peel, on peut noter une diminution brusque de la proportion d'anglophones entre 1976 et 1981 alors que la proportion de francophones augmente subitement et la proportion d'allophones continue d'augmenter progressivement.

La transformation de la structure linguistique des communautés gaies peut avoir un impact sur les représentations de la ville et sur les représentations des différents espaces partagés par les gais. Bien avant 1975, on peut discerner une association entre le danger moral et la langue dans la construction sociale du « Red Light », un secteur à la marge est du centre-ville, comme espace de danger chez les anglophones. Frank explique qu'il ne fréquentait pas l'est du centre-ville :

> Never, never ever. I never went past The Bay there, [formerly] Morgan's. When I went to Morgan's, I turned around and went back because all that East section was like going to another country. It was, you had to go through St.-Laurent and de Bullion, these were the Red Light District. St. Dominique, these were danger zones and maybe it was because during the war, I was only a youngster then, and I know my brothers were all in the army. They were not allowed to go East of St. Laurent because it was out of bounds. The soldiers couldn't go into the French sector of the city. There was a limit.

Ces limites sont construites autour d'une série d'indicateurs qui permettent de guider les pas de Frank dans la ville. Cette frontière est si puissante qu'il appréhendait l'est comme « un autre pays ».

Les « draftdodgers » américains nous offrent une vision intéressante de la ville dans le sens qu'ils ont dû apprendre la ville à travers ses significations, découvrir les codes de relations entre les groupes linguistiques et naviguer dans des espaces nouveaux pour eux. Ils nous offrent un regard sur Montréal qu'ils développent comme adultes et non une vision répétée ou réinterprétée à partir de ce qu'ils ont entendu à la maison, à l'église, à l'école ou dans les médias. Robert arrive à Montréal au tournant des années 1960 et 1970 :

> I think that in those days Anglophones stayed in the West and Francophones in the East and had separate communities and separate worlds, it was not total but I think there was a tendency in that direction... when I got here, my French was poor, so I had trouble even in the clubs in the West where the majority of people were Anglophones but there were also Francophones, and I would have trouble understanding what people would say to me... the one or two times that I did go as I say, people took me and showed me some places in the East, I think they did seemed very different and probably a bit, a bit frightening.

La fracture de la ville par le boulevard Saint-Laurent est identifiée sur les plans géographiques et sociaux, mais avec quelques nuances. L'incompréhension pour Robert

demeure un risque même dans l'ouest. Risque qui est tel, que lorsqu'il va dans l'est, il est accompagné de quelqu'un qui connaît le territoire. Cet étranger qui bien souvent ne peut être compris, est toujours un peu effrayant alors que l'attrait de l'inconnu et de l'exotique a un certain charme. Voici ce qu'en dit Bruce, lui aussi « draftdodger » : "We went to the Bellevue [St. Laurent and St. Catherine] from time to time. It was something kind of strange and exotic to do (Laugh)". Ce charme exotique n'est pas sans risque car ces petites expériences qui semblent anodines de prime abord se transforment en règles, en stéréotypes et en vérités toutes faites qui finissent par remplacer l'expérience directe. Le contraste entre les perceptions de l'Est de Frank, qui a passé toute sa vie à Montréal, et celles de Robert, Bruce et Will, trois américains qui arrivent à Montréal à l'âge adulte est révélateur. La distance entre leurs perceptions comprend l'ensemble des représentations de l'autre comme l'illustre Frank : "...all that East section was another country" ainsi que le raccourci des représentations des espaces urbains alors que pour Will, il y a une certaine naïveté et il a plutôt recours à l'expérience directe :

> I think it took me a long time to realize how much tension and difference there was, I was just this kind of naive guy who would sort of go in anywhere and expect that the people would be, you know... Most of my experiences going to the East part of the city were quite all right. Every now and then I would sort of put my foot wrong or say something and somebody would say something really rude back... I explained that I had been here for a month. Then it was all right.

Cette capacité d'ouverture face à l'autre est assez exceptionnelle dans le contexte de polarisation qui entoure la montée du nationalisme québécois. Bruce, alors professeur à l'Université McGill, résume l'atmosphère de tensions qui prévaut malgré les sympathies évidentes entre la gauche anglophone montréalaise et l'expression du nationalisme québécois :

> There was very little exchange [between francophones and anglophones]. There was a lot of tensions in fact because of "McGill Français" at the time. The people who were anti-war and on the left were generally very supportive with nationalism, like they were very involved with the nationalistic movement but just, strangely on the outside

Malgré cette ouverture au nationalisme québécois, il identifie la cause des tensions comme étant « McGill Français » non pas dans un mouvement de blâme mais à cause de sa position comme membre de la communauté anglo-québécoise et ce même s'il est d'origine

américaine. Cette attitude n'est cependant pas toujours aussi ouverte et chaleureuse. Le clivage linguistique est ainsi présenté par Brad :

> Most of my friends were still English speaking, the French friends, I didn't have any French friends at the time so, of course there was a dichotomy, two solitudes. When I would meet people let's say who were basically French speaking, all the conversation we had, it didn't make that much of a difference, you know what I mean. It wasn't a real factor at that time. At that time one wasn't ashamed to speak English (laughter). You spoke English and they didn't understand you, it was their problem, in some ways. It is not, it doesn't have the political correctness that it has now.

Pour Brad, jeune anglophone montréalais de religion juive, il n'y avait pas au début des années 1970 de clivage linguistique tout simplement parce que cela ne le concernait pas. Les rencontres fortuites qu'il avait avec des francophones demeuraient des rencontres fortuites. Seul le désir était assouvi sans qu'il n'y ait de réelle possibilité de développement de liens sociaux. Plus encore, Brad établit une hiérarchie linguistique alors qu'il plaçait la responsabilité de la compréhension sur l'autre. Pour les montréalais, l'image mentale des espaces de la ville est fortement structurée par la langue et la classe sociale, facteurs qui se conjuguent avec le crime, la pauvreté, la déchéance morale, la drogue et la violence, pour former une mosaïque à travers laquelle les désirs s'expriment. Pour les francophones, la classe sociale entre toujours en ligne de compte.

La classe sociale

Les classes sociales viennent qualifier les représentations de la ville où des éléments topographiques acquièrent des significations. Entre les hauteurs de Westmount et la Petite-Bourgogne/Saint-Henri, il y a les voies ferrées et l'escarpement qui délimitent le « below the tracks ». Walter identifie, sans aucune hésitation, le Boulevard Saint-Laurent comme un endroit dangereux : "Oui, à nos yeux à nous autres, malgré qu'il y en avait des gais qui allaient sur la rue Saint-Laurent et puis qu'ils aimaient ben ça. Mais, ça c'était ceux qui aimaient vivre avec le danger." Lorsque je lui demande d'élaborer sur le pourquoi il n'aimait pas ce coin de la ville, Walter offre une comparaison entre le « Red Light » et le centre-ville :

> Ben c'était trop commun, je trouve. Les gars avec les grosses bières puis toutes ça. C'était pas comme l'Ouest t'sais dans le temps, on se tenait beaucoup dans l'Ouest de la ville, les gars étaient mieux habillés parce qu'on sortait toujours habillé. On ne se

promenait pas en jeans dans ce temps là. On sortait le samedi soir des fois, en habit, en cravate puis toute ça faque on allait dans des belles places, j'aimais pas ça aller me ramasser au Zoo [Le Monarch, dans le « Red Light »] ou des places pareilles. J't'allé déjà avec des gars qui aimaient ça aller là puis, une fois ou deux mais je leur disais : "C'est pas ma place ça, j'aime pas ça".

Walter ne peut s'identifier au « Red Light » et à ses habitués. Pierre, qui est originaire de Pointe Saint-Charles, quartier ouvrier du sud-ouest de Montréal, y trouvait une convivialité et une camaraderie sans artifices :

> Ah ! La Bellevue. Oui, oui, oui ! ... T'avais vraiment toute la faune homosexuelle... T'avais les jupettes de cuir, t'avais les grandes fofolles, t'avais les gars aux apparences straight. C'était une atmosphère de folie pure et simple...Au Bellevue, tu t'assoyais à une table, t'étais jamais tout seul. Cela ne prenait jamais de temps, tu pouvais t'asseoir à la table de n'importe qui, ce que tu ne pouvais pas faire dans la plupart des autres endroits... les tables étaient tellement proches que finalement... les gens étaient tous ensemble, au Bellevue on allait se divertir.

Les influences de la classe sociale et de l'appartenance linguistique se combinent de façon complexe et parfois de façon tout à fait inattendue. Ces fractures se produisent alors même que les gens vivent côte à côte. Brad, pour qui la dualité linguistique n'est pas une réalité, habite Milton Park. Il n'habite qu'à quelques dizaines de mètres de Pierre qui lui s'exprime ainsi sur la place des anglophones à la Taverne Bellevue dans le Red Light : "Il y avait très peu d'anglophones au Bellevue, c'était plutôt des touristes qui étaient amenés par des francophones. Ou des amis de francophones parce que tout se passait en français." Étrangement, Pierre et Brad nous renvoient l'image d'une ville des années 1970 qui nous rappelle celle présentée par Frank et Jean-Michel de la Petite-Bourgogne des années 1950. Des gens qui habitent le même quartier, arpentent le même trottoir, empruntent les allées bondées du même supermarché, mais ne choisissent pas les mêmes espaces ludiques. Malgré les représentations négatives qui s'accumulent sur l'est, le désir réussit à les subvertir :

> JG Les Anglais allaient moins peut-être, près de Saint-Laurent ?
> Walter Ah ! Ben oui, Ça allait pas dans l'est ben, ben souvent. À moins qu'il y ait une bonne place à cruiser. S'ils entendaient parler d'une bonne place qui cruisait puis que le sexe était facile ben là, ils pouvaient y aller.

Alors que l'est et l'enclave commerciale du « Red Light » sont présentés comme surtout

francophone et marqués par la pauvreté qui est familièrement présentée sous le vocable de BS (Bien-être Social), l'ouest, ou le centre-ville, nous est présenté comme un environnement urbain beaucoup plus varié.

Le quartier Centre-Ouest

Les attraits de l'ouest sont les belles places, les grands hôtels, les clubs privés et l'aisance qui ne se retrouvent que si peu dans l'est. Le centre-ville relevait de la multiplicité et de la simultanéité de ses espaces. Tentons d'en circonscrire certains contours par rapport à son appréhension comme quartier, comme milieu de vie. Frank découvrira la ville gaie grâce à une rencontre qu'il fera à travers son réseau de relations sociales lors d'une réception de mariage :

> [The evening] was fairly advanced and a lot of people were gone, so I went to the kitchen to get a drink and he [name] came around and gave me a hug. I nearly freaked out... We left together... we got into the car and went down to my first gay place... It was in the basement of the Laurentian Hotel[4]. It was the Kilty Lounge, it was straight by day and gay at night... if you wanted to meet anyone, you went to the Kilty Lounge. So, he and I sat there until it closed, and he told me all about the gay life.

Alors que Walter, Jean-Michel et Frank découvrent des espaces de différence dans leurs quartiers respectifs, chacun découvrit la ville gaie à travers leur propre réseau. Ces découvertes se font aussi au cœur symbolique de la ville, autour du Dominion Square et sur la rue Sainte-Catherine. Par exemple Pierre se souvient :

> ... c'est en suivant quelqu'un sur la rue Sainte-Catherine, quelqu'un qui était évident. Alors, la personne ne m'intéressait pas du tout, je voulais juste savoir où il allait. Et, mon premier contact ça a été le Taureau d'Or... si je ne me trompe pas c'était sur la rue Drummond... au deuxième étage, puis il n'y avait rien à l'extérieur qui te laissait supposer [que] l'endroit comme tel [était gai]

Même si le témoignage de Pierre souligne la possibilité de reconnaître d'autres personnes partageant les mêmes désirs, il utilisa constamment son « invisibilité » pour naviguer les espaces publics. Cela lui posait un problème important lorsqu'il s'agissait de passer le seuil séparant les deux mondes où il évoluait :

> ... on m'a parlé du Studio 1 qui était pas tellement loin, y'était juste en face de Simpson à l'époque... mais c'était drôle parce que tant que je marchais sur la rue,

> y'avait pas de problèmes, c'était les derniers pas et surtout, c'est quand tu te tournais vers la porte d'entrée d'un de ces endroits-là que là, tu aurais voulu passer à travers la porte, pour pas être obligé de l'ouvrir, pour pas perdre de temps à rentrer, pour pas que les gens te voient rentrer là. Moi, c'était ma perception à l'époque surtout sur la rue Sainte-Catherine... Et c'était la même frayeur quand tu en sortais...

Cette frayeur est liée à la rupture possible du silence, à la perte de son invisibilité lors d'une hypothétique rencontre avec quelqu'un qu'il connaissait et ce même s'il reconnaît l'irrationalité d'une telle frayeur. La difficulté de passer d'un espace où certaines règles de comportement sont en vigueur à un autre où elles sont suspendues, sans transition autre que le passage d'une porte revient à plusieurs reprises dans les entrevues que j'ai réalisé. Lorsque Pierre a pris la décision d'agir par rapport à ses désirs il suivit quelqu'un sur la rue pour « aller aux sources » mais, il ne choisit pas n'importe quelle rue dans la ville. La rue Sainte-Catherine, au centre-ville, fut son choix.

John lui, accédera aux espaces gais du centre-ville de façon paradoxale, c'est en effet la mise en garde bien intentionnée de la mère d'un de ses amis qui lui met la puce à l'oreille :

> Je prenais le petit train de Ville Saint-Laurent à Montréal qui arrive à la Gare centrale. La mère d'un de nos copains nous avait dit de faire attention parce qu'il y avait des hommes qui se tenaient là et qu'ils étaient comme ça et puis qu'ils ramassaient des jeunes. Le lendemain, on était là (rires)... et j'ai rencontré quelqu'un avec qui j'ai commencé une histoire qui a duré des années... Moi je voulais toujours aller au bar, je savais qu'il y en avait un. Et c'est un dimanche après-midi qu'il m'avait amené au Tropical... j'avais porté un habit bleu marine, un complet là pour paraître plus vieux parce que j'avais 13 ans. Je ne l'oublierai jamais, j'ai rencontré un Américain, un matelot américain à qui j'ai donné ma main comme ça [comme pour un baise-main], il a dit : [avec une voix grave] "You're a man, shake hands like a man."

Cette mise en garde ouvre une porte sur les espaces gais à John qui s'y engouffre goulûment. John, qui n'a que 13 ans à l'époque, nous indique qu'il exprime à ce moment sa différence sexuelle selon des rôles de sexe plutôt que par rapport à un désir. L'injonction d'agir en homme prend une plus grande signification lorsqu'elle est formulée par un matelot américain. Chauncey (1994) a démontré dans le contexte newyorkais que c'est seulement depuis avant la Seconde Guerre Mondiale qu'il est possible d'être homosexuel, sans se baser sur des rôles liés au genre. Le centre-ville est un milieu alors fertile au métissage des idées et des façons

de faire puisque c'est aussi le quartier des grands hôtels et des gares où une multitude de gens y transitent.

La ville et surtout la rue Sainte-Catherine à ce moment permettent à Brad d'écarter suffisamment la trame institutionnelle qui l'enserre pour pouvoir commencer à explorer sa différence même s'il le fait au coût de sa transparence. C'est la seule stratégie qu'il connaisse pour préserver un silence obligatoire.

> I didn't go out, I met him on the street, on St. Catherine Street, he sort of looked at me, I looked at him... he took me back to his place... I felt so horrible after... In fact I was sort of relieved it was such a horrible experience, I thought : "I can't be gay, I didn't enjoy it at all. I have no problem then." But, a couple of weeks and I would run out and meet someone else...

La rue Sainte-Catherine est omniprésente dans toutes les entrevues. Comment rencontrer incognito d'autres personnes au cœur de la ville marchande, sans attirer l'attention ? Cela relève d'une expérience urbaine intrigante. La rue Sainte-Catherine est l'artère commerciale où se concentrent les magasins à rayons et les boutiques spécialisées. Les vitrines et les étalages invitent le regard des passants et les divers établissements rivalisent d'ingéniosité pour intéresser les clients potentiels. La fonction de la vitrine sera subvertie en devenant miroir de la ville. Jean-Paul Daoust écrira : "Dans la ville rose circulent des dandys de métal. Ils jouent aux stars dans les vitrines. Ces écrans clairs" (1986a, 75). Laissons John nous décrire cette valse de regards furtifs :

> À l'époque en effet on faisait du *street cruising* parce qu'on n'avait pas de sous alors pour aller dans les bars... Alors tu faisais du cruising sur la rue ben avant. On cruisait la rue et puis si on pognait pas ben on allait dans le bar plus tard. Tu fais du lèche vitrine ... là il arrête et puis vous regardez et puis "Nice night isn't it ! "... N'importe quoi pour commencer la conversation.

Cette pratique du « *street cruising* », courante déjà dans les années 1940 et 1950, s'est maintenue jusqu'au milieu des années 1980. Elle envahit aussi les nouveaux espaces du Montréal souterrain, comme à la Place Ville-Marie, à la gare Centrale et à la Place Bonaventure pour ne nommer que quelques endroits. Comme Brad explique :

> Before, I just met people on the streets. I met D. walking through Place Ville Marie.

> He was walking, I was walking, he looked in a store window, I looked in a store window and you know. Then we started to talk and then I took his telephone number and I phoned him a couple of days and we agreed to meet somewhere.

La rue, et surtout le secteur Peel et Sainte-Catherine, était un espace public où la vie privée pouvait s'épanouir (Nilsson 1998). Ce n'était pas qu'un terrain fertile pour les nouvelles rencontres, c'était aussi un espace où un ensemble de significations et de relations sociales s'enracinaient dans le quartier. Près de La Baie, au Phillips Square, on rencontrait des gens plus près de la classe ouvrière alors que vers l'ouest on croisait des jeunes gens plus raffinés, les « Ogilvy Lovelies' », près de ce magasin huppé. Revenons à Walter lorsqu'il décrit la longue amitié qu'il noue à la suite d'une rencontre furtive au Phillips Square :

> Ça a duré longtemps mais, il y a eu des hauts et des bas dans tout ça. Il y a eu des bas, des fois on ne se voyait pas parce qu'on avait nos amants. Tout à coup, cela finissait puis on revenait, on s'appelait ou je le rencontrais, Peel puis Sainte-Catherine... c'était le noyau des rencontres. L'Hôtel Mont-Royal, le Peel Tavern puis le Dominion Square, au coin de Dorchester. C'était tout dans cet environnement là. C'était facile d'aller en ville et tu voyais toujours quelqu'un que tu connaissais.

Une forte concentration d'activités et la possibilité de vivre sa différence ouvertement ou clandestinement selon l'inclinaison[5], constituent un des attraits importants du centre-ville pour les gais au point où très tôt les médias y notent la constitution d'un véritable quartier :

> Montreal Displays "Village" : New York City has its notorious Greenwich Village, haunt of all sorts of odd-balls, and Montreal is more and more displaying one. It runs from Bishop to Atwater and from St. Catherine to Sherbrooke ; with some other mid-town areas nearby of the same character. Maison à deux for males are commonplace in many of the new and better apartment buildings in the "village" ; and several drinking spots are off limits to normal persons and patronized all but exclusively by off beat but not beatnik types[6].

Le centre-ville et l'idée de la modernité

Cette notoriété grandissante en amène plusieurs à considérer Montréal comme une destination obligée pour pouvoir vivre sa sexualité loin des contraintes institutionnelles qu'ils ont connu. L'attrait de la grande ville se maintient, ainsi René, originaire de Québec, nous le décrit au début des années 1970 : "... j'ai commencé à venir à Montréal juste avant que j'ai 17 ans. C'est à dire à peu près en 1972... apparemment c'était la Mecque gaie, il y avait quelque

chose de magique qui arrivait à Montréal." Serge qui arrive à Montréal au début des années 1980, nous dirige vers une interprétation plus nuancée. Ce n'est pas seulement le côté magique, mais aussi et surtout la possibilité de s'affranchir des institutions familiale et religieuse et de la surveillance exercée par les voisins :

> J'allais à l'Université de Montréal... je m'étais arrangé pour que mon cours se donne seulement à Montréal parce que c'était à Montréal que je voulais aller... je savais qu'il y avait un quartier gai, qu'il y avait de l'animation gaie et que cela pouvait se vivre plus facilement, plus anonyme, tu n'avais pas de compte à rendre aux voisins parce que tu ne les connais pas et puis ils ne te connaissent pas.

Ce qui ne veut pas dire que partout à Montréal l'anonymat est garanti et qu'il est possible de vivre sans encombre une vie gaie dans tous les quartiers. Comme Richard C. nous le souligne, sur le Plateau Mont-Royal, où il se sentait surveiller par le voisinage :

> T'sais des fois, tu sors le soir puis sur Bleeker Steet c'est très funky, mais... ce qui fait vraiment l'urbanité d'un endroit, c'est quand c'est anonyme. Quand tu ne connais pas les gens qui habitent autour de toi, puis que ces gens là se mêlent de leurs affaires et que toi tu te mêles de tes affaires et puis que tes allées et venues ne sont pas tout le temps watchées par le voisin d'en face. ... Alors que sur le Plateau tu savais précisément qui habite où et à chaque fois, tes allées et venues sont tout le temps surveillées.

Alain vient colorer cette quête d'anonymat en introduisant l'invisibilité comme stratégie et en identifiant la place que cette urbanité accorde à l'imaginaire :

> ... le centre-ville, c'est très privé, la tour où j'ai vécu de 1976 à 1984, je n'ai jamais vraiment rencontré mes voisins d'en face dont la porte était à 4 pieds de la mienne. C'est ce côté anonyme parce que plus les gens vivent tassés les uns sur les autres, plus leur espace imaginaire va être grand.

On y vient de tous les quartiers de Montréal, des régions du Québec et même d'ailleurs. Pierre quitte Pointe Saint-Charles, Brad quitte Ville Saint-Laurent et Harvey, Côte Saint-Luc. Tous trois viennent habiter Milton Park, quartier un peu vétuste adjacent au centre-ville et à l'Université McGill. Brad et Harvey y habitent toujours. Harvey décrit son quartier comme étant marqué par la présence des gais :

> Depuis l'âge de 22 ans environ, 21 ans, j'ai vécu toute ma vie adulte dans le quartier de l'Université McGill, presque sans aucune exception. Je me souviens des jours quand j'étais toujours chez ma famille, ce quartier portait une certaine réputation gaie.

> Tout le monde connaissait du monde gai dans le coin. Autant que les grands gratte-ciel de l'ouest, sur Saint-Mathieu, Saint-Marc, le quartier McGill était plein de gais aussi.

Larry lui quitte Cornwall et s'installe juste à l'ouest du centre-ville :

> Dans le même coin oui... je suis sur la rue Tupper maintenant. Cela fait trois ans que je suis là. J'ai eu deux appartements dans le quartier en 22 ans. J'adore le quartier, c'est beau. Je ne suis pas là parce que c'est gai, j'adore le quartier. C'est convenant, c'est centre-ville et j'ai tout, tout alentour...

Les narrateurs ont habité sur presque toutes les rues du centre-ouest : Sainte-Catherine, Peel, Drummond, Lincoln, Saint-Marc, du Fort (Fort Street), Crescent, Mackay, Bishop, de Maisonneuve (Burnside), de la Montagne, Sherbrooke, Overdale, Argyle, Atwater, Versailles et j'en passe (Figure 4.2). Il semble qu'il n'y ait que la rue Stanley où aucun des narrateurs n'ait habité ce qui n'exclut pas la présence de gais résidant sur cette rue, en particulier à la Tour Drummond qui avait son entrée principale sur Stanley et qui était jusqu'en 1999 un des derniers vestiges du logement très abordable au centre-ville. Cette tour d'habitation qui chevauchait le boulevard de Maisonneuve offrait des garçonnières au mois. Elle a été démolie pour faire place à de nouvelles conciergeries et pour permettre une rénovation du YMCA qui abrite des résidences, qui ont aussi pignon sur la rue Stanley. Ces résidences étaient reconnues à l'extérieur de Montréal, et en particulier dans l'Outaouais québécois d'où je viens, comme étant au cœur du quartier gai.

Il faut souligner le changement qualitatif du stock de logement au centre-ouest tout au long des années 1960 et 1970. La disparition progressive des maisons victoriennes, subdivisées ou transformées en maisons de chambres, pour faire place aux nouvelles conciergeries ou tout simplement aux terrains de stationnement, réduit l'éventail de logements accessibles aux nouveaux arrivants (Boisvert 1998 ; Greenberg et Ahtik 1988 ; Marsan 1994). Dans les années 1960, John emménage au centre-ville :

> Au coin de Sherbrooke et Guy. J'avais un copain qui aussi voulait partir de chez lui... On est parti, on avait une valise dans la main et on a trouvé une maison de chambre. On a loué une chambre à deux.

Dennis, qui a longtemps travaillé dans des restaurants et des bars gais, disposait de ressources limitées pour se loger et par ses multiples déménagements, il illustre la disponibilité de logement abordable au centre de la ville :

> ... but I moved a lot... at that time from Lincoln street I went to de Maisonneuve, from de Maisonneuve I went to Crescent Street, in a highrise, from Crescent Street I went to Mountain Street, my lover and I had a rooming house...

Alors que le logement abordable disparaissait, les nouvelles conciergeries offraient un style de vie présenté comme le nec plus ultra de la vie moderne. Pour Alain, jeune professionnel travaillant à la place de la Bourse, c'était une proximité des services et surtout un accès direct au métro qui motiva son choix du centre-ville comme lieu de résidence. Il quitta alors le foyer familial dans l'est de l'île pour s'établir près de la station de métro Atwater :

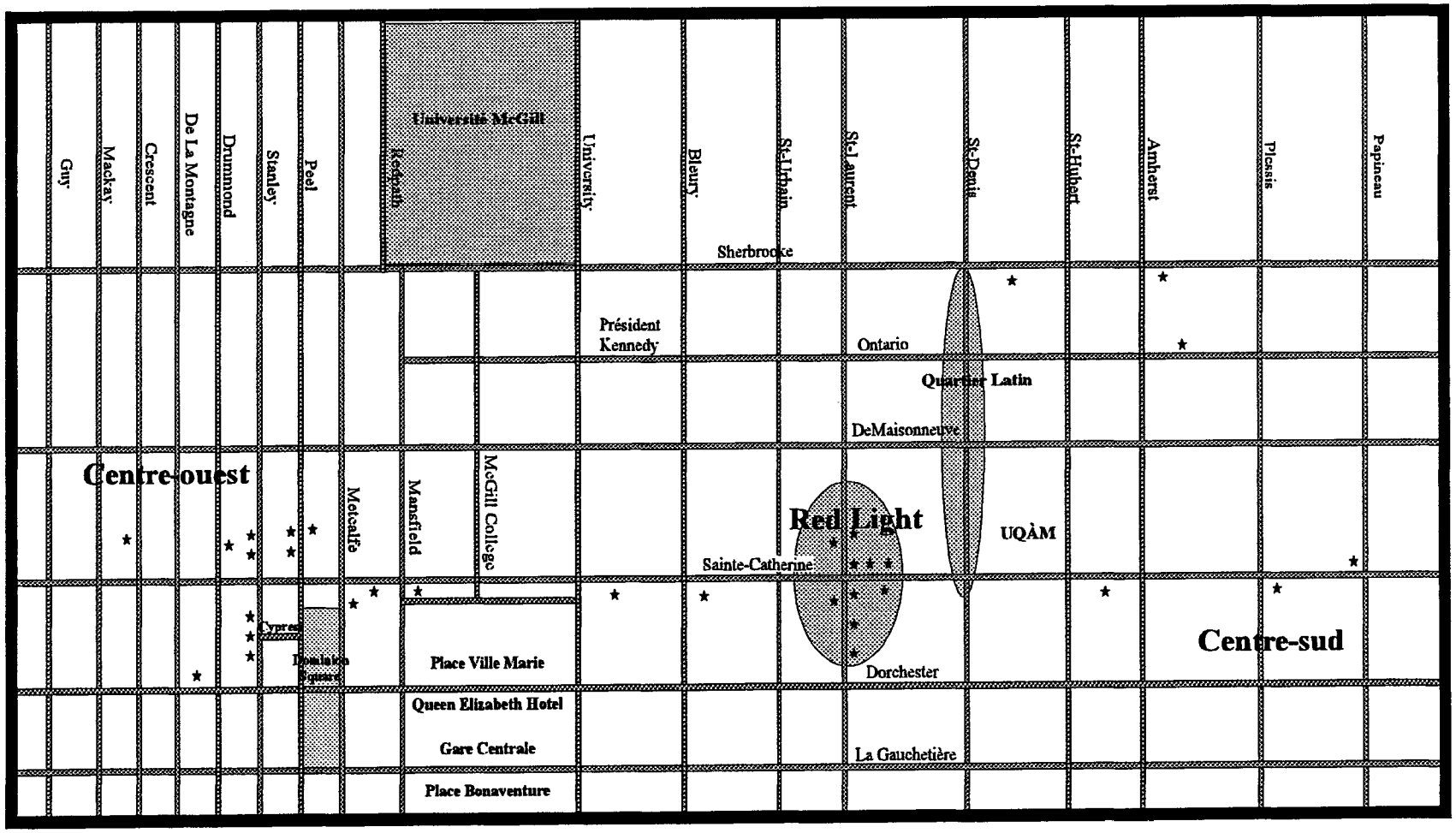
> Je voulais d'abord être dans une tour pour les commodités... Quand on travail de 9 heures le matin à 7 ou 8 heures le soir, on n'a pas le temps de s'occuper de l'intendance... Pour moi c'était important d'avoir le métro, le bureau où j'étais, était relié au métro. L'hiver c'était bien de pouvoir se promener [sans manteau].

Les anciennes maisons victoriennes, les nouvelles conciergeries qui poussent comme des champignons et qui représentent alors la modernité dans la ville, les conciergeries luxueuses entre Sherbrooke et la Montagne, la proximité de la Petite-Bourgogne, de Milton Park et de Westmount permettaient d'avoir à distance de marche de Peel et Sainte-Catherine toute la gamme imaginable de logement.

Il n'y a pas que les résidants qui profitent de cette concentration d'activités et de réseaux sociaux car les gais de l'ensemble de la région ont accès à ces espaces. Pierre Charles nous offre une image tout à fait moderne de la ville dans les années 1970 :

> ... je partais de chez nous... je partais vers dix heures et demie, 11 heures, je prenais un taxi ... le taxi prenait souvent la rue des Pins, il passait par Docteur Penfield, il arrivait sur la Rue Stanley en haut de la côte... C'était à l'époque de Saturday Night Fever, c'était tellement le fun... puis je descendais la côte et puis toutes les lumières étaient allumées et on voyait toute la rue Stanley, les gens partout puis le taxi allait vite ... moi j'aimais ça. Je me faisais déposer au coin de Maisonneuve et Peel, juste avant le tunnel là [la Tour Drummond] et j'allais faire un tour.

Figure 4.2 Principaux établissements du centre-ville fréquentés par les gais et les lesbiennes en 1978



Conception graphique : Jocelyn Guindon

Source: Données tirées de Rémiggi 1993, 8.

Quel début de soirée ! Les grands édifices illuminés qui transforment la rue Stanley en canyon urbain, la foule qui devient de plus en plus dense, la vitesse et cette musique endiablée si populaire dans les années 1970. Il nous est difficile d'imaginer aujourd'hui un tel sentiment d'émerveillement et d'excitation en descendant la petite côte Amherst bordée d'édifices de facture médiocre de deux ou trois étages pour se rendre dans le Village où les rues sont sombres et souvent désertes (Ray et Rose 2000).

La présence du quartier gai au cœur de la ville revêtait une grande importance symbolique surtout pour les objecteurs de conscience américains, comme Bruce, qui avaient connu d'autres situations dans leur pays d'origine :

> I remember a lot of things that we really felt good about, in terms of Montréal. One of which was that the gay scene was part of downtown. I remember when we used to talk to other people from other places in North America, how great we thought it was that in other places the gay life was often like stuck away in some unseen part of the city, whereas in Montréal it was integrated into downtown life. It was really nice to have all the gay people partying like a block away and to have the gay community so visible and so accepted by other people - except the police - and kind of integrated into the life of downtown.

Bruce poursuit en identifiant l'importance stratégique de cette situation :

> When traffic would be blocked and everything, there was a lot more power that the gay community had in being able to close off the centre of the downtown, that had a lot more impact than closing off SteCatherine and Papineau or Montcalm or something like that. The visibility was much greater.

Bruce et Pierre Charles nous parlent tous les deux d'une représentation partagée, et de l'importance de la présence des communautés gaies dans l'espace central de la ville. La dimension symbolique des lieux se révèle ici être un facteur important du développement d'un sentiment d'appartenance et de l'enracinement à une communauté (Germain et Charbonneau 1984). La fierté qu'exprime Bruce par rapport à la présence des gais au centre-ville est lié à la présence des fonctions centrales de la ville : "... dans l'espace, la proximité de deux objets suffit à les mettre en relation et permet de transférer quelque chose de l'un à l'autre" (Monnet 2000, 404).

Cette visibilité allait croissante, conséquence d'une plus grande tolérance envers l'homosexualité dans les années 1970 et d'une culture des bars et des discothèques en pleine effervescence. Les files d'attente à la porte des établissements commerciaux, surtout les fins de semaine, vinrent transformer la texture de la rue et les significations qui s'y développaient. Edwin, nouvel arrivant d'origine sud-américaine, ne s'en accommodait que difficilement lorsqu'il sortait au Baccara sur la rue Drummond au début des années 1980 :

> I went there and there was a lineup out of the door and I was very shy, there were people walking on the street, on the sidewalk and I was trying to cover myself because we were all men you know.

Cette ambivalence par rapport à la rue était de moins en moins la règle. Plusieurs, comme Pierre-Charles, étaient déjà en train de se construire un nouvel imaginaire où la sexualité avait droit de cité. La présence ne s'accommodait plus de simple légendes locales[7] lui permettant de s'insinuer en marge des significations hégémoniques. Noël démontre que cette présence s'active plutôt à tisser ses propres significations dans le tissu urbain au vu et au su de tous :

> Cela faisait un peu carnaval je pense parfois dans le sens qu'il y avait beaucoup de monde. Déjà à une heure du matin, la rue [Stanley] était pleine de monde qui attendait pour entrer quelque part. C'était un lieu de rencontre, de salutations et tout cela. Il y avait souvent une voiture de police qui stationnait juste en avant, ce qui était un peu bizarre, pas de voitures de particuliers mais une voiture de police.

Cette transformation de l'imaginaire urbain est profonde. C'est une visibilité grandissante des gais sur la rue qui vint contester les significations privilégiées par le pouvoir municipal. Mais, ce n'est pas seulement une présence croissante des gais sur la rue selon Régis, mais des sonorités nouvelles et une palette différente qui viennent transformer le centre-ville de Montréal :

> ... ce qui m'avait le plus impressionné c'est pas vraiment qu'il y avait plus de gais, c'était qu'il y avait plein d'immigrants. Pour moi c'était fantastique, je venais d'une petite région [Saguenay] où tu n'entendais pas parler anglais, chinois, vietnamien ou quoi que ce soit. C'est ça qui m'a le plus frappé, de se mélanger avec un paquet de monde. Je trouvais que c'était enrichissant, fantastique. Aussi, il y avait beaucoup plus de gais ...[8]

Conclusion

Les champs d'investigation explorés dans ce chapitre laissent entrevoir la multiplicité des pratiques développées par les gais montréalais pour pouvoir vivre leur différence dans les espaces urbains. Cette vie gaie n'est pas l'apanage exclusif d'une enclave ou d'espaces bien délimités dans la ville. Elle réussit à s'exprimer dans les divers quartiers. La diversité des représentations spatiales que les narrateurs nous ont livrées, nous a permis de souligner l'importance de la langue et de la classe sociale, en plus de la différence sexuelle, dans la constitution d'imaginaires géographiques gais. Il ne faut cependant pas transformer la différence linguistique en barrière absolue. Si elle influence les significations imparties aux espaces urbains, elle ne conduit pas à une ségrégation. Les frontières sont perméables et les quartiers tels la Petite-Bourgogne, Milton Park et le Centre-Ouest demeurent des espaces de mixité. Malgré cette pluralité d'espaces, le centre-ville est imprégné de significations importantes pour les communautés gaies.

Le centre-ville de Montréal est une réalité dynamique qui prend différentes significations selon les communautés et les appartenances linguistiques et sociales[9]. Les campagnes de répression se sont accélérées à partir de 1966 lorsque le discours par rapport à l'homosexualité se transforme sous la pression de la Révolution tranquille et du Bill Omnibus. Les pratiques gaies et les façons de faire sont demeurées toutes en subtilités au cœur même de l'espace public (chapitre 2). La pratique du « *street cruising* » est révélatrice à ce niveau. Dans les années 1970, la présence gaie s'est affirmé de plus en plus visiblement dans les environs du Dominion Square. Elle révèle une densité de réseaux et de lieux de rencontre tout à fait exceptionnelle. Les années 1970 ont amené une contestation de l'invisibilité des minorités sexuelles imposée par le Bill Omnibus. La présence de plus en plus visible des gais au centre-ville a revêtu une grande importance pour plusieurs, cette visibilité étant associée à un sentiment de tolérance et d'inclusion. Une jeune génération de gais, souvent francophones, ont délaissé progressivement les bars et les tavernes plus traditionnelles pour fréquenter les discothèques à la mode qui se concentraient au centre-ville. Affranchis des diktats moraux de l'église catholique, ils viennent s'établir dans le quartier Centre-Ouest,

entre autres. Ce quartier projettait pour eux une image séduisante de la vie moderne. Cette conception de la modernité qui se développa dans les communautés gaies s'articulait autour d'une revendication de droits sociaux, avec des valeurs d'inclusion et de tolérance. Cette conception de la modernité se heurtera à une conception différente de ses significations, c'est à dire la conception d'une ville ordonnée et fonctionnelle reflétant la rationalité moderniste de l'administration municipale (Hamel 1995).

Notes

1. ---- "On and off the record : Montreal displays 'Village'" *The Gazette.*, September 14, 1954.

2. Sur le plan individuel il y a d'autres endroits, en dehors des espaces gais, où l'expression de frustrations par rapport à la langue peut éclore. Sur le plan des organisations politiques gaies, la dynamique s'est avérée bien différente comme je le démontrerai dans le prochain chapitre, la question linguistique s'infiltrant dans tous les domaines de revendication politique au Québec.

3. Plusieurs narrateurs mentionnent des gens qui ont quitté Montréal. Entre autres, Brad et Harvey qui discutent de l'impact de ces départs sur la communauté gaie de religion juive et le groupe Naches.

4. Le Laurentien était situé sur la rue Peel du côté ouest, en face du Dominion Square, au sud du boulevard Dorchester (Figure 3.4, 98). Au rez-de-chaussée, il y avait un restaurant 'Murray's' qui servait de lieu de rencontre selon Walter. Juste derrière le Laurentien, sur le boulevard Dorchester entre Stanley et Drummond se trouvait le principal terminus d'autobus de la ville, le terminus de la 'Provincial Bus Terminal' qui servait aussi de lieu de rencontre.

5. Lezznoff (1954) utilise les termes «overt» et «covert» dans sa thèse de maîtrise *The Homosexual in Urban Society.* Université McGill, Montréal.

6. ----, "On and off the Record : Montreal displays 'Village'" *The Gazette*. Monday, September 14, 1964.

7. Je reprend ici l'expression de Michel de Certeau (1980).

8. Régis deviendra entrepreneur dans le Village où il ouvrira un restaurant vietnamien.

9. Ces significations fluctuent aussi probablement en relation avec l'ethnicité. Parmi nos narrateurs, trois d'entre eux, Dennis, japonais-canadien, Roy et Edwin, qui sont sud-américains, ont abordé les questions de différences ethniques.

Chapitre 5

Répression policière et gestion de l'espace urbain central de 1975 à 1984.

Suzanne Girard, cofondatrice de Divers Cité, rappelle le déplacement des espaces gais à Montréal :

> ... le quartier gai n'était pas situé à l'emplacement actuel du Village, mais se trouvait plutôt dans l'ouest de la ville, près de la rue Saint-Marc... Mais avec toutes les descentes de police et puis surtout avec le grand nettoyage du maire Jean Drapeau pour les Jeux olympiques de 1976, le quartier s'est déplacé.[1]

Suzanne Girard établit un lien de cause à effet entre la répression policière et le déplacement du quartier gai. Elle situe ce quartier au milieu des grandes conciergeries qui se trouvent entre les rues Guy et Atwater (l'enclave commerciale était située un peu plus à l'est, près de l'intersection Peel et Sainte-Catherine). Ce lien est cependant contesté par Frank Remiggi (1998) qui tente de démonter ce mythe qu'il dit tenace, en cherchant à démontrer "... que la police et l'Administration municipale n'étaient pour rien dans l'émergence du Village gai..." (268). Il ajoute :

> Il y a eu certes, une campagne de nettoyage préolympique, et il est possible que le maire ait souhaité ardemment le départ des établissements sis dans les artères susceptibles d'être empruntées par d'innocents touristes ; il faut cependant se demander s'il détenait le pouvoir nécessaire pour « chasser les homosexuels du centre-ville ». (276)

Au-delà du débat sur les causes et les responsabilités par rapport à la disparition du quartier gai au centre-ville, il y a la question de savoir qui a le pouvoir de définir ce qu'est l'espace public et qui peut en déterminer les modalités d'accès et d'utilisation. Dans ce chapitre, je suggère que l'utilisation de l'espace n'est pas une activité neutre aux plans politiques, économiques et sociaux. Pour rappeler Lefebvre, la signification ainsi que la charge symbolique des espaces urbains font partie de la sphère d'intervention de l'urbanisme ; la spatialisation des relations sociales formant la matière première de la pratique urbanistique (Lefebvre 1970a).

La première question soulevée par la notion d'espace public est son accessibilité. Une conception répandue est que cet espace est non seulement de propriété publique, mais qu'il est accessible à tous, et ce, sans contrainte, sans limite imposée selon la race, la classe sociale, le genre, l'appartenance socio-culturelle. C'est une "... vision of a space marked by free interaction and the abscence of coercion by powerful institutions" (Mitchell 1995, 115). C'est l'espace utopique des différences librement exprimées, cet « unassimilated otherness » d'Iris Marion Young (1990), comme idéal de société. Cet idéal d'un espace public inconditionnel vient renforcer les demandes des groupes marginalisés. L'espace public étant ouvert à tous, les marginalités accèdent à une légitimité publique et politique par un droit d'accès à l'espace public et à sa dimension politique, qui est la sphère publique (Goheen 1998 ; Mitchell 1995 ; Ryan 1990, 1997). Les illégalités, les infractions et les marginalismes sont intimement liées à l'expression de la loi, dans son sens le plus large, dans les lieux publics (Korosec-Serfaty 1995). Le pendant de cette accessibilité illimitée est une vision d'un désordre insupportable de la rue qui doit être limitée par l'imposition de codes de comportements (Callard 1998 ; Fraisse 1991 ; Korosec-Serfaty 1995 ; Laé 1994 ; Stansell, 1987 ; Week 1981, 1985) ou, plus radicalement, par sa transformation en artère de circulation (Le Corbusier 1946, 1957). Selon Jackson (1998) la domestication de l'espace public serait une réaction tout à fait compréhensible au manque de civilité de la rue.

Cette tension entre un espace universellement accessible et l'imposition de normes sociales s'exprime chez Chauncey (1994) dans une intégration à l'imaginaire géographique de cartes mentales. Grâce à une chronique des relations de pouvoir en ce qui a trait aux minorités sexuelles à New York, Chauncey navigue sans cesse entre les relations sociales et les espaces où ces relations sociales s'expriment. L'espace est alors un élément essentiel à la compréhension des phénomènes sociaux qu'il analyse. Mais, ces espaces sont-ils des espaces de liberté ou des espaces publics érodés ?

L'espace public et son érosion sont un sujet de préoccupation majeure. Il s'agit ici d'une question fondamentale, il s'agit du *Droit à la Ville* (Lefebvre 1968a). La transformation

de l'espace public en espace abstrait (Lefebvre [1974] 2000), privatisé (Greenberg et Ahtik 1988 ; Lefebvre 1968a, 1970a, [1974] 2000l ; Sennett 1990, 1992) et même militarisé (Davis 1992,1998 ; Fyfe et Bannister 1998 ; Lees 1998), soulève la question des droits démocratiques (Mitchell 1995). Si nous prenons l'exemple des parcs, comme nous l'avons vu pour le règlement municipal 1874 au chapitre 2, et comme Mitchell l'a démontré pour People's Park à Berkeley, ces espaces sont présentés comme étant des "... open space for recreation and entertainment, subject to usage by an appropriate public that is allowed in. Public space constituted a controlled and orderly retreat where a properly behaved public might experience the spectacle of the city" (1995, 115). Mike Davis (1990, 1992 , 1998) pousse plus loin sa critique de la modernisation et de la gentrification comme menant à une escalade de la terreur : "... the control and pacification of unruly streets that comes with urban revitalization plans suffocate what Davis (1990, 231) calls the vital 'democratic admixture' of different segments of the public interacting on city streets and parks" (Lees 1998, 237). Le contrôle policier est le principal outil de production de la peur pour les groupes marginalisés (Jackson 1998 ; Fyfe et Bannister 1998 ; Herbert 1998 ; Laé 1994 ; Smith 1992). La notion du nettoyage des espaces urbains est un thème récurrent du débat public à Montréal.

La question du nettoyage revient régulièrement dans les débats publics et la chronique urbaine à Montréal. Pacifique Plante (1950) vulgarise les justifications politiques de la coalition morale. Son discours gravite autour de la nécessité de nettoyer la ville du crime et de la corruption (chapitre 1). Le « nettoyage olympique »[2] est souligné par Suzanne Girard et Frank Remiggi, cités ci-dessus, comme élément important de la chronique urbaine des gais montréalais des années 1970. La visite du Pape en 1984 est directement reliée à la descente chez Bud's par les activistes gais de l'époque, nous en reparlerons plus loin[3]. Ce thème du nettoyage soulève la question centrale de ce qu'est l'espace public et à qui il appartient. Cette thèse est articulée dans un cadre théorique où une lutte hégémonique, par rapport à l'appropriation et à l'inscription de significations dans les espaces urbains, est centrale. J'ai situé la lisibilité de diverses présences et l'inscription d'identités dans l'espace central comme l'enjeu d'une lutte urbaine qui peut mener à l'utilisation des forces répressives (chapitre 1).

Cette position n'est pas nouvelle (Knopp 1987 ; Mitchell 1995 ; Parazelli 1997 ; Smith 1992) et elle soulève la question de la dimension politique de l'espace.

Un espace public est un espace de représentation, un lieu où les organismes politiques peuvent mettre en scène, pour un large public, leurs valeurs et leurs croyances (Mitchell 1995, voir aussi Davis 1986). Dans cette optique, les espaces publics sont essentiels au fonctionnement démocratique (Fraser 1990 ; Mitchell 1995). La sphère publique, comme espace communicationnel, est composée d'institutions et d'activités diverses où se produit une médiation entre l'État et la société (Habermas 1988). L'idée d'une sphère publique habermatienne reposant sur la bourgeoisie, avec ses spatialités incertaines, comme seul public ayant une influence, a été fortement contestée. Ella a cependant été développée et étendue à de multiples groupes par plusieurs géographes (Goheen 1998). Elle devient un espace communicationnel dans lequel le public est organisé et représenté dans des espaces matériels où les interactions sociales et politiques se produisent (Howell 1993 ; Mitchell 1995). La fluidité de l'espace communicationnel décrit par Ryan (1990, 1997) permet une participation et une contribution insoupçonnée des femmes à la vie urbaine de New York, de la Nouvelle Orléans et de San Francisco, au XIX^{ième} siècle. Zukin (1991, 1995), quant à elle, articule la notion d'espace public autour de la production de l'espace comme artéfact culturel : "... where the endless negotiation of cultural meanings in built forms - in buildings, streets, parks, interiors - contribute to the construction of social identities" (Zukin 2000, 81). Comme cette citation le souligne, l'espace dit public ne peut facilement être délimité ; "Cultural practices spill out onto the street from diverse corners of ordinary life, numerous sites of cultural practices are visible from the street, and are part of the image of the street" (Crouch 1998, 160). La difficulté de tenir compte du mode de propriété de l'espace est contournée par Fraisse (1991) en définissant l'espace partagé, qu'il soit de propriété publique ou privée, comme un espace commun. Dans le cas de Montréal, Drummond (1991) qualifie ces échanges entre les espaces privés et publics en parlant de « outdoor living room ». L'espace public est donc le résultat de pratiques culturelles et ce qui nous intéresse dans ce chapitre c'est "... d'explorer la manière dont l'expérience matérielle d'une ville met en jeu des questions

d'identité" (Sennett 1994).

J'utilise ici la presse communautaire comme principale source d'information (appendice 2), approche qui a des avantages et des inconvénients. Le principal avantage est que nous recevons cette information via les médias communautaires gais, information qui peut être confrontée lors d'événements majeurs à la presse grand public. Un discours de résistance face à l'exercice abusif de l'autorité se développe dans les journaux communautaires et se répand progressivement au sein des communautés gaies montréalaises. Parallèlement, on peut voir le discours des médias de masse se transformer progressivement. Ils délaissent leur rôle de courroie de transmission du discours institutionnel, pour ensuite démontrer une certaine sympathie envers un groupe opprimé, et pour finalement abandonner un vocabulaire stéréotypé sous la pression de la Charte des droits de la personne, telle que modifiée en 1977. Cependant, cette source d'information demeure inadéquate car le silence étouffe encore la majorité des victimes d'abus policiers. Toutefois, ces trous de mémoire peuvent cependant être bouchés en utilisant les entrevues accordées par les narrateurs, plusieurs d'entre eux ayant eu à subir les pressions du pouvoir.

Les interventions policières ont eu un effet déclencheur par rapport à l'émergence de groupes communautaires et politiques des communautés gaies québécoises et montréalaises. Ces organismes communautaires, tout en évoluant dans le contexte du débat national au Québec, seront déterminants au niveau de la contestation du discours mis de l'avant par l'ancienne coalition morale qui est encore active dans les années 1970, comme nous l'avons vu avec le mariage de Michel Girouard au chapitre 4. Nous verrons également que l'inimitié entre l'ADGQ et les propriétaires de bars du centre-ville est venu miner ce qui aurait pu être une coalition beaucoup plus efficace pour ancrer les espaces gais au centre-ville. Cette hostilité se conjugua avec les liens multiples entre le nationalisme québécois et les institutions communautaires. L'ensemble de ces tensions fut tel qu'elles ont pu contribuer à la constitution d'un imaginaire urbain gai marginalisant de plus en plus les exploitants de bars du centre-ville qui seront alors présentés comme des exploiteurs (Bruno).

La réorganisation des forces policières

Comme le note Higgins (1999a, 122), entre 1970 et 1975, il n'y a qu'une seule intervention policière importante contre le Front de Libération des Homosexuels (FLH) en 1971. Après cette accalmie, la répression reprend de plus belle. Cette pause dans la répression serait liée à la restructuration des forces policières sur une base métropolitaine suite à l'explosion des coûts liés à leur modernisation. Rappelons que la professionnalisation de la fonction policière a été entreprise depuis le début des années 1960[4] avec la restructuration de l'escouade de la moralité, la formation d'une escouade de lutte contre le terrorisme nommé la CAT, la Cellule antiterroriste, qui s'occupait des activités de renseignement et d'infiltration et finalement, la formation de l'escouade anti-émeute. Cette dernière a été mise à l'épreuve pour la première fois lors de la manifestation de McGill Français. L'étalement urbain dans les années 1960 et 1970 est venu miner l'assiette fiscale de la ville centre et a réduit d'autant ses capacités financières. Une législation sur la réorganisation métropolitaine fut adoptée en 1970 et, en 1972 il y eut fusion effective des forces policières sur l'île de Montréal. Cette réorganisation provoque une intense lutte de pouvoir entre la Ville de Montréal, les municipalités de banlieues, le gouvernement du Québec et la Fraternité des policiers de la nouvelle Communauté urbaine de Montréal (CUM). Une série de conflits de travail acrimonieux accrûrent les pressions sur un corps policier en pleine mutation. Dans un tel contexte, la gestion des comportements sexuels dans les espaces urbains est devenue secondaire.

En 1975, une administration policière centralisée au niveau de la CUM est en place et le contrôle effectif appartient à l'administration Drapeau par son contrôle du Conseil. La fusion des corps policiers municipaux n'est cependant pas une véritable fusion à cause du poids prépondérant du service de police de la Ville de Montréal par rapport aux services de police des banlieues, ce qui accrût encore l'influence de l'administration Drapeau sur les forces de l'ordre. Ainsi en août 1971, Montréal comptait 4,061 policiers alors que les deux autres corps de police les plus importants, soit Ville Saint-Laurent et Montréal-Nord, n'en comptaient respectivement que 124 et 122[5]. La Ville de Montréal avait aussi sa propre école

de formation des policiers qui se révéla un important outil de transmission d'une culture policière adaptée aux impératifs de la coalition morale. Avec la réorganisation métropolitaine, la formation des policiers passa au secteur collégial sans qu'un changement fondamental de culture policière par rapport à l'homosexualité ne puisse être noté (Remiggi 1993)[6]. En 1975, la Ville prépare activement la venue des Jeux olympiques avec la collaboration de la Police provinciale et la Gendarmerie Royale du Canada. Plusieurs groupes furent tenus sous surveillance, tels les syndicats selon Claude, pour améliorer les conditions dans lesquelles se tiendront les Jeux olympiques. Les communautées gaies montréalaises, outaouaises et torontoises ont aussi été la cible d'une attention spéciale.

Le nettoyage préolympique 1975-76

Dans son premier numéro, en avril 1975, le journal *Gay Times*[7] publia en première page une information coulée par une source policière anonyme selon laquelle une stratégie a été élaborée pour nettoyer la Ville avant la tenue des Jeux olympiques en juillet 1976. Ce ne sont pas seulement les gais qui furent visés mais aussi les itinérants et les travailleurs du sexe. Ce « nettoyage olympique » commença dans la communauté gaie le 4 février 1975 avec une descente au Sauna Aquarius sur la rue Crescent[8]. Trente-cinq personnes furent arrêtées et accusées de s'être trouvées dans une maison de débauche[9]. Comme le souligne Higgins (1999a, p 122), c'était la première fois que cet article du code criminel était utilisé pour porter des accusations en dehors d'un bordel hétérosexuel et du contexte de la prostitution[10]. Depuis lors, cet article a été utilisé à plusieurs reprises lors d'arrestations dans des bains saunas ainsi que dans des bars. Il s'agit d'une extension de l'application d'un article du code criminel visant la gestion des comportements sexuels à des lieux et des circonstances qui n'avaient pas été prévus par le législateur. Cette extension fit de cet article un des outils majeurs d'intervention des forces policières dans l'espace gai. Le 12 avril 1975[11], le Sauna Aquarius fut la proie des flammes et trois clients y trouvèrent la mort. Un incendie criminel est soupçonné mais l'enquête ne sera pas concluante. Ces événements semblèrent passer inaperçus en dehors des communautés gaies. Dans les milieux homosexuels de l'époque, c'est un établissement connu et les carences au niveau de la protection des incendies provoqua un

mouvement de rage :

> It was very popular, lots of people I knew then went there. But I think there was a great anger about it and at least what I heard was that apparently the fire laws were totally violated, there was no fire exits provided. It led people to discuss when on one hand the police had used fire laws to harass gays but in fact where it might have been useful to save lives, it had not ... (Robert)

Robert identifie l'utilisation pointilleuse des règlements de prévention des incendies comme tactique de harcèlement des gais qui fréquentaient les bars. En février 1975, avant l'incendie de l'Aquarius, on apprend que Le Rocambole a été visitée deux fois et qu'il y aurait eu violation de la réglementation sur la prévention des incendies. Trop de clients pour la capacité de l'établissement se seraient entassés sur les lieux. Les clients en surnombre sont donc priés de quitter les lieux[12]. Le même article nous apprend qu'au printemps 1975, la pratique des visites impromptues par des policiers en uniforme dans les bars devint routinère. L'été est plus calme mais en octobre 1975 les visites reprirent avec de nouvelles mesures d'intimidation qui s'ajoutèrent au contrôle des permis :

> At first the scenario was quite familiar with last spring. Uniformed police entered a bar and ordered all the standees to leave. Raids have continued regularly since October 17 with checks for drugs and under-age drinking being added to the basic strategy.[13]

On ne se contentait plus de vider les bars d'une partie de la clientèle mais en plus on procédait à des vérifications d'identité. Les raisons données par la police pour justifier les descentes ont changé depuis le printemps, elles passèrent d'une intention avouée de nettoyer la ville en prévision des Jeux à une simple application de la réglementation. Le 31 octobre, l'escalade des moyens répressifs se poursuivit, Baby Face et PJ's[14] subirent une descente où les permis et l'identité des clients et clientes furent vérifiés. Toutes les personnes sans preuve d'identité furent emmenées au poste de police et détenues jusqu'à ce qu'un proche vint les identifier. Cette pratique policière, dans le contexte de la communauté gaie, est un « outing » institutionnel. En novembre 1975, ce sont les toilettes de la Place Ville-Marie qui sont sous haute surveillance. Quatre-vingts arrestations y sont effectuées lors d'opérations de piégeage[15]. Les personnes interpellées sont accusées de grossière indécence et, si elles étaient

trouvées coupables, elles subissaient l'opprobre d'un dossier criminel.

En 1976 et ce jusqu'à la tenue des Jeux, les contrôles de permis se poursuivirent de façon routinière à l'exception du weekend du 13 au 15 mai 1976. Au Taureau d'Or, au Stork Club et chez Jilly's, il y a eu un contrôle de permis mais chez Jilly's qui était fréquenté par les lesbiennes, les policiers arrivèrent armés de mitraillettes et les clientes furent alignées le long du mur et fouillées alors qu'au Stork Club, les clients furent photographiés sur place et fichés. On peut donc percevoir une intensification progressive des moyens utilisés. Du simple contrôle du nombre de clients par des policiers en uniforme on passe progressivement à l'identification, au « outing » institutionnel, à la fouille et au fichage des clients. La menace s'accentua lorsque les policiers se présentèrent avec des armes d'assaut au poing. Ces mesures sont suffisantes pour instaurer un climat d'insécurité. René décrit l'atmosphère de la façon suivante :

> J'étais tellement enragé parce que c'était comme, à cette époque-là, c'était systématique, à toutes les fins de semaine les bars que je fréquentais, il y en avait toujours un qui avait une descente... cela brisait la soirée, c'était des descentes inutiles, c'était juste de l'intimidation que les policiers faisaient.

Si les sorties dans les bars devirent de plus en plus risquées, ce sont les saunas qui furent la cible des opérations les plus spectaculaires.

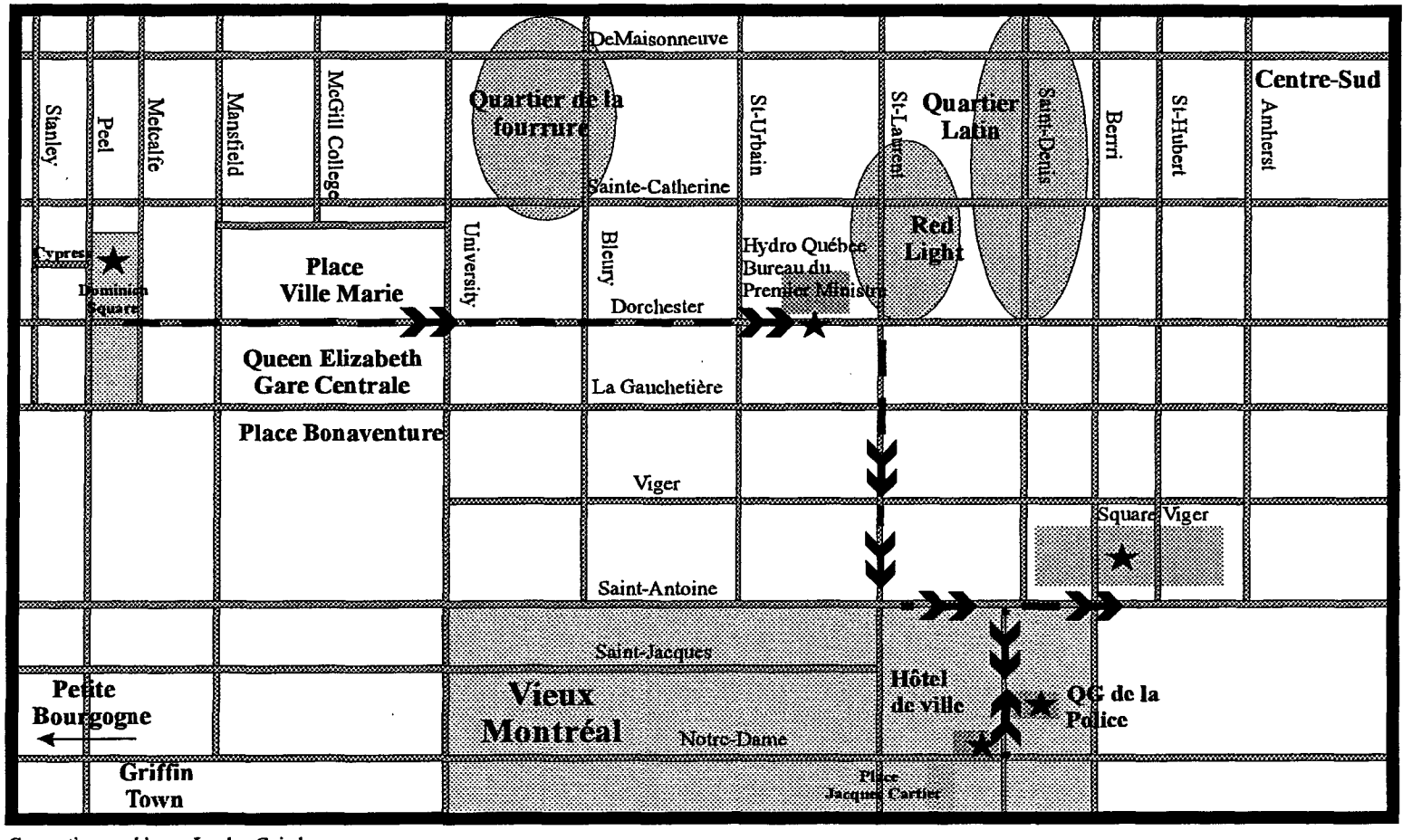
Le 23 janvier 1976, le tout nouveau Club Bath sur Sainte-Catherine près de Saint-Laurent, fut l'objet d'une descente. Les portes des chambrettes furent défoncées et 35 personnes furent arrêtées et accusées de s'être trouvées dans une maison de débauche. Les interpellés passèrent la nuit en cellule et furent atteints dans leur intégrité physique lorsqu'ils durent subir des tests de dépistage de MTS (maladies transmises sexuellement). Il faut noter que le propriétaire s'est buté au refus du Service de police de la CUM d'autoriser l'ouverture du sauna. Le gérant de l'établissement a du avoir recours aux tribunaux pour forcer la Ville à émettre les permis nécessaires à l'opération du commerce. Plusieurs autres saunas furent visés. Le 14 mai 1976, une opération spectaculaire, avec une stratégie de communication bien arrêtée eut lieu au Sauna Neptune (aujourd'hui le 456, rue de la Gauchetière). Les policiers

refusèrent encore une fois les clefs des chambrettes, défoncèrent les portes à la hache[16] et prirent des photos des occupants[17]. Il y eut 89 arrestations, 85 personnes furent accusées de s'être trouvées dans une maison de débauche et les autres, d'en être les tenanciers[18]. La police émit un communiqué de presse où elle affirma avoir démantelé un réseau de prostitution masculine fort actif puisqu'elle aurait saisi une liste de membres contenant 7,000 noms. Ce communiqué fut repris tel quel par la presse grand public de Montréal sous des titres peu flatteurs[19]. Cette opération policière mena à la formation du Comité Homosexuel Anti-Répression (CHAR) qui organisa une manifestation le 19 juin 1976. L'itinéraire emprunté par les manifestants est révélateur de l'importance accordée à divers espaces urbains (Figure 5.1).

Trois cents personnes ont participé à cette première manifestation gaie importante au Québec. Les lieux choisis pour manifester sont révélateurs. Les manifestants se rassemblèrent au Dominion Square, ce qui confirme la centralité de cet espace pour la communauté gaie, pour ensuite se diriger devant les bureaux du Premier Ministre du Québec, Robert Bourassa, sur le boulevard Dorchester. Son gouvernement avait décidé de ne pas inclure l'orientation sexuelle comme motif illicite de discrimination lors de l'adoption de la Charte des droits de la personne en 1975. Par la suite, les manifestants allèrent faire le tour du Quartier Général de la police pour ensuite se rendre à l'Hôtel de Ville pour y dénoncer Jean Drapeau. La manifestation se termina au Square Viger où furent lus des discours et les messages de solidarité de diverses provenances[20]. La principale revendication des manifestants était la fin de la répression policière.

La manifestation organisée par le CHAR a semble-t-il refroidi le zèle des forces policières, à moins que ce ne soit la tenue des Jeux olympiques qui imposa une certaine retenue dans les interventions. Les visites pour vérification des permis et le contrôle du nombre de clients se poursuivent cependant dans les bars fréquentés par les gais telle la discothèque Le Jardin, chez Bud's et au Studio 1, selon les témoignages que j'ai recueillis et mon expérience personnelle. La répression reprend à l'automne, alors que les saunas sont

Figure 5.1 Manifestation du 19 juin 1976 organisée par la CHAR.



Conception graphique : Jocelyn Guindon.

Parcours de la manifestation ->>

Arrêts des manifestants ★

presque tous fermés en attendant le résultat des procédures judiciaires. La plupart des bars à la mode sont visités régulièrement avec une descente spectaculaire au début de décembre au Limelight. La rue Stanley fut alors complètement fermée à la circulation par au moins neuf autos patrouilles. Une quinzaine de personnes furent arrêtées au Dominion Square Tavern pour grossière indécence alors que la Place-Bonaventure était sous haute surveillance pour y limiter le racolage et la prostitution masculine[21].

Tout au long des années 1975 et 1976 la police effectue un véritable quadrillage des espaces où se rencontrent les gais. Les bars sont régulièrement visités et on observe une inflation des moyens. Les bains saunas ont été la cible d'interventions agressives et médiatisées. Les grands complexes immobiliers accessibles au public telles la PlaceVille Marie et la Place Bonaventure sont sous étroite surveillance avec des opérations de piégeage. Le contrôle des espaces urbains lors de la présentation des Jeux olympiques de 1976 n'affecte pas seulement les communautés gaies montréalaises, l'ensemble des groupes marginalisés tels les clochards et les sans abris pour ne nommer qu'eux, devront subir un effacement des espaces urbains. Mais, c'est le démantèlement de Corridart qui se révélera être le geste de censure le plus visible de l'Administration Drapeau. L'épisode de Corridart met en lumière l'importance des imaginaires dans la constitution des espaces publics et toute la force de contestation qu'ils ont eu lorsqu'ils s'installèrent dans la rue.

Corridart

Lors de la tenue des Jeux olympiques, un volet important de l'événement devait être une exposition d'oeuvres sur la rue Sherbrooke. Corridart s'étalait entre le centre-ville et les installations olympiques. Cette activité était la principale composante du programme Art et Culture du Comité organisateur des Jeux olympiques (COJO). Trente-sept artistes furent choisis pour participer au projet qui était coordonné au COJO par Melvin Charney. Corridart était conçu comme un musée urbain structuré par 74 échafaudages disséminés entre la rue Atwater à l'ouest et le site olympique principal à l'est, soit sur une distance de plus de sept kilomètres. Dans son rapport d'activités concernant le volet Arts et Cultures, le COJO décrit

succinctement l'exposition :

> Dans Corridart, c'était la production la plus neuve qui se manifestait puisqu'elle avait été conçue pour prendre place dans la ville, rue Sherbrooke qui elle, possède âge et mémoire. Corridart mettait ainsi en évidence les transformations que l'art et la ville ont connues depuis une vingtaine d'années.[22]

À moins d'une semaine de la cérémonie d'ouverture des jeux, en pleine nuit du 13 au 14 juillet 1976, les installations de Corridart ont été saccagées par les équipes des Travaux publics de la Ville de Montréal qui démontèrent l'exposition :

> ... si Corridart a été érigé en un mois, il n'aura fallu que quelques heures aux équipes des travaux publics de la Ville de Montréal, celles-là mêmes qui ont aidé à tendre les bannières et construire les échafaudages de l'exposition, à démanteler le tout à grand renfort de grues, excavatrice, clés anglaises et pieds de biche [23]

Les réactions du public à l'exposition étaient en général positives selon Melvin Charney :

> The public response was just tremendous after we put up the displays although there were calls, essentially from west end people, asking for modifications to certain elements which they found offensive [24]

Les raisons données par la Ville de Montréal pour justifier le démantèlement furent d'abord confuses. Les premières réactions se fondèrent sur une appréciation esthétique : "because they are ugly and obscene, a city official said."[25] alors qu'un communiqué provenant du bureau du président du Comité exécutif, Gérard Niding affirmait que : "... the exhibit violated by-laws on the occupancy of public domain and were a safety hazard."[26]

Il faudra attendre cinq ans pour que la cause de treize artistes soit entendue en cour et que Jean Drapeau soit assigné à témoigner sur sa participation aux événements qui menèrent au démantèlement de l'exposition. Le maire déclara d'emblée :

> Si l'ensemble de Corridart n'avait été composé que d'oeuvres d'arts, ça n'aurait jamais été démantelé. Mais c'était une exposition d'échafaudages qui n'avait aucun intérêt à être conservée, d'autant plus que ce n'était pas ce qui avait été promis comme manifestation culturelle.[27]

Les jugements sur la qualité esthétique de l'exposition se multiplient tout au long du témoignage de Jean Drapeau. Mais il révèla certaines stratégies de la Ville de Montréal qui lui permettaient de conserver tout son pouvoir d'intervention lors des événements spéciaux. Ainsi, lorsqu'il s'explique sur les autorisations données par la Ville de Montréal au COJO par

rapport à la tenue de l'exposition, ses propos sont ainsi rapportés :

> ... le premier magistrat, après avoir soutenu qu'avec la mise en place de Corridart l'image de la rue Sherbrooke s'était révélée contraire à celle que voulait donner la Ville dans le cadre olympique, a d'autre part rappelé que le comité exécutif avait écrit à la section Arts et Cultures du COJO qu'il n'avait pas d'objections à autoriser la tenue d'une exposition artistique et culturelle le long de la rue Sherbrooke, *mais qu'il n'avait jamais passé une résolution dans ce sens* (l'emphase est mienne). "Heureusement, a dit le maire Drapeau, car les organisateurs n'ont pas livré ce qui était promis."[28]

La Ville conserve ainsi toute sa latitude d'intervention puisque, sans ordonnance du Comité exécutif ou résolution du Conseil municipal, la Ville n'est aucunement engagée envers les organisateurs d'un événement. La Ville peut ainsi exercer un pouvoir de censure en utilisant toute la panoplie des règlements municipaux. Dans le cas de Corridart, lorsqu'on lui demande pourquoi la Ville a démonté des structures situées sur des terrains privés, Jean Drapeau répond :

> Dans le cas de choses insalubres ou insécuritaires, on le fait. Par ailleurs si on a une présentation d'images injurieuses à des hommes religieux ou a des hommes publics la Ville n'hésitera pas à l'enlever.[29]

Corridart véhiculait un discours éminemment politique en cherchant à rappeler un passé historique et social. L'un des volets de l'exposition, "mémoire de la rue", de Jean-Claude Marsan, Lucie Ruellard et Pierre Richard, constitué de plus de 150 photos géantes tout au long du parcours, réinsérait dans la ville, histoire, processions et manifestations, vie quotidienne et faits divers (Descôteaux 1993, 44). De multiples références aux perspectives urbaines qui existaient avant les démolitions massives des années 1960 illustraient pour les promeneurs l'ampleur des dislocations du tissus urbain des quartiers centraux. Les multiples références aux luttes politiques passées rappelaient les vaines tentatives des citoyens pour sauvegarder un quartier ou encore s'approprier des espaces perçus comme colonisés. Corridart venait contester l'administration municipale de Jean Drapeau devant des institutions symboliquement importantes telles le Ritz Carlton, l'Université McGill ou la bibliothèque municipale. C'est la dimension politique de Corridart qui aurait motivé l'intervention de l'Administration municipale : "... la force de frappe décuplée de l'oeuvre d'art, exposée dans

un lieu public, extérieur, non « sacré », non « officiel ». Ce lieu paraît alors investir l'oeuvre d'un pouvoir de communication et d'intervention incroyable" (Descôteaux 1993, 69). On est bien en présence d'un acte de censure conclut Descôteaux.

L'automne 1976 marque un changement important de régime politique au niveau provincial. Le Parti Québécois prit le pouvoir le 15 novembre et le gouvernement provincial qui était, sous les libéraux de Robert Bourassa, méfiant à l'égard de l'administration Drapeau, sera en conflit direct avec le Maire, ne serait-ce que par les acteurs en présence. L'abbé Couture, prêtre ouvrier, leader du Ralliement des Citoyens de Montréal et candidat défait à la mairie de Montréal[30] fut élu député du comté de Saint-Henri et il accèda immédiatement au Conseil des Ministres. Claude Charron, député depuis 1970 du comté de Saint-Jacques où se trouve le Village actuel, devint ministre responsable entre autres, des installations olympiques et plus tard de l'organisation de la Fête Nationale du Québec. Son homosexualité n'est jamais ouvertement mentionnée dans les médias mais elle semble largement connue selon Bruno[31].

Répression policière en 1977

L'année 1977, malgré le fait que les Jeux olympiques soient terminés, sera féconde en événements marquants pour les communautés gaies. Dans une entrevue, Claude Beaulieu, premier président de l'ADGQ, décrit le nettoyage olympique et ses suites dans ces termes :

Claude	Mis à part quelques descentes, une en particulier, majeure, dans un sauna [Neptune], c'était la possibilité de vérifications courtoises exagérées d'identité. Différents trucs de harcèlement très polis par la police que d'ailleurs j'ai beaucoup vécu, pas à cause que j'étais gai mais à cause de mes activités syndicales.
JG	Le nettoyage olympique tel qu'on l'a connu à partir de 1975 ne s'est pas terminé avec les olympiques. Les mêmes pratiques ont continué. Est-ce que ces pratiques ont continué par rapport aux milieux syndicaux ou d'autres milieux ?
Claude	Non, ce qui est resté cela a été vraiment ciblé sur le milieu gai.

L'image du « nettoyage olympique » est si forte et tellement de groupes s'y sont frottés, qu'elle est restée gravée dans notre imaginaire collectif comme un chronotope local auquel

on peut rattacher un ensemble d'images, d'impressions et de souvenirs[32] (Clifford 1988).

En 1977, les descentes se multiplièrent aussi bien dans les bars que dans les saunas. Le 4 juillet, à deux heures du matin, eut lieu une descente musclée au Studio 1. Dix policiers firent irruption dans la discothèque : "C'est pas long qu'ils pointent leur joujou mitraillette sur le monde."[33] L'occupation dura une heure à la fin de laquelle quinze personnes furent emmenées au poste menottes aux poignets. La même semaine les policiers se rendirent aussi au Jardin [34] et la semaine suivante, le Truxx et le Mystique, qui partagaient un édifice sur la rue Stanley furent visités. Le 28 juillet à la Taverne Bellevue deux policiers en civil, qui refusèrent de donner leurs numéros de matricules, fouillaient tous les clients qui entraient[35]. Ces descentes furent de plus en plus vécues comme une nuisance par les habitués des bars comme Pierre-Charles :

> Généralement vers minuit ou une heure, toutes les lumières s'allumaient puis c'était plein de polices. Ils se promenaient avec des lampes de poches pis ils vérifiaient toute, puis là, ils nous faisaient niaiser... cela pouvait durer trois quarts d'heure, une heure ...

Mais l'événement marquant de l'année 1977 est sans conteste la descente au Truxx.

Vendredi soir, le 22 octobre 1977, une cinquantaine de policiers dont certains portaient la mitraillette, envahirent une discothèque de la rue Stanley où cent quarante-quatre personnes furent arrêtées[36]. Le Truxx se situait entre Sainte-Catherine et de Maisonneuve, presque en face de la sortie de métro Guy, au sud de l'entrée des résidences du YMCA. Les cent quarante-quatre hommes qui furent interpellés, ont été privés de leurs libertés pendant 15 heures. Ils durent subir des traitements humiliants qui dépassaient tout ce que le SPCUM avait mis en oeuvre jusqu'alors. Les conditions de détention sont déplorables et ils passèrent la nuit en cellule couchés sur des bancs ou par terre[37]. Jusqu'à 20 personnes sont entassées dans une cellule. De plus, ils ont subi des tests de dépistages de MTS dans des conditions hygiéniques douteuses :

> Avant de comparaître devant le juge, nous dûmes subir un examen médical pour le dépistage des tabous de la honte. "C'est juste pour voir si vous avez pas pogné une dose, t'sé veux dire", nous fit un policier. Traité comme du bétail, nous avons été

> traînés devant un vétérinaire du dimanche qui, à la sauvette, a pratiqué sur nous des prises de sang et prélèvements prescrits. Déculottés devant trois, quatre infirmières, un médecin, un policier et cinq ou six autres accusés, on nous a forcés, violés.[38]

La réaction de la communauté gaie fut aussi inattendue qu'exceptionnelle. Claude Beaulieu, alors président de l'ADGQ, décrit l'atmosphère au local de l'Association le lendemain de la descente de la façon suivante :

> La descente avait eu lieu dans la nuit du vendredi au samedi. Inutile de dire que, ce samedi matin, c'était la pagaille au local de l'ADGQ. Personne ne savait trop bien ce qui se passait ou ce qui allait se passer. La seule et unique ligne de téléphone était assiégée par des gens en quête d'information qu'on n'avait pas encore. Personne ne savait si l'on devait faire quelque chose et si oui, quoi ? [39]

L'idée de tenir une manifestation germa lentement pendant la journée et les pyramides téléphoniques ainsi que le bouche à oreille se mirent en marche. John se remémore :

> Moi, je me suis rendu au centre communautaire... Je me suis dit : "ils vont faire quelque chose". Et puis, j'ai passé l'après-midi à faire des pancartes. On a fait la manifestation et quand je suis retourné chez moi le soir, je ne sais pas combien d'appels j'avais sur mon répondeur parce que tout le monde s'appelait pour se dire ok, on fait une manif ce soir, tonight.

Le lieu choisi pour la manifestation fut encore le centre-ville, au cœur de l'enclave commerciale gaie, soit l'intersection des rues Stanley et Sainte-Catherine. Vers minuit, 300 personnes manifestaient dans la rue et 1,500 curieux s'entassaient sur les trottoirs. La police en tentant de dégager la rue par une charge de motocyclettes força les manifestants à monter sur les trottoirs, transformant les curieux en manifestants[40]. Les médias suivront l'événement pendant plusieurs semaines. Une comparaison sera faite avec la Crise d'octobre 1970, ainsi on répétera sans cesse que cette descente fut la plus importante en termes du nombre de personnes arrêtées depuis les événements d'octobre. Octobre 1970 s'était transformé en symbole de la démesure politique et policière, les liens tissés entre le Truxx et la Crise d'octobre vinrent magnifier l'arbitraire policier et générer un mouvement de compréhension et de sympathie.

Le Truxx s'est transformé en symbole non pas seulement à cause de son ampleur et

de sa violence, mais surtout pour ce qu'il a provoqué au plan de l'organisation communautaire d'une part et la modification de la Charte des droits de la personne d'autre part. L'émergence de l'ADGQ est toute récente, son congrès d'orientation ayant eu lieu en octobre 1976. La descente du Truxx lui permit d'accroître ses capacités de mobilisation et lui accorda une visibilité sans précédent pour un organisme communautaire gai au Québec. De plus, le Truxx permit aux militants gais du Parti Québécois de faire adopter une modification à la Charte des droits de la personne pour y inscrire une clause de non-discrimination basée sur l'orientation sexuelle. Mais, pour Higgins, le Truxx représente beaucoup plus :

> Mais c'est sûrement la descente au bar Truxx qui a été le tournant dans l'histoire de la vie gaie à Montréal. Non pas parce que c'était la plus grosse arrestation de masse depuis les événements d'octobre 70, mais parce que pour la première fois, le lendemain de la descente, les gais ont exprimé tout haut le refus de cette répression qu'ils subissent... Montréal et sa population gaie ont vécu la grande sortie (1999a, 129).

L'ADGQ ne fut impliqué qu'indirectement dans la modification à la Charte. Avant la descente du Truxx, le ministre de la Justice, Marc-André Bédard, avait déclaré qu'il n'avait pas l'intention de modifier la Charte pour y inclure l'orientation sexuelle et ce malgré l'appui de son Parti lors de l'adoption de la Charte en 1975. Suite à la descente, un groupe de militants du PQ, de hauts fonctionnaires et les députés gais du gouvernement ont utilisé les rouages internes de l'État pour qu'un projet de loi soit présenté à l'Assemblé Nationale et adopté le 15 décembre 1977 soit seulement six semaines après la descente du Truxx. L'ADGQ a maintenu la pression politique en présentant un mémoire à la Commission des droits de la personne le 27 octobre. Le 18 novembre Marc-André Bédard annonce qu'il est en faveur d'une telle modification à la Charte, il dépose un projet de loi le 7 décembre et le 15 décembre la loi 88 est adoptée (Sivry, 1999, 245). L'ADGQ a été laissée en dehors du processus, à un tel point que dans son numéro de *Gai(e)s du Québec* de décembre et janvier 1978, l'ADGQ apostropha le ministre Bédard : "S'il s'était présenté, on aurait pu lui demander pourquoi il refuse de nous accorder nos droits ?"[41]. Claude Beaulieu relate comment un journaliste de *The Gazette* lui apprit que le projet de loi 88 avait été déposé en Chambre au début décembre[42]. Le gouvernement a donc agi très rapidement en profitant

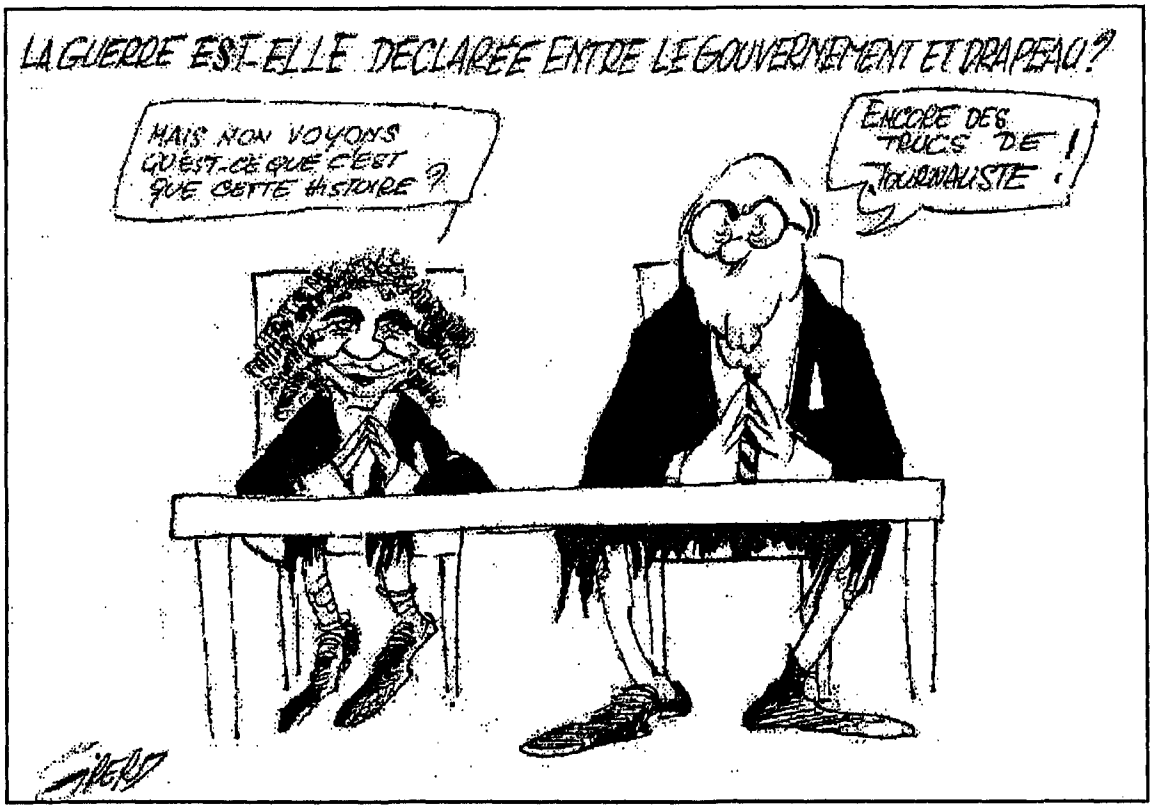


Figure 5.2 "La guerre est-elle déclarée ?" Girerd, *La Presse.* 6 janvier 1977, B3.

d'une bavure policière du SPCUM. Il faut ici se demander si cette modification à la Charte n'est pas autant une reconnaissance accordée aux gais et lesbiennes du Québec qu'un coup de semonce à l'endroit de l'administration Drapeau (Figure 5.2).

L'impact de cette modification à la Charte se fit sentir à travers toute la constellation institutionnelle qui formait la coalition morale dans les années 1960. Les commissions scolaires confessionnelles et les journaux ont vu leurs décisions contestées devant plusieurs instances. À plusieurs reprises les journaux ont été traînés devant le Conseil de Presse du Québec (CPQ) et la Commission des droits de la personne. Ces plaintes visaient des manchettes et des articles perçus comme discriminatoires ou encore des refus d'accepter des petites annonces s'adressant aux homosexuels[43]. Les gais développèrent un activisme judiciaire qui est venu modifier de façon appréciable non seulement le discours des diverses institutions mais aussi la constitution d'espaces sociaux. Le Bill Omnibus créait un espace

d'invisibilité pour les gais en décriminalisant les relations sexuelles entre adultes en privé (chapitre 2 et 3). La loi 88 établit la légitimité d'une présence des gais et lesbiennes dans les espaces sociaux tels les espaces médiatiques, les lieux de travail et le logement. Elle rend aussi illicite la discrimination basée sur l'orientation sexuelle dans ces espaces.

Les berdaches péquistes[44]

Ross Higgins suggère l'hypothèse que le mouvement gai à Montréal a été dominé par les organismes anglophones entre 1972 et 1975-76 à cause de l'implication des gais francophones dans les mouvements nationalistes et syndicaux (1999a, 121). Sur le plan pancanadien, Miriam Smith affirme "The national question proved problematic for the NGRC as Quebec-based groups, although involved in the coalition, were drawn to the independance movement" (1999, 59). Dans ma recherche j'ai trouvé certains éléments qui permettent de qualifier ces deux affirmations.

Les répondants nous donnent une image légèrement différente de la situation. Ainsi ce ne serait pas tellement le désir d'être actif ailleurs que dans un organisme gai qui pousserait les francophones vers le mouvement nationaliste ou syndical. Un degré de tolérance moindre et la répression des espaces sociaux qu'ils tentèrent de se donner pour développer leurs institutions auraient joué un rôle important. Une relative protection aurait existé pour les organismes anglophones. Bruce Garside nous met la puce à l'oreille lorsque le sujet des tensions entre anglophones et francophones est soulevé :

> It began with Gay McGill actually, because... when the FLH was raided, there was already a kind of realization that McGill was a kind of protected enclave. That the police would not go into McGill without the approval of the authorities of McGill, the Principal[45]... So one of the motivations behind starting Gay McGill was that it would be a safe place for people to gather and not be busted. There was never any trouble with meeting there, and holding the dances there, and all those things that had created a huge problem when it was done in the community. And it is because nobody would try intruding in the privileges of McGill.

Garside pousse plus loin sa description. Ainsi lorsque les fameuses danses de Gay McGill commencent, la Régie des Alcools (que Bruce appelle la "Société") refuse d'accorder les

permis nécessaires à la vente de boissons alcooliques : "... the University lawyers began to argue with the Société that they had to do it. And they did it." Ce sont les revenus générés par les danses de Gay McGill qui favorisèrent la création d'une constellation d'institutions gaies anglophones, notamment, une ligne téléphonique et un centre d'accueil sur la rue Saint-Denis. C'est aussi en partie la perte de ces revenus par ce qui est devenu le Gay Montreal Association (qui a quitté le giron de l'Université pour élargir son attrait auprès de l'ensemble des communautés gaies et lesbiennes aussi bien francophone qu'anglophone), qui amena sa dissolution en 1976. L'hypothèse soulevée par Higgins (1999a), en ce qui concerne la période d'avant 1975-76, ouvre des avenues de recherche des plus intéressantes au niveau de la constitution d'espaces propices au développement des institutions communautaires.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, il y a de nombreux liens entre les organismes gais et le mouvement nationaliste québécois, d'où mon insistance au chapitre 3 sur l'inscription des nationalismes québécois et canadien au cœur de la ville. Mon objectif ici est de souligner ces affinités sans pour autant tenter d'en comprendre toutes les subtilités. Ce qui nous intéresse c'est l'expression d'une différence au centre-ville et les conflits qui en découlent. On ne peut comprendre les conflits liés à l'appropriation des espaces autour du Dominion Square sans apprécier leur importance symbolique pour les élites anglo-montréalaises.

En combinant les célébrations de la Saint-Jean-Baptiste à l'expression d'une fierté gaie, les organisateurs bénéficiaient d'un financement provenant du gouvernement du Québec à partir de 1979. En 1980, suite à la défaite référendaire du printemps, une redéfinition de ces célébrations est de mise pour réactualiser la dimension citoyenne de la fête nationale. Cette redéfinition implique plusieurs gais montréalais dont Jean-Michel qui nous confie : "Disons, moi j'ai été au PQ à peu près en 1968-69, au tout début. ... en 1971 j'étais devenu président de la région de Montréal... J'ai même été permanent du PQ dans les années 1973-74." On retrouve sa trace plus tard au mensuel *Le Berdache*, à l'ADGQ et à la corporation de la fête du 24 juin. Dans *Le Berdache* de novembre 1980, on apprend que Jean-Michel est devenu

président du conseil d'administration pour l'organisation des fêtes nationales sur toute l'Ile de Montréal et l'Ile de Laval[46]. Le parcours de Jean Michel semble conforter les nuances que j'ai apporté à l'hypothèse de Higgins. De la même façon, Bruno a acquis une longue expérience organisationnelle au niveau des célébrations de la fête nationale avant de s'impliquer dans l'ADGQ à Montréal, où il fut impliqué entre 1982 et 1984 dans l'organisation de plusieurs événements dont la « DistinGAIE ».

La « DistinGAIE » a été célébrée en 1982 au Dominion Square[47]. Même John A. MacDonald était de la fête. Il fut travesti par les organisateurs alors que les bannières et les fleurdelisés ornaient le Square. On se trouve ici en pleine subversion où différence sexuelle et différence politique vinrent se conjuguer pour réinventer un espace. Cette subversion des imaginaires hégémoniques n'est pas sans danger. Le même article du *Berdache* rapporte les difficultés rencontrées par les organisateurs de la fête. Le Comité exécutif négligea d'adopter l'ordonnance nécessaire permettant aux organisateurs des fêtes de quartier de déroger à certains règlements municipaux. Le 23 juin, le Comité exécutif s'était réuni et avait décidé de ne pas rendre l'ordonnance demandée. Tout au long des célébrations les organisateurs de la « DistinGAIE » ont du négocier avec les forces policières qui étaient présentes en grand nombre. Finalement il fut convenu de mettre fin à la vente de bière et de démonter les kiosques avant seize heures. Ce compromis accepté, les forces policières ont maintenu la pression en informant les organisateurs qu'une escouade anti-émeute était prête à intervenir s'ils ne respectaient pas leurs engagements. Les policiers maintenaient que ces mesures étaient appliquées sur l'ensemble du territoire de la Ville. Le bilan de la journée réalisé le lendemain démontra cependant que ce fut des mesures ponctuelles qui ne visaient que la « DistinGAIE » au Dominion Square.

La stratégie utilisée était celle que la Ville avait utilisée pour Corridart. La Ville accepte de tolérer un événement tout en conservant toutes les possibilités d'intervention. Ainsi, les organisateurs de la « DistinGAIE » se trouvèrent à la merci d'une application tatillonne de la réglementation par des forces policières qui conservaient la menace de l'usage

de la force. Tout au long de la journée et lors du spectacle le soir de la Saint-Jean, les organisateurs durent se plier aux demandes répétées des policiers de respecter divers règlements municipaux. Mais ces tensions n'existaient pas seulement entre l'ADGQ et la Ville mais aussi entre l'ADGQ et les propriétaires de bars du centre-ville.

L'ADGQ et les propriétaires de bars du centre-ville

Un facteur important dans la transformation des espaces gais émerge dès le lendemain de la descente du Truxx alors que plusieurs bars refusèrent la distribution d'un tract de l'ADGQ appelant à la manifestation (Sivry 1998, 243). Après la manifestation du 22 octobre 1977, plusieurs sources parlent d'un tract distribué dans des bars du centre-ville dénonçant la manifestation et l'ADGQ[48] comme n'étant pas dans l'intérêt des gais. Cette inimitié transparaît dans un dossier sur les sorties gaies publié dans le numéro 16 du *Berdache*. On n'y apprend qu'au Mystique : "...*Le Berdache* autrefois y était jeté à la poubelle, on ne l'y laisse plus". Pour le Hollywood et Le Jardin, on note que "... la distribution du *Berdache* est interdite"[49]. Lorsque vient le temps de vendre de la publicité pour soutenir le journal, Bruno est catégorique :

> On était à couteaux tirés avec à peu près tous les propriétaires de bars quand on était militant parce qu'ils n'ont jamais voulu nous donner de l'argent... s'ils n'avaient pas leurs profits immédiats, ils ne collaboraient pas. On n'avait vraiment pas une bonne estime des propriétaires de bars.

Il est raisonnable de suggérer que plusieurs propriétaires de bars du centre-ville puissent avoir été manipulés par la police. Des narrateurs ayant travaillé dans les bars et/ou qui ont été actifs à l'ADGQ mentionnent des actes de corruption à plusieurs reprises :

> J'étais assis au bar à un moment donné, quelqu'un rentre, il avait l'air bien straight. Il parle au propriétaire. Ils ont discuté. Ils étaient à côté de la caisse et au bout de quelques minutes, le propriétaire à remis plusieurs billets d'argent à l'autre monsieur... le lendemain ou le surlendemain, quand je suis retourné, c'était en fin de semaine... en rentrant les serveurs nous demandaient si on avait nos identifications comme quoi on était majeur et avouaient très clairement : "on s'attend à une descente de police bientôt". Et, il y a eu une descente de police... Et qui est-ce qui dirigeait la descente ? Le monsieur qui avait reçu les billets.

La répression policière après le Truxx

Avec l'ADGQ en place pour défendre les droits des gais, et la protection législative accordée par la loi 88, les grandes opérations policières se font moins fréquentes. Il semble y avoir un changement de stratégie ; les interventions massives dans les établissements commerciaux sont généralement délaissées en faveur d'interventions sur la voie publique. En agissant de cette façon, les forces policières maintiennent la pression sur les gais sans se mettre à dos l'opinion publique. Des commentateurs de l'actualité observent ce changement de stratégie[50]. Lors des chaudes soirées d'été au mois d'août 1978 une vingtaine de personnes furent arrêtées sur le trottoir devant chez Bud's[51]. Les clients qui sortent quelques minutes pour prendre l'air se font souvent avertir de circuler ou de rentrer dans le bar sous peine d'être accusés d'entrave à la circulation[52]. Autre tactique, une tentative de réduire le stationnement dans le quadrilatère où se concentrait l'enclave commerciale en avril 1979 : "Stationnement illégal : la police sévit durement." Cet article reproduit dans le mémoire de l'ADGQ nous annonçait que :

> À partir d'aujourd'hui une expérience sera tentée qui consistera à faire remorquer systématiquement toutes les voitures qui seront stationnées, entre 18 h 30 et 2 h 30 des deux côtés de la rue Sainte-Catherine entre les rues Peel et Drummond, du côté est de la rue de la Montagne et du côté ouest de la rue Stanley, entre Sherbrooke et le boulevard Dorchester.[53]

De plus, une guerre aux autos-stoppeurs s'annonce, les personnes qui faisaient du pouce aux petites heures du matin risquaient de recevoir une contravention par rapport au code de la route qui interdit de se tenir sur la voie publique. En février 1979, on apprend que les policiers du SPCUM ont arrêté plusieurs personnes dans le secteur Stanley-Peel et Sainte-Catherine[54]. Ainsi les forces policières tentent de gérer la présence des gais dans les rues où sont concentrés les commerces s'adressant à eux.

Le cycle de répression sembla s'alléger, les descentes diminuèrent en nombre et les arrestations massives se firent plus rares. Cependant, lorsqu'elles se produisaient, la réaction de l'ADGQ était immédiate et conduisait souvent à la constitution d'un comité de défense des accusés. Le 23 avril 1980, le Sauna David sur la rue Saint-Denis fut l'objet d'une descente

et 59 personnes furent accusées de s'être trouvées dans une maison de débauche. La stratégie utilisée par la police visait à maximiser le nombre de personnes arrêtées :

> En sortant du Sauna David mercredi soir, je me fais sauter dessus par un policier et me fais projeter dans un taxi... C'est que la police, non contente de faire une razzia à l'intérieur du sauna à une heure du matin, a choisi de ramasser deux fois plus de victimes en les cueillant une à une en douce à la sortie du sauna[55].

L'ADGQ mit sur pied un comité de défense et le 26 avril une manifestation de support rassembla 1,000 personnes, au coin de Stanley et Sainte-Catherine, pour protester encore une fois contre la répression policière[56]. La réaction à la répression est alors particulièrement efficace et elle se fait du tac au tac.

En juin 1981, descente chez Bud's, de 140 à 150 clients sont fichés et trois personnes sont arrêtées[57]. Le témoignage de Benoît, qui passa la nuit, en cellule est révélateur du vocabulaire utilisé par les policiers. La féminisation des trois personnes interpellées sous-tend presque tous les commentaires rapportés. Ainsi un des prévenus qui est de race noire est surnommé « la négresse » alors que les fifis et tapettes pleuvent. L'homophobie, la menace et un climat de terreur transpirent de ce témoignage[58].

Le 2 juin 1984, une descente chez Bud's atteint un nouveau sommet[59]. Cette descente serait à l'origine du « mythe » selon lequel la répression policière et l'administration municipale sont à l'origine du déplacement des espaces gais[60]. Encore cette fois-ci, il y aura une manifestation visant à dénoncer la répression policière, manifestation assez importante puisqu'elle aurait rassemblé un millier de personnes au centre-ville de Montréal (Figure 5.3) :

> L'intersection était complètement bloquée quelques minutes seulement après minuit... Lorsque l'escouade anti-émeute arriva vers minuit trente, il y eut un mouvement des manifestants et la manifestation partie vers l'est sur Sainte-Catherine sur une longueur d'environ 3 coins de rue. La marche vers l'est continua ainsi jusqu'à la rue Moncalm devant le bar gai Chez Max...[61]

Il est important de souligner ici que ce n'est pas seulement qu'un mouvement spontané. Des négociations eurent lieu entre l'ADGQ et les responsables policiers sur place :

> La foule des manifestants est à son comble, s'étendant de Drummond à Peel, auréolé d'un cordon de curieux. Pendant que le président de l'ADGLQ négocie, s'amorce un

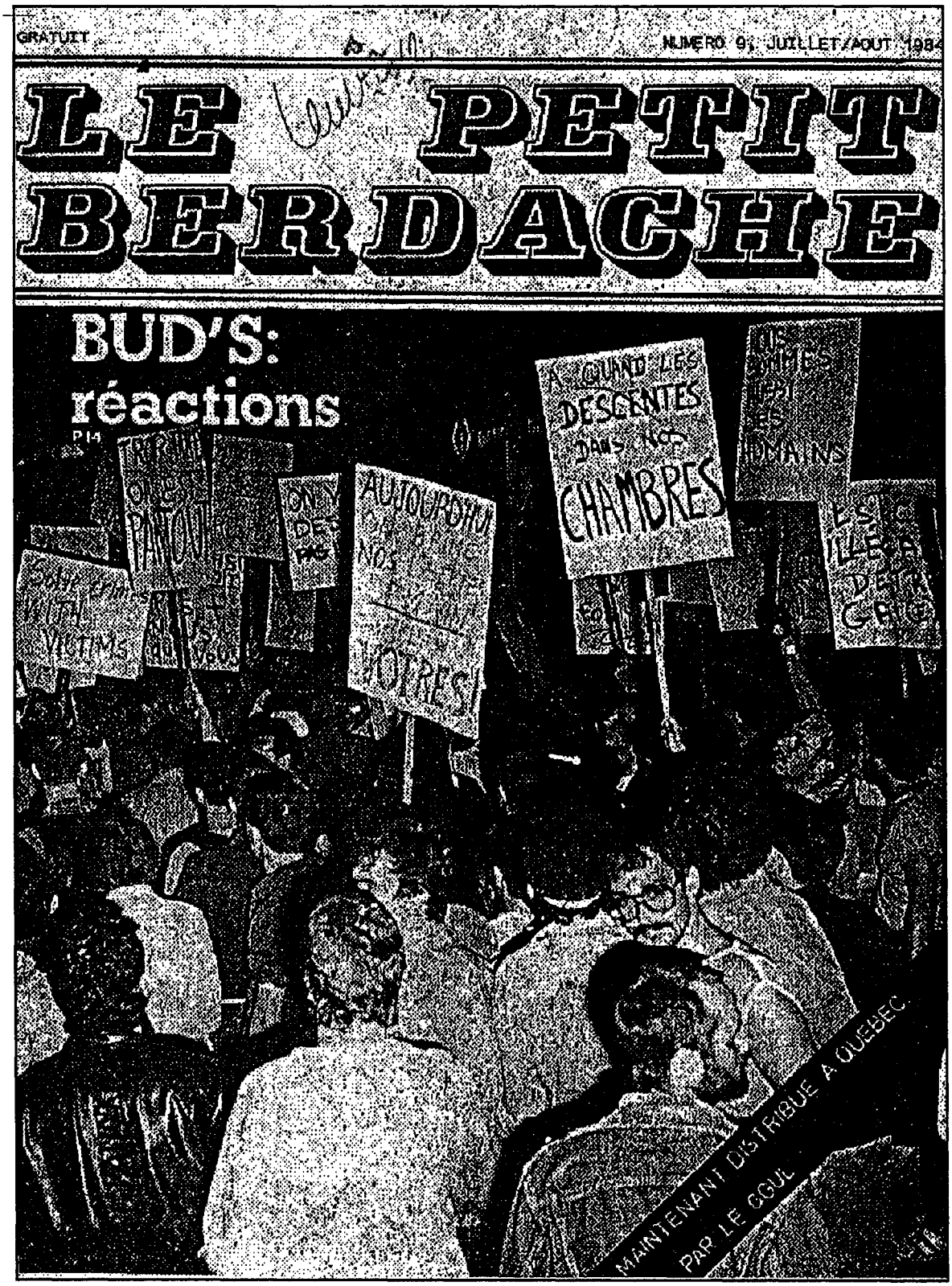


Figure 5.3 Manifestation du 3 juin 1984. Page couverture du *Petit Berdache*, juillet/août 1984.

> mouvement en faveur de la marche. C'est un peu prématuré mais, après hésitation, l'accord est donné. On s'ébranle[62].

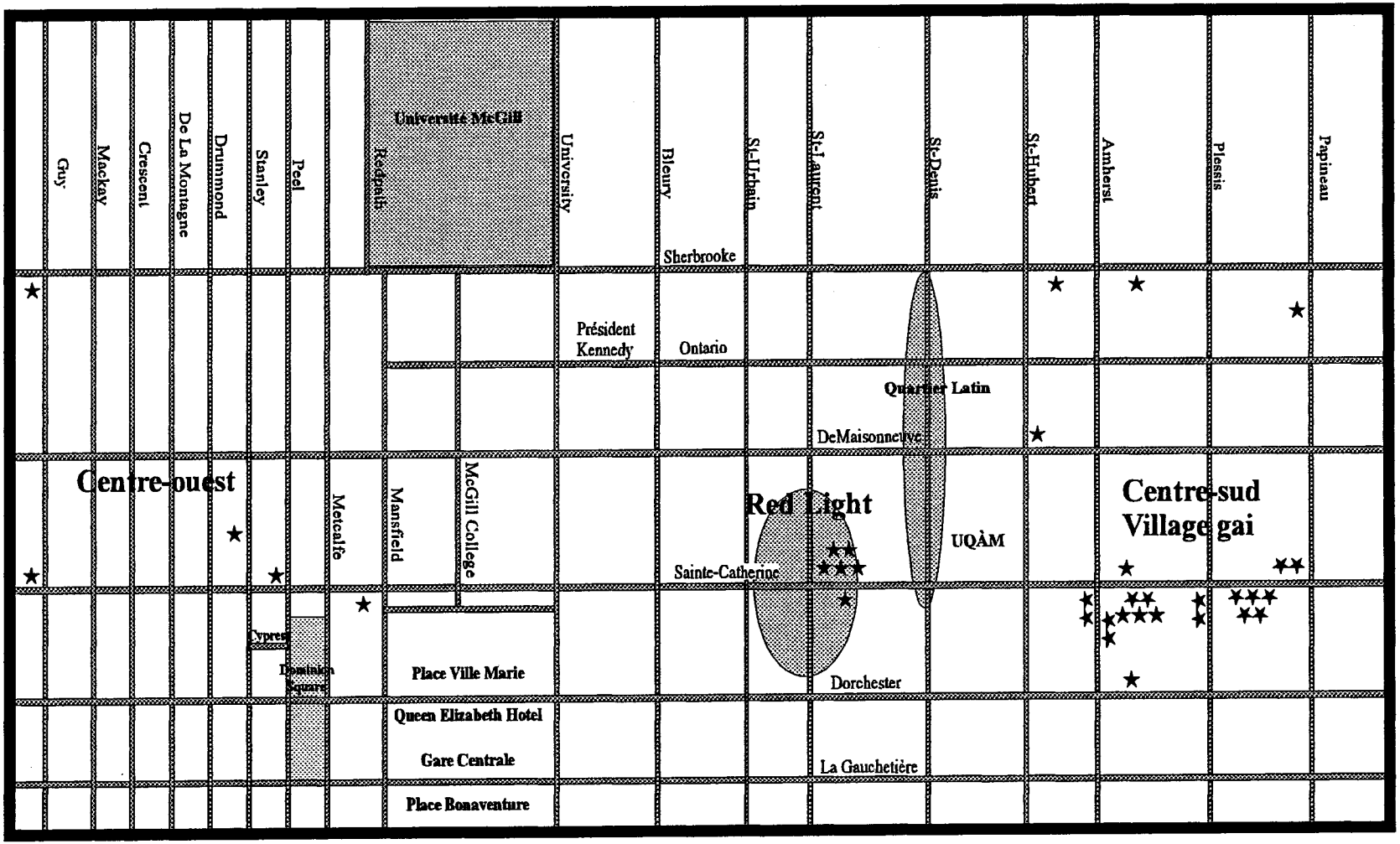
Imaginons l'étonnement des policiers, ils durent accepter de laisser les manifestants partir du centre-ville. Ils quitèrent le centre-ville, dépassèrent le boulevard Saint-Laurent, la rue Saint-Denis, se rendirent de l'autre côté de Saint-Hubert pour finalement se disperser devant Chez Max sur la rue Sainte-Catherine dans le quartier qui deviendra le Village. Michel Jarry se demande : "Pourquoi la manif s'est-elle arrêtée là ? Disons simplement que rien n'était concerté : la manif s'est terminée là, point."[63] Avec le départ du centre-ville (Figure 5.4) c'est aussi la fin des descentes massives dans les établissements s'adressant aux gais. Il faudra attendre les années 1990 pour de nouveau voir un déploiement policier massif au centre-ville.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons cherché à démontrer que l'expression de différences sexuelles dans l'espace central est objet de politiques. Les instances publiques, contrairement aux individus ou encore aux organismes communautaires qui se succèdent rapidement, conservent une mémoire institutionnelle qui leur permet d'articuler leurs actions sur une longue période de temps. Plus important encore, le régime Drapeau se maintint au pouvoir sans interruption entre 1960 et 1986. Cette unité de direction politique au niveau municipal s'étendit sur toute la période de formation des identités gaies et lesbiennes montréalaises depuis avant Stonewall jusqu'après le départ du centre-ville. Ce régime municipal a été qualifié par un politologue influant de "... parfaitement centralisé autour d'un parti politique unanime et d'un chef politique charismatique omnipuissant..." (Léveillé 1988, 38).

Notre analyse permet de dégager jusqu'en 1984, un imaginaire gai fortement ancré dans l'espace central de la ville. Cette centralité fut hautement valorisé. Bruce souligna toute la fierté qu'il ressentait lorsqu'il pouvait emmener des visiteurs au cœur de la ville où se trouvait un ensemble d'espaces développés et partagés par les gais. Pierre-Charles fut attiré par la vitesse et le tourbillon de lumière des grands édifices. Larry n'aurait habité nulle part ailleurs. Tout cela se situait à quelques pas de l'éphémère Vaisseau d'Or et du Dominion

Figure 5.4 Établissements annoncés dans *Attitude* , janvier 1985



Conception graphique : Jocelyn Guindon

Source: Données tirées de Rémiggi 1993, 8.

Square, véritable encyclopédie du « who's who » politique et financier canadien.

La visibilité croissante des homosexuels et la création d'institutions importantes (Androgyny[64], Gayline, les danses de Gay McGill, l'ADGQ, entre autres) au centre-ville transformèrent la signification de ces espaces. L'utilisation d'espaces communs, qu'ils aient été de véritables espaces publics, comme le Dominion Square et la rue Sainte-Catherine, ou privés mais accessibles au public, comme l'ensemble de ce qu'il est convenu d'appeler le Montréal souterrain, comme lieux de rencontre, de sociabilité et, à l'occasion, de contestation, mena à un effort soutenu de répression. Le développement d'une conscience communautaire, la constitution d'un ensemble d'institutions gaies et les demandes de reconnaissance des droits des homosexuels, furent intimement liés aux efforts de répression.

La rupture qui s'est produite en 1984 est ici présentée comme l'aboutissement d'un long processus. L'administration municipale fut un acteur déterminant dans la transformation des espaces gais. Elle disposait des forces policières et d'un arsenal réglementaire qu'elle pouvait adapter selon les besoins. D'autres facteurs vinrent se combiner au climat oppressant créé par une police répressive pour influencer cette transformation urbaine. La lutte des nationalismes québécois et canadien, et leurs impératifs de visibilité dans l'espace urbain montréalais, se déploya sur la rue Sherbrooke et au Dominion Square. Ce dernier accueillit dès 1985 le principal bureau touristique de la ville. L'affirmation du fait français, la montée du nationalisme québécois et la modification de la composition démo-linguistique des communautés gaies montréalaises modifièrent les rapports entre gais francophones et anglophones. L'idée d'aller dans l'est est moins rébarbative à une proportion croissante des membres des communautés gaies. Si les tensions liguistiques s'atténuent dans la communauté, d'autres tensions se développent entre les organismes gais et les entrepreneurs de l'enclave commerciale. Les propriétaires de bars furent alors représentés comme des exploiteurs n'ayant à cœur que leurs intérêts. Tout cela se produisit alors que le centre-ville était transformé par une architecture moderniste et un urbanisme fonctionnaliste. Tous ces éléments contribuèrent à la transformation de l'imaginaire géographique et social des communautés gaies

Cette transformation des imaginaires entretint une relation dynamique avec l'évolution des discours institutionnels. La Loi 88, modifiant la Charte des droits de la personne, permit une reconnaissance de la différence sexuelle dans divers espaces de la société québécoise. L'idée communautaire gaie et la conception que nous nous sommes créée de nous même comme communauté, se sont développées au contact de pratiques répressives et avec la transformation des pratiques discursives. Ces nouveaux imaginaires se concrétisèrent de façon exceptionnelle une nuit d'été en juin 1984, lorsque les manifestants quittèrent le centre-ville pour de nouveaux quartiers.

Notes

1. Galipeau, Silvia (2000) "Suzanne Girard ; Sortir enfin de l'ombre." *Le Devoir*. lundi 31 juillet, B1.

2. Faubert, T (1976) "Au nettoyage Olympique." *Libération*. juillet 1976. ---- "Important réseau de prostitution mâle démantelé à Montréal." *La Presse*. 17 mai 1976. ---- "Olympic Crackdown." *Body Politic*. no. 25, August 1976, 1 and 17. Voir aussi Higgins 1999a.

3. Beaulieu, Claude (1983) "1960-1980, Notre 'petite histoire'." *Le Petit Berdache*. no. 5, novembre-décembre, 10-15. Un an avant la visite du Pape, le "... plus grand travesti mysogine et homophobe..." Beaulieu prévoit la nouvelle vague de nettoyage. L'ADGQ réagira en préparant un grand événement, "Le Bal des Papettes" (Bruno). Bourque, Jacques (1984) "La répression policière et l'ADGLQ." *Sortie*. No. 21, septembre 1984, 10.

4. Sur ce sujet voir Herbert, Steve (1998) "Policing contested space : On Patrol at Smiley and Hauser." *in* N. FYFE dir. *Images of the Street : Planning, Identity and Control in Public Spaces*.New York et Londres : Routledge.

5. Données fournies dans l'Ordre du jour d'une réunion du Conseil de sécurité publique de la CUM, 1971.

6. Il faudra attendre 1992 pour que le SPCUM utilise pour la première fois l'expression « personne homosexuelle » dans son rapport annuel ; "En 1992, le SPCUM a continué d'animer, tant localement qu'au plus haut niveau, ses nombreuses tables de

concertation sur les victimes, la violence familiale, les agressions sexuelles, les personnes homosexuelles, et ainsi de suite." *Rapport annuel du SPCUM 1992.* 10.

7. ---- "Aquarius raid start of police anti-gay clean-up campain." *Gay Times.* April 1975, 1(1), 1.

8. Ross Higgins ne relève aucune autre opération policière pour le reste de l'année 1975 et il saute à 1976, année où, selon lui, la répression se serait fortement intensifiée (1999a, 124). Cependant, pour notre propos, une revue de l'ensemble des opérations répressives est essentielle si nous voulons démontrer l'existence d'une véritable politique de gestion de l'espace (voir appendice 1 : Chronologie sélective d'événements importants pour la communauté gaie).

9. ---- "Fact sheet on raids." *Forum.* Hivers 1979, 4(1), 5. et ---- "Aquarius raid start of police anti-gay clean-up campain." *Gay Times.* April 1975, 1(1), 1.

10. Ross Higgins (1984) retrace l'application de cet article du Code criminel qui sera par la suite utilisé à Toronto contre le sauna Barraks en 1978 et encore en 1981 lors de descentes massives contre plusieurs bars.

11. McLeod, Donald (1996) *Lesbian and Gay Liberation in Canada : A Selected Annotated Chronology, 1964-1975.* ECW Press, Toronto. Cette chronologie offre une mine d'informations sur les principaux événements ayant marqué les mouvements gais durant cette période.

12. ---- "Aquarius raid start of police anti-gay clean-up campain." *Gay Times.* April 1975, 1(1), 1.

13. ---- "Police raid clubs : seeking clues to Montréal rising murder rate ?" *Gay Times.* December 1975, 1(7), 5-6. Article repris dans le *Body Politic* sous le même titre, no. 22, February 1976, 4.

14. ---- "Olympic Crackdown." *Body Politic.* no. 25, août 1976, 1 et 17.

15. ---- "Police raid clubs : seeking clues to Montréal rising murder rate ?" *Gay Times.* December 1975, 1(7), 5-6. Article repris dans le *Body Politic* sous le même titre, no. 22, February 1976, 4.
Une enquête du *Berdache* conduite à la cour municipale de Montréal pour les mois de décembre 1979 à avril 1980 démontre que sur 58 arrestations pour grossière indécences, 54 sont effectuées par des groupes de policiers comptant de 2 à 4 agents. On peut discerner une spécialisation de certains policiers, ainsi "Les policiers les plus expérimentés, P. Desfossés, Y. Demers et M. Tremblay ont provoqués 21, 16 et 10 infractions respectivements dans les cinq mois étudiés."(35). ---- "Cinq mois de toilettes publiques : un verdict ! ?" *Le Berdache.* no. 16, decembre- janvier 1980-81, 35.

16. Dayman, Ron. (1981) "Dossier anniversaire." *Le Berdache*. mai 1981, no. 20, 49-53. Traduit de l'anglais, publié dans le *Body Politics*, no. 29, Dec. 1876- Jan. 1977.

17. ---- "Olympic Crackdown." *Body Politic*. no. 25, août 1976, 1 and 17.

18. ---- "Fact sheet on raids." *Forum*. Hivers 1979, 4(1), 5.

19. ---- "The police and the Press." *The Body Politic*. no. 25, 1976, 17.
---- "Important réseau de prostitution mâle démantelé à Montréal." *La Presse*. 17 mai 1976.

20. ---- "Le CHAR ou l'année gaie 1976." *Le Berdache*, no. 20, mai 1981, 50. Voir aussi Depatie, J. (1976) "300 homosexuels dans la rue pour se plaindre ... de la police" *Journal de Montréal.* Dimanche 20 juin 1976. Laprise H. (1976) "Les homosexules : manifestation contre la répression policière" *La Presse.* Lunid 21 juin 1976.

21. Blacklock, John (1977) "Police continue bar raids." *The Body Politic*. no. 31, février 1977, 6.

22. COJO (1976) *Arts et cultures.* Comité organisateur des jeux de la XXI[e] Olympiade, Montréal, 261.

23. Dagenais, Angèle (1976) "L'Allier « prie » Drapeau de reconstituer Corridart." *Le Devoir.* Jeudi le 15 juillet 1976, 1.

24. Levesque, Richard (1976) "City tears down 'obscene' Corridart." *The Montreal Star.* Wednesday July 14, 1976, A3.

25. ---- "Put Corridart back for Olympic Games, L'Allier orders city." *The Gazette.* July 19, 1976, 3.

26. Levesque, Richard (1976) "City tears down 'obscene' Corridart." *The Montreal Star.* Wednesday July 14, 1976, A3.

27. Morrier, Bernard (1981) "Corridart, des échaffaudages sans intérêts (Drapeau)." *Le Devoir.* 22 janvier, 2.

28. L'emphase est mienne. Ibid.

29. Ibid.

30. Le RCM avait remporté 19 des 55 sièges de conseillers lors des élections municipales de 1974 alors que Jean Drapeau est réélu avec 55% des suffrages exprimés. Données tirées du "Tableau 1 : Résultats des élections municipales à Montréal : 1960-1982 " dans Émard, Claude (1985) *Les politiques d'information municipale dans les grandes villes : une illustration, Montréal 1960-1985*. Mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, Montréal.

31. Bruno sera impliqué dans l'organisation de la Fête Nationale premièrement dans Lanaudière et sensuite à Montréal. Il sera actif au sein de l'ADGQ entre 1982 et 1984 a titre de président.

32. Construction ou interprétation d'une histoire insérant une configuration d'indicateurs spatiaux-temporels dans un cadre fictif où certaines activités prennent places. Ainsi restreindre la répression policière à la dimension d'un « nettoyage olympique » revient à créer un cadre fictif à cette répression et à l'insérer dans un ensemble d'indicateurs spatiaux-temporels qui n'ont rien à voir avec la réalité (voir la définition d'un chronotope de Clifford 1993,66).

33. ---- "Eille, les flics, fichez-nous la paix."*Gai(e)s du Québec.* 1(2), août 1977, 7-9.

34. Ibid.

35. ---- "La répression policière nous frappe." *Gai(e)s du Québec.* septembre 1977, 1(3), 9.

36. Ibid.

37. Courte, Bernard (1984) "Truxx 1977, Bud's 1984, Plus ça change plus c'est pareil." *Le Petit Berdache*, no. 9, juillet août, 14.

38. Jacob, M. (1978) "Montréal, vendredi 21 octobre 1977 ..." *Le Temps Fou.* 1(2), juin-juillet-août, 33.

39. Beaulieu, Claude (1983) "1960-1980, Notre 'petite histoire'." *Le Petit Berdache.* no. 5, novembre-décembre, 13.

40. Ibid.

41. ---- "Retrait de toutes les accusations !",*Gai(e)s du Québec.* 1 (6), décembre-janvier 1978, 3.

42. Beaulieu, Claude (1983) "1960-1980, Notre 'petite histoire'." *Le Petit Berdache.* no. 5, novembre-décembre, 13.

43. Dans Virus Montréal, mars 1979, 54, Alain Bouchard nous apprend que 3 plaintes distinctes sont retenues et que les quotidiens en question sont blamés. Une de ces plainte est déposée auprès du Conseil de Presse du Québec (CPQ) contre *La Presse* qui titrait en 1978 "Un crime atroce vaut 5 ans de prison à un homosexuel.""Dans une seconde plainte, *Le Quotidien* de Chicoutimi et *Le Soleil* de Québec qui titraient un article "Rien pour les fifis" dans l'affaire d'un stage annulé de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse qui intéressait la communauté gaie, sont blâmés de la façon suivante : "Les articles ... tant par le ton que par le vocabulaire employé, ont un caractère péjoratif qui n'avait pas sa place dans une telle information." Ces plaintes

et plusieurs autres viendront progressivement modifier le discours journalistique concernant les minorités sexuelles.
Voir aussi ---- "Rimouski : L'affaire du Zodiac." *Le Berdache.* No. 5, novembre 1979, 6.
---- "Le quotidien La Presse à nouveau impliqué dans une affaire de discrimination." *Le Berdache.* No. 15, novembre 1980, 5.
Bouchard, Alain (1980) "Au tour du Journal de Montréal." *Le Berdache.* No.15, novembre 1980, 6.

44. Expression utilisée par Bernard Courte et Jean-Michel Sivry dans une description du Bar Jonas dans le Vieux Montréal où s'est tenu une rencontre pré-référendaire entre Gérald Godin et des gais montréalais "Il s'agissait d'un rallye des berdaches péquistes" dans "Dossier Sortir mais où ? " *Le Berdache*, no. 16, décembre-janvier 1980-81, 29.

45. Rappelons nous ici la description, au chapitre 3, de la manifestation McGill Français où le maire Jean Drapeau est venu surveiller les opérations de la nouvelle escouade anti-émeute en compagnie du recteur de l'université au sommet du pavillon des Sciences sociales.

46. ---- "La fête du 24 juin est maintenant entre les mains des citoyens", *Le Berdache*, no. 15, novembre 1980, 6.

47. Goulston, Philip (1982) "La Fête national au Carré Dominion : Un 24 juin "paisible"... La Ville de Montréal vs. La fête nationale." *Le Berdache.* No.33, septembre 1982, 7-8.

48. Courte, Bernard et Jean-Michel Sivry (1980) "Les espaces du cuir." *Le Berdache.* No. 16, décembre-janvier 1980-81, 29-30.

49. Bordeleau, Christian (1980) "Le Mystique, Le Réflexion, L'Entre-Peau." *Le Berdache.* No. 16, décembre-janvier 1980-81, 32. et Castonguay, Gilles (1980) "Le Hollywood et Le Jardin." *Le Berdache.* No. 16, décembre-janvier 1980-81, 33.

50. Higgins, Ross (1984) "Les gais dans les maisons de débauche : Montréal épurée pour la visite du Saint-Père." *Sortie*. no. 17, mai 1984, 18-19.

51. Dayman, Ron (1978) "Nouvelle descente : les élections s'en viennent." *Journal Gai(e)s du Québec*. octobre-novembre 1978, 2(3), 1-2.

52. ADGQ, *La communauté gaie et la police de la CUM.* Mémoire présenté par l'Association pour les droits de la communautée gaie du Québec au Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal, Montréal, mai 1979, 64.

53. Article non-identifié reproduit dans ADGQ, *La communauté gaie et la police de la CUM.* Mémoire présenté par l'Association pour les droits de la communautée gaie du

Québec au Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal, Montréal, mai 1979, 66.

54. Bouchard, Alain (1979) "Mini-harcèlement par maxi-flics." *Virus Montréal.* Mars 1979, 54.

55. Brunet, François (1980) "Liberté mon cul !" *Le Berdache.* No. 10, mai 1980, 32-33.

56. Garneau, Gilles (1981) "Rétrospective 1980." *Le Berdache.* no. 17, février 1981, 12.

57. Rioux, Laval (1981) "Descente chez Bud's : une visite inattendue." *Le Berdache.* no. 22, juillet-août 1981, 8.

58. B., A. R. (1981) "Descente policière chez Bud's, dans la nuit du 10 au 11 juin 1981 : J'ai regardé la bêtise en face ; elle est straight et elle est armée..." *Le Berdache.* No. 22, juillet-août 1981, 9-10.

59. 188 personnes sont arrêtées. 33 sont accusées de grossière indécence, 122 de s'être trouvées dans une maison de débauche et 8 sont accusées d'avoir tenue une maison de débauche. 25 personnes seront relâchées sans qu'aucune accusation ne soit portée contre elles. Courte, Bernard (1984) "Truxx (1977), Bud's (1984), plus ça change plus c'est pareil !" *Le Petit Berdache.* No. 9, juillet-août 1984, 14-16, autres articles pages 16 à 21.

60. "C'est alors que se mirent à circuler une série de mythes, dont deux si tenaces qu'ils sont encore répandus de nos jours. Aussi l'un des buts de ce chapitre sera de démontrer que la police et l'administration municipale n'était pour rien dans l'émergence du Village gai..." Remiggi (1998, 268)

61. Courte, Bernard (1984) "Truxx (1977), Bud's (1984), plus ça change plus c'est pareil !" *Le Petit Berdache.* No. 9, juillet-août 1984, 14-16, autres articles pages 16 à 21.

62. Jarry, Michel (1984) "Manifestation." *Le Petit Berdache.* No. 9, juillet-août 1984, 18.

63. Ibid.

64. Librairie gaie et lesbienne qui ouvrit ses porte en octobre 1973. Bruce Garside et Will Aitken sont les cofondateurs de cette institution avec John Southin.

Conclusion

> Peut-être le droit à la parole se situe-t-il à côté du droit à la Ville, comme horizon de civilisation plus que comme droit tendant à sa reconnaissance institutionnelle (Lefebvre 1968b, 298).

Le Dominion Square est toujours un espace symboliquement important non seulement à l'échelle montréalaise mais aussi aux plans québécois et canadien. Je ne réussis pas cependant à y retrouver l'atmosphère du mois de juillet 1976. Il me semble que c'est plus « propre », plus « ordinaire » et plus « normal ». L'hôtel Windsor a été transformé en édifice à bureaux et seulement quelques salles de réception réservées aux réunions d'actionnaires laissent transparaître l'ancienne gloire de l'établissement. Aucun indice ne vient rappeler le Vaisseau d'Or. Au bout de la rue Cypress, il ne reste plus aucun bar gai. Autour du Square, la Sun Life a été remplacée par le siège social d'une papetière, Air Canada a déménagé le sien à l'aéroport de Dorval, le CP quant à lui est allé s'installer à Calgary et la gare Windsor est pratiquement abandonnée. Si les monuments à la mémoire de John A. MacDonald, de Sir Wilfrid Laurier et le cénotaphe y conservent toujours toutes leurs significations, le lion impérial y fait de plus en plus figure de décoration. Juste de l'autre côté de la rue, la DST (Dominion Square Tavern) est toujours ouverte. Le jour, elle est envahie par les employés de bureaux, mais le soir, vers 10 heures, lorsque les travailleurs sont retournés en banlieue, il y a parfois des habitués qui ne sont plus très jeunes. Ils ne sont que quelques-uns, quelques irréductibles qui ne sont pas encore passés à l'Est.

J'ai démontré que la transformation des géographies des communautés gaies relève de phénomènes complexes qui dépassent largement le cadre de quelques opérations policières. La territorialisation de la vie sociale des gais découle et sous-tend des phénomènes culturels qui ont subi de profondes mutations pendant la période étudiée. Les transformations discursives qui se sont produites dans les années 1960 et 1970 ont eu un impact important sur la spatialité de l'expression des différences. L'important substrat symbolique de l'espace

central, qui s'accumule depuis le XIX^{ième} siècle, a été contesté et subverti par une visibilité croissante des membres des communautés gaies, la montée du nationalisme québécois et l'affirmation du fait français.

J'ai cherché à restituer la complexité de la transformation du centre-ville de Montréal. Pour ce faire, j'ai utilisé un cadre théorique fondé sur le pouvoir et son exercice dans l'espace. Une navigation constante entre une conception moderniste du pouvoir et une approche dite postmoderne des relations de pouvoirs a été requise pour la compréhension de la transformation des espaces gais à Montréal. Cette conception moderniste du pouvoir et de l'État s'est appuyée sur la diffusion d'un sens de la réalité (Gramsci 1975 ; Grisoni et Maggiori 1973 ; Macciocchi 1975 ; Ricci et Bramant 1975), alors qu'une approche dite postmoderne des relations de pouvoirs oscille entre la codification de plus en plus poussée de ce que l'individu devrait être et les diverses facettes identitaires (Probyn 1994) de l'individu lui même (Butler 1994, 1993, 1990 ; Cream 1995 ; Donaldson 1993 ; Foucault [1962] 1992, 1976b, 1983 ;Haley 1993, Hubbard 2000, Warner 1993). L'articulation entre ces deux points de vue théoriques s'est faite à partir de l'exercice simultané de ces pouvoirs dans la ville, ainsi les processus de domination et de sujétion sont intimement liés. Dans une optique gramscienne de diffusion des sites porteurs de l'hégémonie dans la société civile et dans un contexte dit postmoderne d'une atomisation des sites de revendication, j'ai soutenu qu'une implication politique, qu'elle soit subversive ou radicale, est secondaire tant que cette lutte mène à l'élaboration de contre-discours.

La lutte concernant la lisibilité des signifiants (Barthes 1973, 1979 ; Lefebvre 1968a ; Pêcheux 1975 ; Smith et Katz 1993) a été reliée à l'évolution du discours sur la sexualité et au développement des identités gaies montréalaises. Je rejoins ici Knopp (1998) qui suggère que la lutte par rapports aux significations de l'espace est directement reliée à un système de pouvoirs. Une appréhension du quotidien et l'identification des pratiques « émancipatoires » ont été rendues possibles grâce aux entrevues et à l'analyse de la presse communautaire. Elle a aussi bénéficié de l'extension des pratiques discursives aux pratiques

spatiales (de Certeau 1968, 1980). L'exploration de ces pratiques spatiales nous a permis de dégager des imaginaires géographiques qui se sont profondément transformés dans les années 1960 et 1970. Cette transformation s'est produite dans le cadre d'un processus hégémonique qui s'articule dans un environnement urbain hautement programmé ; programmation économique, politique et culturelle qui a des modes d'opération multiples et complexes (Brown 1992).

La transformation culturelle, sociale et politique de la société québécoise lors de la Révolution tranquille (Dumont 1971 ; Lazure 1970 ; Rioux 1980, 1990 ; Rocher 1973) a eu des impacts importants sur les diverses spatialités qui s'exprimaient à Montréal. La Révolution tranquille se doubla d'une rapide modernisation des quartiers centraux où une architecture moderniste et un urbanisme fonctionnaliste se sont imposés à coup de grands projets (Boivert 1998 ; Greenberg, Kenneth et Vitomir Ahtik 1988 ; Hamel 1995 ; Marsan 1994). Les changements dans les modes de production, dont la tertiarisation de l'économie montréalaise (Coffey 1998) et la mutation de sa base industrielle (Manzagol 1998) sont le résultat, provoquèrent une mutation de l'espace produit (Lefebvre [1974] 2000). Ces transformations eurent des impacts importants sur les espaces gais du centre-ville.

La motivation première de cette thèse était de comprendre les facteurs qui menèrent à la dissolution du quartier gai au centre-ville. La construction d'une ville ne repose pas seulement sur la combinaison de facteurs matériels, mais aussi sur la manipulation d'un langage symbolique d'inclusion et d'exclusion (Boyer 1992, 1993 ; Zukin 1995, 2000). Cette proposition prend pour nous toute son importance lorsqu'il s'agit de la manipulation des représentations qui furent développées pour évoquer l'homosexualité et les homosexuels. J'ai démontré qu'une première avenue d'explication à la dissolution du quartier gai du centre-ville se trouve dans l'évolution du discours et des représentations concernant l'homosexualité. Cette évolution m'a permis d'identifier une mouvance des frontières de ce qui est public.

Pacifique Plante, s'appuyant sur une coalition morale, a créé une géographie du crime

et de l'immoralité qui collait à la vie quotidienne des individus. Sa conception de ce qui était public recouvrait tous les espaces sociaux de la maison, du travail et de la rue. Toutes les facettes de la vie sociale pouvaient être affectées par une divulgation de l'homosexualité. Pour Plante, le crime et l'immoralité se trouvaient partout, dans tous les quartiers. Selon lui, seule une attention constante et un système de délation institutionnalisé pouvaient sauvegarder une population définie comme étant à risque. En 1960, Jean Drapeau a institutionnalisé la coalition morale au sein de l'Administration municipale. Cette institutionnalisation, qui fait partie de la sphère d'activité de l'État (Lefebvre 1977), se révéla être un échec. La Révolution tranquille favorisa une attitude plus permissive par rapport à la sexualité et força une redéfinition des limites de ce qui était socialement acceptable et de ce qui ne l'était pas. Cette redéfinition permit l'émergence d'un discours plus spécifique par rapport à l'homosexualité. Cette évolution a été transcrite sur le plan géographique dans le second chapitre alors que Hurteau (1993, 1991) l'avait retracée au niveau des institutions religieuse et judiciaire. Le Bill Omnibus est venu crystalliser un résultat important de la Révolution tranquille, c'est à dire une succession institutionnelle en ce qui concerne la gestion des différences sexuelles. L'institution religieuse n'ayant plus l'ascendant requis pour imposer des normes de comportements acceptables, elle est remplacée par une délimitation législative restrictive de l'espace où les différences sexuelles peuvent s'exprimer. Le Bill Omnibus vint consacrer cette évolution en délimitant un territoire où l'État n'interviendrait plus.

La décriminalisation de l'homosexualité s'est effectué en établissant une frontière entre une moralité publique et une moralité privée. Cette non-intervention de l'État était conditionnelle à la constitution d'un espace d'exception. Tous les autres espaces étaient susceptibles de tomber sous la surveillance policière, et les gestes qui y étaient posés étaient passibles d'une sanction judiciaire. Les divers corps policiers ont utilisé cette définition restrictive de l'espace privé par rapport à la sexualité tout aussi bien à Montréal que dans le reste du Canada. Un simple soupçon d'homosexualité pouvait suffire pour provoquer une filature sur la voie publique et la mise en place de stratégies de piégeage. Nous avons vu qu'une culture policière homophobe et l'importance symbolique des espaces en jeux ont

amplifié les contraintes à l'accès aux espaces publics pour les gais montréalais.

Ces contraintes sont d'autant plus importantes qu'il s'agissait d'espaces hautement valorisés qui avaient une charge symbolique exceptionnelle. Dans le troisième chapitre, je me suis intéressé aux principaux enjeux qui découlaient de la redéfinition de l'espace central comme espace de représentation et comme site d'une intense lutte pour sa définition et son appropriation. L'enjeu était rien de moins que la redéfinition des significations liées à la centralité, qu'elles soient sociales, politiques, économiques ou symboliques (Castells 1987, 1988 ; Monnet 2000). Suite à une décennie de transformations sociales et politiques sans précédent dans l'histoire québécoise, de vastes mouvements sociaux se dessinaient. Même si j'ai retenu une approche structurée par les lieux associés au centre-ville de Montréal, cette revendication sociale ne s'y est pas limité, elle s'exprimait simultanément à une contestation de la vision hégémonique de la modernité dans l'espace monde (Watts 2001). Les revendications de ces mouvements sociaux se sont manifestées au centre-ville autour des questions de la langue, de la revendication nationale, à travers une série de conflits de travail et de luttes urbaines au niveau des quartiers. Ces mouvements sont venus contester le pouvoir dans les espaces où il s'exprimait avec le plus de force. Les grandes manifestations de la fin des années 1960 eurent un impact important sur l'Administration municipale ainsi que sur l'organisation policière. La remise en question des significations a été contrastée avec les symboles disséminés dans les environs du Dominion Square. Cette contestation tranchait fortement avec l'organisation des rapports sociaux au Vaisseau d'Or. Ces contradictions se sont tissé dans les espaces où s'exprimaient les communautés gaies.

La censure et les tentatives d'effacements des contre-discours ont été opposées aux significations et aux valeurs privilégiées par le pouvoir. Le nationalisme québécois fut contrasté avec les significations inscrites au Dominion Square alors que le mariage de Michel Girouard fut opposé à l'atmosphère étriquée du Vaisseau d'Or. L'exclusion du mouvement nationaliste québécois de l'espace urbain central au début des années 1970 s'effectua par le refus de la Ville de Montréal d'acquiescer à la célébration de la Fête Nationale au centre-ville.

La marginalisation de l'engagement entre Michel Girouard et Réjean Tremblay se traduisit par un déni d'accès à la respectabilité et une dévalorisation symbolique du lieu où il a été célébré. Cette censure préfigure Corridart et la répression policière dans les espaces gais.

Malgré les pressions sociales et la répression policière qu'ils subissent, les gais montréalais continuèrent inlassablement à arpenter et à subvertir les significations des espaces au Centre-Ouest. Ce quartier était un lieu d'appartenance pour plusieurs, qu'ils aient été résidants ou encore lorsqu'ils y venaient pour une sortie. Une multitude de lieux devinrent des espaces où il était possible d'établir des liens sociaux. Des façons d'être en privé, en public, se développèrent (Bell 1995 ; Chauncey 1994 ; Nilsson 1998), et des pratiques étaient imaginées et transmises afin de permettre l'expression d'une identité dans des lieux où cela était interdit. Ces espaces se conjuguaient et se stratifiaient selon l'appartenance linguistique, à une classe sociale, parfois selon la religion ainsi que par des rôles liés au genre. Une découverte inattendue de cette recherche est la puissance des cartes mentales du monde gai que développaient les anglophones et les francophones qui habitaient dans les mêmes quartiers. Plus encore, les représentations spatiales fortes de la ville qui ont été développées dans les années 1950 dans la Petite Bourgogne ont été maintenues jusque dans les années 1970 où nous les avons retrouvés dans le quartier Milton Park. Cette reproduction de l'imaginaire géographique gai rend encore plus surprenante la transformation qu'il a subi dans les années 1980. S'exprimait alors une géographie complexe et fluide en conjugaison avec les grands courants sociaux qui secouaient le Québec. Les gais montréalais ne vivaient pas en vase clos, c'est leur vie gaie qui était cloisonnée. Les gais prirent alors position dans l'espace et dans les grands débats qui agitaient Montréal et le Québec. Il en résulta des imaginaires géographiques d'une richesse surprenante. Ces imaginaires s'enracinaient dans les quartiers comme la Petite Bourgogne et Milton Park pour être ensuite projetés sur l'ensemble de la ville, au centre-ville et dans le « Red Light ». Le centre-ville, et la modernité qu'il représentait, a exercé une forte attraction sur les jeunes francophones à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

La modernisation de la société québécoise lors de la Révolution tranquille s'est exprimée pour plusieurs gais par une recherche de la modernité. Un refus croissant dans les années 1970 de laisser le désir s'exprimer seulement entre quatre murs, et une visibilité dans les lieux de rencontre et dans la rue, plaça les gais en conflit avec les valeurs depuis longtemps défendues par l'Administration Drapeau. Ces débordements de « gaieté dans la rue », dans les grands complexes privés accessibles au public et dans les divers établissements commerciaux du centre-ville, constituaient une remise en question de l'organisation des espaces publics et privés instituée par le Bill Omnibus. Plus encore, cette visibilité venait contester des hétérosexualités et des masculinités normatives (Bell et al. 1994 ; Bell et Valentine 1995 ; Donaldson 1993 ; Haley 1993 ; Hubbard 2000 ; Warner 1993). Ces confrontations se développèrent sur une longue période et c'est alors qu'un discours proposant une protection des droits fondamentaux des gais commençait à être diffusé au Québec. Le mariage entre Michel Girouard et Réjean Tremblay en 1972 annonçait les transformations à venir. Ils cherchaient, à travers la reconnaissance sociale de leur union, une égalité de droit. Girouard croyait déceler dans les dispositions du Bill Omnibus une possibilité de reconnaissance des droits des homosexuels. Ses prétentions furent dénoncées par les média et par l'Archevêché. Le discours sur la reconnaissance des droits des gais fut appuyé par le Parti Québécois à partir de 1975. Avant même le début du « nettoyage olympique » et de la prise du pouvoir par le PQ, il est possible de retracer les lignes de fractures d'où ont émergé une intense période de répression policière. Le « nettoyage olympique » n'ayant eu d'olympique que sa durée, son ampleur et son intensité.

Les Jeux olympiques furent l'occasion d'une recrudescence de l'activité policière par rapport à tout ce qui bougeait politiquement et socialement non seulement à Montréal, mais aussi dans d'autres villes canadiennes. Le filet sécuritaire tissé sur une bonne partie du Québec et de l'Ontario en 1976 fut un effort concerté entre les corps policiers de tous les niveaux de gouvernement. Il n'est donc pas surprenant de voir des opérations policières similaires à Toronto, Montréal et Ottawa. Je me suis intéressé à cette répression tout en l'entrecoupant avec des éléments importants qui ont affecté les pratiques sociales des gais, le développement

des organismes communautaires gais et la constitution d'identités gaies montréalaises. Dans ce dernier chapitre j'ai analysé les tentatives d'effacement de certaines réalités du texte urbain et la résistance qu'elles provoquèrent. Le démantèlement de Corridart fut possiblement le geste de censure le plus important au Québec depuis 1960. Le refus de l'Administration municipale de laisser s'exprimer sur la rue Sherbrooke une mémoire qui remettait en question son projet moderniste et ses critères esthétiques illustra jusqu'où elle était prête à aller pour effacer les significations qui ne correspondaient pas à sa conception de la ville (Descôteaux 1993). J'ai présenté la répression policière envers les communautés gaies de Montréal comme relevant du même geste de censure.

La répression policière et ses abus sont des éléments essentiels à la compréhension du développement d'un mouvement gai qui intégre les composantes francophones et anglophones des communautés gaies. Lorsque les gais quittèrent les bars pour aller manifester contre la répression policière au Truxx, ils savaient déjà qu'une telle manifestation était possible car elle existait dans leur imaginaire et elle portait le nom de Stonewall. Cet imaginaire nord-américain fut transformé dans un lieu particulier de la libération gaie où langue, religion, classe sociale et nationalismes se conjuguèrent à la sexualité comme facettes identidaires. Ce sont ces multiples particularités de langue, de religion, de classe sociale et d'appartenance nationale qui firent émerger une carte mentale et une vision de Montréal si contrastée. Un Montréal marqué à grands traits de frontières symboliques qu'il est possible de transgresser en naviguant ses multiples lieux d'appartenances, sans crainte pour sa sécurité. Les identités hybrides sont ici particulièrement importantes dans une ville où on peut conduire des entrevues en français, en anglais ou en naviguant les deux imaginaires simultanément. Le quartier gai du Centre-Ouest relevait lui aussi de cette « montréalité », d'une fluidité des espaces sociaux à travers la rigidité des représentations urbaines.

Suite à l'élection du Parti Québécois en novembre 1976, les gais eurent des alliés circonstanciels puissants. En 1977, après la descente du Truxx, ils ont bénéficié de la législation provinciale pour faire valoir des droits. Une de ces mesures, la modification de la

Charte des droits de la personne en 1977, consacra la transformation du discours sur l'homosexualité comme relevant d'une morale privée en un discours sur des droits fondamentaux. Les affinités entre l'ADGQ et le mouvement nationaliste étaient alors importantes. La conviction qu'une libération gaie et l'atteinte d'une plus grande justice sociale passaientt par une libération nationale étaient alors largement répandue (Smith 1999). Cette conviction s'exprime dans l'espace de façon exceptionnelle lors de la « DistinGaie » du 24 juin 1982 au Dominion Square. La Saint-Jean-Baptiste était alors célébrée par les communautés gaies au centre-ville de Montréal depuis 1980. La charge subversive d'un John A. MacDonald travesti et entouré de bannières fleurdelisées est saisissante. C'était non seulement l'ensemble des significations inscrites au Dominion Square qui étaient alors remises en question, mais c'était aussi une grande partie du contre-discours par rapport à l'appropriation de l'espace au centre-ville qui y était mis en scène.

Avec le développement d'organismes communautaires ainsi que d'une contestation structurée des significations au centre-ville, des tensions nouvelles émergèrent entre l'ADGQ et les propriétaires de bars. J'ai recueilli plusieurs indices d'une coopération entre ces propriétaires et la police, des recherches plus approfondies sont cependant nécessaires pour clarifier cette coopération. Ce sentiment d'antipathie, entre l'ADGQ et les propriétaires, jette un jour nouveau sur le départ symbolique du centre-ville du 3 juin 1984. Les bars ont souvent été présentés comme des lieux d'appartenance importants pour les communautés gaies (Chamberland 1998 ; Higgins 1997). Alors que ce sentiment d'appartenance s'effritait, les lieux où étaient concentrés ces bars perdirent de leur importance. Les manifestants qui s'étaient réunis, comme à chaque manifestation importante, à l'angle de Stanley et Sainte-Catherine, quittèrent le centre-ville pour aller vers ce qui est devenu depuis le Village. Ce fut la fin du centre-ville de Montréal comme principal espace gai de la ville. Pour la majorité des narrateurs, qui ont connu le quartier gai du Centre-Ouest, la perte des espaces gais au centre-ville représente la perte des références spatiales de leur communautés. Même après plus de 15 ans, plusieurs ne considèrent toujours pas le Village comme lieu d'enracinement.

Une entreprise de redéfinition de l'espace central de la ville a été mise en place sous l'Administration Drapeau. Les objectifs de sécurité des investissements, de pérennité des élites et des considérations esthétiques ont largement prévalu. Cette redéfinition de l'espace public s'effectua par l'insertion d'une confusion de plus en plus importante entre des espaces véritablement publics et les espaces privés (Boyer 1992, 1993 ; Davis 1992, 1998 ; Mitchell 1995 ; Jackson 1998 ; Zukin 1991, 1995, 2000). Les grands complexes immobiliers et le développement du Montréal souterrain brouillent la distinction traditionnelle entre le privé et le public. Il s'agit bien d'une entreprise de mystification où on suggère la création d'espaces urbains intérieurs alors que ces espaces sont policés physiquement et symboliquement (Zukin 1995). Cette confusion est encore amplifiée à partir de 1980, avec le premier Festival de Jazz. L'espace de la fête est délimité physiquement dans la ville avec des barrières mobiles et un service privé de sécurité (Korosec-Serfaty 1995). Ces espaces publics extérieurs, sécurisés physiquement et symboliquement, sont dits publics alors qu'ils deviennent conditionnellement accessibles (Mitchell 1995 ; Parazelli 1997). Ces confusions sont largement entretenues par une vision urbanistique de la ville, vision qu'illustrent les propos suivants :

> Plusieurs ressentent le fait qu'elle [la ville intérieure] ne soit pas au départ un équipement véritablement public... Cet inconvénient est, selon nous, davantage de l'ordre de la perception que de celui de l'accessibilité car dans l'ensemble, il n'y a pas d'entraves réelles à un usage non abusif. Par contre ce statut privé est reflété par une propreté assez exemplaire et, par une surveillance constante (même si elle n'est pas toujours perçue) qui fait de la ville intérieure un lieu plus hygiénique et plus sécuritaire que la ville de surface (Marsan 1994, p. 363-64).

La création d'un important réseau de circulation piétonnier de propriété privée, lié à la ville marchande, revient à une privatisation et de l'espace public et du maintien de l'ordre dans ces espaces conditionnellement accessibles (Davis 1992, 1998 ; Boyer 1992, 1993 ; Zukin 1995). Ces espaces intérieurs revêtent une importance particulière à Montréal où le climat est difficile durant quatre à cinq mois par année. Les impacts de cette stratégie sur le centre-ville de Montréal ont provoqué un changement qualitatif important. La définition des notions d'ordre et de désordre relève aussi de considérations culturelles et esthétiques et fait partie d'une économie symbolique de la ville (Mitchell 1995). L'aseptisation de la ville

intérieure se propage à ses entrées, aux trottoirs qui l'entourent et aux rues qui la bordent (Jackson 1998). Cette manipulation des significations permet d'établir qui a et qui n'a pas accès aux espaces urbains. C'est un changement non seulement de la culture publique de la ville (Zukin 1995) mais également la transformation de la ville elle-même en produit culturel de consommation (Choay 1994 ; Korosec-Serfaty 1987 ; Lefebvre 1968b).

> La Ville se dévore avec une allégresse particulière... périphériques, étrangers, banlieusards, touristes, se précipitent sur le cœur des villes avec un appétit particulièrement vorace. Chaque object et chaque œuvre gagnent ainsi leur double vie : sensible et imaginaire. Tout object de consommation devient signe de consommation. (Lefebvre 1968b,205)

Est-ce que le Village relève d'une telle transformation de l'espace urbain en produit culturel de consommation ?

Cette thèse s'achève sur la perte d'espaces sociaux et de lieux d'appartenances qui étaient importants pour les communautés gaies montréalaises. Elle se termine aussi sur une ouverture avec l'arrivée des manifestants en juin 1984 dans un quartier gai en émergence. Plusieurs des questions traitées précédemment reviennent à l'esprit. Est-ce que l'appartenance linguistique, l'identité nationale, le statut socio-économique et la pratique religieuse ont toujours un impact sur l'enracinement des gais ? Est-ce que l'expérience du pouvoir, qu'il soit au niveau du développement de contre-discours ou des pratiques de la vie quotidienne, a été transformée dans ces nouveaux espaces ? L'expérience urbaine qui s'est accumulée depuis 1984 soulève aussi plusieurs nouvelles questions. Qu'elle est la dimension symbolique du Village dans la ville ? Le Village a t'il favorisé l'émergence d'une nouvelle culture gaie ? Les relations entre les communautés gaies montréalaises, entre elles et avec le mouvement gai nord-américain, ont-elles changé ? Il est maintenant difficile d'imaginer une géographie sociale de Montréal sans la présence du Village. Ce simple fait constitue une victoire importante pour les communautés gaie Montréalaise. Mais, il ne faut pas perdre de vue que les lieux appropriés par nos communautés permettent et façonnent l'émergence d'une culture originale. Cette culture est productrice de significations et de représentations qui ne peuvent être dissociées des quartiers d'où elles émergent.

Le Village a réussi à intégrer le discours institutionnel municipal et le processus d'institutionnalisation qui en découle. Cette institutionnalisation est perceptible dans presque tous les domaines d'activités, de la concertation avec le SPCUM jusqu'à l'intégration des événements importants de la communauté gaie dans la stratégie de promotion touristique de Montréal. L'exemple le plus frappant en terme d'intégration de symboles liés aux communautés gaies est l'utilisation par la STCUM des couleurs de l'arc-en-ciel comme élément architectural de l'édicule de la station de métro Beaudry. Ce signe permanent grave dans le texte urbain une référence culturelle associée aux communautés gaies. Le Village aurait-il rejoint le centre sur le plan institutionnel en l'ayant quitté sur les plans symboliques et géographiques ? Est-ce là le prix de la reconnaissance ?

Appendice 1

Chronologie des principaux événements mentionnés dans cette thèse

Date	Événement	Détails
24 octobre 1960	Élection de Jean Drapeau	Participation : 41,3% Pourcentage du vote exprimé obtenu par Drapeau : 52,8% Sièges obtenus par le Parti civique : 45/66[1]
28 octobre 1962	Élection de Jean Drapeau	Participation : 42,5% Pourcentage du vote exprimé obtenu par Drapeau : 87,8% Sièges obtenus par le Parti civique : 41/45[2]
23 octobre 1966	Élection de Jean Drapeau	Participation : 30,9% Pourcentage du vote exprimé obtenu par Drapeau : 94,4% Sièges obtenus par le Parti civique : 45/48[3]
14 mai 1969	Bill Omnibus	Bill Omnibus C-150 a été adopté le 14 mai 1969 par 149 voix contre 55. Il a reçu la sanction royale le 26 août 1969. Il eut pour effet de décriminaliser l'homosexualité entre adultes de 21 ans et plus dans un lieu privé.[4]
8 septembre 1969	Ouverture du Vaisseau d'Or	Établissement géré et financé par Jean Drapeau[5]
25 octobre 1970	Élection de Jean Drapeau	Participation : 51,0% Pourcentage du vote exprimé obtenu par Drapeau : 91,7% Sièges obtenus par le Parti civique : 52/52[6]
3 janvier 1971	Fermeture du Vaisseau d'Or	Fin de l'aventure entrepreneuriale de Jean Drapeau dans une faillite disgracieuse impliquant des loyers impayés et des accusations de vol.[7]
26 février 1972	Mariage de Michel Girouard avec Réjean Tremblay	La cérémonie se déroule Chez Zouzou Disco Club sur la rue Mackay.[8]
17-18 juin 1972	Descente au FLH	Descente policière dans les noveaux locaux du Front de Libération des homosexuels lors de la soirée d'ouverture[9]
24 octobre 1974	Élection de Jean Drapeau	Participation : 41,0% Pourcentage du vote exprimé obtenu par Drapeau : 55,0% Sièges obtenus par le Parti civique : 36/55[10]
février 1975	2 descentes au Rocambole	Application des règlements concernant la prévention des incendies, les clients en trop doivent quitter[11]
4 février 1975	Sauna Aquarius	35 arrestations[12]

Date	Événement	Détails
printemps 1975	Bud's, Baby Face, le Taureau D'Or et Chez Fernand	Contrôle de permis par des policiers en uniformes[13]
17 octobre 1975	Le Rocambole, Le Mystique, Limelight, PJ's et Taureau D'Or	Contrôle de permis par des policiers en uniforme, contrôle d'identité [14]
31 octobre 1975	Baby Face et PJ's	Contrôle de permis par des policiers en uniforme, contrôle d'identité, les personnes sans preuve d'identité sont emmenées au poste de police [15]
7 novembre 1975	Limelight	Contrôle de permis par des policiers en uniformes, contrôle d'identité [16]
novembre 1975	Place Ville-Marie	80 arrestations dans les toilettes publiques[17]
23 janvier 1976	Club Bath	Portes des chambrettes défoncées, 35 arrestations. Les interpellés passent la nuit en cellule et ils doivent subir des tests de dépistages de MTS[18]
11 février 1976	Bain Crystal	Environs 30 arrestations[19]
13 au 15 mai 1976	Taureau d'Or, Strok Club et chez Jilly's	Contrôle de permis par des policiers en uniforme, contrôle d'identité. Chez Jilly's, policiers armés de mitraillettes où des clientes sont fouillées. Au Stork Club, les clients sont photographiés et fichés sur place[20]
14 mai 1976	Sauna Neptune	89 arrestations[21]
20 mai 1976	Club Bath	21 arrestations[22]
21 mai 1976	Sauna rue Millen	Une dizaine d'arrestations[23]
21 mai 1976	CHAR	Formation du Comité homosexuel anti-répression[24]
25 mai 1976	Sauna Beaubien	Une dizaine d'arrestations[25]
19 juin 1976	Manifestation, départ du Dominion Square jusqu'au poste de police et à l'Hôtel de Ville	Première grande manifestation militante gaie pour protester contre la répression policière.[26]
été 1976	Le Jardin, Studio 1, Bud's	Contrôle de permis

Date	Événement	Détails
13-14 juillet 1976	Corridart	Démantèlement de l'exposition Corridart, principale activité culturelle des Jeux olympiques de 1976. Cette exposition inscrivait une mémoire de la ville sur la rue Sherbrooke de la rue Atwater aux installations olympiques.
30-31octobre 1976	ADGQ	Congrès de fondation de l'Association des gais du Québec.[27]
15 novembre 1976	Élection provinciale	Prise du pouvoir par le Parti Québécois.
décembre 1976	Dominion Square Tavern	Arrestation de 15 personnes pour grossières indécence[28]
décembre 1976	Limelight	Contrôle de permis[29]
7 et 8 février 1977	Taverne Bellevue et le Palais d'Or	Contrôle de permis[30]
7 et 8 février 1977	Bain Crystal	15 arrestations[31]
25 février 1977	Bain Crystal	Une trentaine d'arrestations [32]
4 juillet 1977	Studio 1	15 arrestations, menottes aux poings [33]
semaine du 4 juillet	Le Jardin	Contrôle de permis [34]
11 juillet 1977	Truxx et Mystique	Contrôle de permis [35]
28 juillet 1977	Taverne Bellevue	Fouille de tous les clients qui entrent par deux policiers en civil[36]
22 octobre 1977	Truxx	146 arrestations[37]
23 octobre 1977	Manifestation	Importante manifestation (1,000 à 2,000 personnes) au coin des rues Stanley et Sainte-Catherine.[38]
29 octobre 1977	Taverne Linclon	2 descentes, contrôles de permis et les clients sont fouillés[39]
31 octobre 1977	Taverne Bellevue	Intimidation policière[40]
8 décembre 1977	Dépôt du projet de loi 88	Projet de loi déposé à l'Assemblée Nationale du Québec qui vise à interdire la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle.[41]

Date	Événement	Détails
15 décembre 1977	Modification à la Charte des droits de la personne	Amendement à la Charte des droits de la personne qui rend illicite la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle.[42]
21 octobre 1978	Taverne Dominion	la police procède à 22 arrestations[43]
9 novembre 1978	Manifestation devant l'Hôtel de Ville	Manifestation anti-Drapeau devant l'Hôtel de Ville juste avant les élections municipales[44]
1978	Élection de Jean Drapeau	Participation : 50,5% Pourcentage du vote exprimé obtenu par Drapeau : 60,9% Sièges obtenus par le Parti civique : 52/54[45]
10 au 12 mars 1979	Bud's	Trois soirs de suite, contrôles de permis, fichage des clients[46]
23 octobre 1979	Parc Lafontaine	Contravention aux hommes se trouvant dans le parc après les heures de fermeture [47]
23 avril 1980	Sauna David	59 arrestations.[48]
26 avril 1980	Manifestation au coin de Stanley et Sainte-Catherine	1,000 personnes viennent protester contre la répression policière[49]
4 mai 1980	Incendie du Sauna David	Un incendie d'origine douteuse détruit l'édifice abritant le Sauna David
11 juin 1981	Bud's	140 à 150 personnes fichées, 3 arrestations[50]
24 octobre 1981	Descente dans une soirée privée	150 personnes photographiées et fichées, des accusations de vente d'alcool sans permis sont portées[51]
24 août 1982	Taverne Bellevue	descente de 15 policiers, arme au poing, fouille de tous les clients, aucune arrestation[52]
22 octobre 1982	Taverne Gambrinus	Descente effectuée par une trentaine de policiers, fouille des clients, deux arrestations[53]
14 novembre 1982	Élection de Jean Drapeau	Participation : 52,1% Pourcentage du vote exprimé obtenu par Drapeau : 48,1% Sièges obtenus par le Parti civique : 39/57[54]
2 juin 1984	Bud's	188 personnes sont arrêtées, 33 personnes sont accusées de grossière indécence, 122 de s'être trouvées dans une maison de débauche et 8 sont accusées d'avoir tenu une maison de débauche. 25 personnes seront relâchées sans qu'aucune accusation ne soit portée contre elles[55]

Date	Événement	Détails
3 juin 1984	Manifestation	Rassemblement au coin de Peel et Sainte-Catherine de près de 1,000 manifestants qui marcheront du Centre-ville au Village [56]

1. Données tirées de :
Ville de Montréal, *Étude sur le système électoral de la Ville de Montréal*, Archives municipales, Montréal.
"Tableau 1 : Résultats des élections municipales à Montréal : 1960-1982 " dans Émard, Claude (1985) *Les politiques d'information municipale dans les grandes villes : une illustration, Montréal 1960-1985*. Mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, Montréal.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. McLeod, Donald W. (1996) *Lesbian and Gay Liberation in Canada : A Selected Annotated Chronology, 1964-1975*. ECW Press, Toronto, 42-43.

5. Kayler, Francoise (1969) "Le Vaisseau d'Or vient d'appareiller." *La Presse*. mardi 9 septembre 1969.

6. Données tirées de :
Ville de Montréal, *Étude sur le système électoral de la Ville de Montréal*, Archives municipales, Montréal.
"Tableau 1 : Résultats des élections municipales à Montréal : 1960-1982 " dans Émard, Claude (1985) *Les politiques d'information municipale dans les grandes villes : une illustration, Montréal 1960-1985*. Mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, Montréal.

7. ---- "Le maire Drapeau est accusé de vol." *Le Devoir*. vendredi 12 novembre 1971. Arpin, Claude (1971) "Drapeau, guard in scuffle." *The Montreal Star*. Friday, November 12, 1971. Godin, Gérald (1971) "Le raid Drapeau : L'hôtel Windsor contestera en Cour Supérieure, demain." *Québec Presse*. 14 novembre.

8. Allard, Jean-Guy (1972) "Les époux étaient 'chous à croquer'." *Journal de Montréal*. dimanche 27 février 1972, 3.

9. Basile, Jean (1981) "Le premier soir" *Le Berdache*. no.20, mai 1981, 47.
Doré, Luc (1981) "Le FLH." *Le Berdache*. no. 20, mai 1981, 47-48.

10. Données tirées de :
Ville de Montréal, *Étude sur le système électoral de la Ville de Montréal*, Archives municipales, Montréal.
"Tableau 1 : Résultats des élections municipales à Montréal : 1960-1982 " dans Émard, Claude (1985) *Les politiques d'information municipale dans les grandes villes : une illustration, Montréal 1960-1985.* Mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, Montréal.

11. ---- "Aquarius raid start of police anti-gay clean-up campain." *Gay Times.* April 1975, vol 1(1), 1.

12. Ibid.

13. Ibid.

14. ---- "Police raid clubs : seeking clues to Montréal rising murder rate?" *Gay Times.* December 1975, 1(7), 5-6. Cet article est repris dans le *Body Politic* sous le même titre, no. 22, February 1976, 4.

15. ---- "Olympic Crackdown." *Body Politic.* no. 25, August 1976, 1 and 17.

16. ---- "Police raid clubs : seeking clues to Montréal rising murder rate?" *Gay Times.* December 1975, 1(7), 5-6. Cet article est repris dans le *Body Politic* sous le même titre, no. 22, February 1976, 4.

17. Ibid.

18. ----, "Fact sheet on raids." *Forum.* Hivers 1979, 4(1), 5.

19. Higgins, Ross (1984) "Les gais dans les maisons de débauche : Montréal épurée pour la visite du Saint-Père." *Sortie.* no. 17, mai 1984, 18-19.

20. Dayman, Ron (1981) "Dossier anniversaire." *Le Berdache.* mai 1981, no. 20, 49-53. Traduit de l'anglais, publié dans le *Body Politics*, no. 29, Dec. 1876- Jan. 1977.

21. ---- "Fact sheet on raids." *Forum.* Hivers 1979, 4(1), 5.

22. Dayman, Ron (1981) "Dossier anniversaire." *Le Berdache.* mai 1981, no. 20, 49-53. Traduit de l'anglais, publié dans le *Body Politics*, no. 29, Dec. 1876- Jan. 1977.

23. Ibid.

24. Faubert, T "Au nettoyage Olympique." *Libération.* juillet 1976. Voir aussi Dayman, Ron. (1981) "Dossier anniversaire." *Le Berdache.* mai 1981, no. 20, 49-53. Traduit de l'anglais, publié dans le *Body Politics*, no. 29, Dec. 1876- Jan. 1977.

25. Dayman, Ron (1981) "Dossier anniversaire." *Le Berdache.* mai 1981, no. 20, 49-53. Traduit de l'anglais, publié dans le *Body Politics*, no. 29, Dec. 1876- Jan. 1977.

26. Faubert, T. "Au nettoyage Olympique." *Libération.* juillet 1976. Laprise, H. "Les homosexuels : manifestation contre la répression policière." *La Presse*, lundi 21 juin 1976. ---- "Le C.H.A.R. dans la rue." *Dimanche Matin.* dimanche 20 juin 1976. Depatie, J. "300 homosexuels dans la rue pour se plaindre... de la police!" *Journal de Montréal.* dimanche 20 juin 1976.

27. Sivry, Jean-Michel (1998) Traces militantes éphémères : l'ADGQ et Le Berdache, *in* Demczuk Irène et Frank W. Remiggi eds., *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbiennes et gaie de Montréal.* VLB éditeur, Montréal, 240.

28. Blacklock, John "Police continue bar raids." *The Body Politic.* no. 31, février 1977, 6.

29. Ibid.

30. Ibid.

31. Ibid.

32. ---- "Fact sheet on raids." *Forum.* Hivers 1979, 4(1), 5.

33. ---- "Eille, les flics, fichez-nous la paix." *Gai(e)s du Québec.* 1(2) août 1977, 7-9.

34. Ibid.

35. ---- "La répression policière nous frappe." *Gai(e)s du Québec.* septembre 1977, 1(3) : 9.

36. Ibid.

37. ---- "Retrait de toutes les accusations!." Éditorial, *Gai(e)s du Québec.* 1(6), décembre-janvier 1978, 1.

38. Beaulieu, Claude (1983) "1960-1980, Notre 'petite histoire'." *Le Petit Berdache.* no. 5, novembre-décembre, 13.

39. ---- "Retrait de toutes les accusations!." Éditorial, *Gai(e)s du Québec.* 1(6), décembre-janvier 1978, 1.

40. Ibid.

41. Beaulieu, Claude (1983) "1960-1980, Notre 'petite histoire'." *Le Petit Berdache.* no. 5, novembre-décembre, 13.

42. Ibid.

43. Dayman, Ron (1978) "Nouvelle descente : les élections s'en viennent." *Journal Gai(e)s du Québec.* octobre-novembre 1978, 2(3), 1-2.

44. ---- "Les gai(e)s ne veulent plus de Drapeau." *Montréal Matin.* jeudi 9 novembre 1976.

45. Données tirées de :
Ville de Montréal, *Étude sur le système électoral de la Ville de Montréal*, Archives municipales, Montréal.
"Tableau 1 : Résultats des élections municipales à Montréal : 1960-1982 " dans Émard, Claude (1985) *Les politiques d'information municipale dans les grandes villes : une illustration, Montréal 1960-1985.* Mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, Montréal.

46. Pleau, Marcel "Flics et fiches chez Bud's." *Journal Gai(e)s du Québec.* avril-mai 1979, 2(6), 5.

47. ---- "Comment fermer un parc ouvert en permanence." *Le Berdache.* no. 5, novembre 1979, 6.

48. Brunet, François (1980) "Liberté mon cul !" *Le Berdache.* No. 10, mai 1980, 32-33.

49. Garneau, Gilles "Rétrospective 1980." *Le Berdache.* no. 17, février 1981, 12.

50. Rioux, Laval "Descente chez Bud's : une visite inattendue." *Le Berdache.* no. 22, juillet-août 1981, 8. Autres articles aux pages 10-11.

51. ---- "Addendum au fichage homosexuel." *Le Berdache.* no. 26, décembre 1981-janvier 1982, 7-8.

52. Mackenzie, Ian (1982) "Répression policière : silence." *Sortie.* no. 2, novembre 1982, 12-13.

53. Mackenzie, Ian (1983) "Descente à la taverne Gambrinus." *Sortie*. no.3, janvier 1983. 12.

54. Données tirées de :
Ville de Montréal, *Étude sur le système électoral de la Ville de Montréal*, Archives municipales, Montréal.
"Tableau 1 : Résultats des élections municipales à Montréal : 1960-1982 " dans Émard, Claude (1985) *Les politiques d'information municipale dans les grandes villes : une illustration, Montréal 1960-1985*. Mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, Montréal.

55. Courte, Bernard "Truxx (1977), Bud's (1984), plus ça change plus c'est pareil!" *Le Petit Berdache*. no.9, juillet-août 1984, 14-16. Autres articles aux pages 16-21.

56. Ibid.

Appendice 2

Tableau de la presse communautaire

AGC = Archives gaies du Canada
AGC = Archives gaies du Québec
BNQ = Bibliothèque nationale du Québec
UQÀM = Université du Québec à Montréal

Titre	Période de publication	Endroit disponible et commentaires
Mainmise	1970 - 1977	AGQ, BNQ et UQÀM. Plusieurs numéros font référence aux questions de sexualité et d'homosexualité. C'est suite à la publication du manifeste du GLF (épuré du contenu radical) qu'il y eut formation du FLH à Montréal.
Le Tiers	09-1971 au 12-1972	AGQ. Deux numéros seulement # 1, manifeste du FLH et long article sur le Bill Omnidus. # 2, suite sur le FLH. Les deux numéros contiennent une carte publicitaire de commerces s'adressant aux gais au centre-ville.
Omnibus	1972 - 1975	Quelques numéros aux AGQ et AGC. Périodique pornographique qui tenta à quelques reprises un virage plus sérieux en termes de politique éditoriale.
Gay : a newsletter. rebaptisé *Gay News* à partir du Vol. 2(1)	1973 - 1974	AGC Lettre circulaire de Gay McGill. Aucune trace de cette publication à l'Université McGill. 2(3), déc. 1973, avertissement; piégeage policier dans les toilettes de la gare centrale. La Place Bonaventure serait plus sûre.
Nous nous préparons / Getting ready mais 1974, devient *Bulletin / Newsletter* en juin 1974	1974	AGC. GMA / AHM, publié par un collectif sous la forme d'une lettre circulaire. Information communautaire.

Titre	Période de publication	Endroit disponible et commentaires
Coup de poing	1974	Introuvable, il semble qu'il ait été publié sous un autre nom. Le manifeste « Coup de poing » a été publié dans *Mainmise*, no. 41, novembre 1974, 34-35.
Gai Québec	avril à août 1974	AGQ
Le Gai Québec	juin à décembre 1975	AGQ
Gay Times	1975 - 1976 plus 1 no. Spécial au printemps 1977	AGC, AGQ. Journal de facture professionnelle. Les manchettes sont souvent reprises directement par le *Body Politics.*
Gay-zette	juin 1974 à juillet 1975	AGC, AGQ.
NGRC Newsletter devient *Forum* en 1978	1976 - 1979	AGC, AGQ. Publication importante. Elle fait le suivi des luttes des gais et des lesbiennes par rapport aux droits civiques et légaux au niveau canadien. 1(2) Revue de la répression policière dans un contexte canadien.
Gay Montréal	mars 1976 à mars 1977	Quelques numéros dispersés aux AGQ, AGC et BNQ. Tabloïd destiné à être une publication pornographique mais, à cause de l'équipe (Pollander), il fut sérieux.
Alpha Kira, Fraternity Newsletter	1977 - 1981	AGC. Lettre circulaire d'une fraternité qui voulait offrir une alternative aux bars et aux saunas. Coopération étroite entre le groupe Juif Naches, Concordia et Gay McGill. Activités sociales.
Gay Info	avril 1977 à janvier 1985	AGQ, AGC.

Titre	Période de publication	Endroit disponible et commentaires
Naches	intermittent de mars 1979 à l'été 1983	AGQ et AGC ont plusieurs numéros qui ne forment pas une collection complète. Publication s'adressant à la communauté gaie de religion juive. Relations avec Alpha Kira, Concordia et Gay McGill. 2(2) tensions avec *Le Berdache* ? 4(1) plainte de Naches contre le YMHA devant la Commission des droits de la personne.
Dignity Montréal	1978 - 1980 et après 1987	AGQ, AGC. Groupe d'entraide catholique anglophone
Tams and Tissues / Garter Press	octobre 1979 à janvier 1983	AGQ et AGC. S'adresse aux travestis et aux transsexuels.
Le Gaibécois	1975 - 1982	BNQ. Organe de communication du Centre homophile d'aide et de libération de Québec. Activités sociales.
Gais du Québec	juin 1977 à juin 1978	AGQ, AGC et BNQ. Première publication de l'ADGQ.
Journal de l'ADGQ	juillet 1978 à avril 1979	AGQ Deuxième publication de l'ADGQ
Le Berdache	juin 1979 à septembre 1982	AGQ, AGC, BNQ et UQÀM Troisième publication de l'ADGQ Périodique phare du mouvement gai québécois. Cesse de paraître lorsqu'une partie de l'équipe de rédaction part pour fonder *Sotrie*
Le Petit Berdache	février 1983 à janvier 1986	AGQ, AGC, BNQ Quatrième publication de l'ADGQ

Titre	Période de publication	Endroit disponible et commentaires
À Propos	Inconnue	AGQ 2(2), AGC complet. Cinquième publication de l'ADGQ Lettre circulaire.
Virus Montréal	janvier 1981 à décembre 1982	AGQ, BNQ. Magazine d'information artistique. Calendrier d'événements. Plus militant au début, la question gaie disparaît dans les derniers numéros.
Sortie	octobre 1982 à juin 1989	AGQ, AGC, BNQ. Fondée par l'équipe du *Berdache*. Fond du magazine est aux AGQ.
Attitude	1978 à 1985	AGC. Je n'ai pas retrouvé cette publication à Montréal même si de nombreuses références y sont faites.
Actualité gaie	1980	AGC 1(1). Deux numéros seulement octobre et novembre 1980.
Link	1982 -	Publication étudiante de Concordia. Numéros gais et lesbiens.
Fugues	1984 -	AGQ, BNQ
RG	1985 -	AGQ. Journal du centre communautaire des gais et des lesbiennes.

Appendice 3

Guide d'entrevue semi-dirigée.

Introduction
1- Présentation
2- Sujet de la recherche
3- Thèmes abordés
4- Durée de l'entrevue
5- Possibilité de mettre un terme à l'entrevue en tout temps.

Thème 1 : Un retour aux sources
J'aimerais avoir une idée de ton histoire à toi. Par exemple, tu pourrais me parler :

D'où tu viens ?
Quand es-tu arrivé à Montréal ?
Avant de t'installer à Montréal, est-ce que tu y venais régulièrement ?
Où habitais-tu quand tu es arrivé ici ?
Est-ce que tu as souvent déménagé et pourquoi ?

Thème 2 : La sortie
J'aimerais que tu me dises comment tu as commencé à vivre comme gai à Montréal. Par exemple, tu pourrais me parler de :

Quand tu es sorti comme gai ?
Comment t'y es-tu pris pour sortir ?
Pour qui es-tu sorti (la famille, les amis, le milieu de travail) ?

Thème 3 : Les sorties et la vie gaie
Dans les années 1970 où allais-tu pour rencontrer des gais, pour sortir ? Par exemple, tu pourrais me parler de :

Comment as-tu découvert tes premiers endroits gais ?
Quand y allais-tu ?
Pourquoi ?
Avec qui ?

approfondir ce thème avec les relances suivantes :

1- Dans quels coins de la ville te sentais-tu bien ?
Notes d'entrevue : Explorer les indices de conforts par rapport à ces espaces; est-ce que ce sont des espaces publics ou privés accessibles au public et s'agit-il du jour ou de la nuit ? Qualifier le mieux possible les espaces de confort car c'est ici qu'il sera possible d'identifier les références symboliques spatiales importantes pour les gais.
2- Dans quels coins de la ville avais-tu peur ?

Notes d'entrevue : Explorer les liens entre les indices de danger et la sexualité. Qualifier le mieux possible ces espaces de danger car c'est ici qu'on peut identifier la perception par les gais de l'impact du discours dominant sur l'espace.
3- Susciter la mémoire avec des photos de l'époque (bars/dicos, rues, espacent de drague, parcs, saunas et autres).

Thème 4 : La sanction sociale

J'aimerais ici qu'on se replonge dans l'atmosphère des années 70, (sur Stanley, Ste-Catherine, la Montagne... utiliser les espaces identifiés auparavant dans l'entrevue). En particulier, j'aimerais que tu recrées les diverses tensions ou excitation de la rue. Par exemple, tu pourrais me parler des limites, de ce qui était accepté et de ce qui était interdit.

Est-il possible de marcher dans la rue en tenant ton "copain" par la taille (hypothétiquement s'il le faut) et quelle était (aurait été) la réaction autour ?
Y a-t-il eu des changements dans ce qu'il était possible de faire ou encore dans ce qui était accepté dans la rue entre 19-- et 19-- (selon l'informateur) ?

Thème 5 : La répression

a) Quels sont tes souvenirs de la police ?

Par exemple tu pourrais me parler des endroits où on risquait le plus de rencontrer des policiers ?
Te souviens-tu de descentes ?
Est-ce que tu as déjà reçu l'ordre de circuler ?

b) Quelles sont tes expériences comme gai avec la police ?

Conclusion de l'entretien

Amener en conclusion une tentative de comparaison entre les anciens espaces gais et les nouveaux espaces. Comment le Village est-il perçu par rapport au centre-ville ? Est-il plus ou moins sécuritaire ? Plus ou moins confortable ?

Appendice 4

Formulaire d'identification

Entête du département de géographie
Université McGill.

d'entrevue : _____

Premièrement :

Dans la transcription de l'entrevue que j'ai accordée à Jocelyn Guindon dans le cadre de son projet de recherche concernant la sexualité et la gestion des espaces publics ainsi que dans le cadre d'un projet de recherche sur le Village, j'aimerais qu'on se réfère à moi en utilisant :

mon nom au complet, mon prénom seulement ou le surnom suivant :

_____

Deuxièmement :

J'accepte qu'une copie de la transcription de l'entrevue soit déposée dans un fond d'archives orienté vers la recherche pour faciliter les recherches futures :

OUI _____ NON _____

Signature _____

Date _____

Pour plus d'information vous pouvez communiquer avec Jocelyn Guindon au 484-5899. Vous pouvez aussi communiquer avec mon directeur de thèse, le professeur Brian Ray, au 398-4307.

Appendice 5

Le Vaisseau d'or

Ce fut un grand Vaisseau taillé dans l'or massif :
Ses mâts touchaient l'azur sur des mers inconnues ;
La Cyprine d'amour, cheveux épars, chaires nues,
S'étalait à sa proue, au soleil excessif.

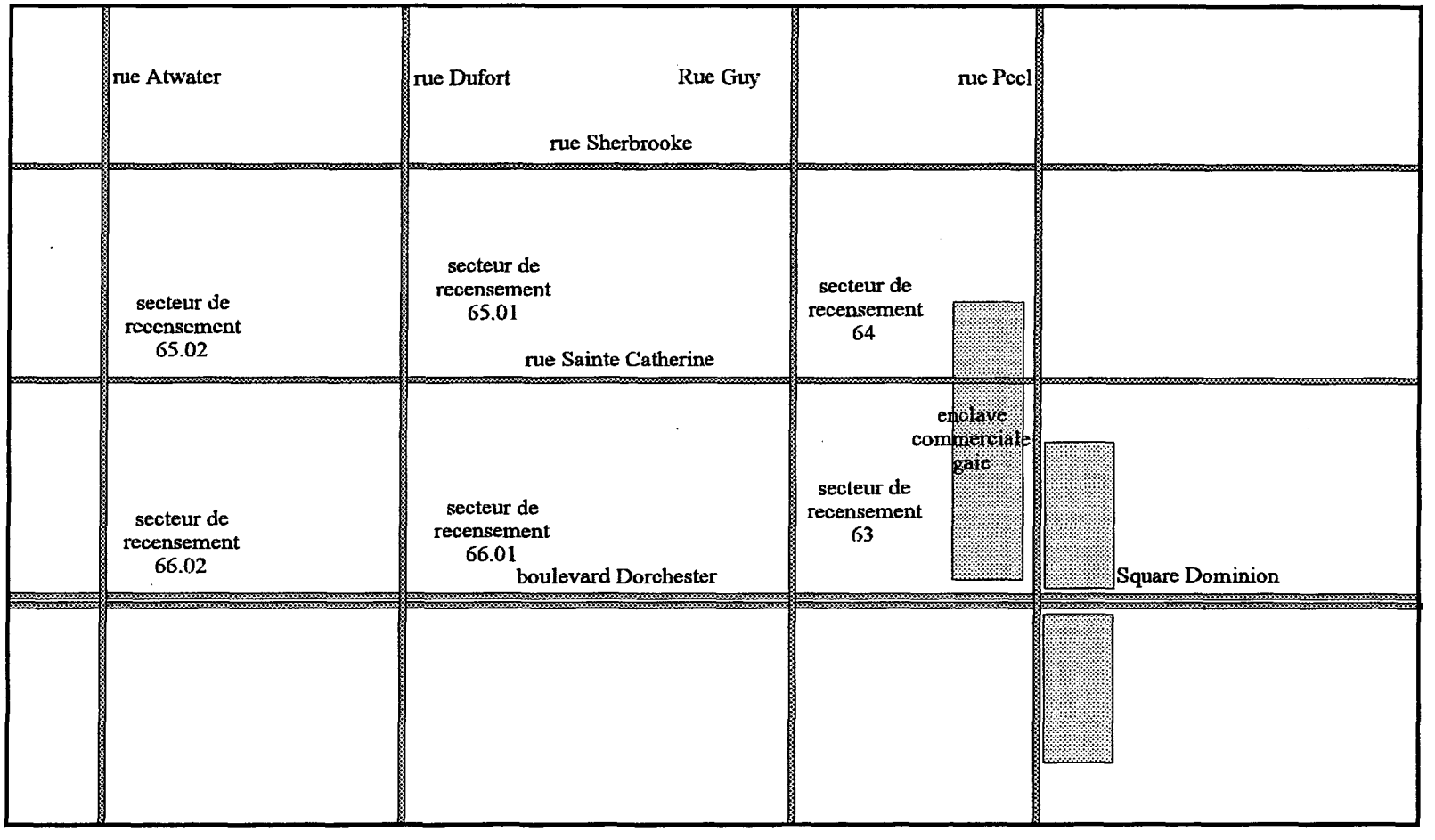
Mais il vint une nuit frapper le grand écueil
Dans l'Océan trompeur où chantait la Sirène,
Et le naufrage horrible inclana sa carène
Aux profondeurs du Gouffre, immuable cercueil.

Ce fut un Vaisseau d'or, dont les flancs diaphanes
Révélaient de trésors que les marins profanes,
Dégoût, Haine et Névrose, entre eux ont disputés.

Que reste-t-il de lui dans la tempête brève ?
Qu'est devenu mon cœur, navire déserté ?
Hélas! Il a sombré dans l'abîme du Rêve !...

Émile Nelligan (1996) *Poésies*, collection compact classique, Boréal, Montréal, 62.

Appendice 6 Secteurs de recensement du quartier centre-ouest.



Conception graphique : Jocelyn Guindon

Bibliographie

Sources manuscrites :

1- Archives Municipales de la Ville de Montréal :

Jean Drapeau, 37ième maire de Montréal.

- Jean Drapeau, Biographie.
- Jean Drapeau, Correspondance.
- Jean Drapeau, Causeries, Bob 46, jusqu'en 1964
- Jean Drapeau, Causeries, Bob 46, jusqu'en 1986

Procès verbaux, Conseil municipal de la Ville de Montréal.

- dates diverses.

Règlemements municipaux.

- Règlement 1874 sur les parcs.
- Règlement 2654 sur la Commission de la sécurité publique.

Sous-commission préposée à la lutte contre le crime et l'obscénité.

- Procès verbaux, 1961-1968.
- Délibérations du Comité consultatif.
- Rapports et dossiers de la sous-commission.

2- Secrétariat des Commissions, Communauté Urbaine de Montréal :

Audiences publiques sur le service de police de la Communauté urbaine de Montréal, juin 1979 (boîtes 4420, 4421 et 4422) **:**

- RICO, José M. (1979) *Police et communauté : Analyse des mémoires soumis au Conseil de sécurité publique de la CUM.* Communauté urbaine de Montréal.

- Exposé du RCM devant le Conseil de sécurité publique de la Communauté Urbaine de Montréal.

- Intervention de Réal Letendre devant le Conseil de sécurité publiques de la CUM.

- Mémoire de l'Association pour les droits de la communautée gaie du Québec (ADGQ) au Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal, *La communauté gaie et la police de la CUM.* Montréal, mai 1979.

- Mémoire de la division criminelle du centre communautaire juridique de Montréal présenté au Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal.

- Mémoire de la Ligue des Droits de l'Homme au Conseil de sécurité publique de la CUM, *Limiter les pouvoirs policiers : une exigence démocratique.* Août 1979.

- Mémoire de la Ville de Montréal au Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal.

- Recommendations of the Negro Community Centre Inc. To the Public Security Council of the Montréal Urbaun Community.

- Enregistrements vidéo des séances publiques à Cablevision National, (boîte 4420).

Documents divers :

- Correspondance (boîtes 1139, 1142)
- Déontologie policière (boîte 1838)
- Discours et allocutions des membres du Conseil de Sécurité Publique, 1971- 1983 (boîtes 1138, 1142)
- Objectifs du SPCUM, Rapports de José Rico, (boîte 1650)
- Sécurité aux Jeux olympiques (boîte 1650)

3- Archives gaies du Québec :

- Fond de l'ADGQ.
- Fond du périodique *Sortie.*

4- Archives gais du Canada :

- Collection de périodiques.

5- Archives de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse :

- Consultation publiques sur la violence et la discrimination envers les gais et lesbiennes publiques.
- *De l'illégalité à l'égalité,* Rapport de la consultation publique sur la

violence et la discrimination envers les gais et lesbiennes.
- Mémoires soumis dans le cadre de la consultation publique.

Documents officiels :

Comité organisateur des Jeux olympiques de 1976 :

- COJO (1976) *Arts et cultures*, Comité organisateur des jeux de la XXI[e] Olympiade, Montréal.

Lois refondues du Québec :

- Loi 88, loi modifiant la Charte des droits de la personne, LRQ 1977.

Rapports annuels de la Cour Municipale :

- Relevé [annuel] des activités de la Cour municipale de Montréal pour les années 1960 à 1970.
- Relevé [annuel] des activités de la Cour municipale de Montréal pour les années 1971 à 1985 avec relevé comparatif pour l'année précédente.

Rapports annuels du SPCUM :

- Rapport annuels de 1981 à 1995.

Service de Police de la Communauté Urbaine de Montréal :

- SPCUM, *La revue du Service de Police.* Communauté Urbaine de Montréal.

Ville de Montréal :

- Service d'urbanisme (1967) *Montréal, Horizon 2000.* Montréal.
- Ville de Montréal, *Étude sur le système électoral de la Ville de Montréal*, Archives municipales, Montréal.

Presse

1- Presse grand public :

- *Le Devoir*, (Montréal), juin 1968 à janvier 1971, octobre à décembre 1977 et dates diverses.
- *Gazette*, (Montréal), juin 1968 à janvier 1971, octobre à décembre 1977 et dates diverses.
- *Journal de Montréal*, (Montréal) juin 1968 à janvier 1971, janvier à juin 1972, octobre à décembre 1977 et dates diverses.

- *Montreal Star,* (Montréal) juin 1968 à janvier 1971, octobre à décembre 1977 et dates diverses.
- *Nouvelles Illustrées,* (Montréal) janvier à juin 1972.
- *La Presse,* (Montréal) juin 1968 à janvier 1971, octobre à décembre 1977 et dates diverses.

2- Presse communautaire :

Actualité Gaie, (Montréal)
Attitude, (Montréal)
Le Berdache, (Montréal) publication de l'ADGQ.
The Body Politics, (Toronto)
Dignity Montreal, (Montréal)
Le Gaibécois, (Québec)
Gai Québec, (Montréal)
Le Gai Québec, (Montréal)
Gai(e)s du Québec, (Montréal) première publication périodique de l'ADGQ
Gay Info, (Montréal)
Gay Montréal, (Montréal)
Gay Times, (Montréal)
Gay News, (Montréal)
Gay-zette, (Montréal)
Getting Ready, (Montréal)
Journal Gai(e)s du Québec, (Montréal) publication de l'ADGQ, remplace *Gai(e)s du Québec.*
Mainmise, (Montréal)
Naches, (Montréal)
NGRC / Forum, (Ottawa)
Omnibus, (Montréal)
Le Petit Berdache, publication de l'ADGLQ, remplace *Le Berdache.*
Sortie,(Montréal)
Le Tiers, (Montréal)
Virus, (Montréal)

3- Dossiers de presse :

Archives gaies du Québec,
Dossier de presse, 1880-1984.

Archives de la Ville de Montréal, Fonds du servide du Greffe, VM6.
Dossiers de presse,
- Drapeau, Jean, Actualités
Bobine 47 jusqu'à la fin de 1956, à la bobine 65 jusqu'en septembre 1989.

- Police, Criminalité, Maisons de débauche.
- Police, Criminalité, Flânage et vagabondage.
- Police, Criminalité, Homosexualité.
- Police, Criminalité, Pornographie.
- Police, Criminalité, Spectacles indécents.
- Police, Criminalité, Langage indécent et blasphèmes
- Police, Manifestations.
- Rue, Bishop.
- Rue, boulevard de Maisonneuve.
- Rue, boulevard Dorchester.
- Rue, Crescent.
- Rue, de la Montagne.
- Rue, Drummond.
- Rue, Guy.
- Rue, Mackay.
- Rue, Peel.
- Rue, Sainte-Catherine.
- Rue, Stanley.

Secrétariat des Commissions, Communauté Urbaine de Montréal.

- Dossiers de presse sur les audiences publiques sur le Service de Police de la CUM, juin-juillet 1979
- Coupures de presse entre 1972 et 1982 (boîtes 4367, 4461, 4462, 4463)

Bibliographie:

---- "12,000 homos" *Le Petit Journal.* premier septembre 1968, 12.

---- "Addendum au fichage homosexuel" *Le Berdache.* no. 26, décembre 1981-janvier 1982, 7-8.

---- "L'affaire Girouard... ça suffit ! " *Nouvelles Illustrées.* 4 mars 1972, 12.

---- "Aquarius raid start of police anti-gay clean-up campain" *Gay Times.* April 1975, 1(1) : 1.

---- "Le C.H.A.R. dans la rue" *Dimanche Matin.* dimanche 20 juin 1976.

---- "Le CHAR ou l'année gaie 1976" *Le Berdache*, no. 20, mai 1981, 50.

---- "Cinq mois de toilettes publiques : un verdict ! ? " *Le Berdache*. no. 16, décembre-janvier 1980-81, 35.

---- "Club Charges Discrimination" *The Montréal Star*. Saturday April 22, 1966.

---- "Comment fermer un parc ouvert en permanence" *Le Berdache*. no. 5, novembre 1979, 6.

---- "Créant un précédent historique, le cardinal Paul-Émile Léger présidera la cérémonie d'assermentation du maire Jean Drapeau" *Dimanche Matin.*30 octobre 1960.

---- "Dans les cabarets : Vaste offensive lancée par les policiers" *Le Montréal-Matin*, 25 juillet 1966.

---- "Est-ce qu'on remaniera l'Escouade de moralité ? " *Montréal Matin.* 3 février 1961.

---- "Eille, les flics, fichez-nous la paix" *Gai(e)s du Québec.* 1(2) août 1977, 7-9.

---- "Les ennuis du Vaisseau d'Or" *Dimanche/Dernière Heure.* 12 octobre 1969.

---- "L'escouade de la moralité a redoublé d'efficacité en '61" *La Presse.* Lundi 12 mars, 1962.

---- "Fact sheet on raids" *Forum*. Hivers 1979, 4(1), 5.

---- "La fête du 24 juin est maintenant entre les mains des citoyens" *Le Berdache.* No. 15, novembre 1980, 6.

---- "High cuisine and musique in Drapeau's food temple" *Sunday Express.* 28 septembre 1969.

---- "Important réseau de prostitution mâle démantelé à Montréal" *La Presse*. 17 mai 1976.

---- "La Fraternité des policiers exige le respect du contrat mais non pas à la moralité" *La Presse*. 8 février 1961.

---- "La Fraternité des policiers proteste" *Montréal Matin.* 7 février 1961.

---- "Laughing hoods move in" *The Gazette.* 8 octobre 1969.

---- "Les gai(e)s ne veulent plus de Drapeau" *Montréal Matin.* jeudi 9 novembre 1976.

---- "Lt. Saulnier in Morality Squad" *The Gazette*. 3 février 1961.

---- "Le maire Drapeau est accusé de vol" *Le Devoir.* vendredi 12 novembre 1971.

---- "M. Edmond Hamelin dénonce certaines promenades « nowhere » en autobus" *Le Devoir.* 9 juin 1951.

---- "La morale et les « No Where » " *Le Devoir.* le 4 septembre 1948.

---- "Le nombre des homosexuels augmente de façcon alarmante, particulièerement à Montréal" *Dimanche Matin.* 7 février, 1965.

---- "L'opinion d'un propriétaire : Angelo di Pietro" *Le Cabaret.* 6 août 1966.

---- "L'opinion d'un propriétaire" *Le Cabaret.* 13 août 1966.

---- "Olympic Crackdown" *Body Politic.* no. 25, August 1976, 1et 17.

---- "On and Off the Record : Montreal Displays 'Village'" *The Montreal Gazette.* September 14, 1964.

---- "La place du Québec est au Canada, nulle part ailleurs" *Le Devoir.* Mardi 25 juin 1968, 1.

---- "Police control march" *The Montreal Gazette.* Saturday March 29, 1969, 2.

---- "Police raid clubs : seeking clues to Montréal rising murder rate ? " *Gay Times.* December 1975, 1(7), 5-6. Article repris dans le *Body Politic* sous le même titre, no. 22, February 1976, 4.

---- "Police stand firm as human tide laps 'McGill Gates'" *The Montreal Gazette.* Saturday March 29, 1969, 1.

---- "Pure spéculation dit M. Saulnier" *La Presse.* 7 février 1961

---- "Put Corridart back for Olympic Games, L'Allier orders city" *The Gazette.* July 19,1976, 3.

---- "Quatre homosexuels, arrêtés au Café Arlequin, sont condamnés" *Le Nouveau Journal.* Mars 1962.

---- "Le quotidien La Presse à nouveau impliqué dans une affaire de discrimination" *Le Berdache.* No. 15, novembre 1980, 5.

---- "La répression policière nous frappe" *Gai(e)s du Québec.* septembre 1977, 1(3) : 9.

---- "Retrait de toutes les accusations ! " Éditorial, *Gai(e)s du Québec.* 1(6), décembre-janvier 1978, 1.

---- "Rimouski : L'affaire du Zodiac" *Le Berdache.* No. 5, novembre 1979, 6.

---- "Sus aux discothèques" *Métro Express.* jeudi 5 août 1965.

---- "The police and the Press" *The Body Politic.* no. 25, 1976, 17.

---- "Trudeau assistera au défilé de la Saint-Jean" *Le Devoir.* Mercredi 19 juin 1968, 2.

---- "Un avertissement : Publications Obscenes" *Montréal-Matin.* 2 mars, 1962.

---- "Vaisseau d'Or saccagé" *Montréal Matin.* 8 octobre 1969.

---- "Vice Squad Shake-up Protested" *Montréal Star.* 7 février 1961.

---- "La violence éclate rue Sherbrooke" *Le Devoir.* mardi 25 juin, 1968, 1.

ADLER, Sy et Johanna BRENNER (1992) Gender and Space : lesbians and gay men in the city, *International Journal of Urban and Regional Research.* 16(1), 24-34.

ALLARD, Jean-Guy (1972) "Les époux étaient 'chous à croquer'." *Journal de Montréal.* dimanche 27 février 1977, 3.

ALLEN, Luther A. (1998) L'aventure sexuelle clandestine : la cas du Mont-Royal, *in* I. DEMCZUK Irène et F. REMIGGI dir. *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbiennes et gaie de Montréal,* Montréal : VLB éditeur, 81-102.

ALTHUSSER, Louis (1970) Idéologies et appareils idéologiques d'État, *La Pensée,* 151, 3-38.

AMES, Herbert Brown ([1872] 1972) *The city below the hill; a sociological study of a portion of the city of Montreal, Canada.* Toronto : University of Toronto Press.

ARPIN, Claude (1971) "Drapeau, guard in scuffle" *The Montreal Star.* Friday, November 12.

B., A. R. (1981) "Descente policière chez Bud's, dans la nuit du 10 au 11 juin 1981 : J'ai regardé la bêtise en face; elle est straight et elle est armée... " *Le Berdache.* No. 22, juillet-août 1981, 9-10.

BARLOW, Max et Micheal TAYLOR (1981) Commercial Complexes in the Downtown Area. *in* D. FROST dir. *Montreal, Geographical Essays. Occasional Papers in Geography.* Montréal : Université Concordia, numéro 1, 136-157.

BASILE, Jean (1981) "Le premier soir" *Le Berdache*. no.20, mai 1981, 47.

BARTHES, Roland (1973) *Le plaisir du texte*. Paris : Seuil, collection Point.

BARTHES, Roland (1979) *s/z*, Paris : Seuil, collection Point.

BAUDELAIRE, Charles (1926) *Oeuvre complètes de Charles Baudelaire, Petits poëmes en prose (le Spleen de Paris)*. Paris : Louis Conard.

BAUDRILLARD, Jean (1977) *Oublier Foucault*, Paris : Éditions Galilée.

BEAULIEU, Claude (1983) "1960-1980, Notre « petite histoire » " *Le Petit Berdache*. no. 5, novembre-décembre 1983, 10-15.

BEAUREGARD, Luc (1968) "Les éperviers règnent à la moralité" *La Presse*. samedi 3 août, 1968.

BEAUREGARD, Ludger (1972) Le centre-ville/The City Centre, *Montréal, Guide d'excursion*. 22° Congrès international de géographie. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

BEEMYN, Brett dir. (1997) *Creating a Place for Ourselves : Lesbian, Gay and Bisexual Community Histories*. Londres et New York : Routledge.

BÉLIVEAU, Jean (1965) "Que peut faire la police contre les homosexuels ? Ce ne sont pas des malades" *Le Photo Journal*. Mars 1965.

BELL, David (1991) Insignificant others : lesbian and gay geographies *Area*. 23, 323-329.

BELL, David (1995) Perverse Dynamics, Sexual citizenship and the Transformation of Intimacy, *in* D. BELL et G. VALENTINE dir. *Mapping Desire* Londres et New York : Routledge.

BELL, David, Jon BINNIE, Julia CREAM et Gil VALENTIN (1994) All Hyped Up and No Place To Go, *Gender, Place and Culture*. 1(1), 31-48.

BELL, David et Gill VALENTINE dir. (1995) *Mapping Desire*. Londres et New York : Routledge.

BELLAVANCE, Michel (1985) *Les politiques gouvernementales*. Montréal : Agence d'Arc.

BENOIT, Luc, Paul CHAMBERLANS, Georges KHAL et Jean BASILE dir. (1978) *Sortir*. Montréal : Éditions de l'Aurore.

BERMAN, Marshal (1982) *All that is Solid Melts into Air : the Experience of Modernity.* New York : Penguin Books.

BERNARD, Olivier et Maurice RONAI (1977) Des réponses à Michel Foucault, *Hérodote.* #6, 7-11.

BERNIER-BOISSARD, Catherine (1994) Henri Lefebvre, sociologue du quotidien, philosophe de la modernité, *Espaces et Sociétés.* #76, Paris : Édition de L'Harmattan.

BERTIO (1971) "... Hélas, il a sombré dans l'abîme du rêve" *Le Devoir.* caricature, 15 janvier 1971, A6.

BLACKLOCK, John (1977) "Police continue bar raids" *The Body Politic.* no. 31, février 1977, 6.

BOIVERT, Michel (1998) Un centre à l'image de la ville : bref exercice de prospective, *in* C. MANZAGOL et C. BRYANT dir. *Montréal 2001 : Visages et défis d'un métropole.* Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal, 205-220.

BONDI, Liz (1993) Locating Identity Politics, *in* M. KEITH et S. PILE dir. *Place and the politics of identity.* Londres et New York : Routledge, 84-101.

BONDI, Liz (1998) Sexing the city, *in* R. FINCHER et J. JACOBS dir. *Cities of difference.* New York : Guilford Press, 177-200.

BORDELEAU, Christian (1980) "Le Mystique, Le Réflexion, L'Entre-Peau" *Le Berdache.* No. 16, décembre-janvier 1980-81, 32.

BOTT, Robert D. (1969) "Drapeau's beanery to open tomorrow" *Sunday Express.* 7 septembre 1969.

BOUCHARD, Alain (1978) "Un Champagne qui goute la petite bière" *Virus Montréal.* Novembre 1978, 71.

BOUCHARD, Alain (1979) "Mini-harcèlement par maxi-flics" *Virus Montréal.* mars 1979, 54.

BOUCHARD, Alain (1979) "Tout pour les gai(e)s" *Virus Montréal.* mars 1979, 54.

BOUCHARD, Alain (1979) "Un crime atroce" *Virus Montréal.* mars 1979, 54.

BOUCHARD, Alain (1980) "Au tour du Journal de Montréal" *Le Berdache.* No.15, novembre 1980, 6.

BOURQUE, Jacques (1984) "La répression policière et l'ADGLQ" *Sortie.* No. 21, septembre 1984, 10.

BOYER, Christine (1992) Cities for Sale : Merchandizing History at South Street Seaport, *in* M. SORKIN dir. *Variation on a theme park : The new american city and the end of public space*. New York : Noonday Press, 154-180.

BOYER, Christine (1993) The City of Illusion : New York's Public Places, *in* P. KNOX dir. *The Restless Urban Landscape.* Upper Saddle River, New Jersey : Prentice Hall, 111-126.

BRAUNFELS, Wolfgang (1988) *Urban Design in Western Europe : Regime and Architecture, 900-1900.* Chicago : University of Chicago Press.

BROWN, Wendy (1992) Finding the Man in the State, *Feminist Studies*, 18(1) :7-34.

BRUNET, François (1980) "Liberté mon cul !" *Le Berdache.* No. 10, mai 1980, 32-33.

BURROUGHS, William (1972) *The Wild Boys.* New York : Grover Press.

BUTLER, Judith (1990) *Gender Trouble : Feminism and the subversion of identity.* New York et Londres : Routledge.

BUTLER, Judith (1993) Imitation and Gender Insubordination, *in* ABELOVE et al.dir. *The Lesbian ad Gay Studies Reader.* New York et Londres : Routledge.

BUTLER, Judith (1994) Critically Queer, *GLQ* 1(1)17-32.

CALAS, Marta B. et Linda SMIRCICH (1992) Using the « F » Word : Feminist Theories and the Social Consequences of Organizational Research, *in* A. J. MILLS et P. TANCRED dir. *Gendering Organizational Analysis.* Londres : Sage Publications, 222-234.

CALLARD, Felicity (1998) The Body in theory, *Environment and Planning D : Society and Space*, 16 :387-400.

CARO, Robert A. (1975) *The Power Broker : Robert Moses and the Fall of New York.* New York : Random House, Vintage Books.

CASTELLS, Manuel (1983) *The City and the Grassroot : a cross-cultural theory of urban social movements.* Berkeley : University of California Press.

CASTELLS, Manuel (1987) Virage technologique, restructuration de l'espace et avenir des centre-villes, *in* A.GERMAIN et J.-C. MARSAN dir. *Aménager l'urbain de Montréal à San Francisco : politiques et design urbains.* Montréal : Éditions du Méridien.

CASTELLS, Manuel (1988) Innovation technologique et centralité urbaine, *Cahiers de recherche sociologique. Cahiers de recherche sociologique.* Montréal : Université du Québec à Montréal, 6(2), 27-36.

CASTELLS, Manuel (1989) *The Informational City; Information Technology, Economic Restructuring and the Urban-Regional Process.* Oxford : Blackwell.

CASTONGUAY, Gilles (1980) "Le Hollywood et Le Jardin" *Le Berdache.* No. 16, décembre-janvier 1980-81, 33.

CASTORIADIS, Cornelius ([1974] 1999) *L'institution imaginaire de la société.* Paris : Éditions du Seuil, collection Point.

CHAMBERLAND, Line (1996) *Mémoires lesbiennes : Le lesbianisme à Montréal entre 1950 et 1972.* Montréal : Éditions du remue-ménage.

CHAMBERLAND, Line (1998) La conquête d'un espace public : les bars fréquentés par les lesbiennes, *in* I. DEMCZUK Irène et F. REMIGGI dir. *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbiennes et gaie de Montréal.* Montréal : VLB éditeur.

CHAUNCEY, George (1994) *Gay New York : Gender, Urban Culture, and the Making of the Gay Male World. 1890-1940.* New York : Basic Books.

CHAUNCEY, George (1997) The Policed : Gay Men's Strategies of Everyday Resistance in Time Square, *in* B. BEEMYN dir. *Creating a Place for Ourselves : Lesbian, Gay and Bisexual Community Histories.* New York et Londres : Routledge, 9-26.

CHOAY, Françoise (1965) *L'urbanisme, utopies et réalités, une anthologie.* Paris : Éditions du Seuil, collection Point.

CHOAY, Françoise (1994) Le règne de l'urbain et la mort de la ville, *Ville, art et architecture en Europe 1870-1993.* Paris : Centre Georges-Pompidou.

CHOAY, Françoise (2001) L'utopie aujourd'hui, c'est retrouver le sens du local, Interview avec Françoise Choay, *Station Luxembourg : le journal des villes et de l'écologie urbaine.* 2, 10-11.

CHOKO, Marc (1987) *Les grandes places publiques de Montréal.* Montréal : Éditions du Méridien.

CLIFFORD, James (1988) On collecting art and culture, *in* S. DURING dir. (1993) *The Cultural Studies Reader*. New York et Londres : Routledge.

COFFEY, William (1998) Le géographie des sevices, *in* C. MANZAGOL et C. BRYANT dir. *Montréal 2001 : Visages et défis d'un métropole.* Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal, 135-149.

COURTE, Bernard (1984) "Truxx (1977), Bud's (1984), plus ça change plus c'est pareil!" *Le Petit Berdache*. no.9, juillet-août 1984, 14-16.

COURTE, Bernard et Jean-Michel SIVRY (1980) "Dossier Sortir mais où?" *Le Berdache.* No. 16, décembre-janvier 1980-1981, 29.

COURTE, Bernard et Jean-Michel SIVRY (1980) "Les espaces du cuir." *Le Berdache.* No. 16, décembre-janvier 1980-1981, 29-30.

CREAM, Julia (1995) Re-solving Riddles : the sexed body, *in* D. BELL et G. VALENTINE dir. *Mapping Desire.* New York et Londres : Routledge, 31-40.

CROUCH, David (1998) The street in the making of popular geographical knowledge, *in* N. FYFE dir. *Images of the Street : Planning, Identity and Control in Public Spaces.* New York et Londres : Routledge, 160-175.

DAGENAIS, Angèle (1976) "L'Allier « prie » Drapeau de reconstituer Corridart" *Le Devoir.* Jeudi le 15 juillet, 1.

DAIGLE, Gérard et Guy ROCHER dir. (1992) *Le Québec en Jeu; comprendre les grands défis.* Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

D'AMOUR, Michel (1989) *Michel gai dans le Village.* Montréal : Éditions MFR.

DAOUST, Jean-Paul (1986a) *Les garçons magiques.* Montréal : VLB éditeur.

DAOUST, Jean-Paul (1986b) "Black Diva" *Lèvres Urbaines.* numéro 5.

DAOUST, Jean-Paul (1993) *L'Amérique.* Montréal : XYZ Éditeurs.

DAVIS, Mike (1990) *City of Quartz : Excavating the Future in Los Angeles.* New York : Vintage Books.

DAVIS, Mike (1992) Fortress Los Angeles : The Militarization of Urban Space, *in* M. SORKIN dir. *Variation on a theme park : The new american city and the end of public space.* New York : Noonday Press, 154-180.

DAVIS, Mike (1998) *Ecology of Fear.* New York : Henry Holt et Companie, Metropolitan Books.

DAVIS, Susan (1986) *Parades and Power : Street Theatre in Nineteenth-Century Philadelphia.* Philadelphie : Temple University Press.

DAVIS, Tim (1995) The Diversity of Queer Politics and the Redefinition of Sexual Identity and Community in Urban Spaces, *in* D. BELL et G. VALENTINE dir. (1995) *Mapping Desire.* Londres et New York : Routledge, 284-303.

DAYMAN, Ron (1978) "Nouvelle descente : les élections s'en viennent" *Journal Gai(e)s du Québec.* octobre-novembre 1978, 2(3), 1-2.

DAYMAN, Ron (1981) "Dossier anniversaire" *Le Berdache.* mai 1981, no. 20, 49-53. Traduit de l'anglais, publié dans le *Body Politics,* no. 29, Dec. 1876- Jan. 1977.

DEAR, Micheal (1994) Les aspects postmodernes de Henri Lefebvre, *Espaces et Sociétés.* #76, Paris : Édition de L'Harmattan.

DE BENEDETTI, Charles (1990) *An American Ordeal : The antiwar movement of the Vietnam era.* Syracuse, New York : Syracuse University Press.

DE CERTEAU, Michel (1968) *La prise de parole : pour une nouvelle culture.* Bruges : Éditions Desclée de Brouwer.

DE CERTEAU, Michel (1980) *Arts de faire, l'invention du quotidien.* Paris : Union Générale d'éditions, collection 10/18.

DECOTRET, Claude (1972) "En furie contre le père Desmarais : Michel tient mordicus à épouser... Réjean !" *Journal de Montréal.* lundi 7 février 1972, 2.

DEMCHINSKI, Bryan dir. (1991) *Grassroots, Greystones and Glass Towers : Montréal Urban Issues and Architecture.* Montréal : Véhicule Press, 83-92.

DEMCZUK Irène et Frank W. REMIGGI dir. (1998) *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbiennes et gaie de Montréal.* Montréal : VLB éditeur.

D'EMILIO, John ([1983] 1998) *Sexual Politics, Sexual Communities : The Making of a Homosexual Minority.* Second Edition, Chicago : The University of Chicago Press.

DEPATIE, J. (1976) "300 homosexuels dans la rue pour se plaindre... de la police !" *Journal de Montréal.* dimanche 20 juin 1976.

DESCÔTEAUX, Louise (1993) *Corridart : la censure.* Mémoire de maîtrise en Histoire de l'Art, Université du Québec à Montréal, non publié.

DONALDSON, Mike (1993), What is Hegemonic Masculinity? *Theory and Society.* #22, 643-657.

DORÉ, Luc (1981) "Le FLH" *Le Berdache.* no. 20, mai 1981, 47-48.

DRAPEAU, Jean (1961) Montréal, face à l'avenir ! *Cités et Villes.* Mai 1961, 15-16.

DREUILHE, Alain Emmanuel (1979) *La société invertie : Les gais de San Francisco.* Montréal : Flammarion.

DRUMMOND, Derek (1981) Streets can be a City's Living Room, *in* B. DEMCHINSKI dir. *Grassroots, Greystones and Glass Towers : Montréal Urban Issues and Architecture.* Montréal : Véhicule Press, 83-92.

DUBERMAN, Martin (1993) *Stonewall.* New York : Plume.

DUGUAY, Jean-Luc (1969) "Des flambées de violence marquent la Saint-Jean" *Le Devoir.* mercredi 25 juin, 1969, 1.

DUMONT, Fernand (1971) *La vigile du Québec.* Montréal : Hurtubise HMH.

DURING, Simon dir. (1993) *The Cultural Studies Reader.* New York : Routledge.

ELDER, Glen (1995) Of Moffies, Kaffirs and Perverts : Male Homosexuality and the Discourse of Moral Order in the Appartheid State, *in* D. BELL et G. VALENTINE dir. *Mapping Desire.* Londres : Routledge, 56-65.

ÉMARD, Claude (1985) *Les politiques d'information municipale dans les grandes villes : une illustration, Montréal 1960-1985.* mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, non publié.

EVENSON, Norma (1969) *Le Corbusier : The Machine and the Grand Design.* New York : George Braziller.

FAUBERT, T (1976) "Au nettoyage Olympique" *Libération.* juillet 1976.

FILION, Gérard (1953) "La métropole du crime" *Le Devoir.* 31 octobre 1953.

FOREST, Benjamin (1995) West Hollywood as symbol : the significance of place in the construction of gay identity, *Environment and Planning D : Society and Space.* 13, 133-157.

FOUCAULT, Michel (1976a) Question à Michel Foucault sur la géographie, *Hérodote.* #1, janvier-mars 1976, 71-85.

FOUCAULT, Michel (1976b) *Histoire de la sexualité; La volonté de savoir.* Paris : Éditions Gallimard.

FOUCAULT, Michel (1983) The Subject and Power. Why Study Power : The Question of the Subject, How is Power Exercised? postface de Michel Foucault *in* Hubert L. Dreyfus et Paul Rabinov, *Michel Foucault : Beyond Structuralism and Hermeneutics.* Chicago : The University of Chicago Press.

FOUCAULT, Michel ([1962] 1992) *Raymond Roussel.* Paris : Gallimard, Collection Folio essaie.

FRAISSE, Robert (1991) L'espace commun, *Les Temps Modernes.* Paris, Décembre 1991-janvier 1992, 47(545-46), 236-254.

FRANCOEUR, Jacques (1969) "Si Jean Drapeau fait un succès de son restaurant, pas de mairie en 1970 ?" *Dimanche Matin.* 7 septembre.

FRASER, N. (1990) Rethinking the Public Sphere : A Contribution to Actually Existing Democracy *Social Text.* no 25-26 Vol.9(1), 56-79.

FRIEDMAN, John (2000) The Good City : In Defense of Utopian Thinking, *International Journal of Urban and Regional Planning,* 24 (2), 460-472.

FROST, David dir. (1981) *Montreal, Geographical Essays, Occasional Papers in Geography.* Montréal : Université Concordia, numéro 1.

FYFE, Nicholas R. dir. *(1998) Images of the Street : Planning, Identity and Control in Public Spaces.* New York et Londres : Routledge.

FYFE, Nicholas et Jon BANNISTER (1998) 'The eye upon the street' : Closed-circuit television survaillance and the city, *in* N. FYFE dir. *Images of the Street : Planning, Identity and Control in Public Spaces.* New York et Londres : Routledge, 254-267.

GABELINE, Donna, Dane Lanken et Gordon PAPE (1975) *Montreal at the Crossroads.* Montreal : Harvest House.

GAGNON, Jules (1966) "Deux « beaux » policiers en chasse angle Peel et Ste-Catherine ! " *Le Petit Journal*. 14 octobre 1966, 34.

GALE, Dennis (1996) *Understanding urban unrest : from Reverend King to Rodney King.* Thousand Oaks, California : Sage Publications.

GALIPEAU, Silvia (2000) "Suzanne Girard; Sortir enfin de l'ombre" *Le Devoir*. lundi 31 juillet, 2000, B1.

GARIEPY, Gilles (1975) Émeute rue Sherbrooke : défilé de la St-Jean, *in* Cyrille Felteau *Une certaine Révolution tranquille : L'union nationale meurt, le PQ naît et les libéraux règnent.* Montréal : La Presse.

GARNEAU, Gilles (1981) "Rétrospective 1980" *Le Berdache*. no. 17, février 1981, 12.

GAUTHIER, Benoit (1993) *Recherche sociale; De la problématique à collecte des données.* Montréal : Presses de l'Université du Québec à Montréal, 2ième édition.

GERMAIN, Annick et Johanne CHARBONNEAU (1994) *Le quartier : Un territoire social significatif?* Communication présentée au colloque « L'insertion urbaine des immigrants et des minorités ethniques », Congrès de l'ACFAS, Université du Québec à Montréal, non publié.

GERMAIN, Annick et Damaris ROSE (2000) *Montréal : The Quest for a Metropolis.* New York : John Wiley and sons Ltd.

GERMAIN, Annick et Jean-Claude MARSAN dir. (1987) *Aménager l'urbain de Montréal à San Francisco : politiques et design urbains.* Montréal : Éditions du Méridien.

GIRERD (1977) "La guerre est-elle déclarée entre le gouvernement et Drapeau ? " *La Presse.* 6 janvier 1977, B2.

GODIN, Gérald (1971) "Le raid Drapeau : L'hôtel Windsor contestera en Cour Supérieure, demain" *Québec Presse.* 14 novembre.

GOHEEN, Peter G. (1998) Public space and the geography of the modern city *Progress in Human Geography.* 22(4), 479-496.

GOULSTON, Philip (1982) "La Fête national au Carré Dominion : Un 24 juin « paisible »... La Ville de Montréal vs la Fête nationale" *Le Berdache.* No.33, septembre 1982, 7-8.

GRAMSCI, Antonio (1975) *Gramsci dans le texte.* Paris : Éditions sociales, textes rassemblés par Ricci, François et Jean Bramant.

GRISONI, Dominique et Robert MAGGIORI (1973) *Lire Gramsci.* Paris : Éditions universitaires.

GREENBERG, Kenneth et Vitomir AHTIK (1988) Transformation urbaines de deux centre-ville : Toronto, Montréal, *Cahiers de recherche sociologique.* Montréal : Université du Québec à Montréal, 6(2), 65-92.

GREGORY, Derek (1994) *Geographical Imaginations.* Cambridge : Blackwell.

GROZ, Elizabeth (1992) Bodies-Cities *in* B. COLOMINA dir. *Sexuality and Space.* New York : Princeton Architectural Press.

GOULD, Roger V. (1993) Trade Cohesion, Class Unity, and Urban Insurection : Artisanal Activism in the Paris Commune, *American Journal of Sociology.* 98(4) :721-754.

HABERMAS, Jurgen (1988) *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise.* Paris : Payot, Collection Critique de la politique, Traduction.de l'allemand par Marc B. de Launay.

HAINE, Scott W. (1992) 'Café Friends' : Friendship and the Fraternity in Parisian Working-Class Cafés, 1850-1914, *Journal of Contemporary History.* 27, 697-626.

HALEY, Janet E. (1993) The Construction of Heterosexuality, *in* M. WARNER dir. *Fear of a Queer Planet : Queer Politics and Social Theory.* Minneapolis : University of Minesota Press, 82-102.

HAMEL, Pierre (1995) Mouvements urbains et modernité : l'exemple Montréalais, *Recherches sociographiques.* Québec : Presses de l'Université Laval, 36(2), 279-306.

HARAWAY, Donna (1990) A Manifesto for Cyborgs : Science, Technology, and socialist feminism in the 80's, *in* L. NICHOLSON dir. *Feminism/postmodernism.* New York : Routledge.

HARAWAY, Donna (1991) *Simians, Cyborg, and Women; the Reinvention of Nature.* New York : Routledge.

HARVEY, David (1989) *The Urban Experience.* Baltimore : John Hopkins University Press.

HARVEY, David, 1996, *Justice, Nature and the Geography of Difference.* Malden, Massachusetts : Blackwell Publishers.

HEINEMAN, Kenneth (1993) *Campus wars : the peace movements at American states universities in the Vietnam era.* New York : New York University Press.

HERBERT, Steve (1998) Policing contested space : On Patrol at Smiley and Hauser, *in* N. FYFE dir. *Images of the Street : Planning, Identity and Control in Public Spaces.* New York et Londres : Routledge, 225-235.

HERROU, Michel (1995) L'espace public dans la société d'aujourd'hui, *in* l'Association Française d'Action Artisitique *La place publique dans la ville contemporaine.* Montréal : Méridien, Actes du colloque sur la Place publique organisé à l'occasion du 350° anniversaire de la Ville de Montréal.

HIGGINS, Ross (1984) "Les gais dans les maisons de débauche : Montréal épurée pour la visite du Saint-Père" *Sortie*. no. 17, mai 1984, 18-19.

HIGGINS, Ross (1985a) "L'impasse linguistique" *Sortie*. no. 25, février 1985, 12.

HIGGINS, Ross (1985b) "La langue du mouvement gai : Montréal 1975-1985" *Sortie*. no. 29, juin 1985, 12.

HIGGINS, Ross (1995) Murder Will Out : Gay Identity and Media Discourse in Montréal, *in* W. L. LEAP dir. *Beyond the Lavender Lexicon : Autenticity, Imagination, and Appropriation ion Lesbian and Gay Languages.* New York : Gordon and Breach, 107-132.

HIGGINS, Ross (1997) *Sense of Belonging : Pre-liberation Space, Symbolics and Leadership in Gay Montreal*, thèse de doctorat, Université McGill, Départment d'Anthropologie, non publié.

HIGGINS, Ross (1998) Des lieux d'appartenance : les bars gais des années 1950, *in* I. DEMCZUK Irène et F. REMIGGI dir. *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbiennes et gaie de Montréal.* Montréal : VLB éditeur, 103-128.

HIGGINS, Ross (1999a) *De la clandestinité à l'affirmation : pour une histoire de la communauté gaie montréalaise*. Montréal : Comeau et Nadeau.

HIGGINS, Ross (1999b) Baths, Bushes and Belonging : Public Sex and Gay Community in Pre-Stonewall Montreal, *in* W. L. LEAP dir. *Public Sex / Gay Space.*New York : Columbia University Press, 187-202.

HILDEBRAN, Andrea (1998) Genèse d'une communauté lesbienne : un récit des années 1970, *in* I. DEMCZUK Irène et F. REMIGGI dir. *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbiennes et gaie de Montréal.* Montréal : VLB éditeur.

HOWELL, P. (1993) Public space and the public sphere : political theory and the historical geography of modernity *Environment and planning D : Society and Space.* 11, 303-322.

HUBBARD, Philip (2000) Desire/disgust : mapping the moral contours of heterosexuality, *Progress in Human Geography.* 24(2), 191-217.

HUDON, Normand (1961) *À la potence.* Montréal : Éditions à la page.

HUDON, Normand (1958) *La tête la première.* Québec : Institut Littéraire.

HURTEAU, Pierre (1993) L'homosexualité masculine et les discours sur le sexe en contexte montréalais de la fin du XIXième siècle à la Révolution tranquille, *Histoire social.* 24(51), 41-46.

HURTEAU, Pierre (1991) *Homosexualité, religion et droit au Québec : Une approche historique.* Thèse de doctorat, département des Études Religieuses, Université Concordia, non publié.

INGLEHART, Ronald (1990) *Culture Shift in Advanced Society.* Princeton : Princeton University Press.

JACKSON, Peter (1989) *Maps of Meanings.* Londres : Unwin Hyman Press.

JACKSON, Peter (1998) Domesticating the Street : The Contested Spaces of the High Street and the Mall, *in* N. FYFE dir. *Images of the Street : Planning, Identity and Control in Public Spaces.* New York et Londres : Routledge, 177-191.

JACOB, M. (1978) "Montréal, vendredi 21 octobre 1977... " *Le Temps Fou.* 1(2), juin-juillet-août, 33.

JACOBS, Jane (1961) *Death an Life of Great American Cities.* New York : Vintage Books.

JARRY, Michel (1984) "Manifestation" *Le Petit Berdache.* No. 9, juillet-août 1984, 18.

JENKINS, J. Craig (1987) Interpreting the Stormy 1960s : Three Theories in Search of a Political Age, *Research in Political Sociology.* Greenwich, Connecticut : JAI Press Inc., Vol. 3, 269-303.

JODOIN, Claude (1970) "L'opération razzia dans 13 clubs qui 'nous' coûte cher et qui rapporte peu" *Journal de Montréal.* lundi 20 juillet 1970.

KAPLAN, Temma (1992) *Red City, Blue Period : Social Movements in Picasso's Barcelona.* Berkeley : University of California Press.

KAYLER, Francoise (1969) "Le Vaisseau d'Or vient d'appareiller" *La Presse.* mardi 9 septembre 1969.

KEITH, Micheal et Steve PILE dir. (1993) *Place and the politics of identity.* Londres et New York : Routledge.

KEATING, Peter et Othmar Keel (1995) *Santé et Société au Québec : XIX°-XX° siécle.* Montréal : Boréal.

KLANDERMANS, Bert (1986) New Social Movements and Resource Mobilization : The European and the American Approach, *International Journal of Mass Emergencies and Disasters.* Vol. 4, 13-27.

KLEIN, Juan-Luis, Jean-Marc FONTAN, Diane-Gabrielle TREMBLAY et Carole TRADIF (1998) Les milieux péricentraux : le milieu communautaire dans la reconversion économique, *in* C. MANZAGOL et C. BRYANT dir. *Montréal 2001 : Visages et défis d'un métropole.*Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal.

KNOPP, Lawrence (1987) Social theory, social movements and public policy : recent accomplishments of the gay and lesbian movement in Minneapolis, Minnesota, *International Journal of Urban and Regional Research,* 11(2), 243-261.

KNOPP, Lawrence (1995) Sexuality and Urban Space : a framework for analysis, *in* D. BELL et G. VALENTINE dir. *Mapping Desire.* Londres : Routledge, 149-164.

KNOPP, Lawrence (1998) Sexuality and Urban Space : Gay Male Identity Politics ine the United States, the United Kingdom, and Australia, *in* R. FINCHER et J. JACOBS dir. *Cities of difference.* New York : Guilford Press, 149-176.

KNOPP, Lawrence et Mickey LAURIA (1987) Gender relations as a particular form of social relations, *Antipode* 19(1) :48-53.

KNOX, Paul dir. (1993) *The Restless Urban Landscape.*Upper Saddle River, New Jersey : Prentice Hall.

KOBAYASHI, Audrey et Linda Peake (2000) Racism out of Place : Thoughts on Whiteness and an Antiracist Geography in the New Millenium, *Annals of the Association of American Geographers.* 90(2), 392-403.

KOROSEC-SERFATY, Perla (1995) Variation sur le cotoiement et la distance : Places publiques montréalaises, *in La place publique dans la ville contemporaine.* Montréal : Méridien, Actes du colloque sur la Place publique organisé à l'occasion du 350° anniversaire de la Ville de Montréal par l'Association Française d'Action Artisitique.

KOROSEC-SERFATY, Perla (1987) Muséification des centres urbains et sociabilité publique : effets attendus, effets déconcertants, *in* A. GERMAIN et J.-C. MARSAN dir. *Aménager l'urbain de Montréal à San Francisco : politiques et design urbains.* Montréal : Éditions du Méridien, 103-122.

LAÉ, Jean-François (1994) L'homme à la rue *Esprit.* Paris, 18(6), 15-28.

LANDRY Réjean, 1993, L'analyse de contenu, *in* B. GAUTHIER, *Recherche sociale; De la problématique à collecte des données.* Montréal : Presses de l'Université du Québec à Montréal, 2ième édition, 337-360.

LANKEN, Dane (1986) Drapeau's Montreal : great moments, great monuments, *Canadian Geographic.* 106, 10-23.

LAPALME, Robert (1950) *La palme, les 20 premières années du caricaturiste canadien : 1930-1950.* Montréal : Cercle du livre de France.

LAPRISE, H (1976) "Les homosexuels : manifestation contre la répression policière" *La Presse*, lundi 21 juin 1976.

LAZURE, Jacques (1970) *La jeunesse du Québec en révolution, essai d'interprétation.* Montréal : Presses de l'Université du Québec.

LAZURUS, Charles (1969) "Soup slurpers not welcome : Drapeau's restaurant opens tonight" *The Montréal Star.* 8 septembre.

LE CORBUSIER (1957) *La Charte D'Athènes.* Paris : Éditions de Minuit.

LE CORBUSIER (1946) *Manière de penser l'urbanisme.* Paris : Éditions Gonthier.

LEES, Loretta (1998) Urban renaissance and the street : spaces of control and contestation, *in* N. FYFE dir. *Images of the Street : Planning, Identity and Control in Public Spaces.* New York et Londres : Routledge, 236-253.

LEFEBVRE, Henri (1965) *La Proclamation de la Commune : 26 mars 1871.* Paris : Éditions Gallimard.

LEFEBVRE, Henri (1968a) *Le droit à la ville.* et *Espace et politique.* Paris : Éditions Anthropos.

LEFEBVRE, Henri (1968b) *La vie quotidienne dans le monde moderne.* Paris : Éditions Gallimard, collection idées.

LEFEBVRE, Henri (1970a) *La révolution urbaine.* Paris : Éditions Gallimard.

LEFEBVRE, Henri (1970b) *Le manifeste différentialiste.* Paris : Éditions Gallimard.

LEFEBVRE, Henri (1972) "L'avis du sociologue, État ou non-État?" *in Colloque Universitaire pour la commémoration du centenaire de la Commune de Paris de 1871.* Paris : Les Éditions Ouvrières.

LEFEBVRE, Henri (1977) *De l'État; tome 3 Le mode de production étatique.* Paris : Union Générale d'édition, collection 10/18.

LEFEBVRE, Henri ([1974] 2000) *La poduction de l'espace,4° édition.* Paris : Éditions Anthropos.

LESPÉRANCE, Marie-Claude, Jean Dumont et Doreen Lindsay photogr. (2000) *L'art public à Montréal.* Montréal *:* Éditions Logiques.

LÉVEILLÉ, Jacques (1988) Pouvoir local et politiques publiques à Montréal : renouveau dans les modalités d'exercice du pouvoir urbain, *Cahiers de recherche sociologique.* Montréal : Université du Québec à Montréal, 6(2), 38- 63.

LEVESQUE, Richard (1976) "City tears down 'obscene' Corridart" *The Montreal Star.* Wednesday July 14, A3.

LEVY Bernard-Henri, 1976, Le système Foucault, *in* D. GRISONI dir. *Politiques de la philosophie*, Paris : Grasset.

LEZNOFF, Maurice (1954) *The Homosexual in Urban Society.* mémoire de maîtrise en Sociologie, Université McGill, non publié.

LINTEAU, Paul-André (1992) *Histoire de Montréal depuis la Confédération.* Montréal : Les Éditions du Boréal.

LINTEAU, Paul-André (1989) *Histoire du Québec contemporain.* Montréal : Les Éditions du Boréal.

LONGHURST, Robyn (1997) (Dis)embodied geographies *Progress in Human Geography.* 21(4), 486-501

MACDONELL, Diane (1986) *Theories of Discourse : An Introduction.*Oxford : Basil Blackwell Ltd.

MACKENZIE, Ian (1982) "Répression policière : silence" *Sortie.* no. 2, novembre 1982, 12-13.

MACKENZIE, Ian (1983) "Descente à la taverne Gambrinus" *Sortie.* no.3, janvier 1983. 12.

MACCIOCCHI, Maria Antonietta (1975) *Pour Gramsci.* Paris : Éditions du Seuil.

MCCARTHY, Thomas (1990) The critique of impure reason : Foucault and the Frankfurt School, *Political Theory.* 18(3), 437-469.

MCDOWELL, Linda (1995) Body Work : Heterosexual Gender Performances in City Workplaces, *in* D. BELL et G. VALENTINE dir. (1995) *Mapping Desire.* Londres et New York : Routledge, 75-95.

MCKENNA, Brian et Susan PURCELL (1981) *Jean Drapeau.* Montréal : Stanké.

MCLENNAN, Hugh (1945) *Two Solitudes.* Toronto : Collins.

MCLEOD, Donald (1996) *Lesbian and Gay Liberation in Canada : A Selected Annotated Chronology,* 1964-1975, Toronto : ECW Press.

MANZAGOL, Claude et Christopher R. BRYANT dir. (1998) *Montréal 2001 : Visages et défis d'un métropole.* Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal.

MANZAGOL, Claude (1998) La restructuration de l'industrie, *in* C. MANZAGOL et C. BRYANT dir. *Montréal 2001 : Visages et défis d'un métropole.* Montréal : Les Presse de l'Université de Montréal.

MARCUSE, Herbert (1968) *L'homme unidimensionnel.* Collection Point Sciences humaines, Paris : Éditions de Minuit.

MARQUIS, André (1995) *Émile Nelligan : Poésies en version originale.* Montréal : Édition Tryptique.

MARSAN, Jean-Claude (1994) *Montréal en évolution : Historique du développement de l'architecture et de l'environnement urbain montréalais.* Montréal : Méridien, Troisième édition, Collection Architecture.

MARSAN, Jean-Claude (1992) *Montréal en évolution : historique du développment de l'architecture et de l'environnement urbain montréalais.* Montréal : Université de Montréal, Série télévisuelle commémorant le 350°anniversaire de fondation de Montréal.

MARSAN, Jean-Claude (1990) *Sauver Montréal : Chroniques d'architecture et d'urbanisme.* Montréal : Éditions du Boréal.

MARSTON, Sallie A. (2000) The social construction of scale, *Progress in Human Geography.* 24(2), 219-242.

MARTIN, Biddy (1994) Sexualities without genders and other Queer utopias, *Diacritics.* Baltimore : Johs Hopkins University Press, 24(2-3), 104-121.

MELUCCI, Alberto (1980) The New Social Movements : A Theoretical Approach, *Social Science Information / Information sur les sciences sociales.* Paris : 19(2), 199-226.

MITCHELL Don (1995) The End of Public Space? : People's Park, Definition of the Public, and Democratic, *Annals or the Association of American Geographers.* Cambridge : Blackwell Publishers, 85(1), 108-133.

MITCHELL, Don (1996) Political Violence, Order, and the Legal Construction of Public Space : Power and the Public Forum Doctrine, *Urban Geography.* 17(2) 152-178.

MONNET, Jérôme (2000) Les dimensions symboliques de la centralité, *Cahiers de Géographie du Québec.* 44(123), 399-418.

MOORE, Marie France (1975) *Contre-culture et culture politique au quebec : une analyse de contenu de la revue mainmise.* Mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, non publié.

MOREL, Étienne (1972) "Vive les hommes libres" *Nouvelles Illustrées.* caricature 12 février 1972, 5.

MORIN, Edgar, Claude LEFORT et Cornelius CASTORIADIS (1968) *Mai 68.* Paris : Fayard.

MORRIER, Bernard (1981) "Corridart, des échaffaudages sans intérêts (Drapeau)" *Le Devoir.* 22 janvier, 2.

MORT, Frank (1995) Archeologies of city life : commercial culture, masculinity, and the spatial relations in 1980's London, *Environment and Planning D : Society and Space.* 13, 573-590.

MUMFORD, Lewis (1961) *The City in History : its origins, its transformation, and its prospects.*New York : Harcourt, Brace Jovanovith.

NAMASTE, Ki (1996) Genderbashing : sexuality, gender and the regulation of public space, *Environment and Planning D : Society and Space.* 14(2), 221-240

NANCY, Jean Luc (1982) Le partage des voix, en traduction anglaise dans G. L. ORMISTON et A. D. SCHRIFT dir. (1990) *Transforming the Hermeneutic Context From Nietzche to Nancy.* New York : State University of New York, 211-259.

NELLIGAN, Émile (1996) *Poésies.* Montréal : Les Éditions du Boréal, collection compact classique.

NILSSON, Arne (1998) Creating Their Own Private and Public : The Male Homosexual Life Space in a Nordic City During High Modernity, *Journal of Homosexuality.* The Haworth Press, Vol. 35(3-4), 81-116.

NOËL, Roger (1998) Libération homosexuelle ou révolution socialiste ? L'expérience du GHAP *in* I. DEMCZUK Irène et F. REMIGGI dir. *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbiennes et gaie de Montréal.* Montréal : VLB éditeur.

NOËL, Roger (1994) "L'héritage des homosexuels de gauche au Québec" *Homo Sapiens.* no. 4, février 1994, 6.

NOËL, Roger (1993) *Pratiques politiques et formation de l'identité gaie au Québec : L'expérience du groupe homosexuel d'action politique (1974-1976).* Mémoire de maîtrise en Science Politique, Université du Québec à Montréal, non publié.

OFFE, Claus (1987) Challenging the Boundaries of Institutional Politics : Social Movements since 1960, *in* C. S. MAIER dir. *Changing Boundaries of the political.* Cambridge : Cambridge University Press, 63-105.

PARAZELLI, Michel (1997) *Pratiques de socialisation marginalisée et espace urbain : le cas des jeunes de la rue à Montréal : (1985-1995).* Thèse de doctorat en Études Urbaines, Université du Québec à Montréal, non publié.

PÊCHEUX, Michel (1975) *Les vérités de la Palice : linguistique, sémantique, philosophie.* Paris : François Maspero.

PELLETIER, Réjean (1992) La Révolution tranquille, *in* G. DAIGLE et G. ROCHER dir. *Le Québec en Jeu; comprendre les grands défis.* Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

PERROW, Charles (1979) *The Sixties Observed, The Dynamics of Social Movements.* Winthrop, 192-211.

PICHOL, Michel (1977) A propos des questions de Michel Foucault; Nouvelles du front idéologique, *Hérodote*. 6 :31-39.

PILE, Steve (1994) Masculinism, The use of Dualistic Epistemologies and Third Spaces, *Antipode*. 26(3) :255-277.

PILON, Louise et Robert Juster (1972) "Michel Girouard et Réjean Tremblay à la défense des 50,000 homosexuels québécois" *Nouvelles Illustrées.* 12 février 1972, 3-5.

PINARD, Guy (1987) *Montréal, son histoire, son architecture.* Montréal : Vol. 1 à 4, La Presses, Vol. 5 et 6, Éditions le Méridien.

PLANTE, Pacifique (1949- 1950) série d'articles "Montréal sous le ràge de la pègre" Sous titres :

"Deux mensonges dangereux" Article 29, *Le Devoir.* 4 janvier 1950, 1.
"Un discours lumineux de M. J.-O. Asselin" Article 10, *Le Devoir.* 10 décembre 1949, 1.
"La farce recommence" Article 2, *Le Devoir*. 29 novembre 1950, 1.
"Fin d'un lupanar exclusif" Article 55, *Le Devoir*. 10 février 1950, 1.
"Montréal sous le règne de la pègre" Article 1, *Le Devoir*. 28 novembre 1949, 1.
"Le « mystère » des « slot-machines » " Article 27, *Le Devoir*. 31 décembre 1949, 1.
"Ne touchez pas au Gentleman" Article 9, *Le Devoir*. 9 décembre 1949, 1.
"Pour déraciner la prostitution" Article 53, *Le Devoir*. 8 février 1950, 1.
"P'tit cours sur la barbotte" Article 22, *Le Devoir*. 24 décembre 1949, 1.
"Le roi, la reine et la barbotte" Article 5, *Le Devoir*. 2 décembre 1949, 1.

"Rue de la Montagne, un lupanard de luxe" Article 35, *Le Devoir*. 12 janvier 1950, 1.
"Un sujet tabou : la prostitution" Article 28, *Le Devoir*. 3 janvier 1950, 1.
"La tempête s'annonce" Article 44, *Le Devoir.* 28 janvier 1950, 1.

PLANTE, Pax (1950) *Montréal sous le règne de la pègre.*Éditions de l'Action Nationale, Montréal.

PLEAU, Marcel (1979) "Flics et fiches chez Bud's." *Journal Gai(e)s du Québec.* avril-mai 1979, 2(6), 5.

PODMORE, Julie (1999) *St. Lawrence Blvd. As 'Third City' : Place, Gender and Difference along Montréal's 'Main'*. Thèse de doctorat en Géographie, Université McGill, Montréal, non publié.

PRATT, Geraldine (1998) Grids of Difference : Place and identity formation, *in* R. FINCHER et J. JACOBS dir. *Cities of difference*. New York : Guilford Press, 26-48.

PRÉVOST, Robert (1991) *Montréal : la folle entreprise*. Montréal : Les Éditions internationales Alain Stanké.

PROBYN, Elspeth (1994) *Love in a Cold Climate : Queer belonging in Québec*. Montréal : Groupe de recherche sur la citoyenneté culturelle.

RACEVSKIS, Karlis (1994) The postmodern outlook for Hermeneutics, *Diacritics*. 24(1) :78-90.

RADICE, Martha (2000) *Feeling comfortable : Les anglo-montréalais et leur ville*. Québec : Les Presses de l'Université Laval,.

RAGON, Michel (1986) *Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes; 1- Idéologies et pionners 1800-1910*. Paris : Casterman.

RAY, Brian et Damaris ROSE (2000) Cities of the Everyday : Socio-Spatial Perspective on Gender, Difference, and Diversity, *in* T. BUNTING et P. FILION dir. *Canadian Cities in Transition*. Don Mills : Oxford University Press, 502-524.

REICHERT, Dagmar (1994) Woman as Utopia : Against relations of representation, *Gender, Place and Culture*. 1(1), 91-102.

REMIGGI, Frank (1993) "Le Village de l'Est ou la naissance d'un espace gai montréalais" *La Grand'Jaune*. février 1993, 1(4),8-9.

REMIGGI, Frank (1998) Le Village gau de Montréal : entre le ghetto et l'espace identitaire, *in* I. DEMCZUK Irène et F. REMIGGI dir. *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbiennes et gaie de Montréal*. Montréal : VLB éditeur,.

RICCI, François et Jean BRAMANT (1975) *Gramsci dans le texte*. Paris : Éditions Sociales.

RIMBAUD, Arthur (1973) *Poésies, Une Saison en Enfer, Illuminations.Paris : Éditions Gallimard,* collection Poésie.

RIOUX, Daniel (1972) "Michel Girouard : J'épouse Réjean le 26 Février !" *Journal de Montréal*. 15 février 1972, 1 et 3.

RIOUX, Laval (1981) "Descente chez Bud's : une visite inattendue." *Le Berdache*. no. 22, juillet-août 1981, 8.

RIOUX, Marcel (1990) *Un peuple dans le siècle.* Montréal : Les Éditions du Boréal.

RIOUX, Marcel (1980) *La question du Québec.* Montréal : Parti pris.

ROCHER, Guy (1971) *Le Québec en mutation.*Montréal : Hurtubise HMH.

ROMAN, Joël (1994) La ville à vue d'oeil Entrevue avec Robert Sennett *Esprit.* Paris : 6(18), 78-88.

ROMAN, Joël (1994) La ville : chronique d'une mort annoncée ? *Esprit.* Paris : 18(6)15-28, Juin 1994.

ROSE, Gillian (1993), *Feminism and Geography : the Limits of Geographical Knowledge.* Minneapolis : University of Minnesota Press.

ROSENEAU, Pauline Marie (1992) *Post-Modernism and the Social Sciences; Insights, Inroads, andIntrusions.* Princeton : Princeton University Press.

ROSS, Kristin (1988) *The emergence of Social Space : Rimbaud and the Paris Commune.* Minneapolis : University of Minnesota Press.

ROTHENBERG, Tamar (1995) 'And She Told Two Friends' : Lesbians Creating Urban Social Space, *in* D. BELL et G. VALENTINE dir. (1995) *Mapping Desire.* Londres et New York : Routledge, 165-181.

RUDDICK, Susan (1996) Constructing Difference in the Public Space : Race, Class, and Gender as Interlocking Systems, *Urban Geography.* 17(2), 132-151.

RUFIANCE, André (1972), "André Rufiance et ses commentaires" *Journal de Montréal.* 8 février 1972, 9.

RUFIANCE, André (1972), "André Rufiance et ses commentaires : Les homogénéisés" *Journal de Montréal.* 11 février 1972, 9.

RUFIANCE, André (1972), "André Rufiance et ses commentaires : Gai! Gai! Marions-nous !" *Journal de Montréal.* 16 février 1972, 9.

RYAN, Mary (1990) *Women in Public; Between Banners and Ballots, 1825-1880.* Baltimore : The John Hopkins University Press.

RYAN, Mary (1997) *Civic wars : democracy and public life in the American city during the nineteenth century*. Berkeley : University of California Press.

SAMSON, Marcel (1998) Montréal, centre touristique, *in* C. MANZAGOL et C. BRYANT dir. *Montréal 2001 : Visages et défis d'un métropole.* Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 149-158.

SARRAZIN, Hélène (1985), *Élisée Reclus ou la passion du monde*. Paris : Éditions La Découverte.

SCHWARTZ, Joel (1993) *The New York approach : Robert Moses, urban liberals, and redevelopment of the inner city.* Columbus : Ohio State University Press.

SEDGWICK, Eve Kosofsky (1993) How to bring your kids up gay *in* M. WARNER dir. *Fear of a Queer Planet : Queer Politics and Social Theory.* Minneapolis : University of Minesota Press, 69-81.

SENNETT, Robert (1994) La ville à vue d'oeil, Entrevue de Joël Roman, *Esprit.*6(18), 78-88.

SENNETT, Robert 1992) *The fall of the public man.* New York : Norton.

SENNETT, Robert (1990) *The Conscience of the Eye*. New York : Knopf.

SIEDMAN, Steven (1993) Identity and Politics in a 'Postmodern' Gay Culture : Some Historical and Conceptual Notes, *in* M. WARNER dir. *Fear of a Queer Planet : Queer Politics and Social Theory.* Minneapolis : University of Minesota Press, 105-142.

SIMON, Patrick (1997) Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite, *Espaces et sociétés.*Paris : Édition de L'Harmattan, No. 90-91, 69-78.

SIMON, Sherry (1994) *Le traffic des langues, Traduction et culture dans la littérature québécoise*. Montréal : Boréal.

SHORT, John Rennie et Yeong-Hyun Kim (1999) *Globalization and the City.* Essex, Scotland : Addison Wesley Longman.

SIVRY, Jean-Michel (1998) Traces militantes éphémères : l'ADGQ et Le Berdache, *in* I. DEMCZUK Irène et F. REMIGGI dir. *Sortir de l'ombre : histoires des communautés lesbiennes et gaie de Montréal.* Montréal : VLB éditeur, 235-263.

SLOAN, Tomas (1965) *Une Révolution tranquille?* Montréal : Éditions HMH, Collection d'aujourd'hui.

SMITH, Micheal et Cindy KATZ (1993) Grounding Metaphor : Towards a spacialized politics, *in* M. KEITH et S. PILE dir. *Place and the politics of identity.* Londres et New York : Routledge, 67-83.

SMITH, Miriam (1999) *Lesbian and Gay Rights in Canada : Social Mouvements and Equality Seeking 1971-1995.* Toronto : University of Toronto Press.

SMITH, Neil (1992) New City, New Frontier: The Lower East Side as Wild, Wild West *in* M. SORKIN dir. *Variations on a Theme Park : The New American City and the End of Public Space.* New York : The Noonday Press, 61-93.

SOJA Edward (1989) *Postmodern Geographies, The reassertion of Space in Critical Social Theory.* Londres : Verso.

SOJA, Edward et Barbara HOOPER (1993) The Spaces that Difference Makes; Some notes on the geographical margins of the new cultural politics *in* M. KEITH et S. PILE dir. *Place and the politics of identity.* New York : Routledge.

SORKIN, Micheal dir. (1992) *Variation on a theme park : The new american city and the end of public space.* New York : Noonday Press.

STANSELL, Christine (1987) *City of Women, Sex and Class in New York 1789-1860.* Chicago : University of Illinois Press.

STYCHIN, Carl (1995) *Law's desire : sexuality and the limits of justice.* Londres : Routledge.

TARDIF, Germain (1969) "Jean Drapeau, marmiton !" *La Presse.* 28 août, 1969.

TOURAINE, Alain ([1968] 1998) *Le mouvement de mai : le comunisme utopique.* Paris : Librairie générale française.

TOURAINE, Alain et Manuel AZCARATE dir. (1982) *Mouvements sociaux d'aujourd'hui : acteurs et analystes.* Paris : Éditions Ouvrières, Collection Politique sociale.

TRAIT, Jean-Claude (1966) "Pourquoi toute ces descentes" *Le Petit Journal.* semaine du 23 janvier 1966.

TREMBLAY, Michel (1997) *Des nouvelles d'Édouard.* Montréal : Leméac.

TREMBLAY, Michel (1995) *La nuit des princes charmants.* Montréal : Leméac.

VALENTINE, Gil (1993) (Hetero)sexing space : lesbian perceptions and experiences of everyday spaces, *Environment and Planning D :Society and Space.* 11, 395-413.

VAN DIJK, Teun A (1984) *Prejudice in Discourse : An Analysis of Ethnic Prejidice in Cognition and Conversation.* Amsterdam : John Benjamin Publishing Company.

VAN DIJK, Teun A (1991) *Racism and the Press.* New York : Routledge.

VATTIMO, Gianni (1991) *Éthique de l'interprétation.* Paris : Éditions La Découverte.

VILLENEUVE, Paul et Anne-Marie SÉGUIN (2000) Power and decision making in the City : Political Perspectives *in* T. BUNTING et P. FILION dir. *Canadian Cities in Transition.* Don Mills : Oxford University Press, 544-564.

WARNER, Micheal dir. (1993) *Fear of a Queer Planet : Queer Politics and Social Theory.* Minneapolis : University of Minesota Press.

WARREN, Stacey (1993) This Heaven Gives me Migraines; The problems and promises of landscapes of leisure *in* J. DUNCAN et D. LEY dir. *Place, culture and representation.* New York : Routledge.

WATTS, Micheal (2001) 1968 and all that... , *Progress in Human Geography.* 25(2) 157-188.

WEEKS, Jeffrey (1981) *Sex, Politics and Society : The Regulation of Sexuality since 1800.* Essex : Longman Group Limited.

WEEKS, Jeffrey (1985) *Sexuality and its Discontents.* Londres : Routledge et Kegan Paul.

WELZER-LANG, Daniel, Pierre DUTEY et Michel DORAIS dir. (1994) *La peur de l'autre en soi : du sexisme à l'homophobie.* Montréal : VLB éditeur.

WILLIAMS, Raymond (1977) *Marxism and literature.* Oxford : Oxford University Press.

YORTON, John (1967) "Club charges discrimination" *The Montreal Star.* April 22, 1967.

YOUNG, Iris Marion (1990) *Justice and the Politics of Difference.* New Jersey : Princeton University Press, Princeton.

ZUKIN, Sharon (1991) *Landscapes of Power : From Detroit to Disney World.* Berkeley : University of California Press.

ZUKIN, Sharon (1995), *The Culture of Cities.* Oxford : Blackwell Publishers.

ZUKIN, Sharon (2000) Space and Symbols in an Age of Decline, *in* M. MILES, T. HALL et L. BORDEN dir. *The City Cultures Reader.* New York et Londres : Routledge, 81-94.